QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11894 — MARDI 26 AVRIL 1983

UN ENTRETIEN AVEC LE PRINCE SIHANOUK

« Il ne faut pas que le Vietnam puisse seul prétendre être un ami de la France »

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La démission de M. Kreisky ouvre la voie à un gouvernement de coalition en Autriche

L'automne du patriarche

C'est bel et bien une ère qui s'achève pour l'Autriche. A moins que M. Kreisky, à l'instar des grandes vedettes qui font plusieurs fois leurs « adieux définitifs » à la scène, ne revienne finalement sur sa décision : après tout, son parti reste incontestablement le premier au Parlement et dans l'opinion. Mais il semble que le vieux chef, déçu et fatigué, ait tenu à se couper lui-même toute retraite et veuille aller jusqu'au bout d'une démission dont il avait brandi la menace au cas où les socialistes perdraient la majorité absolue.

A l'heure des comptes, le bilan de l' « ère Kreisky » n'apparaît certes pas négatif. Et d'abord sur le plan économique le chancelier pouvait se flatter d'avoir fort bien préservé son pays de la tourmente qui agitait la plupart de ses partenaires occidentaux. En 1982, la situation dont l'opposition dénonçait la dégradation aurait encore laissé rêveur plus d'un Européen : le chômage était de l'ordre de 3,7 % et l'inflation inférieure à 5,4 %.

Il est vrai que, comme son voisin ouest-allemand, l'État autrichien s'était endetté lourdement et qu'une telle idée n'a pas dû enthousiasmer les électeurs. Mais cette réussite économique s'explique aussi et surtout par un autre facteur qui s'inscrit également à l'actif du règne qui s'achève : une paix sociale exemplaire fondée sur une concertation permanente. En revanche, et comme il est hélas fréquent lorsqu'un parti demeure longtemps au pouvoir, l'autorité personnelle de M. Kreisky n'aura pas suffi à dissuader certains de ses « amis » de se livrer à quelques opérations, notamment immobilières, plus rémunératrices que glorieuses. Ces « affaires », en particulier le scandale de l'A.K.H. (l'hôpital général de Vienne), ont terni l'image des socialistes, même si elles ont aussi souligné, par contraste, le caractère moralement impeccable du vieux chancelier.

Reste le plan diplomatique, auquel M. Kreisky restait tout particulièrement attaché. Incontestablement, l'Autriche a tenu sous sa conduite un rôle supérieur à celui que paraissait lui assigner à première vue son étendue territoriale présente. Développant habilement le concept de « neutralité active » et l'image de trait d'union que sa situation géographique pouvait suggérer, M. Kreisky s'est attaché à jouer les médiateurs, accueillant notamment à Vienne des négociations Est-Ouest et un troisième siège des Nations unies.

A-t-il été aussi heureux dans ses tentatives de conciliation au Proche-Orient, dont la crise le passionne et le navre, et où il s'est efforcé de faire entendre une voix qui fût originale ? Et s'agissait-il encore de conciliation lorsqu'il traitait le comportement de M. Begin de « semi-fasciste » ou recevait M. Arafat avec tous les honneurs ? Lui le pensait, et le pense probablement toujours, estimant que la situation ne pourrait être débloquée sans quelques gestes ou mots spectaculaires susceptibles de redonner aux dirigeants palestiniens une certaine confiance en l'Occident.

Il s'y était risqué à sa façon. Ce passionné de diplomatie n'aura jamais dédaigné les conduites les moins diplomatiques, lorsqu'elles lui paraissaient utiles, ni ce socialiste une certaine forme de majesté bonhomme. Du moins le patriarche en son automne s'en était-il expliqué avec humour : « Il ne faut pas être modeste comme si l'on était l'empereur François-Joseph lorsqu'on n'est pas empereur soi-même. »

Les élections législatives qui ont eu lieu dimanche 24 avril en Autriche n'ont pas permis au parti socialiste de M. Kreisky de retrouver la majorité absolue dont il disposait dans l'Assemblée sortante. Dans ces conditions, le chancelier a décidé de renoncer à former lui-même un gouvernement de coalition.

Les résultats définitifs ne devaient être connus que mardi. Mais la répartition actuelle des suffrages et des 183 sièges à pourvoir n'apparaît pas susceptible d'être sensiblement modifiée. Elle accordait, ce lundi, 47,80 % des voix et 90 sièges au parti socialiste (contre respectivement 51,03 % et 95 sièges en 1979), 43,21 % et 81 sièges au parti populiste (contre 41,86 % en 1977) et 4,97 % et 12 sièges (contre 6,06 % et 11 sièges) aux libéraux. Les autres formations qui présentaient des listes, en particulier les écologistes, dont les socialistes redoutaient la concurrence, n'ont pas recueilli assez de voix pour avoir des sièges.

Le revers des socialistes autrichiens devrait ouvrir la voie à une coalition.

De notre correspondante

Vienne. — Ce n'est pas avant mardi 26 avril que pourront être officiellement proclamés les résultats définitifs des élections législatives de dimanche : on attend, en effet, le dépouillement des votes par correspondance. Mais ce que l'on peut savoir de la tendance traditionnelle de ces électeurs « à distance » fait penser que, si la répartition des sièges telle qu'elle apparaît ce lundi devait être très légèrement modifiée, ce serait vraisemblablement au profit de l'opposition populiste. En toute hypothèse, c'est bien le parti socialiste, et au premier chef le chancelier Kreisky, qui apparaissent comme les grands perdants du scrutin.

WALTRAUD BARYLI.

(Lire la suite page 4.)

« J'entends faire respecter l'autorité de l'État »

déclare M. Mitterrand à Dunkerque

Alors que se développent en France plusieurs mouvements d'agitation, M. François Mitterrand a commencé, lundi 25 avril, une visite officielle de quarante-huit heures dans la région Nord-Pas-de-Calais.

Évoquant à Dunkerque les différents foyers de tension sociale, et en particulier la grève des internes et des chefs de clinique, M. Mitterrand a notamment déclaré : *« La solidarité nationale ne peut se perpétuer sans l'autorité de l'État que j'entends faire respecter. Aucun conflit, quand il est raisonnablement exprimé, n'est insoluble, dès lors qu'on ne se rebelle pas contre l'État. Toute revendication catégorielle doit être reçue avec attention. Aucune ne peut être acceptée dès lors qu'elle nuit à l'intérêt du pays. »*

(Lire page 48.)

L'extension des grèves hospitalières aux universités, les manifestations des agriculteurs et les appels lancés par certains syndicats ouvriers confortent certains dirigeants de l'opposition dans leur conviction que la montée des mécontentements pourrait se traduire par un nouveau « mai 68 ». M. Mitterrand avait évoqué lui-même au début de son septennat, pour mieux en écarter la menace, l'hypothèse d'un tel « coup de torchon ».

Le « coup de torchon » ?

L'explosion dans six mois ! Peut-être dans un mois ! Cette rumeur s'enfle depuis la conversion du gouvernement à une véritable politique d'austérité. Elle est pour certains une crainte pour d'autres un espoir.

Depuis ce fameux mois de mai 1968, échéance que nul n'avait prévue, personne ne veut sans doute être pris au dépourvu. Depuis cette date, rares ont été les années qui n'aient pas été vécues dans l'attente d'un printemps où, à défaut, d'un automne chaud. *« Chaud, chaud, le printemps sera chaud ! »*, scandaient les manifestants (de gauche) d'avant mai 1981. *« Chaud, chaud, l'automne sera chaud ! »*, pensent aujourd'hui certains opposants. L'exaspération d'une partie du pays — *« ça ne peut plus durer »*, dit-on — est réelle ; le mécontentement d'une majorité de l'opinion est mesurée régulièrement par les sondages ; enfin, la conviction d'une partie des décideurs est arrêtée : le pays court à sa perte.

L'analyse « catastrophiste » nourrit l'espoir d'un mai ou d'un octobre 1983 qui serait enfin fatal au pouvoir de la gauche. De là à vouloir organiser l'espoir, il n'y a qu'un pas. Certains l'ont-ils franchi ? Le président du Sénat, M. Alain Poher, a cru bon récemment d'assurer l'Hôtel Matignon qu'il pèserait, le cas échéant, de toute son influence pour dissuader ceux des opposants qui seraient partisans de la politique du pire.

Le « scénario » de l'« explosion », décrit dans *l'Express* (*le Monde* du 15 janvier) par M. Giscard d'Estaing, a donc repris vie. Repris, car l'ancien chef de l'État l'avait lui-même rappelé, *« c'est un scénario que d'aucuns considéraient, au printemps dernier, comme possible pour l'automne 1982 »*. M. Giscard d'Estaing n'était pas de ceux-là. Ceux-là vous disent aujourd'hui qu'ils ont l'« *intuition* » que le pays bougera avant la fin de l'année. Comme l'a dit Pierre Charpy, directeur de *la Lettre de la Nation*, organe du R.P.R., à M. Pierre Bérégovoy, dimanche 24 avril, au « Club de la presse » d'Europe 1 : « *Nous, on pense beaucoup à 1968.* » Ceux-là, donc, se recrutent notamment dans l'entourage de M. Jacques Chirac.

Ce dernier, pourtant, sait qu'il lui faut — s'il veut rassembler, un jour, au-delà de l'opposition — cesser d'incarner l'aventure. Du moins aux yeux d'une partie de l'opinion. Il dit et répète qu'il n'a en tête que le calendrier républicain, c'est-à-dire l'horizon 1986 ; et qu'il lui faut, après une phase dominée par la critique de l'action gouvernementale, se consacrer désormais à une réflexion approfondie sur les grands dossiers économiques et sociaux.

Mais M. Chirac sait aussi qu'il ne faut pas laisser retomber le dynamisme de la puissante machine R.P.R. Ceci explique peut-être cela.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7.)

Thomson et J.V.C. signent un accord de coopération

Le groupe français Thomson-Brandt et la société japonaise Japan Victor Company (J.V.C.) viennent de signer un accord de coopération. Thomson-Brandt va fabriquer sous licence des magnétoscopes V.H.S. en Europe. D'ici à la fin de l'année, une usine installée en France produira la partie mécanique de l'appareil. La société allemande Telefunken, filiale de Thomson, assurera l'assemblage dans son usine de Berlin.

Cet accord compromet le projet du groupe néerlandais Philips de constituer un « bloc technologique européen » face aux firmes nippones. Les mesures restrictives sur les importations de magnétoscopes prises par la France en octobre dernier devraient être progressivement aménagées.

Des magnétoscopes sous licence japonaise

Une page est tournée. Après des années de grandes manœuvres, l'Europe de la vidéo connaît désormais ses nouvelles règles du jeu. En signant la semaine dernière avec la société japonaise J.V.C. un accord de licence pour la fabrication des magnétoscopes V.H.S., le groupe français Thomson-Brandt met fin aux espoirs de Philips de voir se constituer un front commun européen autour de son système Vidéo 2000.

Cet accord n'est pas fait pour surprendre. Depuis l'échec, début mars, de sa tentative de rachat de 75,5 % du capital de Grundig, on savait que Thomson avait — avec l'aval des pouvoirs publics — relancé les conversations avec les Japonais.

J.-M. QUATREPOINT.

(Lire la suite page 45.)

Les carnets secrets de Hitler : trouvaille ou mystification du siècle ?

- **Impatience et scepticisme à Hambourg**
- **Un livre sur le médecin personnel du Führer**

(Lire page 3 les articles de JACQUES NOBÉCOURT et PAUL-JEAN FRANCESCHINI.)

L'EXPOSITION MANET AU GRAND PALAIS

Le lorgnon de Victorine

Une exposition Manet, on craignait que cela ne fût impossible. Eh bien ! non : c'est fait. En dehors de quelques œuvres conservées dans des musées qui ne prêtent jamais (ainsi le Buveur d'absinthe de Copenhague), tous les grands tableaux sont là : ceux de France et ceux des États-Unis, collections particulières comprises ; ceux d'Allemagne et d'Amérique du Sud ; le délicieux Argenteuil du musée de Tournai comme ce suprême accomplissement qu'est le Bar des Folies-Bergère de l'Institut Courtauld. Sans compter les gravures, les documents, un ensemble souvent peu connu de dessins, d'aquarelles, d'esquisses qui rythment de façon charmante le parcours sans faille de l'exposition du Grand Palais. Tout est là et Manet lui-même, dans sa délectable et à jamais déroutante complexité, dans le foisonnement d'une des personnalités les plus mystérieuses de l'histoire de la peinture.

En 1863, l'année du *Déjeuner sur l'herbe*, quelqu'un, qui était peut-être Delacroix, écrivait : *« M. Manet a toutes les qualités qu'il faut pour être refusé à l'unanimité par tous les jurys du monde. Il a toute l'âpreté des fruits verts qui ne doivent jamais mûrir. »* Et, une quinzaine d'années plus tard, à propos d'un ami que Manet approuvait d'avoir accepté la Légion d'honneur, Degas lançait à l'auteur du *Balcon* : *« Naturellement, ce n'est pas d'aujourd'hui que je sais à quel point vous êtes bourgeois. »*

Un fruit vert, un bourgeois. Spirituel, aimable et serviable à tous, causeur exquis, la séduction, l'élégance mêmes, avec un brin de blague et de canaillerie, Manet représente, en effet, ce que la bourgeoisie et la culture libérale du siècle dernier ont sans doute produit de plus accompli. Un Swann, en somme, qui aurait eu du génie, et Zola notait que *« ce peintre révolté, qui adorait le monde, avait toujours rêvé le succès tel qu'il pousse à Paris, avec les compliments des femmes, l'accueil louangeur des salons, la vie luxueuse galopant au milieu des admirations de la foule »*.

L'admiration de la foule, mais celle aussi des milieux officiels. Les salons, mais surtout le Salon : c'est au Salon que Manet a joué toute sa partie, avec une persévérance et un courage qui laissent confondu si l'on pense à la marée d'insultes qui accueillit presque chacun de ses envois. On sait qu'il refusa de participer aux expositions impressionnistes et, de *la Musique aux Tuileries* au *Bar des Folies-Bergère*, et même à *Nana* et aux toiles de plein air, il est bien vrai que la modernité de Manet est celle de la bourgeoisie parisienne (il avait, comme Baudelaire, la campagne en horreur), de son costume, de sa sociabilité et de ses plaisirs.

Seulement voilà, il y avait le fruit vert. Si le public avait tempêté devant les sujets de Courbet qu'il jugeait ineptes ou insupportables de trivialité « socialiste », il avait accepté sa manière, qui était d'ailleurs, en plus costaud, celle des « maîtres d'autrefois » (*« il peint comme les vieux »*, disait Cézanne). A Manet, on reprocha à la fois le réalisme de sujets jugés offensants pour la morale et les *« balbuties de son dessin »*, pour parler comme Huysmans, *« la crudité d'un coloris aigre qui entre dans les yeux comme une scie d'acier »*. Plus encore peut-être le caractère sacrilège du dialogue ambigu, périlleux, qu'il engageait avec la tradition et la grande peinture d'histoire.

« *Peintre d'histoire* » était au regard de Manet la pire injure que l'on puisse adresser à un artiste.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 14.)

AU JOUR LE JOUR

Journal

En Autriche, un chancelier abandonne le pouvoir, miné par la crise qui affecte l'Europe jusque dans ses recoins les plus protégés.

En Allemagne, on lance un best-seller : les vues intimes du chancelier Hitler sur son combat.

Il y a des jours où l'actualité joue avec les réminiscences et les frissons terribles.

Pour s'assurer qu'on ne vit pas un mauvais rêve à reculons, il faudra, cet été, emporter en vacances le Journal d'Anne Frank. Comme antidote.

BRUNO FRAPPAT.

idées

A l'ombre du général

Les gaullistes de diverses familles ne sont pas restés de marbre devant le plan de redressement lancé par Jacques Delors. Jacques de Montalais demande aux Français de collaborer à son succès, pendant que Jean-Louis Delecourt et André Weil-Curiel voudraient élargir l'assise du pouvoir légitime né en mai et juin 1981. Philippe Dechartre pense que la « participation » prônée par le général de Gaulle et repoussée à l'époque par le patronat et les syndicats aurait peut-être un meilleur sort aujourd'hui, du fait même des orientations de la C.F.D.T., du C.N.P.F. et des lois Auroux. Quant à Christian Poncelet, il demande qu'on fasse taire tout esprit de revanche et annonce la reparution de *Notre République*.

Il aurait pu...

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

M. FRANÇOIS MITTERRAND prit position dès le début contre l'arrivée aux affaires du général de Gaulle et maintint cette position de refus à l'égard des réformes constitutionnelles de 1958 et de 1962. Il est donc possible qu'il ne lui soit pas venu à l'esprit, quand il occupa l'Elysée, de saisir toutes les possibilités qu'offre au chef de l'État cette sorte de sacre démocratique que constitue désormais l'élection du président de la République au suffrage universel direct.

C'est pourtant dans les circonstances difficiles que l'importance décisive de ce sacre devrait jouer, quels que soient les vues et les vœux des partis, puisque le président est précisément élu par-dessus leur tête. C'est ainsi que de Gaulle l'entendait et que le peuple l'a toujours compris, sinon l'alternance n'aurait pas eu lieu en 1981.

Un pouvoir décisif, disais-je, qui doit être pleinement assumé dans les circonstances difficiles, voire dramatiques. Le général en fit l'éclatante démonstration au moment, par exemple, de la révolte des généraux et quand il décida — à l'étonnement du monde — de faire évacuer les bases militaires américaines.

Des circonstances difficiles

Or, lorsque M. Mitterrand accéda au pouvoir, les circonstances étaient difficiles, sinon dramatiques. Essentiellement parce que, pendant le septennat précédent, on n'avait pour ainsi dire pas tenu compte des conséquences de la crise mondiale et que la France continua donc de vivre au-dessus de ses moyens.

Les dirigeants de l'époque se vantèrent d'ailleurs d'avoir maintenu ou même fait progresser le niveau de vie général. Mais pendant ce temps les bénéfices des entreprises — sous l'égide, pourtant, de MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre ! — diminuaient régulièrement, elles n'investissaient donc plus. L'inflation était toujours nettement supérieure à celle de la République fédérale, la désindustrialisation progressait subrepticement, nos succès à l'exportation reposaient bien davantage sur les achats du tiers-monde que sur ceux des grands pays industrialisés et quatre sur six des groupes qui allaient être nationalisés étaient en déficit en 1981. L'ancien président n'en prophétisait pas moins le 9 avril 1976 : *« La reprise est acquise. Elle est certaine. La France sort parmi les premières et au même rythme que l'Allemagne fédérale de la plus sévère crise économique de l'après-guerre. »* Et cet optimisme fut fâcheusement entretenu jusqu'à la fin malgré tous les avertissements de Michel Debré.

Eh bien, François Mitterrand aurait parfaitement pu expliquer, lui, qu'il avait pris des engagements mais que pour les tenir, compte tenu de la situation du pays par rapport à ses grands concurrents, il lui fallait d'abord assainir cette situation-là. *« J'ai sept ans devant moi,* aurait-il pu dire. *J'ai donc le temps de faire des réformes. Mais je commence par le plus urgent, qui est de les rendre possibles. Il me faut un an. Peut-être deux. »* Alors, pour la première fois depuis longtemps, les Français auraient entendu, dans la bouche du premier responsable, la vérité. N'est-ce pas d'ailleurs ce que de Gaulle avait dû faire pour permettre à la France d'entrer dans la Communauté européenne en formation ?

Mais les socialistes se sont laissés piéger par le même optimisme que M. Giscard d'Estaing. Il leur a fallu un an pour s'en remettre. Ce fut long. Et désastreux. Aussi devient-il évident que le devoir est aujourd'hui — toutes opinions confondues — de contribuer à la réussite d'un plan austère mais salvateur. *« Un programme qui mérite le soutien »*, a estimé en tout cas le *Financial Times* de Londres, pourtant peu suspect de complaisance à l'égard du socialisme, qu'il soit ou non à la française.

Malheureusement, en France, chacun exalte ses droits et cherche mille moyens d'en acquérir de nouveaux sans guère songer à ses devoirs. C'est pourquoi le citoyen parle toujours des fautes du gouvernement, jamais des siennes. Ce qui revient à dire qu'à force d'exprimer des revendications et d'exercer des pressions pendant que d'autres fraudent, un peuple a souvent la politique qu'il mérite.

En première ligne

Aujourd'hui, cependant, et de quelque manière qu'il l'ait fait, M. Mitterrand a pris ses responsabilités de président de tous les Français et, au-delà des partis, il est monté en première ligne.

Alors, comme M. Debré le suggérait naguère, M. Alfred Fabre-Luce estimait à son tour dans *le Figaro* — ce qui est significatif — du 29 mars, qu'il faudrait probablement en venir un jour à un gouvernement de salut public. Et de s'interroger : *« Mitterrand et Barre ? »* On peut toujours rêver.

N'est-ce point tout de même dans cet esprit que les Français devraient tous collaborer au succès du plan de redressement, plutôt que de crier, comme s'ils étaient Polonais, qu'ils ne sont plus libres, et de réciter le catéchisme de tous ceux dont le principal souci est de décourager et de jeter de l'huile sur le feu ?

(*) Ancien rédacteur en chef de *la Nation*.

Des Français parlent aux Français

par JEAN-LOUIS DELECOURT (*) et ANDRÉ WEIL-CURIEL (**)

LES gaullistes dits de gauche, qui sont les authentiques dépositaires de la pensée du général de Gaulle, ont comme leurs anciens la nostalgie d'une France qui ne se contenterait pas de suivre les événements et de colmater les brèches créées par l'irruption de facteurs nouveaux dans les mécanismes régulateurs à l'échelon national et international. Toutes générations confondues, fidèles à ses principes et à l'inspiration humaniste donc progressiste qui a animé son action, ils entendent sortir de leur réserve et appeler leurs compatriotes à dépasser les querelles qui ont pu les opposer à coup d'étiquettes surannées, de vocables dénués de sens, de formules rituelles que les temps nouveaux ont frappées de caducité et à se rassembler avec eux dans ce qui devrait être une ligue du bien public, pour transcender aussi bien la rupture interne au socialisme français de 1920 que les malentendus entre le général de Gaulle et une certaine gauche en 1946, en 1958 ou en 1960.

Ils affirment d'emblée que le président de la République et le gouvernement qu'il a nommé détiennent bien, conformément aux institutions créées par le général de Gaulle, un pouvoir légitime.

Ils respectent le scrupule dont le chef de l'État a fait preuve en tentant de réaliser certaines promesses électorales fondées sur des données frappées de péremption par l'évolution rapide de la situation internationale, et ils estiment qu'il s'est grandi en acceptant de prendre en compte une réalité nationale et internationale qui n'était plus compatible avec ses orientations de candidat.

Ils affirment que l'indépendance de la France, rétablie et rénovée par les grandes décisions du général de Gaulle, aujourd'hui ratifiées et mises en œuvre par le président de la République, est menacée davantage par les faiblesses de son appareil de production et de distribution, notamment à l'étranger, et par conséquent de sa monnaie, que par le risque de voir violer ses frontières ou remettre en cause sa souveraineté.

Une nation ne peut être libre et forte que si tous ses citoyens se sentent heureux et fiers d'y vivre ensemble. Les sacrifices que commandent tant la simple justice sociale que les nécessités d'un redressement national en sont la meilleure garantie pour l'avenir.

Un préalable

Un préalable, trop souvent négligé malgré quelques avancées significatives et qu'il importe de respecter, consiste en la réalisation de réformes qui peuvent améliorer la vie quotidienne grâce à la concertation avec les élus et les associations concernées. L'administration doit retrouver le goût et le devoir d'un véritable service public, qui a été trop dévoyé dans le passé, par manque de moyens sans doute mais plus encore d'impulsion et de contrôle civique. L'action gouvernementale du général de Gaulle en a souffert, celle de François Mitterrand et de Pierre Mauroy en pâtit.

Au-delà de cette nécessité d'élargir la démocratie au niveau local et quotidien, objectif favorisé par la mise en place de la décentralisation — rejetée par tous les conservatismes en 1969, — il convient qu'une phase d'approfondissement des objectifs du septennat soit dès à présent engagée dans plusieurs directions essentielles.

La prise en compte des besoins réels d'éducation et de formation doit être l'occasion d'un vaste débat national, notamment après la diffusion de propositions et de rapports particulièrement intéressants, pour le renouveau, la modernisation et l'harmonisation du système éducatif.

La nécessité d'une mobilisation de toutes les forces économiques, sociales et intellectuelles pour construire une industrie moderne, résorber le chômage, définir les conditions de la croissance, la financer, rend d'autant plus actuelle et indispensable la mise en œuvre de la participation à la gestion, aux résultats et aux augments des entreprises.

L'action de la France, déjà significative depuis 1981, pour susciter un plan mondial de codéveloppement et de solidarité avec les pays du tiers-monde, doit devenir la grande ambition nationale de la fin du siècle.

Les gaullistes de gauche et de conviction considèrent que si le gaullisme authentique survit dans la conscience historique du peuple français, il y a longtemps qu'il a cessé d'être représenté sur le plan politique par la formation qui se réclame abusivement du général de Gaulle.

Des compagnons fidèles du général de Gaulle, des citoyens et des jeunes qui les ont rejoints ont formé le Mouvement gaulliste populaire (M.G.P.) pour favoriser le renouveau de l'action gaulliste dans le pays et appellent tous les hommes, et femmes de France qui partagent leurs inquiétudes et leurs espoirs à s'unir avec eux au sein de ce M.G.P., qu'ils ont créé en fusionnant des formations qui végétaient à l'état de cénacles.

Pour que tout soit bien clair, ils déclarent sans ambages qu'ils entendent élargir l'assise du pouvoir légitime qu'a choisi le peuple français dans ses forces vives en mai et juin 1981 afin de lui permettre de dépasser des clivages artificiellement créés par des états-majors politiques plus soucieux de garder ou de conquérir le pouvoir et des places que de l'intérêt national et des périls qui assaillent la République.

(*) Secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire (M.G.P.)

(**) Vice-président du M.G.P.

L'espoir

par CHRISTIAN PONCELET (*)

DEVANT les dangers croissants que font courir à la France et aux Français la dégradation de l'économie nationale et l'exacerbation de passions partisanes, les gaullistes de sensibilité humaniste et sociale éprouvent le besoin de se rassembler et d'exprimer le sens de leur action. Ce besoin s'est fait particulièrement sentir en constatant que de plus en plus de Français étaient inquiets, déçus et désorientés, après moins de deux ans d'exercice du pouvoir par les socialo-communistes. On les a trompés, et ils se sont égarés.

Un subtil et malsain flou artistique a entretenu un temps l'illusion que, par miracle, le chômage allait disparaître, l'inflation diminuer et le pouvoir d'achat éternellement progresser. Aujourd'hui, le réveil est cruel pour beaucoup de Français, qui s'aperçoivent amèrement que l'on revient même sur un certain nombre d'avantages acquis. Et c'est naturellement qu'ils se tournent, comme toujours dans les moments difficiles de notre histoire, vers nous, les gaullistes, hommes de combat et d'espérance.

Nous devons être en mesure de les accueillir, et il est de notre responsabilité de répondre à leur attente. Nous devons savoir faire taire tout esprit de revanche et marquer au contraire notre volonté d'ouverture aux autres. Il ne faut pas que notre action les entraîne à redouter un changement de majorité. Ils doivent savoir, notamment, que demain nous ne reviendrons pas sur un certain nombre d'avantages nouvellement acquis. C'est pour ces raisons que nous avons décidé de faire revivre *Notre République*, qui fut, durant de nombreuses années, le reflet et le point de rencontre des gaullistes, préoccupés de justice sociale et de progrès. De 1958 à 1969, il fut l'organe de l'Union démocratique du travail (U.D.T.), puis de l'Union pour une nouvelle république (U.N.R.).

A un moment où la crise que traverse notre pays s'aggrave, il paraît indispensable en effet de rendre à l'homme la place qui doit être la sienne dans la société, c'est-à-dire la première. Devant la multiplication et l'alourdissement des déficits, la sanction de trois dévaluations successives et la difficulté de mettre en place un plan de rigueur efficace, le gouvernement privilégie les aspects financiers et économiques de sa politique au détriment de l'aspect humain.

La participation

L'homme a de plus en plus tendance à n'être considéré que comme une donnée économique et statistique. Sait-on pourtant qu'un chômeur de longue durée sur trois est condamné à le rester, d'après une étude réalisée par le ministère de l'emploi ? La sécheresse d'un tel constat ne permet pas d'appréhender les drames humains qu'il recouvre bien souvent, et qui sont amplifiés encore par la régression récente de notre système de protection sociale. Combattre l'inflation est une nécessité. Combler les déficits est un impératif. Mais lutter contre le chômage doit être une priorité nationale. *Notre République* entend rassembler tous ceux qui pensent que s'il ne peut y avoir de nouveaux acquis sociaux sans progrès économique préalable, celui-ci n'est cependant, en réalité, que le moyen d'atteindre une finalité encore plus importante : le progrès social.

Et c'est là où l'idée de participation, idée chère aux gaullistes, trouve sa pleine justification en permettant à chacun de prendre part à l'élaboration des décisions qui le concerne, puis de participer aux résultats de son action. *« Ce mal du siècle, qui est celui des âmes »*, a écrit le général de Gaulle dans ses *Mémoires d'espoir*, pourrait être adouci un jour par la mise en œuvre d'une véritable politique de participation, qui donne à l'homme la possibilité d'être pleinement responsable de son destin, et un citoyen à part entière dans sa vie de tous les jours.

La valeur d'une nation, ses chances de redressement dans l'adversité ou de développement dans la prospérité sont principalement déterminées par la valeur des individus qui la composent. Or, dans un Etat moderne, donc complexe, seul l'individu informé et possédant une culture civique et politique suffisante est un citoyen à part entière pouvant bénéficier, notamment, de l'intégralité de ses droits. C'est pourquoi l'ambition des responsables de *Notre République* est-elle d'offrir des thèmes de réflexion, de discussion et d'approfondissement à tous ceux qui partagent leurs convictions et ont la volonté d'être des hommes au service de l'homme.

(*) Ancien ministre, sénateur R.P.R. des Vosges, maire de Remiremont.

Les compagnons d'Emmaüs

par PHILIPPE DECHARTRE (*)

UN dimanche à la télévision je regardais, les yeux écarquillés, ce pape qui va et accapare. Dans l'Amérique latine, foire d'empoigne des Russes et des Américains, le Saint Père a dit des choses simples et donc courageuses. Jean-Paul II a rappelé qu'entre le capitalisme sauvage et le communisme il y avait une troisième voie. Il aura été entendu par des paysans aux terres volées, des Indiens dépouillés et scalpés, des pauvres, des torturés, jusqu'au fond de leur prison.

Ici, en Europe, les bourgeois embourgeoisés des messes du dimanche ont approuvé gravement. Et de même les cathos new-look, sur un air de guitare. Ils étaient bien tranquilles, cela ne les concernait pas.

De Gaulle, en son temps, parlait de la participation. Il avait exprimé la même pensée politique, dans les mêmes mots, que le pape. Long est le tracé du « sillon ». Mais change-t-on son siècle avec des idées justes ? En dépit de sa toute-puissance morale et politique, de Gaulle, sur cette philosophie-là, n'avait été ni écouté ni entendu. Le patronat, les syndicats toutes tendances confondues, les hommes politiques amis qui confortablement préféraient faire erreur sur sa personne, ses adversaires bien entendu, tous passèrent à l'ordre du jour. Leur ordre. L'ordre pour l'ordre, qu'il soit rouge ou noir, ou plus simplement gris centriste, pourvu qu'il soit celui du parti, de la chapelle, du syndicat, de la caste ou de la classe. En un mot, l'ordre garant et protecteur des intérêts de la smalah.

Quelques jours avant la promulgation des ordonnances sur l'intéressement, de Gaulle me disait : *« Par rapport à ce que nous voulons faire, c'est rien. Un zakouski. Mais vous verrez. C'est encore trop. Ils n'en voudront pas. »* Et d'ailleurs le général publiait son ordonnance — une ordonnance, pas une loi — le 17 août, parce que tout le monde, de Ceyrac à Séguy, était en vacances et pour que personne ne s'en aperçoive.

Pensez donc. Pour le patronat, *charbonnier est maître chez soi.* Vouloir partager un tant soit peu, c'est être un « partageux ». Donnant par là raison, sans même s'en apercevoir, aux communistes, pour qui l'analyse marxiste révèle que le profit du capital ne peut aller qu'au capital.

Pour un syndicaliste, investir dans l'entreprise une part de l'intéressement ouvrier aux bénéfices ce n'est pas, par ce moyen d'autofinancement, lutter contre l'inflation et le chômage. C'est « faire subventionner les patrons par les ouvriers ». Et devenir « le valet du capital ». Ainsi fut corsetée, puis enterrée, la participation des salariés aux bénéfices, au capital et aux responsabilités. Erreur imbécile. Car ce que nous n'avons pas voulu faire en vingt-trois ans de pouvoir, les socialistes, en un an, eux, l'ont fait. A leur manière. Ainsi naquirent les lois Auroux.

Alors vint le temps des naïvetés. La patte brûlante du diable s'étant abattue sur l'entreprise, M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., qui n'aime pas le diable sous quelque avatar que ce soit, en appelle à l'alternance pour exorciser Satan, les syndicats et leurs œuvres. Pour cela seulement : retrouver le bon confort suranné de ce dix-neuvième siècle vieillissant qui, comme l'été des classes dirigeantes, n'en finit pas de mourir.

Mais il n'est pas besoin d'être grand théologien pour savoir que les voies de Dieu sont impénétrables. Qui aurait cru que le véritable responsable de ces lois honnies, ce n'est pas le socialiste Auroux, mais le très chrétien Yvon Chotard, qui, s'opposant hier à la participation démocratique, doit encaisser aujourd'hui le renforcement du pouvoir syndical et son intrusion en force dans le domaine interdit et sacrilège de la cogestion.

M. Yvon Chotard est un homme honnête. Il a pesé de tout son poids pour libéraliser la grande centrale capitaliste et la rendre plus humaine. Mais l'ancien président du patronat chrétien écoute bien mal le pape.

D'un tout autre côté, M. Edmond Maire ne cessera de nous étonner. Le président de la C.F.D.T. est certainement un de nos plus brillants hommes politiques, le plus imaginatif et le moins conformiste en tout cas. On sait qu'il vient du syndicalisme chrétien. Bien que situé à l'autre bout de la corde que tirent, arc-boutés, les protagonistes de la lutte des classes, il est fait de la même foi que M. Yvon Chotard.

Certes, il est lucide et courageux de proposer que l'emprunt forcé de 10 % soit retenu, non pas sur l'impôt, mais sur le salaire, pour être investi dans l'entreprise. Pourquoi alors Edmond Maire et la C.F.D.T. ont-ils poussé des cris d'orfraie quand nous avons décidé plus modestement, et à coup sûr plus judicieusement, d'affecter à l'autofinancement la part acquise par les salariés grâce à leur intéressement aux bénéfices ?

Aujourd'hui quel « changement », puisque c'est sur leur salaire même que, selon le courageux Edmond Maire, les ouvriers auront le devoir légal de « financer le patronat » !

Pourquoi donc M. Yvon Chotard et M. Edmond Maire, une fois encore alliés objectifs, ont-ils été si violemment, et sont-ils encore si violemment, opposés à la participation gaulliste qui, elle, n'est ni capitaliste ni marxiste ? Et cependant, au fond d'eux-mêmes, ils écoutent avec émotion le pape qui leur parle de la troisième voie comme étant une justice pour tous... et pas seulement pour les desperados des dictatures de l'Amérique centrale.

Ainsi les splendeurs des légendes dorées se perdent, au loin, dans nos âmes. Les contingences et les passions étant ce qu'elles sont, les compagnons d'aujourd'hui ne dérogent pas à la tradition biblique. Ils cheminent sans voir.

(*) Secrétaire général du Mouvement solidarité-participation (M.S.P.).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

ASIE

Cambodge

Il ne faut pas que le Vietnam puisse seul prétendre être un ami de la France

nous déclare le prince Sihanouk

Arrivé samedi à Paris, sur invitation officielle du président de la République, le prince Sihanouk doit être reçu, mercredi 27 avril, à l'Elysée, puis par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. Jeudi, le prince prévoit de partir pour les « zones libérées » du Cambodge, où il recevra les lettres de créances des ambassadeurs de Chine, de Corée du Nord et du Bangladesh, avant de présider une réunion du gouvernement de coalition antivietnamien. Il devrait revenir en France fin mai.

Pourquoi cet aller et retour surprise, alors que le prince aurait fort bien pu rencontrer M. Mitterrand fin mai ? *« Le président Mitterrand voulait me voir avant de se rendre à Pékin*, explique-t-il au *Monde*. *Je pense qu'il désire deux choses : échanger des points de vue sur le problème du Cambodge, et connaître ce que pensent ses amis chinois »*. Pourquoi aussi cette invitation *« officielle »* au président d'un gouvernement que la France ne reconnaît pas ? *« Cela est peu orthodoxe (...) Mais mes relations avec la France sont spéciales. Pour elle, je suis le chef traditionnel, légitime du peuple khmer »*.

Il semble aussi que l'initiative de l'Elysée ait eu pour but de rassurer Pékin – de même que les capitales de l'ASEAN – à quelques jours de la visite du président Mitterrand. Geste d'autant plus nécessaire que le récent voyage de M. Cheysson à Bangkok et à Hanoï, a suscité de vives réactions, comme celle du *Quotidien du peuple* qui l'avait accusé de *« manquer du sens des responsabilités »*. En recevant le prince Sihanouk, M. Mitterrand souhaite sans doute désarmorcer les critiques des Chinois, en montrant que les relations de la France avec le Vietnam restent limitées par sa condamnation de l'occupation du Cambodge.

Hôte de la France, le prince Sihanouk s'en voudrait de la critiquer. D'autant qu'en l'accueillant officiellement – ce qu'aucun autre pays occidental n'a fait avant elle – elle renforce le prestige de l'ancien souverain, alors qu'il est, des trois chefs de la résistance, celui qui reçoit le moins d'aide matérielle et de soutien politique. *« Il faut*, nous dit-il, *laisser à la France la possibilité de trouver un moyen pour permettre au Cambodge de recouvrer son indépendance et sa liberté. C'est ce qu'elle veut, mais avec des approches différentes de celles de la Chine, de l'ASEAN ou des Etats-Unis. Mais il ne faut pas qu'elle abandonne ses principes, c'est-à-dire l'indépendance du Cambodge et sa libération de l'occupation étrangère. »*

« Contrebalancer l'influence du Vietnam »

« Mes amis chinois me félicitent d'être si bien considéré par le gouvernement français ; mais ils espèrent que je garderai une attitude ferme et que je ferai comprendre à Paris notre position. (...) Ils craignent que M. Cheysson ne m'influence en faveur d'un assouplissement de ma position à l'égard du Vietnam », ajoute-t-il, avant de préciser que, au contraire de ses alliés, il n'est pas vietnamophobe : même s'il n'a aucune confiance dans *« ces fourbes, ces ingrats, ces orgueilleux »*. *« Je viens ici pour renforcer la compréhension entre les deux côtés. Il ne faut pas que le Vietnam soit le seul à être un ami de la France. Je suis son ami, ce qui me permet de contrebalancer l'influence du Vietnam auprès du Quai d'Orsay et de l'Elysée. »* Le prince, habile diplomate, espère aussi trouver à Paris un appui, même moral, qui lui permette de ne plus être totalement dépendant du soutien chinois.

Evoquant la récente visite à Hanoï de M. Cheysson, et sa déclaration selon laquelle la France *« ne souhaite pas que les troupes vietnamiennes partent* (du Cambodge) *pour que les horreurs sans précédent commises par les Khmers rouges puissent se répéter »*, le prince Sihanouk nous dit : *« Je ne l'approuve pas, je ne le condamne pas. (...) Il serait malhonnête de critiquer une position qui était la mienne avant que je prenne la tête de la coalition »* en 1982. Mais *« il faut consulter le peuple khmer (...) et je pense qu'il a évolué. Le cauchemar polpotien reste dans les esprits mais s'estompe peu à peu, alors que celui d'un Cambodge qui connaîtrait le sort de la Cochinchine* – autrefois cambodgienne – *hante de plus en plus mes compatriotes »*.

D'ailleurs, *« Heng Samrin et toute la bande de traîtres sont des Khmers rouges. Ils ne désapprouvaient pas le génocide, ils le pratiquaient »*. M. Heng Samrin s'est réfugié au Vietnam *« à la suite d'une dispute entre Khmers rouges pour le pouvoir, et non par opposition au génocide. Les Vietnamiens sont pour le génocide du peuple khmer, pour sa vietnamisation »*. La position de Norodom Sihanouk s'est durcie. *« Je ne rentrerai jamais*, dit-il, *dan le giron des colonialistes vietnamiens. J'ai plaidé pour une solution politique, mais sur la base d'un Cambodge indépendant. Pourquoi devenir président d'un Front uni, conseiller ou même chef d'Etat si vous n'êtes pas indépendant ? »*

« Une seconde leçon plus dure »

En dépit des assurances de la Chine, selon laquelle tout combat « juste » doit inéluctablement se terminer par la victoire, le prince se sent *« un peu désabusé »*. Car *« il n'y a qu'une seule chose qui puisse convaincre le Vietnam de venir à la table de négociations, c'est que la Chine lui fasse la guerre, lui inflige une seconde leçon plus dure que la première »*. Sinon *« le Cambodge sera perdu, comme la Tchécoslovaquie ou la Pologne, il deviendra un satellite »*. Il ne croit pas pour le moment à une telle guerre et ce que les Chinois lui ont promis, c'est de faire pression le long de la frontière sino-vietnamienne pour que la résistance khmère n'ait pas à supporter *« un fardeau trop lourd »*.

Enfin, interrogé sur la récente tentative avortée de négociations entre l'ASEAN et les pays indochinois – régime de Phnom-Penh exclu – le prince affirme que l'ASEAN *« n'accepte plus de conférence régionale qui reconnaisse en fait Phnom-Penh. Elle ne veut pas encourager le Vietnam dans son intransigeance et, pour le moment, continue sa politique de refoulement «containment» du Vietnam, en espérant qu'un jour Hanoï acceptera de négocier (...). Mais je n'y crois pas »*.

La situation semble donc bloquée, Hanoï n'a pas réussi à liquider la résistance, et celle-ci est incapable de l'emporter sur le terrain. La question des relations entre Pékin et Moscou. Que le prince Sihanouk se dise *« désabusé »* ne l'empêche pas de poursuivre son combat. *« Le fait que je me rende au Cambodge*, nous dit-il, *témoigne que nous sommes encore debouts* – malgré les succès de l'offensive vietnamienne – *que nous conservons quelques petites portions de notre territoire, et que nous sommes toujours animés de l'esprit de lutte. »*

PATRICE DE BEER.

Chine

POUR LA TROISIÈME FOIS EN UN MOIS

Pékin annonce l'arrestation d'«agents» de Taiwan

De notre correspondant

Pékin. – L'agence Chine nouvelle a annoncé, samedi 23 avril, le démantèlement d'un réseau d'espionnage pro-taiwanais, dont le centre se serait trouvé à Tianjin. Dans le cadre de cette opération, sept personnes ont été arrêtées, six à Tianjin, une à Shanghai. Depuis le début du mois d'avril, c'est la troisième fois que les organes d'information chinois font état de la découverte d'affaires d'espionnage au service de Taiwan. Le 4 avril, la presse de la capitale avait annoncé l'arrestation, remontant au 1er février, d'un certain Li Jiaqi, présenté comme « le chef de la station de Pékin » des réseaux de renseignement nationalistes sur le continent. Simultanément était signalée l'arrestation, à Canton, de deux Chinois de Hongkong accusés d'avoir déployé, sur la façade d'un hôtel de la ville, une banderole proclamant des « slogans contre-révolutionnaires » et favorables au Kuomintang.

L'affaire de Tianjin paraît plus sérieuse. Selon Chine nouvelle, le chef du groupe, Jian Bingkun, aurait été recruté lors d'un voyage au Japon, en août 1981, où il avait rendu visite à des parents. Après l'avoir nommé « chef de la section de Tianjin » de la Société du continent, un service de renseignement qui serait manipulé par Taiwan, ses commanditaires l'auraient chargé de recruter des agents et d'établir un réseau de communications, dont les membres ont été arrêtés en même temps que lui.

Il est difficile de distinguer, dans ces diverses affaires, la fiction de la réalité. On peut se demander, cependant, si la publicité qui leur est donnée ne traduit pas une certaine irritation du gouvernement de Pékin envers les activités de certains milieux chinois à l'étranger. Récemment, la presse chinoise a ainsi accusé des « agents de Taiwan » d'avoir joué un rôle dans l'affaire Hu Na, cette jeune joueuse de tennis qui vient d'obtenir l'asile politique aux Etats-Unis.

Dans cette guerre psychologique que se livrent Pékin et Taipei, par défections interposées, le régime communiste vient cependant de marquer un point, avec l'annonce, samedi, qu'un pilote de l'armée de l'air taiwanaise s'était posé la veille à bord de son appareil dans la province du Fujian. C'est, de la part de Pékin, la réponse du berger à la bergère. En octobre dernier, Taiwan avait accueilli en héros un jeune pilote de l'Armée de libération qui, après avoir posé son Mig-19 en Corée du Sud, avait opté pour le régime nationaliste.

MANUEL LUCBERT.





PROCHE-ORIENT

LA VISITE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN

Les dirigeants israéliens paraissent nourrir autant d'espoir que d'inquiétudes à propos de la visite de M. Shultz

Attendu lundi 25 avril au Caire, première étape de sa tournée proche-orientale, M. Shultz devait s'entretenir le lendemain avec le président Moubarak. La Syrie, de son côté, selon le quotidien beyrouthin pro-syrien *El-chark*, est « prête à recevoir tout envoyé américain ».

Le président Reagan, qui s'est rendu samedi 24 avril à la base américaine d'Andrews, près de Washington, pour assister à l'arrivée des corps des seizes victimes américaines de l'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth, a déclaré que son pays « continuerait à jouer au Proche-Orient un rôle unique et indispensable qu'aucune nation ne peut jouer ».

A Beyrouth, dimanche 24 avril, un soldat du contingent français de la force multinationale a tiré sur une voiture démunie de plaque d'immatriculation à l'avant et qui avait forcé un barrage dans le secteur du Musée. Le conducteur, qui a été mortellement blessé, était un avocat libanais, M. Pierre Atallah. – *(A.F.P., Reuter.)*

De notre correspondant

Jérusalem. – Les dirigeants de Jérusalem paraissent nourrir à peu près autant d'espoirs que d'inquiétudes à propos de la tournée au *Proche-Orient* du secrétaire d'État américain, M. George Shultz. Ils considèrent avec satisfaction que les relations israélo-américaines sont en train de s'améliorer nettement et à Jérusalem, on a, par exemple, beaucoup apprécié que le président Reagan fasse savoir, la semaine dernière, qu'une participation quelconque de l'O.L.P. au processus de paix ne lui paraît pas indispensable. *Bref, le gouvernement de* M. Begin pense que les Etats-Unis, après une période d' « errements » sanctionnés par l'échec du plan Reagan, en sont revenus à de « meilleurs sentiments » envers Israël.

Mais, sachant que M. Shultz se rend au Proche-Orient surtout pour tenter d'obtenir un accord libano-israélien, qui permettrait, à terme, un retrait de toutes les troupes étrangères de ce payss, les dirigeants israéliens sont inquiets. Ils craignent que leurs alliés américains, pour obtenir un succès diplomatique dont ils ont fort besoin en ce moment, ne demandent à Israël de faire davantage de « concessions » dans les pourparlers actuels avec le Liban. Cette crainte est d'autant plus grande que, après l'annonce de « progrès subtantiels » tant à Beyrouth qu'à Jérusalem, ces négociations viennent de connaître de nouvelles difficultés. Les diplomates israéliens ont rapporté que, au cours de la dernière séance, le 21 avril, leurs interlocuteurs libanais ont fait brusquement « marche arrière » sur des points importants, à propos desquels une entente était, du point de vue israélien, pratiquement acquise.

Le discours prononcé le 22 avril par le président Gemayel a renforcé la conviction des Israéliens que le gouvernement libanais entendait durcir considérablement sa position, rejettant *notamment* l'idée d'une présence militaire israélienne, même réduite, au Sud-Liban. Après la réunion du *conseil des ministres* dimanche, on laissait entendre, dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, qu'Israël était prêt à faire preuve de souplesse pour qu'enfin un accord puisse intervenir entre Jérusalem et Beyrouth, mais qu'il n'était pas question, même si l'on désire manifester de la bonne volonté à l'attention des dirigeants américains, de « rediscuter » des *« sujets qui ont déjà été négociés »*.

Est-ce une manière de répliquer à M. Gemayel et de marquer fermement sa position avec l'entrée en lice de M. Shultz ? Le conseil des ministre, sans trancher, a examiné, le 24 avril, l'éventualité d'un retrait unilatéral des troupes israéliennes sur une ligne située juste au nord de Saïda, le long de la rivière Awali. Selon cette hypothèse, défendue fortement par plusieurs ministres, l'armée israélienne évacuerait la région proche de Beyrouth et le Chouf, deux secteurs où les soldats israéliens connaissent d'incessantes difficultés pour faire régner l'ordre et subissent chaque semaine des pertes. Cette solution est de plus en plus sérieusement envisagée au cas où un accorde avec le gouvernement libanais s'avèrerait aussi impossible qu'un retrait de toute les autres forces étrangères actuellement stationnées au Liban (Syrie et l'O.L.P. plus particulièrement). C'est dire que les Israéliens pensent qu'ils seraient en droit, faute d'un accord, de se replier sur des positions plus aisément défendables, mais cette fois pour une période indéterminée. Il s'agit, de toute évidence, d'une menace voilée adressée tant aux Libanais, qui auraient à combler un vide entre les lignes de cessez-le-feu actuelles et la nouvelle ligne de repli israélienne, qu'aux dirigeants américains.

Le minstre de la défense, M. Moshé Arens, a surpris quelque peu ses collègues du gouvernement et l'ensemble de la presse, en déclarant, *au cours du conseil des ministres*, qu'il ne lui paraissait pas nécessaire d'examiner la situation actuelle avec la Syrie. Les dirigeants israéliens semblent en ce moment vouloir souffler le froid après avoir soufflé le chaud à propos de la tension qui règne entre Israël et la Syrie depuis plusieurs mois et qui, ces dernières semaines, semblait même s'aggraver. A la fin de la semaine dernière, le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a déclaré : *« La tension actuelle avec la Syrie est artificielle »*.

Pour sa part, l'ancien chef d'état-major, le général Raphaël Eytan, qui vient de prendre sa retraite, a fait remarquer qu'il y avait lieu de se *« préoccuper »* du *« renforcement »* de l'armée syrienne avec l'aide de l'U.R.S.S., mais il a ajouté qu'il était convaincu que l'Union soviétique n'était pas prête, pour le moment, à se lancer dans une aventure militaire, par l'intermédiaire de la Syrie, au Proche-Orient. Le général Eytan estime que les Soviétiques devraient plutôt *« retenir »* les Syriens en cas d'incident avec les troupes israéliennes dans la Bekas libanaise.

FRANCIS CORNU.

• *Treize dignitaires druzes du Chouf*, emprisonnés depuis plusieurs mois au camp d'El-Ansar (Sud-Liban), viennent d'être libérés par *les autorités militaires israéliennes*. Ils avaient été soupçonnés d'avoir porté assistance à des combattants de l'O.L.P. mais, à l'instar des quelque cinq mille cinq cents autres détenus d'El-Ansar (en majorité des Palestiniens), n'avaient pas été jugés. – *(A.F.P.)*

Abou Nidal, l'Irak et l'O.L.P.

« Nous ne sommes pas les alliés ou les protecteurs d'Abou Nidal, à qui nous avons accordé asile. Pas plus qu'aucun pays arabe, nous ne pouvons expulser un Palestinien sans patrie, qui ne saurait où aller. Ce serait inhumain de notre part. »

C'est en ces termes que M. Tarek Aziz, vice-président du conseil irakien et idéologue du régime de Bagdad, justifiait dans nos colonnes (*le Monde* du 8 janvier) l'aide fournie par le gouvernement irakien à Abou Nidal, le dissident palestinien condamné à mort par l'O.L.P., en ajoutant que Bagdad s'efforçait *« de dédramatiser et de réduire les divergences »* entre Abou Nidal et Yasser Arafat.

Depuis ces déclarations apaisantes, il y a eu l'assassinat d'Issam Sartaoui, l'un des principaux conseillers de M. Arafat, revendiqué à Damas par le bureau syrien de l'organisation d'Abou Nidal. On a donc pu croire un instant que le crime constituait une initiative du bureau de Damas du conseil *révolutionnaire* du Fath d'Abou Nidal et que ce dernier était bel et bien réduit à Bagdad au rôle de réfugié palestinien à qui on aurait accordé l'asile *« pour des raisons humanitaires »*.

L'étrange interview que la direction du mouvement Fath – conseil révolutionnaire – vient *d'accorder, sous forme de ré*ponses écrites, à un groupe de journalistes français, indique qu'il n'en est rien et qu'Abou Nidal est non seulement politiquement actif à Bagdad, mais qu'il dispose en outre de l'entier appui du gouvernement irakien sans l'autorisation duquel une interview de ce *genre n'est même pas concevable* en Irak.

Bagdad semble donc approuver le véritable appel à la guerre contre l'O.L.P. et son chef M. Yasser Arafat lancé par Abou *Nidal qui, dans ses réponses* écrites aux journalistes français, fait l'apologie de l'assassinat d'Issam Sartaoui, dénonce le comportement de M. Arafat considéré comme *« un traître et un capitulard »* et se propose... comme interlocuteur du gouvernement français pour discuter des problèmes du terrorisme et de la paix au Proche-Orient, tout en assurant qu'il n'attaquera pas d'intérêts français en France ou ailleurs.

L'attitude de Bagdad semble d'autant plus étrange que les dirigeants irakiens avaient récemment affirmé à différentes reprises que leur pays n'était pas opposé à des négociations entre Israël, l'O.L.P. et les pays arabes. M. Saddam Hussein, le président irakien, avait même reconnu, au cours d'une conversation avec un membre du Congrès américain, *« le besoin de sécurité de l'Etat hébreu »* ajoutant que *« plus aucun dirigeant arabe ne mène une politique visant à la destruction d'Israël ou à sa disparition »*. M. Saddam Hussein a-t-il depuis changé d'avis ?

JEAN QUEYRAS.

• *Le ministre saoudien de l'information*, M. Mohamed Abdou Yamani, a été démis de ses fonctions. Au terme d'un décret royal publié dimanche 24 avril, M. Yamani est remplacé par M. Ali Ben Hassan Al Chaer. – *(A.F.P.)*

• *Deux pirates de l'air libyens*, qui avaient détourné, le 21 février dernier, un Boeing des lignes intérieures libyennes sur Malte, ont quitté, samedi soir 23 avril, l'aéroport de La Valette pour Tripoli. Les deux hommes, deux officiers de l'armée libyenne, ont déclaré à leur départ à la presse qu'ils avaient choisi eux-mêmes librement de regagner la Libye. Ils avaient opéré le détournement, ont-ils ajouté, pour des raisons *« personnelles et non politiques »*. – *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

Brésil

Le déchargement des avions libyens a confirmé qu'ils transportaient des armes et des explosifs

Les quatre avions libyens retenus au Brésil depuis le 16 avril ont été autorisés à repartir, a-t-on annoncé officiellement à Brasilia le dimanche 24 avril. Leur chargement d'armes et d'explosifs à destination du Nicaragua a été saisi. Les libyens avaient déclaré qu'il s'agissait de médicaments.

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. – Après presque une semaine d'attente les autorités brésiliennes ont décidé de décharger samedi 23 avril las avions libyens retenus à Recife et à Manaus. L'opération a été entourée des plus grandes précautions. A Manaus, un bataillon d'infanterie avait pris position autour de l'aéroport, armes pointées vers un éventuel agresseur.

Le chargement était bien celui qu'on soupçonnait : *« Des armes, des munitions et des explosifs »*, selon le communiqué officiel publié à Brasilia, et le quotidien *O Estado de Sao Paulo* affirme, après avoir interrogé des officiers qui ont vidé les trois Iliouchine de leur contenu, que l'un des appareils transportait un avion en pièces détachées.

Chaque avion-cargo contenait de 25 à 30 tonnes de matériel. Le ministre de l'armée de l'air, le général Jardim de Matos, a précisé que la plupart des armes retirées de l'Hercule-130 stationné à Recife étaient d'origine *soviétique* et que certains explosifs étaient de fabrication américaine. Le gouvernement brésilien a décidé que les quatre avions pourraient retourner à Tripoli avec leurs équipages. Il prendra sans doute la même décision pour le matériel, lorsque celui-ci aura été sérieusement examiné.

Depuis que la nature de la cargaison a été découverte, les Brésiliens se demandent ce qui a mis les autorités sur la piste : leur flair ou une information de source américaine ? *Dans les ministères intéressés* comme à l'ambassade des États-Unis, on nie que les Américains soient intervenus. Le chef de la maison militaire de la présidence, le général Ruben Ludwig a indiqué que les soupçons sont nés *lorsque* l'équipage de l'Hercules-130 a refusé de décharger l'appareil à la demande des techniciens brésiliens appelés pour le réparer.

Néanmoins, la présence américaine n'a guère été discrète tout au long de la semaine. L'ambassadeur des États-Unis a multiplié les déclarations, applaudissant bruyamment la décision de Brasilia. Dès le mardi 19 avril, il a été tenu au courant de ce qui se passait par les soins du secrétaire général du Conseil de sécurité nationale, le général Venturini. Enfin les reporters brésiliens ont observé que quatre techniciens américains travaillant à Recife sur un bateau de recherches océanographiques ont quitté vendredi l'hôtel où ils étaient logés pour s'héberger dans l'établissement qui abrite, depuis le 16 avril, l'équipage libyen de l'Hercules-130 : on suppose qu'ils sont capables de sonder autre chose que le fond des océans.

Les autorités brésiliennes ont dit et répété que leur intervention était légitime dans le cadre des lois internationales régissant la navigation aérienne, et n'impliquait aucune prise de position sur les conflits d'Amérique centrale. Il est fort possible qu'elles aient découvert toutes seules le pot aux roses : *quatre* avions pour transporter des médicaments – et des avions libyens pardessus le marché – à destination d'un pays, le Nicaragua, qui n'a que quelques millions d'habitants, il y a de quoi éveiller les soupçons. *Mais* bien des commentateurs n'écartent pas pour autant une possible pression de Washington. Brasilia n'a plus les coudées franches qu'il a quelques années à l'égard des États-Unis. C'est auprès des banques américaines que le gouvernement du général Figueiredo doit chercher des crédits pour payer les échéances de sa lourde dette extérieure. Le trou n'étant pas entièrement comblé, il reste en position de quémandeur.

CHARLES VANHECKE.

• *Vingt-deux guérilleros colombiens du Mouvement du 19 avril (M-19)* se sont rendus en Libye en décembre 1982 pour y être entraînés au maniement d'armes perfectionnées, a affirmé samedi 23 avril un porte-parole de l'armée colombienne. Selon *lui*, le groupe était dirigé par Humberto Ruiz Gomez, un ancien instructeur de l'armée de l'air colombienne, et comptait des guérilleros qui avaient bénéficié récemment d'une amnistie accordée par le gouvernement. – *(A.F.P.)*.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• L'UNITA a affirmé, vendredi 2 *avril, avoir pris mercredi* l'agglomération de Munhango, dans le centre du pays, sur la voie ferrée qui relie le plateau central au port de Benguela. Le mouvement rebelle a déclaré que deux cent quatorze membres des forces régulières angolaises avaient été tués et que quatre locomotives ainsi qu'un convoi de marchandises avaient été saisis. Munhango est la ville natale de M. Savimibi, chef de l'UNITA. – *(A.F.P.)*

Côte-d'Ivoire

• EXPULSION D'ENSEIGNANTS. – *De nombreux en*seignants du secondaire, en grève depuis le 18 avril, ont *été* expulsés de leurs logements administratifs, vendredi 22 et samedi 23 avril, à Abidjan et dans certaines villes de *l'intérieur*. Cette décision avait *été* annoncée (*le Monde* du 23 avril) par le président Houphouët-Boigny, devant le refus des enseignants de reprendre le travail. M. Houphouët-Boigny avait également annoncé la suspension des salaires des grévistes, la suspension de leur syndicat national (SYNESCI) et la fermeture de tous les établissements secondaires publics. Des rumeurs circulant à Abidjan depuis jeudi font *état* de l'intention des enseignants du supérieur de se joindre, dès le début de la semaine prochaine, au mouvement de grève. Leur syndicat avait été dissous en avril 1982 a la suite d'une grève décrétée illégale. – *(A.F.P.)*

Égypte

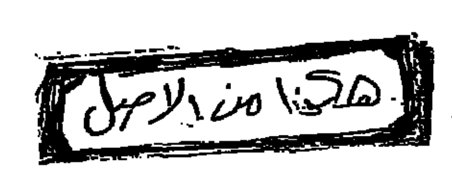
• LA HIÉRARCHIE COPTE, dans une *« déclaration au peuple chrétien d'Egypte »*, vient d'affirmer son refus d'élire un nouveau pape pour remplacer Chenouda III, à la suite de la décision du Conseil d'Etat égyptien (*le Monde* du 14 avril) d'avaliser la destitution du pontife ordonnée en 1981 par Sadate. Les évêques ont révélé que la commission formée de cinq d'entre eux pour administrer l'Eglise s'était autodissoute il y a huit mois. Amnesty International organise le 29 avril, dans sa section de Toulouse qui a pris sous sa « protection » le pape copte, une réunion publique au cours de laquelle sera évoqué le sort de celui-ci qui est interné depuis dix-huit mois.

El Salvador

• L'ÉVÊQUE AUXILIAIRE DE LA CAPITALE a affirmé dimanche 24 avril que cent personnes avaient été tuées au cours d'un bombardement aérien effectué par l'aviation salvadorienne dans le nord-est du pays. Selon lui, *cent cinquante-six civils ont été* victimes de la violence la semaine dernière. D'autre part, de multiples accrochages entre la guérilla et les forces armées ont eu lieu dimanche au nord de San-Salvador. – *(A.F.P.)*

Éthiopie

• NOUVELLES NOMINATIONS. – *La junte au pouvoir* a poursuivi le remaniement du gouvernement entrepris en début de semaine dernière (*le Monde* du 21 avril) en nommant, samedi 23 avril, ministre des affaires étrangères *M. Goshu Wolde*, ministre de l'éducation sortant. Le colonel Feleke Gedle Giorgis, ancien ministre des affaires étrangères, prend le portefeuille de l'information, dont l'ancien titulaire, M. Girma Yilma, est nommé ministre de la culture et des sports. Le général de brigade Gizaw Tsehay, médecin militaire, remplace, au ministère de la santé, M. Teferra Wondié, nommé représentant de la commission d'organisation du parti des travailleurs en Erythrée (COPWE), poste le plus important dans cette province. – *(A.F.P.)*



Le Monde

politique

Le «coup de torchon» ?

(*Suite de la première page.*)

Au-delà de ces espoirs militants – d'autant plus vifs qu'ils n'ont pu se concrétiser au soir du second tour des élections municipales, – les ferments d'une explosion existent-ils ? Il y a, incontestablement, pour ceux qui attendent l'orage, quelques signes encourageants. Les manifestations catégorielles se multiplient. Elles sont parfois violentes. D'autres sont annoncées : celle, notamment, des étudiants en médecine qui doit avoir lieu le 27 avril. Les organisateurs du mouvement de contestation des internes et chefs de clinique agissent, pour leur part, comme s'ils avaient pour objectif d'étendre leur grève à l'ensemble du monde universitaire.

M. Raymond Barre peut bien recommander à l'opposition de ne pas « *souffler sur le feu* », d'autres responsables de celle-ci peuvent être tentés non seulement de souffler, mais aussi de jeter de l'huile. Pour le *Figaro* du lundi 25 avril, l'heure de la « *révolte* » a déjà sonné. Ce titre fait cinq colonnes à la « une », tandis que l'éditorialiste de ce quotidien, M. Xavier Marchetti, commentant pêle-mêle les mécontentements des étudiants, des médecins, des cadres et des agriculteurs, conclut : « *Les fins de règne commencent toujours par ce genre d'allergie du corps social.* »

En fait, pour le pouvoir, l'échéance la plus difficile se situe vraisemblablement à l'automne. Car on saura alors si la bataille des indices est gagnée ou perdue. De ceux-ci dépendront les conditions des négociations salariales. Sans attendre, la C.G.C. prévoit une grande manifestation nationale ; et la puissante Fédération nationale des transports routiers se fait menaçante.

Explosion ou implosion ?

La question est de savoir si le gouvernement maîtrisera ces pressions catégorielles qui s'amplifient. Il peut, toutefois, y répondre, en dernier ressort, en discréditant lesdites catégories (les agriculteurs, selon le Centre d'études des revenus et des coûts ne sont-ils pas, avec les commerçants, les principaux bénéficiaires du changement ?). Il peut aussi répondre en tenant un discours d'ordre. M. Bérégovoy a commencé de le faire en promettant que l'ordre public sera maintenu « *avec la plus grande fermeté* ». L'autre question est de savoir si le pouvoir pourra contenir, avec l'aide des centrales syndicales, le mécontentement de sa propre base sociale.

On touche là non plus au danger d'explosion, mais à une menace d'implosion.

Pour l'heure, la C.G.T. et la C.F.D.T. sont, tout compte fait, raisonnables. Elles le sont parce qu'elles aussi craignent un éventuel retour de la droite. De ce point de vue, l'organisation d'un 1er mai unitaire peut aussi avoir valeur de prise de conscience du danger et valeur de démonstration de force.

La situation est peut-être plus préoccupante sur le front des partis de la majorité. Leur attitude, notamment celle des socialistes, a contribué à en « rajouter » sur l'inquiétude ambiante. Après les débats du bureau exécutif, MM. Mermaz et Bérégovoy se sont donc employés à corriger le tir, l'un en invoquant comme une « *nécessité absolue* » la cohésion du P.S., l'autre en mettant en avant la solidarité gouvernementale.

Mais on ne peut suivre le ministre des affaires sociales lorsqu'il cite le « débat » entre M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et M. Jacques Delors en exemple du dialogue qui doit prévaloir entre les élus de la majorité et le gouvernement. Alors que les difficultés de ce gouvernement et le crédit de son action imposaient une totale solidarité à court terme, quitte à engager le débat sur le long terme, c'est l'inverse qui s'est produit. Il eût mieux valu dire au gouvernement : nous acceptons votre plan parce qu'il permet d'assainir la situation pour faire après autre chose, plutôt que de lui faire la leçon et de contribuer, ainsi, non à la mobilisation, mais à la résignation.

Quant à M. Mitterrand, il avait évoqué, dès le début de son septennat, l'hypothèse d'un « coup de torchon ». Mais c'était pour mieux avertir ceux qui seraient tentés de l'organiser. « *Je ne suis pas le président Coty* », avait dit le président de la République. Souhaitons-lui de ne pas avoir à en apporter la preuve.

J.-M. COLOMBANI.

LE P.S. ET LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'affirmation de la solidarité ne réduit pas l'expression des divergences

« Il n'y a pas une politique du ministre de l'économie et des finances : c'est la politique du gouvernement. C'est également celle du président de la République. » Cette réflexion de bon sens, exprimée par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, dans une interview recueillie par *le Journal du dimanche* du 24 avril, montre bien les limites du débat qui se développe au sein du parti socialiste sur la politique économique et sociale de la gauche. Si l'on conteste M. Jacques Delors, on atteint directement le chef de l'Etat qui inspire sa politique et qui a effectué, au moment des négociations monétaires de Bruxelles, le choix qui détermine la mise en œuvre du plan d'austérité.

Dimanche 24 avril, au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Pierre Bérégovoy n'a pas dit autre chose. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité, dont on sait qu'il était partisan, lors des négociations de Bruxelles, de la sortie du franc du système monétaire européen, applique *« sans état d'âme »* le choix du président et le plan qui en découle : *« Il ne peut pas y avoir au sein du gouvernement deux lignes politiques. C'est le président de la République qui définit les grandes orientations et qui choisit les hommes. A partir de là, le gouvernement applique la politique ainsi définie. »*

Ces réflexions, qui s'inscrivent dans l'orthodoxie des institutions de la Ve République, limitent le débat entre socialistes mais ne sont pas de nature à l'étouffer. *« Nous ne sommes pas pour des partis majoritaires qui soient des porte-godillots (...). Il faut s'habituer au débat démocratique,* a rappelé M. Bérégovoy. M. Mermaz considère pour sa part qu'il appartient aux socialistes de *« porter une appréciation sur les deux années qui viennent de s'écouler, de faire le bilan des succès et des difficultés rencontrées, de proposer les moyens de surmonter les obstacles. Il faut que ceux qui, au sein du parti, ont des propositions à faire s'expriment »*.

C'est déjà fait. M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a dit depuis longtemps ce qu'il avait à dire. Partisan du maintien, autant que possible, de la croissance, du développement de la consommation intérieure, de la protection du marché français et d'un prolongement de la politique de blocage des prix et des revenus – c'est-à-dire d'une politique profondément divergente de celle mise en œuvre par M. Delors, – il soutient néanmoins la politique du gouvernement. Les parlementaires issus du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement en font autant, bien que les thèses qu'ils développent et celles de M. Goux soient proches.

Réunis samedi 23 et dimanche 24 avril à Paris en « collectif national », une centaine de militants du CERES ont approuvé, sur le fond, les analyses exprimées par leurs chefs de file depuis plusieurs semaines, notamment dans un ouvrage collectif, *Le socialisme et la France*, rédigé sous l'impulsion de M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du P.S. (*le Monde* du 16 mars). Ils doutent, encore plus ouvertement que M. Goux, du succès de la politique mise en œuvre par le gouvernement – M. Motchane estime que M. Delors *« se trompe depuis deux ans »* – et se préparent à faire mûrir dans le parti une réflexion qui leur apparaît comme la *« dernière chance »* de réussite pour la gauche.

Selon les dirigeants du CERES – M. Jean-Pierre Chevènement n'a pas participé à la réunion du collectif, – la politique actuelle de la gauche est, pour une part, le résultat de la *« pression culturelle »* de la droite dont l' *« hégémonie »*, sur ce terrain, leur paraît persistante. Ils pensent, en outre, que les socialistes ne doivent plus s'empêtrer dans des clivages hérités de leur passé et qui, disent-ils, sont périmés. Ils s'estiment capables, sur ces bases, d'élargir leur audience. Depuis le début du mois d'avril, ils organisent dans les fédérations des réunions-débats dont la publication de leur ouvrage – *le Socialisme et la France* – n'est que le prétexte.

J.-Y. L.

Dialogue des villes de France se propose de renouveler la participation des femmes à la vie politique

Lancé il y a un an pour réunir des femmes de l'opposition qui ne souhaitent pas s'engager dans les partis politiques, présent aujourd'hui dans quatre-vingt-cinq villes de France, comptant environ quatre mille cinq cents adhérentes, le mouvement Dialogue des villes de France, que préside Mme Monique Pelletier (U.D.F.), ancien ministre, a réuni, le samedi 23 avril, à Versailles, son premier congrès en présence de quelque cinq cents déléguées.

L'objectif de ce mouvement, a expliqué sa présidente, est triple : rassembler des femmes qui ont le souci de prendre des responsabilités dans la vie politique et associative, leur permettre de les exercer dans une vie politique qui « *se déroule encore au sein de « clubs masculins* », et élever le niveau du débat politique.

★ **Dialogue des villes de France, 41, rue de Bourgogne, 75007 Paris (tél. : (1) 550-32-86).**



POLITIQUE

LA DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Un projet tempéré pour un débat passionné

Le diable n'y reconnaîtrait pas son fils... Le projet de démocratisation du secteur public et nationalisé tel qu'il va être discuté par l'Assemblée nationale, à partir de mardi 26 avril, est loin des premières esquisses jetées au lendemain du 10 mai 1981. Dans le grand dessein des nationalisations, le secteur public, tel le cheval de Troie, devait montrer l'exemple sur la voie de l'autogestion. On se souvient des levées de boucliers que cela suscita. Pour l'opposition politique, pour le patronat, pour certains syndicats (la C.G.C. et, dans une moindre mesure, F.O. et la C.F.T.C.), ce plan alors avait une odeur de soufre ; on redoutait l'apparition diabolique des soviets. Succédant à M. Le Garrec, le premier père du projet présenté en juin 1982, M. Auroux provoqua dès le mois suivant la déception, voire le mécontentement, des partisans les plus acharnés de la démocratisation du secteur public, en opérant, de fait, certains reculs. La version proposée aujourd'hui aux parlementaires est un peu plus restrictive encore.

De ce débat, si passionnel à ses débuts, quelles ont été les pierres d'achoppement ? On s'est d'abord beaucoup interrogé sur les conseils d'atelier ou de bureau. Leurs adversaires en redoutaient l'aspect « soviet ». Le principe en est désormais acquis. Leur compétence a été précisée. Ils traiteront de l'organisation du travail, mais aussi de la recherche d'innovation technologique et d'une meilleure productivité. Tous les salariés de l'atelier ou du bureau seront membres de droit de ces conseils.

Au départ, l'encadrement s'est beaucoup ému du projet de loi. Des aménagements successifs ont tenté de le rassurer. Le personnel d'encadrement sera, de droit, associé à toutes les réunions d'atelier. Dans les conseils d'administration, qui auront un pouvoir délibératif accru, une place spécifique a été réservée aux cadres, en plus du quota des élus représentant les salariés. Le champ d'application de la future loi a bien failli subir une importante restriction. Pour être démocratisées, disait-on ces derniers temps, les sociétés filiales devraient justifier d'un effectif d'au moins mille salariés et non pas seulement deux cents, comme le voulait M. Auroux. Mais M. Mitterrand a tranché : ce sera deux cents (*le Monde* du 23 avril).

Lors de la préparation du débat parlementaire, le projet a globalement bénéficié de sérieux appuis. Certes, le Conseil économique et social avait émis des critiques importantes sur le projet Auroux. Mais, depuis, le Haut Conseil du secteur public en a donné une appréciation « *très nettement positive* », tout en suggérant quelques modifications. A l'Assemblée nationale, la commission des affaires sociales l'a finalement adopté dans son ensemble, après avoir résisté aux élans des députés communistes et de certains socialistes (tendance CÉrÉs) qui voulaient aller plus loin. Nombreux en effet ont été les amendements maximalistes proposés par ces deriers et refusés par la commission.

Le travail de celle-ci a été, semble-t-il, facilité par l'absence quasi totale de réactions chez les opposants au projet. Côté professionnel, le C.N.P.F., la C.G.C., la C.F.T.C. et F.O. ont été des plus discrets. Côté politique, l'U.D.F. et le R.P.R. se sont réservés pour une intervention au moment même du débat à l'Assemblée nationale. Les discussions qui commenceront le 26 avril seront sans doute animées.

En l'état, pourtant, le projet a des charmes ambigus pour les uns comme pour les autres. Les syndicats (du moins certains d'entre eux) et le patronat ont eu, les faits l'on montré, vis-à-vis de l'expression des salariés, une méfiance parfois commune. La reconnaissance du rôle de l'encadrement dans les futures réunions, l'abandon de la proposition concernant l'expression politique dans l'entreprise, ont de quoi satisfaire les représentants de la hiérarchie.

Pour les représentants syndicaux très partisans de la démocratisation, la création des conseils d'atelier ou de bureau, l'extension du pouvoir délibératif du conseil d'administration où ils siégeront désormais, font figure de compensations non négligeables aux restrictions imposées.

Demain, si le projet est adopté, se posera alors la question : comment donner vie à la réforme ? Depuis le début, dans de nombreuses entreprises et non des moindres, on a constaté que les salariés de la base ne se sont pas — ou très peu — mobilisés sur ce projet. Vont-ils demain se passionner ? Les inquiétudes suscitées par la crise pèsent sans doute sur cette réforme. Du coup, elle paraît encore être de l'ordre du « qualitatif » ou même de l'« idéologique » aux yeux d'une base qui campe, prudente, sur ses positions.

DANIELLE ROUARD.

Vous avez dit illusionniste ?

Les faits remontent au mercredi 6 avril, jour de la déclaration de politique générale du premier ministre, à l'Assemblée nationale. En séance de nuit, vers 23 heures, M. Robert-André Vivien, député R.P.R. du Val-de-Marne, va s'exprimer, au milieu des clameurs (*le Monde* du 8 avril) : « *Nous attendions un premier ministre, nous avons entendu un bateleur..., un auteur de politique-fiction..., un manipulateur..., un truqueur..., un illusionniste..., un irresponsable (...).* » Dans la diatribe de M. Vivien, il y avait un mot de trop : « *illusionniste* ».

L'Association française des artistes prestidigitateurs (AFAP) a adressé une « lettre ouverte » au député R.P.R., en date du 15 avril, dont on lira le texte ci-dessous :

« Monsieur le député,

» L'Association française des artistes prestidigitateurs, représentant plus de mille trois cents artistes, est de plus en plus fréquemment consternée de voir utiliser en public par des parlementaires, les mots « illusionniste » et « prestigitateur » dans un sens péjoratif et humiliant, passéiste et contraire à son code déontologique.

» Voici près de cent soixante ans que Robert-Houdin a tiré l'illusionnisme du milieu des charlatans, pour en faire un divertissement distingué de salon, une forme de poésie visuelle et un art du spectacle et de l'esprit.

» Pourquoi, dans les pays développés, n'y aurait-il plus que les parlementaires français pour perpétuer une image de marque néfaste des illusionnistes, alors que leur profession est honorable ? Les prestidigitateurs se font tous le plus grand scrupule à ne jamais utiliser leur art à des fins malhonnêtes.

» Quant aux artistes de l'Association, les autoriseriez-vous, lors de leurs réunions les plus turbulentes, à se traiter de « parlementaire » ?

» Veuillez agréer, Monsieur le député, l'expression de nos salutations distinguées. »

● *L'Assemblée nationale* a adopté définitivement, jeudi 21 avril, le projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pour appliquer son plan de rigueur. M. Planchou (P.S., Paris), rapportant au nom de la commission des finances, a expliqué, parlant des élus de la majorité : « *Nous sommes, sans doute, des godillots, mais des godillots mûs par la raison, des godillots éclairés par le débat, des godillots qui tiennent à savoir où ils marchent (...). La majorité a pour richesse sa diversité de pensée et celle-ci est elle-même productrice de richesse.* »

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

DARDILLY : la nouvelle victoire d'un maire « œcuménique »

A Dardilly, dans le Rhône, le maire modéré voulait conserver un adjoint aux écoles socialiste. Contesté par dix de ses colistiers, il avait choisi de revenir, le dimanche 24 avril, devant les électeurs. C'est en effet la guerre dans ce village de l'Ouest lyonnais.

(De notre correspondant régional)

Lyon. — Au soir du 6 mars, les choses semblaient pourtant claires. La liste de large union et de rassemblement du maire sortant modéré, M. André Vialle, l'avait emporté nettement avec 300 voix d'avance. Le 11 mars, celui-ci avait été naturellement reconduit dans ses fonctions par ses vingt colistiers élus. Les deux premiers adjoints, MM. Roger Bastide et Bernard Thomas, avaient bénéficié d'un consensus plus large : les six élus de l'opposition nationale avaient voté pour eux. Mais pour le poste de troisième adjoint, le candidat du maire, M. Roger Rocher, avait été désavoué : 12 voix contre 14 à M. Alain Cerisola, un autre membre de son équipe qui n'était pas, du moins officiellement, candidat. Détail : M. Roger Rocher est membre du parti socialiste.

« *Vialle ce dit appolitique pour cacher ses idées socialistes.* » Cette phrase (dont nous avons restitué l'orthographe) peinte en blanc sur un mur résume à sa façon tout le débat de Dardilly. Dans ce village qui vote à droite avec une belle constance depuis des décennies,il y a bien deux façons de concevoir l'opposition nationale. D'un côté, le style résolu et intransigeant de la plupart des R.P.R. et U.D.F. locaux, auxquels s'ajoutent les attitudes musclées du C.N.I. représenté par un conseiller général de choc et dont M. Paul Chalvin, premier tête de file de l'opposition nationale, est le responsable dardillois. De l'autre, le style humaniste du maire sortant qui avait bâti toute sa campagne et conçu toute son équipe sur l'idée que « *c'est de la diversité que doit sortir une liste plus riche* ». Entre les deux, M. Roger Rocher, le socialiste libre penseur, et M. Bernard Thomas. Ce dernier, ancien coéquipier du maire, s'est présenté dimanche contre son ancien « ami », M. Vialle, à la tête d'une liste de droite dont il a pris la direction.

« *M. Vialle a toujours su que je n'étais pas favorable à la présence d'un adjoint socialiste comme responsable des relations avec les écoles. Le vote du 11 mars* (celui où ont été élus les adjoints) *était un vote secret. La démocratie exigeait le respect de cette élection* » : M. Thomas justifie en ces termes son changement de camp.

Un petit crucifix posé sur sa table de travail, M. Vialle n'en revient pas : « *Oui j'ai pris et conservé un adjoint socialiste. Un homme loyal. D'ailleurs, lorsque j'ai présenté ma première liste, j'ai toujours précisé les compétences qui seraient dévolues à chacun* ».

Entre un maire qui revendique toujours son appartenance à l'opposition et les ultras de l'anti-socialisme, le divorce est profond. « *Que voulez-vous*, nous a déclaré M. Vialle, *je n'arrive pas à croire que tout ce que propose la gauche — par exemple à la communauté urbaine de Lyon, — est systématiquement à rejeter. De même je ne comprends pas les discours extrémistes de certains partisans du pouvoir actuel.* »

Les électeurs, dans leur majorité, ont de nouveau donné raison, ce dimanche, à ce maire « œcuménique ».

CLAUDE RÉGENT.

[La liste de M. Vialle a recueilli 1 186 voix, obtenant 21 sièges. La liste d'Union de l'opposition, conduite par MM. Thomas et Chalvin, a recueilli 1 029 voix, obtenant 6 sièges. Il y a eu 2 215 suffrages exprimés pour 2 262 votants sur 3 052 électeurs inscrits.

Le 6 mars dernier, la liste du maire sortant avait obtenu 1 293 voix (21 sièges) contre 991 à celle conduite par MM. Chalvin (6 sièges). Il y avait eu 2 284 suffrages exprimés pour 2 332 votants sur 3 050 inscrits.]

Deux élections cantonales

PUY-DE-DOME : canton de Châteldon (deuxième tour).

Inscr., 4 479 ; vot., 3 455 ; suffr. expr., 3 390. MM. Genest-Fradin P.S., 1 765, ÉLU ; Claude Dehorne, P.R., 1 625.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Michel Citerne, socialiste indépendant, décédé en décembre dernier.

M. Fradin, maire socialiste de Chateldon, est élu avec 140 voix d'avance. Il recueille 52,06 % des suffrages exprimés, alors que, au premier tour, la gauche en totalisait 57,75 %. M. Fradin avait obtenu 1 221 voix, M. Dehorne, 1 263 et M. Réole, P.C., 506, pour 2 990 suffrages exprimés et 3 047 votants. Il y avait 4 482 électeurs inscrits.

Au second tour de mars 1982, Michel Citerne l'avait emporté avec 2 077 voix (59,85 %) contre 1 393 à M. Maire, U.D.F., pour 3 470 suffrages exprimés et 4 393 inscrits.]

HAUTES-PYRÉNÉES : canton de Tarbes III (1er tour).

Inscr., 6 623 ; vot., 2 825 ; suffr. expr., 2 777. MM. Pierre Romo, P.C., 1 345 voix ; André Lescloupe, P.S., 705 ; Mme Josette Marrouat, R.P.R., 572 ; M. Pierre Soulard, C.D.S., 155. IL Y A BALLOTTAGE.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Paul Chastellain, maire communiste de Tarbes, décédé le 13 mars dernier d'une crise cardiaque, en apprenant la victoire de la liste d'union de la gauche qu'il conduisait au deuxième tour des élections municipales.

Les résultats du premier tour de mars 1982 avaient été les suivants : Inscr., 6 676 ; vot., 3 953 ; suffr. expr., 3 848. Paul Chastellain, 1 656 voix ; Mme Gilberte Foucry, P.S., 966 ; MM. Pierre Guilland, R.P.R., 714 ; Pierre Soulard, U.D.F., 334 ; Jacques Roques, M.R.G., 140 ; Michel Leclere, ss. étiq., 38.

Paul Chastellain avait été réélu au second tour avec 2 589 voix contre 1 188 à M. Guilland pour 3 777 suffrages exprimés et 6 676 inscrits.

Le P.C. de Tarbes souligne que le score obtenu par son candidat (48,43 % des suffrages exprimés), auquel il n'a manqué que 44 voix pour être élu dès le premier tour « *prouve qu'il n'y a pas de malentendu entre le P.C. et la population ouvrière de la deuxième ville de Midi-Pyrénées, puisque la mort de son maire a touché l'électorat du canton de Tarbes III au point de faire gagner au P.C. plus de cinq points par rapport au premier tour de mars 1983* ».

M. Romo sera vraisemblablement le seul candidat dimanche prochain, puisque les deux candidats de l'opposition n'obtiennent pas 10 % des inscrits et que le P.S. devrait logiquement retirer son candidat au profit de M. Romo.]

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

Le mécontentement est profond au sein du P.C.F. affirme Mme Thorez-Vermeersch

Invitée du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », le dimanche 24 avril, Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, veuve de l'ancien secrétaire général du P.C.F., a expliqué, au sujet de la lettre qu'elle avait adressée au comité central (*le Monde* du 19 avril), que « *les interrogations sont fortes et le mécontentement profond au sein du parti* ». Mme Thorez-Vermeersch estime que « *ce qui se passe dans l'esprit de chaque membre du parti ne trouve pas de résonance dans la direction* ».

« *Dans le passé*, a-t-elle ajouté, *l'unanimité s'est toujours faite (...), mais il y a une différence entre l'unanimité qui se fait sur une politique de principe (...) et l'unanimité dont on parle aujourd'hui et qui, les principes ayant été abandonnés, ne reflète pas l'opinion de la masse des membres du parti.* »

Mme Thorez-Vermeersch a indiqué que ses amis et elle-même ne sont pas hostiles à la participation de leur parti à un gouvernement, « *même bourgeois* », dès lors que le programme de ce gouvernement serait « *conforme à l'intérêt des gens qui travaillent* ». Or, a-t-elle ajouté, « *si la politique menée par le gouvernement actuel comporte quelques éléments positifs, comme les mesures concernant le SMIC, il ne faut pas oublier les contreparties, qui, elles, ne sont pas approuvées par la masse des travailleurs : les cadeaux faits aux capitalistes* ».

Mme Thorez-Vermeersch estime que l'on assiste à « *une aggravation considérable de la politique atlantisteque de Mitterrand et du gouvernement socialo-communiste* ». Elle a déclaré à ce propos : « *Mitterrand est allé en Allemagne soutenir Kohl contre ses propres camarades de parti, contre Vogel, contre les pacifistes allemands (...). Tous les partis réactionnaires de droite soutiennent, actuellement, la politique extérieure du gouvernement. Voyez Léotard, du parti républicain, qui a considéré que les déclarations de Mitterrand dans la capitale fédérale étaient très bonnes, voyez Méhaignerie, du C.D.S., voyez Mme Marie-France Garaud, voyez Mme Veil, laquelle a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas se borner à approuver les Allemands d'accepter les Pershing sur leur sol, mais qu'il fallait leur donner la garantie que, en cas d'événements, nous serions à leur côté ; enfin, Le Pen a approuvé le voyage de Mitterrand à Bonn. Et, malheureusement — je dirai : à notre grande honte, — le parti communiste a, lui aussi, approuvé le voyage et ce qu'a dit Mitterrand à Bonn (...). Je considère que c'est très grave pour la France, pour la paix, pour l'avenir.* »

LES ATTRIBUTIONS DE MM. RALITE ET HERVÉ SONT PRÉCISÉES

Le *Journal officiel* du 22 avril 1983 a publié les décrets précisant les attributions de MM. Ralite et Hervé.

M. Jack Ralite, ministre délégué auprès du ministre de affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de l'emploi, a sous son autorité la délégation à l'emploi et le centre d'études de l'emploi. Il dispose, « *en tant que de besoin* », de l'inspection générale des affaires sociales comme de la division des relations internationales et du service des études de la statistique, et, pour ce qui est des questions de l'emploi, des services extérieurs du travail et de l'emploi.

Enfin, il exerce les attributions du ministre des affaires sociales à l'égard de l'Agence nationale pour l'emploi. Il dispose « *en tant que de besoin* » *de l'Association pour la formation professionnelle des adultes, dont il fixe les orientations conjointement avec le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout.*

* * *

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, est « *sous l'autorité du ministre responsable des questions relatives à la santé* ». Il peut aussi connaître « *de toutes les autres affaires que le ministre lui confie* ». La direction générale de la santé, la direction des hôpitaux et la direction de la pharmacie et du médicament sont mises à sa disposition « *pour l'exercice de ses attributions* », ainsi que les autres services du ministère « *en tant que besoin* ».

Les droits de l'homme à l'Est et à l'Ouest

M. MARCHAIS DÉNONCE UNE « PERVERSION DE L'OPINION »

L'Humanité publie, le lundi 25 avril, le texte d'un discours prononcé par M. Georges Marchais le 21 avril devant le comité de défense des libertés et des droits de l'homme, que le P.C.F. avait créé en février 1980. Dans ce discours, le secrétaire général du P.C.F. se félicite notamment de la « *réponse favorable des autorités afghanes à la démarche du comité en faveur d'une mesure de clémence à l'égard de Philippe Augoyard* ».

M. Marchais s'élève en outre contre ce qu'il estime être « *une véritable perversion de l'opinion sur les problèmes généraux du monde contemporain* », perversion qui consiste à « *renvoyer dos à dos capitalisme et socialisme en ce qui concerne les droits de l'homme* ». Selon M. Marchais, « *il y a vraiment, aujourd'hui, deux poids et deux mesures dans le traitement de l'information, selon qu'il s'agit d'un Polonais interpellé ou de centaines de paysans anonymes pillés, torturés, égorgés, massacrés par les bandits fascistes* [en Amérique centrale]. *Une presse qui se déshonore à ce point ne mérite pas d'être qualifiée de « libre »*.

LE DOCTEUR AUGOYARD ESPÈRE ÊTRE LIBÉRÉ « RELATIVEMENT RAPIDEMENT »

Kaboul a annoncé samedi 23 avril, à l'occasion du cinquième anniversaire de la révolution, une « *amnistie* » en vertu de laquelle les prisonniers ayant plus de soixante-cinq ans et ceux n'ayant plus qu'un an de peine à purger seront libérés. La durée de la détention des prisonniers auxquels il reste encore cinq ans de prison à faire a été réduite de moitié.

Le docteur Augoyard, le médecin français condamné à huit ans de prison, n'entre pas dans ces catégories. Mais, la semaine dernière, Kaboul avait fait savoir à M. Marchais, en tant que président du Comité des libertés et des droits de l'homme, qu'il pourrait voir sa peine réduite ou bénéficier d'une mesure de grâce.

TF 1 a diffusé dimanche soir une interview du docteur Augoyard recueillie vendredi à Kaboul par une équipe conduite par M. Roland Passevant, journaliste communiste. « *Je suis bien traité* », a déclaré le médecin, ajoutant que son procès s'était « *déroulé dans des conditions qui semblent légales* », qu'il n'avait pas subi « *de pressions à proprement parler* ». Il a reconnu que, « *du point de vue afghan* », c'était un fait qu'il était entré « *illégalement* » en Afghanistan. Il a enfin émis l'espoir d'être libéré « *relativement rapidement* ».

Le Monde

société

JUSTICE

AU CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Le kaléidoscope des libertés

Les congrès de la Ligue des droits de l'homme ressemblent à un kaléidoscope. L'état des libertés et leurs multiples facettes y sont passés au peigne fin, cela depuis la naissance de cette organisation, société de pensée et d'action, vieille aujourd'hui de soixante-quinze ans. Le soixante-troisième congrès, qui a réuni à Paris, les 23 et 24 avril, trois cent cinquante participants, s'est livré à un état des lieux contrasté, fait de déceptions et de réalisme.

Un esprit de tolérance a soufflé sur les participants, au prix parfois de contradictions. Voilà des congressistes applaudissant à tout rompre M. Robert Badinter, venu leur recommander la patience,et qui n'hésitent pas à approuver un rapport sur les prisons, très critique sur ce que le garde des sceaux n'a pas fait ou pas encore fait. Voilà des militants qui, dès l'ouverture de leur congrès, votent une motion contre le récent amendement socialiste sur les vérifications d'identité et qui, sous de nouveaux applaudissements, portent à la tête d'une commission récemment créée, « immigrés », M. Pierre Joxe, qui a laissé mardi dernier les députés du P.S., dont il est le chef de file, commettre cette bévue, cela sans lui en tenir grief, ni lui demander des comptes.

Aucune liberté n'est étrangère aux « ligueurs », qui ont exprimé, pendant deux jours, les préoccupations les plus diverses, s'inquiétant l'un de l'enfance martyre, l'autre du recours aux ordonnances par le gouvernement, d'autres encore du sort du peuple canaque, des dangers du fichage informatique, de la situation des radios libres à Chambéry et du statut scolaire en Alsace-Moselle.

La Ligue a toujours été un creuset. On y croise des communistes (peu nombreux) et des centristes bon teint. Même si la sensibilité socialiste domine, l'extrême gauche d'aujourd'hui, et surtout celle d'hier, est présente au sein de cette organisation attrape-tout, où l'on préfère l'appellation de « *collègue* » à celle de « *camarade* ». Les générations s'y côtoient : celles d'avant-guerre et de la Résistance, représentées par M. Daniel Mayer, président d'honneur, démissionnaire pour incompatibilité avec ses nouvelles fonctions de président du Conseil constitutionnel et remplacé à ce congrès par M. David Lambert. La Ligue compte aussi des membres entre *vingt et quarante ans, peut-être* moins actifs aujourd'hui, en tout cas moins nombreux à ce congrès qu'aux précédents, un phénomène qui ne semble pas avoir influé sur le nombre des adhérents, qui serait toujours de dix mille environ.

L'état des lieux a été fait par Mᵉ Henri Noguères, le président, dans son rapport d'orientation, et par Mᵉ Antoine Comte, dans sa communication sur la délinquance et la prison, le thème du congrès. Au passif de ce bilan, la campagne anti-immigrés des municipales, l'interdiction des avocats dans les casernes, l'augmentation du nombre des détenus et surtout des prévenus, la création d'un fichier antiterroriste et les hésitations du gouvernement dans l'affaire de l'enseignement privé. Au chapitre des satisfactions, le projet de loi sur l'objection de conscience, la suppression des tribunaux militaires, le rapport des maires sur la sécurité et, de manière générale, le retour à l'état de droit.

Membre en congé du comité central de la Ligue, M. Badinter *n'a* voulu retenir de ce bilan que les aspects positifs. Chaleureusement approuvé pour l'abolition de la peine de mort et la disparition des lois d'exception, il a ignoré les critiques formulées devant lui par Mᵐᵉ Françoise Seligmann, vice-présidente, sur l'affaire des contrôles d'identité.

Le discours du garde des sceaux, d'un ton pressant, est un appel à ne pas se tromper d'adversaire. Certes, il reste à faire dans le domaine des libertés, mais l'utilisation par la droite de « *l'angoisse et la peur* », a dit M. Badinter, nécessite de se mobiliser pour « *expliquer, répliquer, apaiser et dénoncer le mensonge* ». Par leurs applaudissements nourris, les « ligueurs » lui ont signifié qu'ils l'avaient compris.

BERTRAND LE GENDRE.

FAITS ET JUGEMENTS

Le double crime de l'Ardèche : peut-être une piste...

Les gendarmes qui enquêtent sur le double meurtre des environs des Vans (Ardèche) estiment que « *un certain nombre d'éléments recueillis sur les lieux du drame* » leur permettront rapidement de trouver une piste qui les conduira au meurtrier. Les corps d'Isabelle Alison, vingt ans, élève institutrice de troisième année à Nancy, et Philippe Vigneron, vingt-deux ans, employé d'un parc naturel de Meurthe-et-Moselle, qui étaient venus passer en Ardèche les vacances de Pâques, ont été découverts, samedi 23 avril, sur un belvédère du bois de Païolive qui domine le Chassezac, entre Les Vans et Casteljau.

La jeune fille, qui devait prendre en charge sa première classe, n'était pas rentrée et n'avait pas donné de ses nouvelles. Les enquêteurs envisageaient qu'elle aurait pu, avec Philippe, choisir de vivre dans une communauté des Cévennes. Mais bientôt l'inquiétude se faisait plus vive. Les spéléologues ardéchois furent appelés à se joindre aux gendarmes et aux pompiers pour sonder les cavités d'une région calcaire qui en offre des centaines. Les recherches devaient aboutir à la découverte des cadavres. La jeune fille avait les mains liées derrière le dos, mais semblait n'avoir subi aucune violence sexuelle.

Les résultats de l'expertise médico-légale sont très attendus par les enquêteurs. Ils pourront établir si Isabelle, comme ils le pensent, a été étranglée avec un linge, *si son compagnon* de voyage a été mortellement blessé à la tête par des coups de fusil ou des coups de pierre et déterminer la date de leur mort, remonterait à une quinzaine de jours.

Le point de vue des enquêteurs s'explique, nous indique notre correspondant André Griffon, par le fait qu'ils ont repéré la présence dans cette région d'un « hors-la-loi » et découvert des caches jusqu'alors secrètes.

Corse : une arrestation et des attentats

Un jeune viticulteur de Lecci-de-Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) a été inculpé de détention d'armes, d'explosifs, de munitions et atteinte à des biens immobiliers et écroué, le 23 avril, à la maison d'arrêt d'Ajaccio. Il s'agit de M. Jean Gueyraud, vingt-deux ans, chez qui les gendarmes ont découvert, notamment, quatorze grenades, un fusil Mauser, trois fusils d'assaut américains, trois revolvers, une mitraillette Sten et plusieurs kilogrammes d'explosifs. L'inculpé a reconnu avoir commis sept attentats par explosifs dont l'un contre une gendarmerie.

D'autre part, plusieurs attentats ont eu lieu samedi et dimanche dans l'île contre les domiciles de non-Corses. Enfin, une voiture appartenant aux services de la police judiciaire de Bastia a été entièrement détruite à proximité du commissariat central de la ville.

Les avocats craignent le développement de l'assurance-procès

Les avocats sont inquiets du développement de l'assurance-procès. Ils l'ont dit à l'occasion d'un colloque organisé sur ce thème, samedi 23 avril, par le barreau de Paris. Sans qu'il soit possible de citer des chiffres, l'assurance de protection *juridique est en pleine expansion. Il* s'agit de contrats proposés par des compagnies d'assurances aux justiciables en puissance et qui les garantissent contre les frais d'un procès. Pour un particulier, le montant de cette assurance est de l'ordre de 250 francs par an. Pour un commerçant ou un artisan, il sera de 500 francs et plus. En cas de litige avec un fabricant ou un client, celui qui a souscrit le contrat n'a rien à débourser : c'est l'assureur qui s'en charge.

Ces contrats excluent les affaires de divorce et, de manière générale, les litiges volontaires, tels que ceux qui résultent de la fraude fiscale. Par le biais de ce contrat, cependant, les avocats craignent de voir s'envoler leurs clients

MÉDECINE

CONFLITS HOSPITALIERS

Les négociations sont au point mort

Les conflits qui affectent les milieux hospitaliers ne semblent nullement en voie de solution. La grève des internes et des chefs de clinique continue d'être très largement suivie dans les centres hospitalo-universitaires. Selon des pointages effectués par l'Assistance publique de Paris, les internes observent le mouvement à 85 %-90 %, et les chefs de clinique à 70 %-75 %. De tels pourcentages semblent fidèles à la moyenne nationale.

Internes et chefs de clinique n'ont nullement été apaisés en rien par la lettre qu'ont adressée à leurs représentants MM. Alain Savary et Edmond Hervé. Il paraissait vraisemblable, lundi 25 avril, dans la matinée, que leurs assemblées générales, prévues our la fin de l'après-midi, se prononceraient pour le principe de la prolongation du mouvement. Internes et chefs de clinique devaient décider en outre, selon toute vraisemblance, d'organiser à la Mutualité, le jeudi 28 avril, un vaste rassemblement destiné à dresser le bilan de plus d'un mois de grève. Ils ont l'intention d'inviter à cette manifestation un certain nombre de membres de l'Académie de médecine, et de personnalités du monde médical et de représentants de syndicats de médecins libéraux. Ils adresseront aussi des invitations aux trois membres du gouvernement directement intéressés par le conflit, MM. Pierre Bérégovoy, Alain Savary et Edouard Hervé.

De son côté, M. Pierre Bérégovoy a souligné, le dimanche 24 avril, sur les ondes d'Europe 1, que les mouvements qui se développent dans le *monde hospitalier « ne paraissent pas dénués d'arrières-pensées »*. Rappelant que la France comptait en 1970 soixante mille médecins et qu'elle en dénombrerait cent cinquante mille en 1990, ce qui, notamment, explique l'inquiétude des jeunes praticiens, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a réaffirmé l'intention du gouvernement d' « *engager avec les internes et les chefs de cliniques une concertation sans préalable* ». M. Bérégovoy a en outre précisé que le gouvernement proposait de créer, *pour 1983, soixante-dix postes* d'agrégés en médecine.

D'autre part MM. Bérégovoy et Hervé ont adressé aux commissaires de la République, aux directeurs départementaux de l'action sanitaire et sociale et aux directeurs d'hôpital une lettre dans laquelle ils leur demandent notamment de veiller strictement à l'application des retenues de salaire des grévistes et de contrôler attentivement l'application du « service minimum » dans les établissements, afin que la sécurité des malades ne puisse nulle part pâtir des mouvements revendicatifs.

Le mouvement décidé par les professeurs et chefs de service à partir du 22 avril à l'appel du syndicat que préside le professeur Michel Garbay semble jusqu'à présent relativement peu suivi. Plus précisément, ilprend dans la majorité des cas la forme d'une grève administrative qu'observeraient, par exemple à l'Assistance publique, de 15 à 20 % des médecins touchés par le mot d'ordre.

Il est trop tôt pour savoir dans quelle mesure la grève des médecins attachés et vacataires, est, de son côté, effective : elle commence en effet, ce lundi 25 avril, pour une durée illimitée.

Dans les hôpitaux généraux

En revanche, la principale organisation représentative des médecins des hôpitaux généraux, la F.N.A.C.A.A. (Fédération nationale des associations et collectifs d'assistants et adjoints des hôpitaux non universitaires), que préside le docteur François Douchain, a décidé à l'unanimité de « *ne pas s'associer pour l'instant, à l'extension du mouvement* » en raison de « *l'amalgame des revendications qui a déjà retardé les réformes souhaitées et risque d'en dénaturer le contenu* ». Cette organisation souhaite, en particulier, des réformes de fond des structures hospitalières et la mise en œuvre rapide de la « *départementalisation* » des établissements, dès 1984, par le biais, dans un premier temps, d'expériences locales donnant lieu, au terme de la première année, à un bilan critique. Compte tenu de cette décision, les mouvements de grève dans les hôpitaux non universitaires, auxquels avaient appelé certains syndicats, devraient être de faible ampleur.

Les représentants de la médecine libérale, enfin, manifestent de plus en plus activement les préoccupations que leur inspirent les conflits en cours. Le docteur Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) devait réunir, ce lundi,en fin de matinée, une conférence de presse au cours de laquelle il détaillera le point de vue de la plus puissante organisation représentative des médecins libéraux.

Pour leur part, les étudiants en médecine qui ont troublé dimanche les courses hippiques de Longchamp organisent une manifestation nationale à Paris le 27 avril.

A STRASBOURG

Une conséquence imprévue pour le planning familial

De notre correspondant

Strasbourg. — Depuis début avril, les trois services de gynécologie-obstétrique du C.H.U. de Strasbourg *ne pratiquent* plus d'interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.) à cause de la grève des internes et chefs de clinique. Au bout de trois semaines, les services du planning familial, assaillis par de nombreuses demandes, doivent se résoudre à aiguiller les femmes demandant l'I.V.G. vers les cliniques allemandes proches ou vers la Suisse.

Au départ, la situation n'avait rien de dramatique. Les jeunes femmes désirant interrompre leur grossesse pouvaient s'adresser aux médecins privés, aux cliniques, voire, pour les cas les plus urgents, aux hôpitaux périphériques : Sélestat, Obernai, Saverne ou Haguenau. La grève se prolongeant, les services spécialisés de ces hôpitaux n'ont plus accepté que des interventions sur *des femmes de leur région. Par* solidarité avec leurs collègues strasbourgeois, internes et chefs de service de Haguenau ont refusé de pratiquer l'I.V.G. Les cliniques privées ne pouvaient, pour leur part, dépasser leur quota d'interventions fixé par la loi.

Pour les internes et chefs de service grévistes, la notion d'urgence n'est pas la même que pour les militantes du Planning familial. La prolongation de la grève place bien des femmmes enceintes dans une situation délicate, celle de dépasser la limite légale au-delà de laquelle l'I.V.G. ne peut plus être pratiquée.

JEAN-CLAUDE HAHN.

MM. Savary et Hervé déplorent l'« extrême gravité » de la grève des soins

Dans une lettre qu'ils ont adressée aux représentants des internes et des chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires, MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé, répondent point par point aux revendications des grévistes. Ils précisent notamment que « *l'éventuelle création d'un corps de rang B dans les disciplines cliniques devrait être progressive et limitée et conçue de façon à ouvrir d'importants débouchés ultérieurs vers les portes de rang A* ».

A propos de l'installation des anciens internes et chefs de clinique dans le secteur libéral, les ministres rappellent qu'ils « *proposent d'examiner avec les intéressés les conditions* » de cette installation. D'autre part, les ministres soulignent leur volonté de recruter un nombre suffisant de maîtres de conférence agrégés « *pour garantir à vos générations un déroulement de carrière raisonnable. Compte tenu de la diminution du nombre d'étudiants en médecine, une solution pourrait être de créer, pendant la prochaine décennie, des emplois en surnombre, résorbables lorsque les départs à la retraite s'accroîtront.* »

Enfin, les deux ministres réaffirment leur souci de « *ne léser aucune génération dans ses droits* » lors de l'élaboration des mesures transitoires. Ils concluent : « *Nous considérons que nos propositions et nos engagements répondent à la plupart de vos revendications ; nous nous étonnons très sincèrement de la disproportion existant entre les problèmes en suspens et l'extrême gravité de la prolongation d'une grève des soins.* »

« Pour les malades, c'est tout bénéfice ! »

De notre envoyé spécial

Tours. — Une grève ici ? On pourrait en douter. Seuls en témoignent quelques affiches et, dans les différents services, de nombreux lits vides : le C.H.U. Trousseau, imposant cube de béton sorti de terre depuis peu, fonctionne au ralenti. Un dimanche pluvieux. Pour l'hôtesse d'accueil : « *Grève ou pas, on s'ennuie comme d'habitude. Les gens ? Non, ils ne parlent pas des revendications des médecins* ». Dans le grand hall d'entrée, c'est le mouvement habituel des familles, des amis. « *Les visiteurs sont beaucoup moins nombreux,* assure la jeune fille qui tient la boutique des journaux et friandises ; *mon chiffre d'affaires a baissé de 50 %. Comme je suis au bénéfice...* »

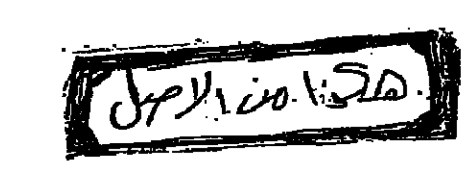
Septième étage : le service de chirurgie orthopédique. Rosette de la Légion d'honneur à la boutonnière, la soixantaine distinguée, il est venu rendre visite à son beau-frère hospitalisé depuis quinze jours pour une prothèse de la hanche. « *Vous savez, pour les malades, la grève, c'est tout bénéfice ! Ils sont dorlotés, chouchoutés. On est aux petits soins pour eux. On leur change les draps deux fois par jour. Les infirmières présentes ont le temps. Elles les écoutent.* ». Une opinion sur la grève ? « *Il faut avouer que les médecins passent une bonne partie de leur vie à l'hôpital. Alors... Non, si je suis inquiet, c'est plutôt pour les étudiants qui veulent changer la loi. Et puis, tous ces mouvements à l'université, ces bagarres en Bretagne, ce qui s'est passé à l'Imprimerie nationale, au musée de la Légion d'honneur : ça tourne mal...* »

Sous-sol : aux urgences. Là, faisant fonction d'interne, le garde prépare un plâtre pour un joueur de football blessé. L'activité selon lui a notablement baissé : « *Tout se passe comme si les gens allaient ailleurs, comme s'il y avait moins d'accidents de la circulation. On ne refoule personne, donc les gens vont directement vers le privé, sauf les cas graves* ». Au SAMU, pas d'effervescence. On papote après avoir accueilli un polytraumatisé actuellement au bloc opératoire. La grève ici, on ne s'en soucie guère. « *Il y a plus grave,* déclare un médecin anesthésiste de garde, *l'an prochain, on sera en grève forcée vers octobre ou novembre faute de moyens financiers suffisants. Avec le budget global qu'ils nous préparent, mieux vaudra être dans le coma en janvier qu'en décembre...* »

Sixième étage, en cardiologie. Un couple d'aristocrates se promène lentement dans les couloirs. « *Les médecins manifestent leurs revendications. Rien de plus normal. On est en liberté. Ils défendent la médecine libérale. Dieu nous préserve de sa disparition* ». Les soins ? « « *Impeccables, merci* ». Dans la section B, il n'y a que trois malades pour trente lits. L'infirmière feuillette des magazines. « *Les médecins ont peut-être raison. Nous aussi nous pourrions être amenés à nous mettre en grève un jour.* »

Partout, le calme, le silence, l'impression laissée par un ensemble très efficace fonctionnant en sous-régime. Et puis, dans ce labyrinthe au détour d'un couloir, *la douleur*, la solitude. Là, la question est incongrue. Il a quatre-vingts ans et deux cannes. Seul dans sa chambre ultramoderne, assis sur son lit, il vient d'uriner dans son pyjama et ne veut pas appeler l'infirmière. Il faut l'aider pour que, lentement, il s'allonge. Vite, il remonte les draps sur lui. Il est ici depuis quinze jours. La grève ? Il n'en a jamais entendu parler. Son gendre aurait dû venir. « *Maintenant, il ne viendra sans doute pas : il est bien tard* ».

JEAN-YVES NAU.



ÉDUCATION

LA CONSULTATION DANS LES ÉCOLES

Pour rompre la glace entre enseignants et parents

La deuxième demi-journée de consultation-réflexion dans les écoles primaires a eu lieu samedi matin 23 avril. Dans la plupart des cinquante mille écoles, ou dans des groupes d'écoles en zones urbaines, cette consultation *nationale a permis aux enseignants surtout, à* des parents, à quelques élèves parfois, et aussi à des élus locaux, à des médecins et assistantes sociales scolaires, de se rencontrer, de s'informer sur le fonctionnement de l'école et de chercher des solutions aux problèmes.

Après avoir été sceptique sur l'utilité de ces confrontations, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.) s'y était rallié. Son secrétaire général, M. Guy Georges, avait déclaré, la semaine dernière : *« Au départ, nous n'attendions rien de cette concertation-forum. Mais l'élément intéressant qui est apparu après la première demi-journée en février ou mars a été la rupture de la glace entre enseignants et parents. »*

La section départementale du SNI-P.E.G.C. de Loire-Atlantique avait néanmoins invité ses adhérents à boycotter les réunions du 23 avril, comme elle s'était opposée, depuis plusieurs années, à la mise en place des comités de parents et des conseils d'école *« pour soustraire le service public aux groupes de pression »*. Ce qui n'a pas empêché, comme le montre le reportage de notre correspondant, la consultation d'avoir lieu aussi en Loire-Atlantique. Sans plus d'incidents ni d'éclat qu'ailleurs...

● A NANTES : un bambin bien dans sa peau apprend peut-être mieux...

De notre correspondant

Nantes. – *« Même si ça n'avait servi qu'à nous faire nous rencontrer et dialoguer, je considère que nous n'aurions pas perdu notre temps... »* Personne ne contredit ce père de famille. Il vient pourtant d'interrompre les critiques qui fusaient en tirs croisés : précipitation dans la préparation de la journée, synthèse des conclusions « à la va vite », pas de moyens supplémentaires pour réaliser les améliorations demandées...

« C'est vrai qu'on a eu une bonne discussion, sincère. Ça change des rapports souvent agressifs où les gens transfèrent leurs problèmes sur leurs interlocuteurs ! » renchérit une mère. Les instituteurs acquiescent en silence.

Une trentaine de familles sont représentées, le samedi matin, sur la centaine que compte l'école primaire de la Reinetière, installée dans un quartier pavillonnaire d'une commune de la banlieue nantaise.

Tous les instituteurs sont là. Le médecin scolaire aussi, à double titre. Sa fille fréquente l'école, mais surtout, lors de la première demi-journée, il avait été décidé de l'inviter pour approfondir trois sujets jugés très importants : les rythmes et l'hygiène de vie de l'enfant, le sommeil, l'alimentation. Les parents se culpabilisent un peu à cause de la télévision du soir, des petits déjeuners trop légers et trop vite avalés... cause des coups de fatigue de 11 heures que soulignent les instituteurs. Une fiche va être rédigée pour faire profiter toutes les familles de ses conseils d'éducation sanitaire.

« Un enfant qui est heureux et bien dans sa peau, on peut lui faire apprendre plus de choses », lance un parent pour faire la liaison entre l'épanouissement de l'enfant et la pédagogie. *« Il ne faut pas perdre de vue qu'on est là pour leur faire apprendre des choses. Si à la fin de l'année on vous rend un bambin bien dans sa peau et qui ne sait rien, vous ferez la grimace ! »* riposte l'instituteur, qui tient à ses critères d'efficacité. Les enseignants se raccrochent au questionnaire pour enchaîner, vite, sur le remplacement des maîtres absent. Un parent se hasarde : *« Pour des absences de trois ou quatre jours, est-ce qu'un personnel communal, par exemple, moins qualifié, ne pourrait pas s'occuper des enfants pour éviter de les répartir dans les autres classes et de désorganiser toute l'école ? »* Tollé des instituteurs : *« Si on met le doigt dans l'engrenage... »* L'adjointe au maire, chargée de l'enseignement, renchérit : *« Ce serait aller vers un nouveau transfert de charges... »*

Un sujet local doit remettre tout le monde d'accord : les participants décident, à l'unanimité, de réclamer pour la commune la création d'un groupe d'aide psycho-pédagogique afin de disposer d'une équipe éducative complète pour faire dépister et prévenir les échecs scolaires. *« Il y aura des locaux libres pour ce service à la prochaine rentrée. La commune va récupérer des logements de fonction. Les instituteurs se plaisent bien chez nous et font construire »*, explique l'adjointe au maire. Sourires.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

● A MARSEILLE : les gosses ne doivent pas servir de cobayes

De notre correspondant

Marseille. – Qu'avaient-ils à se dire qu'ils ne savaient déjà ? Qu'il y a de plus en plus d'enfants en difficulté ? Que les enseignants doutent de l'efficacité des réformes ? Qu'il n'existe pas à leurs yeux de recette pour changer la situation en profondeur ? Les réunions, les rencontres, les concertations, ne font guère avancer les choses, ils l'ont reconnu. Pourtant ils étaient venus, en ce samedi matin, sur les bancs du groupe scolaire Emmanuel-Chabrier, pour jouer le jeu sans trop d'illusions mais avec bonne volonté.

Qu'attendent-ils de l'école ? *« Que les enfants soient heureux, bien dans leur peau, épanouis. »* Or que constatent-ils ? *« Dès le cours préparatoire, ils entrent dans le système, les programmes sont trop lourds et trop rigides. On oublie trop souvent le corps et l'activité manuelle, et, surtout, on ne fait pas assez place à l'imagination. » « Les enfants ne savent plus écrire,* déplorent d'autres ; *ils sont abrutis de T.V. Ils parlent une langue appauvrie. L'école fabrique des analphabètes. »*

La recherche en pédagogie ? On s'en méfie des deux côtés. *« Les gosses ne doivent pas servir de cobayes »*, dit une institutrice du cours élémentaire. *« Ils ne sont pas là pour payer les réformes hâtivement lancées »*, renchérit une autre. *« Des promotions entières ont été sabotées »*, affirme une maîtresse de cours préparatoire. Le *« bricolage »* en matière d'enseignement est à proscrire, on peut faire de l'excellent travail avec des méthodes classiques, explique une directrice. Ce qui compte, c'est ce qu'on y met, d'où le rôle primordial de l'enseignant à qui on ne demande pas souvent son avis. Et puis, surtout, ces méthodes modernes achèvent la coupure entre les enfants et leurs parents, *« qui n'y comprennent rien »*. Pourquoi ? Parce que l'information à tous les échelons ne passe pas. Les enseignants n'expliquent pas assez clairement ces nouvelles méthodes aux parents, et ceux-ci ne peuvent plus aider leurs enfants. Ils ne comprennent plus rien à ce qui se fait en classe.

Mais les parents eux-mêmes sont-ils prêts à collaborer ? Quel effort font-ils pour seulement s'informer ? A la question : *« Qu'attendez-vous des contacts avec les enseignants ? »* posée par une directrice, plus de la moitié n'ont pas donné de réponse... Samedi matin, sur les bancs du groupe scolaire Chabrier à Marseille, ils étaient dix-neuf face à treize enseignants. Dix-neuf pour parler au nom de trois cent quatre-vingt-quinze enfants...

JEAN CONTRUCCI.

LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR NE SERAIT PAS VOTÉ AVANT L'AUTOMNE

Un débat clarifié par la droite

Les appels à la grève lancés la semaine dernière dans certaines universités et plus particulièrement dans des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R) de droit et sciences économiques ont, pour le moment, rencontré un écho limité. Le centre universitaire de Malakoff (Paris-V) et de l'université de Montpellier-I sont, pour l'instant, les plus touchés. Mais des assemblées générales sont prévues à partir de ce lundi pour décider d'une éventuelle extension du mouvement. C'est le cas par exemple au centre universitaire d'Assas (Paris-II).

De son côté, l'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trostkistes et des socialistes) a l'intention d'organiser des manifestations le 28 avril pour *« obtenir un nouveau délai de discussion avec les groupes parlementaires » et « contre toute tentative de récupération du mouvement des étudiants »*.

Le mouvement de protestation qui commence à apparaître dans certaines universités à propos du projet de loi sur l'enseignement supérieur surprend, mais contribue à clarifier le débat qui s'est engagé sur ce thème à partir de la grève des médecins et des étudiants en médecine.

Il surprend par la date à laquelle il éclate ; le projet de loi sur l'enseignement supérieur est en effet en préparation depuis dix-huit mois, au cours desquels il a fait l'objet d'une large concertation. M. Claude Jeantet, qui avait pour mission de mener les travaux préparatoires au projet de loi, a, par exemple, reçu 110 organisations, dont celles qui protestent aujourd'hui, et exploité 286 réponses à un questionnaire adressé à toutes les universités.

La teneur du projet de loi est, d'autre part, connue depuis plusieurs mois. Pourquoi alors réagir maintenant dans la foulée de l'agitation médicale ? Les organisations d'enseignants et d'étudiants qui viennent de s'engager dans le mouvement permettent de clarifier le débat dans la mesure où elles le situent. Toutes en effet sont proches de l'opposition à l'actuelle majorité gouvernementale. L'Union nationale interuniversitaire (UNI), par exemple, bénéficie du soutien du R.P.R.

Si, chez les étudiants, le CELF (*proche des giscardiens*) et la CNEF sont minoritaires, comme en témoignent les résultats aux dernières élections aux conseils d'U.E.R. (3 % pour le CELF, à peine plus pour la CNEF), en revanche la Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur est beaucoup plus représentative chez les enseignants.

Ses responsables revendiquent entre 8 000 et 10 000 adhérents, soit, à peu près, autant, par exemple, que le SNE-Sup (FEN). Les universités comptent un peu plus de 000 enseignants.

L'appel des syndicats autonomes à ne pas assurer les examens, en toutes disciplines, dès mai et juin 1983, pourrait donc trouver un écho, (*le Monde* du 23 avril). D'autant que, dans les assemblées générales qui viennent d'avoir lieu dans certaines universités, étudiants et enseignants des organisations de gauche ont de la peine à s'exprimer, laissant ainsi la parole à ceux qui n'hésitent pas à déformer le texte même du projet de loi. Même si ce texte est examiné et voté par le Parlement au cours de l'actuelle session, comme il était initialement prévu, il ne concernera pas, de toute façon, les actuels étudiants, puisque la première phase de son application concernerait à la rentrée 1984, les jeunes qui sont aujourd'hui dans les lycées.

Le temps presse

La commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale a d'ores et déjà commencé à étudier le texte et à recevoir les organisations concernées, et notamment la Fédération des syndicats autonomes. Mais le débat public dont la date a déjà été reportée deux fois ne commencerait pas, selon le calendrier arrêté pour l'instant, avant le 24 mai.

Mais désormais le temps presse. En effet, si cette date est maintenue, le projet de loi ne pourrait être voté, au mieux, avant le début de la session parlementaire d'automne.

Pour accélérer le mouvement, le gouvernement dispose de la procédure d'urgence qui lui permet, après une seule lecture à l'Assemblée nationale et au Sénat, de convoquer une commission mixte paritaire. Il pourrait ainsi tenir les délais qu'il s'est initialement fixés.

La procédure d'urgence ne manque pas de partisans. Mais le gouvernement ne semble pas pour l'instant se rendre à leurs raisons. L'important, considère-t-il, est que le débat d'orientation générale ait lieu à l'Assemblée nationale en mai, mais pas au-delà, afin de fixer les grandes lignes. A lui ensuite de hâter la mise au point des décrets d'application pour ne pas laisser passer l'échéance de la rentrée 1984. Car, à trop tarder, le gouvernement court deux autres risques : décevoir ceux des universitaires et des étudiants qui attendent cette réforme et voir se rapprocher dangereusement la date des élections législatives.

CATHERINE ARDITTI.

CARNET

Naissances

– Mᵉ Patrick ARNOUX et Mᵐᵉ, née Marie de FALGUEROLLES, et Jeanne, ont la joie de faire part de la naissance de

Baptiste.

Paris, le 10 avril 1983.

Décès

OLIVIER MOREAU-NERET

Mᵐᵉ Olivier Moreau-Neret,
Mᵐᵉ Didier Moreau-Neret,
Stéphane et Karine Moreau-Neret,
Le comte et la comtesse de Feuillade de Chauvin, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mᵐᵉ Jean-Claude Kalt et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Olivier MOREAU-NERET,
grand-officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
membre de l'Institut,
secrétaire général honoraire
du ministère des finances,
président d'honneur du Crédit lyonnais,

survenu le 20 avril 1983, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Suivant la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale le 23 avril 1983 en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, à Paris, sa paroisse.

Une messe de requiem sera célébrée ultérieurement.

11, rue Dupont-des-Loges,
75007 Paris.
9, rue Edmond-Valentin, 75007 Paris.
57, rue Berthe, 75018 Paris.
105, Fifth Avenue, New York City.
2, avenue Bugeaud, 75116 Paris.

– Le président, le conseil d'administration et la direction générale du Crédit lyonnais ont la douleur de faire part du décès de

M. Olivier MOREAU-NERET,
grand-officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
membre de l'Institut,
secrétaire général honoraire
du ministère des finances,
président d'honneur du Crédit lyonnais,

survenu le 20 avril 1983, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Suivant la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité, le 23 avril 1983, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, à Paris, sa paroisse.

Une messe de requiem sera célébrée ultérieurement.

[Né le 29 janvier 1892 à Paris, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, licencié en droit et en lettres, M. Olivier Moreau-Neret avait, d'abord, fait une carrière dans la fonction publique. Directeur adjoint du cabinet du ministre des finances en 1922, puis directeur adjoint du mouvement général des fonds (Trésor), il avait représenté la France à la Société des nations de 1936 à 1939, avant d'être secrétaire général pour les questions économiques au ministère des finances le 15 mai 1940. En 1941, il entre au Crédit lyonnais comme directeur général, pour en devenir président de 1955 à 1962.

Membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques) en 1946, il présida, de 1956 à 1975, l'Institut d'études bancaires et financières, après avoir enseigné à l'Ecole des sciences politiques de 1928 à 1946.

M. Moreau-Neret a publié plusieurs ouvrages, dont une véritable somme, « les Valeurs mobilières », ouvrage de référence sur le sujet, un livre sur la Bourse et un autre sur « le Contrôle des prix en France », couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, avec, comme violon d'Ingres, la poésie. Avec lui disparaît l'une des personnalités les plus importantes de la communauté bancaire, ayant, notamment, assuré la présidence du Crédit lyonnais dans la période délicate qui suivit la libération et la nationalisation des grandes banques de dépôt.]

– Mᵐᵉ Yvon Bessis,
Mᵐᵉ et M. Henri Seror et leurs enfants,
Mᵐᵉ et M. Jacques Hellmann et leurs enfants,
Mᵐᵉ et M. Philippe Bessis,
M. Bernard Bessis,
Les familles Bessis, Cattan, Bonan, Borgel, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yvon BESSIS,
avocat à la cour,

survenu le 23 avril 1983 à Paris.

L'enterrement aura lieu au cimetière de Pantin le mardi 26 avril, à 8 h 45 (porte principale).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

– M. Gilbert Clauvel,
M. et Mᵐᵉ Robert Clauvel, Héloïse, Lucile et Barbara,
M. Jean-Pierre Clauvel, David,
M. et Mᵐᵉ Jacques Clauvel, Marion,
Et toute la famille,
ont la profonde douleur de faire part du décès, survenu le 21 avril 1983 après une longue maladie, de

Mᵐᵉ Denise CLAUVEL.

Suivant ses volontés, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

34, rue du Docteur-Blanche,
Paris-16ᵉ.

– Mᵐᵉ Jacques Hatchuel,
Mᵐᵉ veuve Maurice Hatchuel,
M. et Mᵐᵉ André Hatchuel et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Gabriel Monsenego et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Pierre Benkimoun et leurs enfants,
Les familles, parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de leur époux, fils et frère,

Jacques HATCHUEL,

survenu subitement le 20 avril 1983.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Bagneux le 22 avril, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

43, rue de Prony, 75017 Paris.

– Varambon.
Mᵐᵉ veuve Philippe Le Sourd,
M. et Mᵐᵉ Guy Danglade,
Betty, Cathie, Fanny et Barbara Le Sourd,
M. et Mᵐᵉ Paul Le Sourd,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

M. André LE SOURD,
chevalier de la Légion d'honneur.

Les funérailles auront lieu en l'église de Varambon le mardi 26 avril, à 14 h 30.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

– Ses enfants,
M. et Mᵐᵉ Henri Mazeaud,
M. et Mᵐᵉ Walter M. Stillger,
M. et Mᵐᵉ Francis Boyé,
M. et Mᵐᵉ Bernard Mazeaud,
M. et Mᵐᵉ Philippe Mazeaud,
M. et Mᵐᵉ Yves Mazeaud,
M. et Mᵐᵉ Jacques Dauriac,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Sa sœur, ses beaux-frères et belles-sœurs,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Mᵐᵉ Léon MAZEAUD,
née Marcelle Cabaud,

survenu dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, le 18 avril 1983 à Argentière (Haute-Savoie), dans l'intimité familiale.

– Mᵐᵉ Georges Pagliano, son épouse,
M. et Mᵐᵉ André Rhodes et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Michel Minot et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Jacques Pagliano et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mᵐᵉ André Chappuis,
Mᵐᵉ Marcelle Pagliano,
M. et Mᵐᵉ Bernard Ducellier,
M. et Mᵐᵉ Pierre Gourgand,
Ses sœurs et beaux-frères,
Ses neveux et nièces,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges PAGLIANO,
commandeur de la Légion d'honneur,
H.E.C.,
membre honoraire
du Conseil économique et social,
expert-comptable,
commissaire de sociétés inscrit,

survenu le 18 avril 1983, dans sa soixante-seizième année, à Paris.

Le service religieux, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, et l'inhumation au cimetière de Bagneux-Parisien ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

régions

ILE-DE-FRANCE

Épineux transports

LE VIADUC DE GENNEVILLIERS « ASPHYXIÉ »

Faut-il le doubler ou pas ?

Vérité en deçà, erreur au-delà. Le viaduc de Gennevilliers sur l'autoroute A-15 a pour principal défaut de commencer dans le Val-d'Oise et de finir dans les Hauts-de-Seine. Ou vice-versa. Un autre de ses défauts, et non des moindres, est son fréquent engorgement, et il mérite bien son nom de « goulet d'étranglement ». Aussi les élus val-d'oisiens ont-ils décidé de plaider auprès de la région Ile-de-France et de l'Etat le projet de doublement du viaduc.

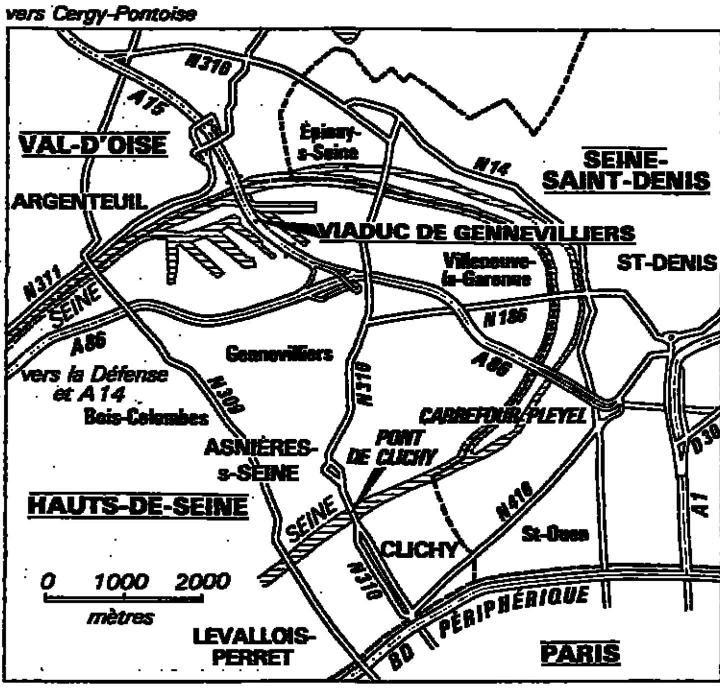
Un projet sur lequel le département des Hauts-de-Seine n'a pas encore eu à se prononcer, mais qu'il voudrait lier à la réalisation du boulevard urbain qui irait du viaduc au boulevard périphérique de Paris.

Il faut bien reconnaître que, construit sur deux fois deux voies – *alors que* l'autoroute A-15 est à deux fois quatre voies, – le viaduc de Gennevilliers reçoit actuellement 80 480 véhicules en moyenne par jour, ce qui correspond, selon les techniciens, *« à une totale saturation aux heures de pointe du matin et du soir. On y circule à 10 ou 20 kilomètres à l'heure »*. Un argument suffisant pour ce département du Val-d'Oise, qui souhaite voir inscrit au IXe Plan l'élargissement du viaduc à deux fois quatre voies.

La somme de 15 milliards de francs devrait être dégagée pour les équipements de transports routiers et ferroviaires au IXe Plan, et ce à partir de 1985. Une occasion que les élus du département ne veulent pas laisser filer. Et, pour prouver la nécessité du doublement du viaduc, ils s'appuient sur des chiffres parlants.

Convaincre les Hauts-de-Seine

Ainsi, les études de trafic tablent sur une augmentation de 4 800 véhicules à l'heure de pointe du soir sur l'autoroute A-15 en 1990. A l'origine de cette affluence, le développement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, qui, à terme, comptera 200 000 habitants, et également la croissance du quartier de la Défense. Or, l'élargissement du viaduc offrirait une capacité supplémentaire de 4 000 véhicules dans les deux sens. Un afflux supportable pour le Val-d'Oise, grâce à l'autoroute A-15, mais moins souhaité par le département des Hauts-de-Seine, qui verrait à son tour ses voies secondaires obstruées malgré les petites opérations prévues pour assurer un meilleur écoulement du trafic : le souterrain du pont de Clichy, le futur tronçon entre le carrefour Pleyel et le CD 30 à Aubervilliers, la mise en service de l'autoroute A-14 entre la Défense et l'autoroute A-86.



Le principal obstacle à vaincre sera donc, pour les élus val-d'oisiens, moins de persuader l'Etat et la région, « banquiers » éventuels d'un tel projet, et, selon eux, déjà acquis à cette idée, que leurs homologues des Hauts-de-Seine. Surtout si l'Etat décide, non de construire l'ensemble, mais de choisir entre l'une et l'autre de ces opérations.

Le Val-d'Oise, quant à lui, a une position bien arrêtée : *« C'est le doublement du viaduc qui est prioritaire, car il entraînera avec lui une amélioration du trafic dans tout ce secteur géographique, au contraire du boulevard urbain, dont les avantages ne concerneraient que les Hauts-de-Seine »*, expliquent les techniciens du conseil général du Val-d'Oise.

Ils ont, en faveur de leur argumentation, le coût de l'élargissement du viaduc, estimé à 250 millions de francs, contre 630 millions pour le boulevard urbain, si l'on s'en tient au rapport préparatoire au IXe Plan. La meilleure solution serait, bien entendu, la réalisation des deux ouvrages. Mais la rigueur ne permet pas d'attendre des miracles financiers.

JACQUELINE MEILLON.

L'Essonne est saturée de T.G.V.

Le T.G.V. roule de succès en succès sur la route de Lyon. Et, déjà, la S.N.C.F. est très avancée dans l'étude de la prochaine étape du train à grande vitesse : une ligne nouvelle permettant de relier Paris à Rennes, à Nantes et à Bordeaux et baptisée T.G.V.-Atlantique. Le tracé envisagé prévoit un tronc commun au départ de Paris-Montparnasse puis la séparation en deux branches : l'une vers l'Ouest et Le Mans, l'autre vers le Sud-Ouest et Tours. L'affaire est d'autant plus tentante que la S.N.C.F. aurait les moyens de faire partir sa voie nouvelle de Paris en utilisant la « pénétrante » que constitue l'ancienne plate-forme de la ligne Paris-Chartres par Gallardon, dont les emprises ont été sauvegardées. Si tout va bien, comme le disent certains fervents partisans du projet, le premier T.G.V.-Atlantique quitterait Montparnasse en 1990.

En Essonne, on est loin de partager cet engouement. Le département, déjà traversé dans sa partie est par un T.G.V. – celui du Sud-Est, – devrait accueillir à l'ouest un tronçon de l'autre. Dix communes sont concernées. Certaines fortement urbanisées, telles que Massy, Palaiseau, Les Ulis, Verrières-le-Buisson, les autres relevant nettement plus du monde agricole et rural (1).

Appelés à délibérer par l'administration sur le principe ainsi que sur les modalités de réalisation, les conseillers généraux de l'Essonne ont formulé une réponse mi-chèvre mi-chou. Aucun d'entre eux ne s'oppose sur le fond à cette opération, et c'est un point important, mais ils demandent tous des garanties pour l'environnement et surtout *des contreparties*. Un double sentiment domine : ce T.G.V., de toute manière, se fera, et, en conséquence, il faut en tirer le maximum d'avantages en limitant les inconvénients. Les élus n'ont pas hésité à demander beaucoup. Ainsi souhaitent-ils obtenir la création d'un système de transport en commun en site propre – couplé à l'emprise du T.G.V. – et permettant de relier la ville nouvelle des Ulis à Paris, en passant par Massy. Trois modalités (autobus, voie ferrée nouvelle ou tramway) sont envisagées, mais la question n'est pas encore tranchée.

Mais l'Essonne réclame également un arrêt des rames à grande vitesse dans une gare de Massy rénovée pour les accueillir. Cette idée, chaudement défendue par M. Claude Germon, député et maire de la ville (PS), ne manque pas d'attrait. La cité massicoise est un nœud ferroviaire de première importance, au sud-ouest de Paris. De Massy on peut en effet rejoindre toutes les grandes gares de la capitale (sauf Saint-Lazare) ainsi que les deux aéroports d'Orly et de Roissy.

« Sur le plan politique, la réalisation d'une station T.G.V. à Massy marquerait la prise en compte d'un département de la grande couronne parisienne et, sur le plan économique, elle permettrait un développement considérable de la partie nord-nord est de l'Essonne », observe M. Germon.

Selon lui, deux millions de voyageurs pourraient transiter par Massy, évitant ainsi de s'enfoncer dans le « cul-de-sac » de la station Montparnasse.

Le projet est soutenu par le président de la R.A.T.P., M. Claude Quin, qui voit là notamment une chance d'alléger le réseau métropolitain. En revanche, la S.N.C.F. demeure plus que réservée, et ne paraît pas convaincue de l'utilité d'arrêter le T.G.V. une douzaine de kilomètres après son départ de Paris. A chaque fois qu'il fait une halte, ne serait-ce que pour cent vingt secondes, le train perd, entre ses temps de freinage, d'arrêt et de retour à la vitesse de croisière, de cinq à six minutes. La S.N.C.F. est aussi préoccupée du coût. Cela d'autant plus qu'elle pourrait se voir contrainte de procéder à de coûteux aménagements pour protéger l'environnement le long du passage du train.

Élus départementaux et locaux ainsi que riverains sont en effet unanimes à exiger que le T.G.V. pique sous terre sur tout son parcours en zone urbaine. Or construire un souterrain revient vingt fois plus cher que construire à l'air libre, car, dans le cas du T.G.V., l'écartement entre les voies doit être alors supérieur à 4 mètres en raison des forts déplacements d'air qui se produisent lors des croisements. La solution du tunnel a d'ailleurs été soigneusement évitée sur la totalité du parcours de Paris à Lyon. La S.N.C.F. ne semble pas donc disposée à enterrer son tracé sur la totalité du tronçon considéré.

L'enquête publique qui devrait se dérouler en mai et en juin ne devrait, en conséquence, pas manquer de voir s'exprimer les craintes très sérieuses et les revendications des riverains. Ceux-ci se sont regroupés en une fédération.

Tromperie

Selon ses responsables, plus de cinq mille personnes subiraient les nuisances engendrées par le T.G.V. et ce qui pourrait aller avec, c'est-à-dire les autres équipements communs, les transports en commun, les infrastructures de la gare de Massy et aussi, éventuellement, le prolongement de l'autoroute A-10, auquel tout le monde s'oppose mais que les services de l'équipement semblent désireux d'imposer. La fédération, en fait, conteste tout simplement, comme nous l'a expliqué son président, M. Germain, *« l'utilité de construire une voie nouvelle »*. Elle préférerait que la zone de la plate-forme de Gallardon soit transformée en « coulée verte » pour les promenades et les loisirs comme cela avait *été envisagé. En tout cas, elle* voit, dans la hâte de certains, la préparation d'un mauvais coup contre les intérêts de ses adhérents et redoute une « Tromperie à Grande Vitesse ».

PATRICK DESAVIE.

(1) Lire l'article d'Olivier Schmitt, dans *le Monde* du 25 décembre 1982.

La Seine-Saint-Denis livre bataille contre le « travail au noir »

La Seine-Saint-Denis s'apprête à lancer une offensive généralisée sur le front du travail clandestin, plus communément appelé « travail au noir ». Pour tenter de terrasser ce mal que le président de la dynamique chambre de métiers, M. Georges Nourry, n'hésite pas à qualifier de *« peste de notre société »*, un ensemble de mesures viennent d'être prises par une commission réunissant toutes les parties concernées. Apparemment, il ne s'agit pas là d'un vœu pieux.

« Le travail clandestin, rappelle M. Jean-Claude Aurousseau, préfet, commissaire de la République, *est une réalité ancienne qui depuis longtemps préoccupe les partenaires sociaux. Déjà en 1950 le Conseil économique et social s'en inquiétait. Des lois et décrets ont été promulgués depuis pour réprimer ce phénomène, mais en vain semble-t-il. »*

En Seine-Saint-Denis la question du travail noir est si cruciale qu'elle ne permet plus de tergiversations. Le cri d'alarme lancé par M. Nourry au nom des artisans en témoigne.

A l'initiative de M. Jean-Claude Aurousseau, une commission, réunissant les représentants de la chambre de métiers, la direction du travail et de l'emploi, la direction départementale des polices urbaines, le groupement de gendarmerie ainsi que des élus du conseil général, a déterminé le champ où se situeront les interventions.

Les secteurs les plus touchés sont le bâtiment, la confection et l'habillement, la réparation automobile et la diffusion de prospectus publicitaires. La première décision de la commission dirigée par le préfet a été la création, le 9 février 1983, de cellules de réflexion et d'intervention dans chacun de ces domaines. Pour certains secteurs où la lutte contre le travail au noir est particulièrement difficile à mener, comme ceux du bâtiment et de la confection, précise M. Aurousseau, *« les cellules se verront renforcées par la participation des services fiscaux ainsi que de ceux des tribunaux »*. Pour lui, la lutte contre le travail clandestin dans un département tel que la Seine-Saint-Denis (dont la population totale compte 49 % d'actifs, soit 647 000 personnes, ce qui représente 9 % de plus que la moyenne nationale) n'a de chance d'aboutir que s'il existe une efficace coordination des parties concernées.

La commission départementale a décidé de lancer dès le mois de mai des campagnes d'information pour la lutte contre le travail clandestin à l'intention du public. La presse locale – journaux et radios – participera à cette opération, qui sera également menée par voie d'affichage. La commission entend éclairer l'opinion sur le caractère socialement néfaste de cette activité en donnant un tour positif à ces campagnes, et elle ne veut pas mettre en avant, uniquement, les sanctions. Autre initiative : le public se verra remettre aux guichets des cartes grises et des permis de construire des imprimés destinés à l'informer des dangers que représente le travail au noir. L'accent sera mis sur l'absence de garanties inhérentes au travail clandestin, la responsabilité du client qui s'adresse à un travailleur clandestin et enfin les sanctions pénales qu'encourent les personnes ayant recours à ces pratiques.

A l'italienne

Pour M. Jacques Templier, directeur des services de la chambre de métiers, c'est aussi l'occasion de dire *« aux Sequanodionysiens la richesse que recèle leur département dans le domaine de l'artisanat »*. La chambre de métiers de la Seine-Saint-Denis, qui est la septième (sur les cent trois qui existent en France) par le nombre de ses ressortissants (15 000 entreprises assurant 30 000 emplois) et la première par le nombre de ses maîtres-artisans. Le travail au noir atteint tous les domaines. Jusqu'aux chefs d'entreprise qui n'hésitent pas à employer de la main-d'œuvre clandestine. *« Il nous faut*, dit M. Nourry, *éviter une solution à l'italienne. Chacun sait qu'en Italie le « noir » joue un rôle indéniable dans l'essor de la production. Mais connaît-on les revers de la médaille ? Il est évident que ces pratiques provoquent une surexploitation de la main-d'œuvre la plus vulnérable (personnes âgées, enfants). Mais qui s'en indigne en Italie ? Et puis, conformément au principe de Lavoisier, les institutions de sécurité sociale ne peuvent distribuer que ce qu'elles reçoivent. Alors, si au niveau des cotisations le manque à gagner est important, voire massif, ses effets se répercutent au niveau de la distribution des indemnités. Un chômeur en Italie ne touche que l'équivalent de 3 francs par jour... »*

KIM LAROUSS.

environnement

L'affaire des déchets de Seveso

« Ces quarante et un fûts sont une toute petite chose par rapport aux déchets industriels. Le dossier ne sera pas refermé lorsqu'on les aura retrouvés », a observé Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'État à l'environnement et à la qualité de la vie, en ouvrant, le 23 avril à Paris, le colloque intitulé « L'école contre le chômage ».

Mais les fûts contenant la dioxine de Seveso ne sont toujours pas retrouvés. Ni en Basse-Saxe, ni en mer, ni en France, où le syndrome de la dioxine continue à agiter les esprits. Quant à la firme Hoffmann-La Roche, propriétaire de l'usine accidentée, elle conjure maintenant ceux qui savent de parler et s'offre à les dédommager...

A ROUMAZIÈRES (CHARENTE)

Arsenic et vieilles rumeurs

De notre correspondant

Angoulême. – Plainte a été déposée contre M. Rocher, l'exploitant de la carrière de Roumazières. M. Barbot, commissaire de la République en Charente, l'a déclaré, samedi soir 23 avril, au terme d'une réunion tumultueuse à la sous-préfecture de Confolens : la dioxine de Seveso n'est peut-être pas à Roumazières, mais 21 tonnes de boues, contenant l'équivalent de 1 540 kilos d'arsenic pur, y sont entreposées clandestinement depuis un an.

On va décidément de surprise en *surprise dans l'affaire de la carrière* de Roumazières. Le 15 avril, on apprenait la présence de 16 kilos de dioxine « douce » dans les déchets en provenance d'une usine de Rhône-Poulenc (*le Monde* du 19 avril).

Ce dépôt, bien que camouflé sous une dénomination chimique assez vague, restait cependant conforme aux prescriptions réglementaires. Mais le 23 avril, *la Charente libre* révélait que 21 tonnes de boues, contenant 7 % d'arsenic, étaient arrivées à Roumazières, le 2 avril 1982. Le service des mines pria alors l'exploitant de retourner à l'envoyeur ce produit dont la toxicité dépassait les limites fixées par l'arrêté préfectoral. Mais le service des mines attendit le 2 décembre pour s'inquiéter de l'application de ses instructions.

Le 15 avril 1983, alors que l'émotion à Roumazières devenait générale, les mines renouvelèrent leur *demande* à l'exploitant. *L'administration* apprit alors que le gérant de la carrière avait fait « par erreur » (l'expression est de M. Retali, directeur régional des mines) enfouir l'arsenic sous une couche d'argile. Il semble que les mines n'aient avoué la vérité au préfet, commissaire de la République, que le 22 avril pour lui épargner la surprise de l'apprendre le lendemain par la presse. *La Charente libre* révélait aussi que le *fameux béton, sous* lequel sont entreposés les fûts de déchets les plus toxiques, ne présente aucune garantie d'étanchéité, bien qu'on ait colmaté les fissures avec du mortier.

Cette découverte a fait l'effet d'une bombe. Le préfet a aussitôt convoqué la commission d'enquête du conseil général, et c'est à l'issue *de cette réunion qu'il a annoncé* la plainte contre le gérant de la carrière, et le délai de quatre jours pour évacuer les 21 tonnes de déchets d'arsenic. La décharge restera fermée. Enfin le service des mines va chercher des solutions techniques pour les 14 tonnes de déchets phénochlorés qui n'auraient jamais dû s'y trouver, et pour les *340* tonnes de condensateurs électriques contenant sans doute encore du pyralène (une huile lourde hautement cancérigène), qui aurat dû être récupéré.

Cependant, les langues commencent à se délier à Roumazières. Il est désormais acquis que des déchets ont été enfouis sous le béton jusqu'en mars 1982 et pas seulement jusqu'à l'automne 1981, comme le prétendait l'exploitant. Des riverains certifient maintenant avoir vu passer des « toupies » (camions de béton) pendant les vendanges de l'an dernier, c'est-à-dire à quelques semaines près, au moment où l'on perdait la trace de la dioxine de Seveso à Saint-Quentin. Or M. Paringaux, aujourd'hui incarcéré, est toujours actionnaire de la société qui gère la décharge de Roumazières.

JEAN-PIERRE DUFFRENNE.

Intoxication autour de Marseille

De notre correspondant

Marseille. – Depuis que l'on sait que la cargaison de dioxine a pu transiter par le Midi de la France, c'est à qui lancera l'hypothèse la plus saugrenue à propos de sa destination. Tout au long de la côte, le plus innocent des navires-poubelles – il en existe dans chaque port – est *soupçonné de recéler dans sa cale* les containers maudits. Ce fut d'abord un branle-bas du côté de Port-de-Bouc, après les révélations du *Canard enchaîné*. La nouvelle, aussitôt démentie, reprit de la vigueur.

La rumeur s'envola vers la Camargue toute proche. Les fûts de dioxine au pays des manades ? Bien sûr, n'hésitaient pas à répondre les plus perspicaces, et ils précisaient même qu'ils pouvaient être près de la station biologique de la Tour-du-Valat. Et d'expliquer que le directeur de ce centre n'est autre que le docteur Luc Hoffmann. Le fils aîné des Hoffmann ! Ce Suisse au-*dessus de tout soupçon, connu* mondialement pour ses travaux ornithologiques menés depuis 1954 en Camargue, était pour certains le docteur Jekyll, s'occupant ouvertement des flamants roses et, de l'autre, Mr Hyde, immergeant la dioxine dans le marais camarguais...

Le dernier avatar de la rumeur vise la population de Bellegarde (Gard), à proximité de laquelle se trouve la décharge de Broussan, qui peut recevoir, grâce à l'argile étanche qui compose son site, les déchets les plus toxiques. Les habitants de Bellegarde réclament la fermeture *temporaire de la décharge et une vé*rification détaillée des 500 tonnes de déchets en provenance d'Italie, qui ont été enfouies... en mai 1980. A l'époque, des analyses avaient été faites sur trois échantillons, mais on voudrait à présent aller voir ce que contiennent les autres. Le maire de Bellegarde a décidé de réunir son conseil municipal, jeudi 28 avril, pour exiger cette vérification. Du résultat dépend l'autorisation d'extension de la décharge, demandée par la société gestionnaire France-Déchets.

JEAN CONTRUCCI.

ATHÈNES, MILAN, NICE CHAMPIONS DE LA POLLUTION

Athènes, Milan, Nice, Barcelone et Madrid : telles sont, dans l'ordre, les villes les plus polluées d'Europe d'après la commission de l'environnement du Parlement européen, réunie les 20 et 21 avril à Bruxelles. On savait l'acropole d'Athènes et la cathédrale de Milan rongées par l'oxyde d'azote. On sait maintenant que Nice, avec sa baie des Anges aux eaux souvent douteuses, figure en « bonne » place dans le palmarès, avant même Barcelone et Madrid.

Selon le président (britannique) de la commission, M. Ken Collins, les principaux facteurs de pollution dans ces villes sont les centrales électriques, les aciéries, les industries chimiques et les moteurs à combustion. Le taux d'anhydride sulfureux et d'oxyde d'azote a tellement augmenté que *« les fonctions pulmonaires des habitants ont diminué de moitié en deux ans »*.

Globalement, la France a une po*sition intermédiaire entre l'Irlande*, encore épargnée par les grandes pollutions, et l'Allemagne fédérale, dont l'atmosphère recèle environ 60 millions de tonnes de produits sulfureux, qui attaquent notamment son manteau forestier.

Lorraine

LES INONDATIONS A METZ

Naufrage culturel

De notre correspondant

Metz. – **Quelque quarante mille livres de la bibliothèque de l'U.E.R. de lettres de Metz vont être lyophilisés. Telle est une des conséquences de la crue de la Moselle qui a affecté le campus universitaire messin, les 11 et 12 avril dernier.**

La lyophilisation consiste à extraire sous vide l'eau d'un produit préalablement congelé. Dès que l'eau s'est retirée du sous-sol de l'U.E.R de lettres de Metz, les responsables de l'université ont mesuré l'ampleur du désastre. Au total, soixante mille des *soixante-cinq mille volumes* entassés patiemment depuis près d'une vingtaine d'années ont été endommagés ou tout simplement détruits. Parmi ces ouvrages, plusieurs originaux du dix-huitième siècle.

Après la décrue, les premiers moments de désarroi passés, M. François Reitel, doyen de l'U.E.R. de lettres de Metz, s'est transformé, avec son équipe, en sauveteur. Sur les conseils de Mme Flieder, qui dirige le Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques du C.N.R.S., la lyophilisation des livres endommagés a été décidée.

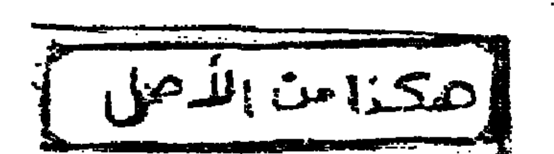
En tout premier lieu, tous les ouvrages concernés ont été entassés dans des cartons, et immédiatement congelés à moins 30°C, pour éviter la prolifération de champignons. Un essai de lyophilisation a été entrepris sur un échantillon, près de Saumur, par une des deux sociétés françaises spécialistes de cette technique. Qui va payer la note ? M. Reitel a sollicité le ministère de l'éducation nationale pour régler l'addition et demandé une équipe de techniciens pour réparer les reliures. Il a, d'autre part, fait appel à la générosité publique, sollicitant des dons en espèces ou en nature.

JEAN-LOUIS THIS.

★ Les dons en nature (livres, revues, atlas) sont à adresser à M. le directeur de la bibliothèque de la faculté des lettres, Ile du Saulcy, 57045 Metz-Cedex.

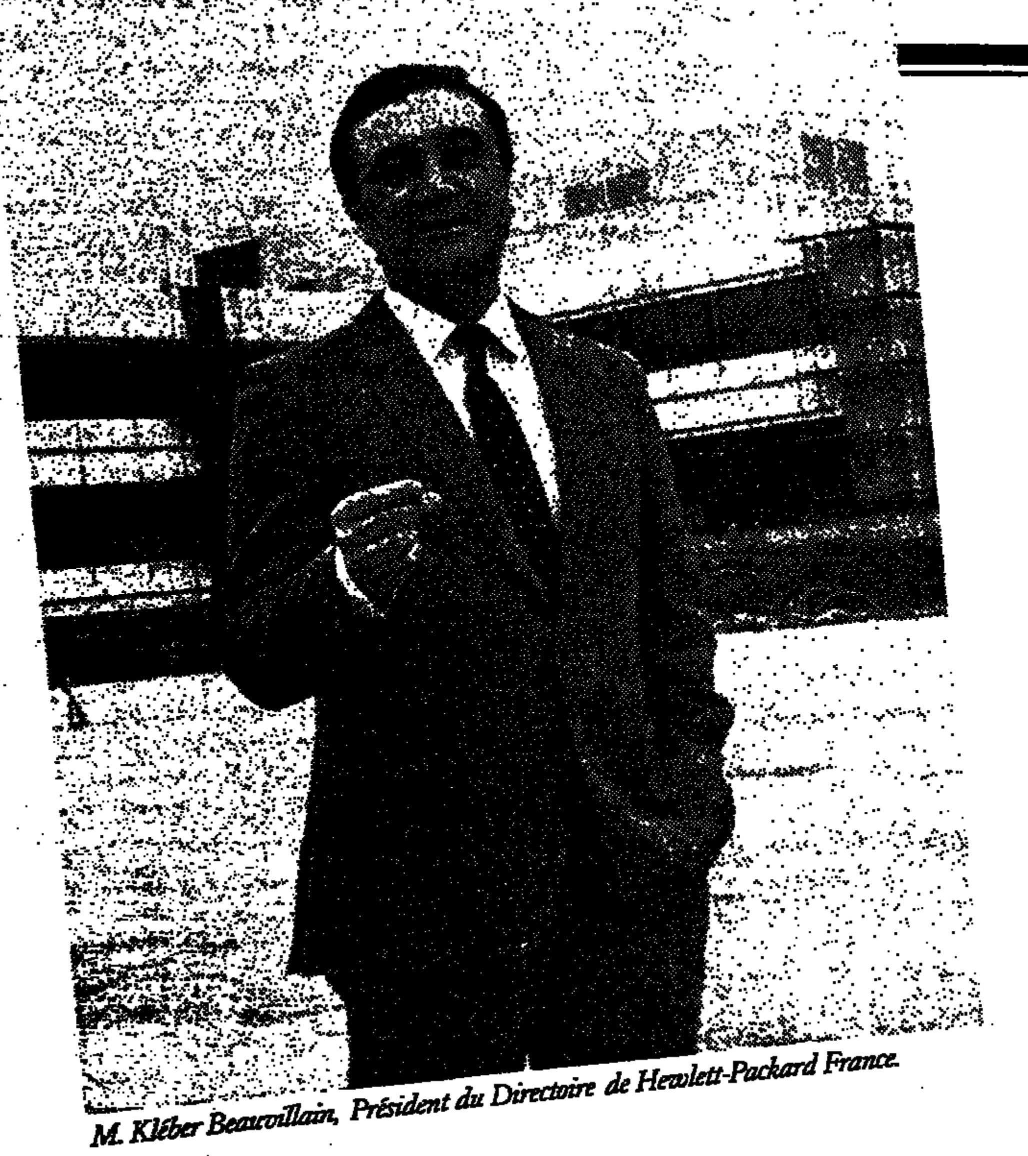
Les chèques ou mandats doivent être adressés à M. l'agent comptable de l'université de Metz : C.C.P. Strasbourg 5506 41 H, avec la mention : *« Pour la reconstitution de la bibliothèque de la Faculté des lettres. Adresse : Université, Ile du Saulcy, Metz Cedex. »*





Investir en France

"Nous y croyons"



M. Kléber Beauvillain, Président du Directoire de Hewlett-Packard France.

"Produire, exporter, créer des emplois et former des jeunes sont les atouts de la France pour son développement économique. Chez HP, nous y croyons.

Installés en France depuis 20 ans, nous avons toujours mis l'accent sur ces activités dans les domaines de l'informatique et de l'électronique.

Nous employons aujourd'hui plus de 2000 personnes en France, consacrons 300 millions de francs à l'investissement pour la période 83/84 et augmentons notre budget de recherche de 52 % par an depuis dix ans.

Mieux encore, avec nos deux unités industrielles de Grenoble et le projet d'achat d'un terrain de 59 ha à l'Isle-d'Abeau, nous axons plus particulièrement notre politique d'investissement sur la production, la recherche et le développement.

Nous nous affirmons ainsi comme un véritable partenaire de la vie économique nationale".

Hewlett-Packard France - ZA de Courtabœuf, Avenue des Tropiques 91947 Les Ulis Cedex. Tél. (6) 907.78.25

HP, un partenaire de la vie économique française.



Le Monde

culture

MUSIQUE

DE MARC MONNET A GYORGY KURTAG

Créations en tous genres

Les créations se succèdent à un rythme si rapide actuellement à Paris qu'assister aux unes revient à se priver des autres et qu'il n'est possible de rendre compte des plus frappantes qu'au détriment de celles dont l'originalité est moins évidente.

Du concert que l'ensemble 2e2m donnait, le 18 avril, au centre Georges-Pompidou sous la direction de Farhad Mechkat, on retiendra surtout *Profils*, de Jean-Claude Risset, *l'Autre Scène*, de Marc Monnet, et *Fist*, de Pascal Dusapin. La première œuvre, assez représentative de la manière de Risset, associe des sons électroniques très purs, et d'une hauteur nettement définie, à un petit ensemble instrumental dont les timbres se mêlent harmonieusement à ceux de la bande magnétique. La limitation à quelques intervalles précis (quinte diminuée), la qualité impressionniste d'une écriture sans heurts, où les modèles et échos se renvoient leurs images à l'infini comme dans un jeu de miroirs, contribuent à fixer durablement l'attention à l'intérieur d'une matière sonore évanescente.

L'Autre Scène porte clairement aussi la signature de son auteur, davantage même que le premier volet *la Scène* (*le Monde* du 18 mai 1982), dont la forme assez banalement évolutive surprenait un peu ; ici, au contraire, Marc Monnet limite son matériau à quelques éléments très brefs et caractéristiques tels que trille, pizzicato, corde frappée avec le bois de l'archet, une courte tenue *pianissimo*, qu'il entoure de silence. L'effectif instrumental (dix cordes graves sans violons, clarinette, basson et contrebasson) est utilisé « verticalement » par blocs, et tout l'intérêt de l'œuvre réside dans la succession d'événements dont seuls l'ordre et la durée restent imprévisibles. Le résultat est passablement austère, mais l'austérité, quand elle est bien gérée, possède des charmes précieux et rares.

En comparaison, *Fist*, de Pascal Dusapin est une musique dionysiaque, abondamment mélodique, faisant chanter ensemble chacun des huit partenaires d'un ensemble instrumental où les vents l'emportent sur les cordes. D'essence contrapuntique, cette partition colorée, pleine de sève, est d'un abord plus aisé que certaines de celles qui l'ont précédée : les traits plus déliés, moins contractés sur eux-mêmes, s'épanouissent à loisir. A vingt-sept ans, Pascal Dusapin est visiblement à un tournant de son évolution.

A dire vrai, il n'y a pas d'âge pour les tournants et, à suivre le cheminement d'un compositeur comme Michel Philippot (né en 1925), réputé *« sévère et cérébral »* — deux qualités réelles qu'il partage avec fort peu de monde, mais qui ne suffisent pas à définir une personnalité riche de contrastes, — on observe une modification sensible dont témoigne l'écriture tantôt sensuelle, tantôt passionnée de son Deuxième Quatuor, créé en février dernier par le quatuor Bernède, qui l'a inscrit à nouveau dans un programme du cycle « Panorama du quatuor français », organisé salle Gaveau par la Société française de musique contemporaine. Selon le vœu du compositeur, qui ne cache pas son allégeance aux principes de l'école de Vienne, tout dans cette œuvre est thème en même temps que développement. De là une liberté de forme, rhapsodique en apparence, dont la rigueur est, en fait, soigneusement dissimulée.

Mais poursuivons, car l'ensemble de l'Itinéraire a donné, salle Wagram, trois créations qui méritent elles aussi quelques lignes de commentaires. Déception, tout d'abord, en ce qui concerne les *Artifices* du compositeur suisse Gérard Zinsstag, pour bande magnétique synthétisée et ensemble instrumental : le lent crescendo soigneusement ménagé, avec d'intéressants mélanges de timbres, débouchait sur une orgie sonore assez triste, mêlant des échos de pop-music à un langage heureusement plus élaboré.

Confirmation ensuite avec les *Ecrits sur toile* de Gilbert Amy, pour récitante — lisant quatre lettres de Rilke écrites à propos de tableaux très différents — et une petite formation. Dans l'évocation du Greco, l'équilibre entre la voix parlée et une musique passablement agitée reste problématique, mais le long adagio sur *la Dame au fauteuil rouge* réalise une alchimie fort réussie entre les mots, les images et les sons ; dans *la Mort d'Arlequin* (évocation de Picasso), une certaine couleur harmonique et instrumentale semble faire un signe amical au *Pierrot lunaire*, et le final, sur Paul Klee, surprend, par sa brièveté, l'auditeur dont l'attention n'a pas cessé de croître.

Enfin, cette soirée comportait une révélation, celle de György Kurtag (né en 1954 et dont le père, portant le même prénom, est l'un des plus remarquables compositeurs hongrois) qui présentait une pièce pour bande à quatre pistes avec accompagnement de violoncelle, *Interrogation*. Outre une maîtrise consommée des transformations de timbres, cette œuvre témoigne d'une vive imagination sonore, d'un sens du discours d'autant plus réel qu'il ne craint ni les détours ni l'imprévu (la forme ne se dissout que pour s'affirmer à nouveau). Mieux qu'un climat, c'est un paysage acoustique dont le compositeur nous révèle peu à peu la variété et les vastes perspectives.

GÉRARD CONDÉ.

VARIÉTÉS

Ged Marlon à l'Eldorado

Ancien partenaire de Farid Chopel dans *les Aviateurs*, Ged Marlon a publié au printemps dernier, chez Arabella, un album *(Physiquement)* dans lequel il mettait beaucoup de dérision dans des chansons et jouait d'une certaine ambiance hollywoodienne des années 50, sans le côté « rétro », en étant au contraire hyperactuel et en faisant reposer les textes parodiques sur de solides musiques de Reinhardt Wagner. L'idée d'un « show » a pris corps ensuite, et en novembre dernier Ged Marlon présentait pour la première fois son spectacle station Miromesnil, dans le cadre de la manifestation « La chanson dans le métro ».

Le voici à présent dans un vrai théâtre, l'Eldorado, toujours pour un soir, ce lundi 25 avril à 21 h 30, avec un orchestre dirigé par Reinhardt Wagner et avec trois « glamour girls », comme on disait autrefois à Hollywood, trois étonnantes choristes qui participent pleinement au jeu.

Comme dans *les Aviateurs*, Ged Marlon recrée un univers complètement surréaliste d'où jaillissent pêle-mêle des gags visuels, des parodies délirantes et toujours raffinées par le geste et la danse, des décalages et des clins d'œil en forme d'humour.

A sa manière, Ged Marlon réinvente le show musical et burlesque, avec un humour fin, léger, une grande vivacité et un « rock-classe », comme il nomme lui-même la musique de Reinhardt Wagner — C. F.

ROCK

ERIC CLAPTON à Pantin

Le roi tranquille

On imaginait Eric Clapton en train de survivre dans son cottage du Surrey, jouant à trente-huit ans au gentleman-farmer, produisant de temps à autre un disque avec quelques musiciens exceptionnels. On croyait que l'érosion du temps avait fait son œuvre et que le public fidèle à sa musique s'était rétréci comme une peau de chagrin.

Double erreur, démentie par le succès de son dernier album (*Money and cigarettes*) publié chez Warner Bros, et par le triomphe remporté dimanche 24 avril au soir par le guitariste sous un chapiteau de Pantin qui a refusé du monde. Le mythe d'Eric Clapton est aujourd'hui intact et sans nostalgie.

Apparemment, Eric Clapton semble aujourd'hui avoir résolu les problèmes qui l'ont conduit dans le passé à des dépressions successives. Tel un roi tranquille et serein, il est apparu sous le chapiteau de Pantin, jouant une musique pure et sincère avec cette aristocratie suprême qu'est l'élégance du cœur et de l'esprit, avec une finesse alliée à la plus extrême simplicité, avec un haut degré de plénitude dans les moyens et un registre musical considérable qui va du rock n'roll au boogie-woogie et naturellement au blues, dont il reste incomparablement un des maîtres.

Entouré d'une équipe de musiciens hors pair (Albert Lee, Ry Cooder, Donald Dunn et Roger Hawkins), qui élaborent une trame riche et solide et portent le swing à son plus haut rendement, Clapton développe sa sensibilité magique, sa lumineuse fluidité dans des solos soigneusement ciselés et offre ainsi des moments musicaux qui éblouissent littéralement le public. Il n'y eut d'ailleurs pas un seul accroc dans ce concert, écouté avec une attention admirative et où la force créatrice d'un musicien s'est exprimée une nouvelle fois dans son authenticité et sa rigueur.

CLAUDE FLÉOUTER.



QUATRE DISPARITIONS

● *Le dramaturge et auteur de théâtre Jean Magnan* a été découvert assassiné, le vendredi 23 avril, dans son appartement parisien. Sa mort pourrait remonter au 19 avril.

[Agé de quarante-trois ans, Jean Magnan avait travaillé comme dramaturge au Théâtre du huitième à Lyon au temps où le metteur en scène Robert Girones dirigeait ce centre dramatique.]

● *L'acteur américain Buster Crabbe*, ancien champion olympique de natation qui avait été l'un des « Tarzan » de l'écran, est mort samedi à Scottsdale (Arizona). Il était âgé de soixante-quinze ans.

[Buster Crabbe avait commencé sa carrière cinématographique après avoir remporté la médaille du 400 mètres aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1932.

Recruté par les studios Paramount, il avait alors interprété en 1933 — comme Johnny Weissmuller — le rôle de Tarzan dans *Tarzan the Fearless*. Buster Crabbe a ensuite joué notamment dans *Flash Gordon* et *Buck Rogers*, dans de nombreux films de seconde série ainsi que dans des séries télévisées.]

● *Walter Slezak*, acteur de théâtre et de cinéma d'origine autrichienne, qui avait joué dans *Lifeboat*, de Hitchcock et dans de nombreux films de moindre importance, s'est suicidé dans la nuit du 21 au 22 avril à Flower Hill, dans l'État de New-York. Il allait avoir quatre-vingt-un ans.

● *Lamberto Maggiorani*, l'ouvrier italien qui avait incarné à l'écran le rôle du « voleur de bicyclette » dans le film du même nom de Vittorio de Sica (1948), est mort le 22 avril à Rome. Il était âgé de soixante-treize ans.

EXPOSITION

Manet au Grand Palais

(Suite de la première page.)

Les choses n'en ont pas moins commencé ainsi : Manet est d'abord un peintre de musée, alors que Monet, et Renoir jusqu'en 1875, donnent l'impression de n'avoir jamais mis les pieds au Louvre. Un musée qui demeure fidèle à l'Italie, d'où procèdent *le Déjeuner* et *Olympia*, mais qui accueille libéralement les nouveaux venus du goût des années 50 : les Hollandais et les Espagnols.

Dès 1852, date de son premier voyage aux Pays-Bas (il a vingt ans), Manet a commencé à assimiler la peinture hollandaise dont l'influence, évidente dans le portrait de ses parents, se manifeste tout au long de son œuvre par ses violentes oppositions de ton, ces furieuses abréviations à la Frans Hals (la main de Zacharie Astruc, la tabagie du *Mallarmé*), qui laissèrent pantois les critiques de l'époque et, parfois, les modèles eux-mêmes.

Quant à l'Espagne, il n'en fit la découverte qu'en 1865, mais les bruns, les noirs somptueux de *l'Enfant à l'épée* et du *Guitarrero* (et ses fabuleuses espadrilles !) ou l'exquis libertinage goyesque de la *Jeune Femme étendue en costume de maja* montrent bien qu'il connaissait depuis longtemps la peinture espagnole, et que ce n'est pas seulement au hasard de la présence à Paris de la troupe de Lola de Valence que nous devons ces merveilles des merveilles que sont le *Jeune Homme en costume de majo* et *M*lle *Victorine en costume d'espada*. Le mélancolique « Majo » et la divine Victorine (Victorine Meurent, le modèle d'*Olympia*) entourent au Grand-Palais *le Déjeuner sur l'herbe* comme ils l'entouraient au Salon des refusés : si ce n'est pas un événement, comme il paraît qu'il faut dire, c'est en tous cas une occasion qui ne se retrouvera jamais.

Le choc insurrectionnel

Alors le *Déjeuner*, pourquoi tous ces cris ? La première raison est que, Manet ayant voulu faire du Giorgione d'après nature, on vit dans le tableau une farce et plus d'intentions parodiques qu'il n'en comportait vraiment. La seconde, que Manet disait la vérité, montrait un vrai nu, agressif, insolent, plein comme un œuf, aussi charnu et élastique que sont par tradition savonneuses les fesses des anges. La troisième, que la scène est tout de même un peu bizarre : ces dames dévêtues et ces messieurs habillés ne font pas tant penser à l'Arcadie des poètes qu'aux fourrés du bois de Boulogne où se tapissent de coupables rencontres, de même qu'*Olympia* évoque moins la *Vénus*, la courtisane ultra-chic de Titien qu'elle ne proclame avec une évidente satisfaction qu'elle est une grue et que, si le cœur vous en dit, il vous suffit de sonner la négresse, de caresser le chat et de soigner le bouquet. Ce n'est pas tout à fait *le Christ aux anges* de 1864, curieuse incursion de Manet dans le domaine de la peinture religieuse, mais quelque chose comme : *« Laissez venir à moi les petits jeunes gens »*.

Quant à la dernière raison de l'indignation publique et nationale, elle tient au caractère en effet un peu chaotique de la composition. Le premier plan tient comme un métope du siècle, la nature morte est superbe et annonce tous les chefs-d'œuvre que Manet réalisera dans le genre, et qui sont réunis dans la rotonde du premier étage de l'exposition. Mais l'arrière-plan est traité à la diable, et la perspective est aberrante comme est aberrante celle de *M*lle *Victorine*, laquelle tient d'ailleurs son épée de telle manière qu'elle joint à l'inconfort de sa position spatiale le risque d'être à tout moment embrochée par le taureau.

Eh bien ! ça, c'est Manet : de la perspective, il s'en fiche. Comme il se moque des passages, des demi-teintes, du modelé, de tout le savoir de l'école. Si on lit les notices du colossal catalogue ou l'ouvrage qu'un historien américain, G. H. Hamilton, a consacré à *Manet and his Critics*, on s'aperçoit que les reproches « intelligents » qui lui sont faits sont toujours les mêmes : il a un tempérament. Mais il n'est pas du métier. Il ne sait pas dessiner, il ne sait pas composer, il plaque ses tons comme un plâtrier, c'est un « paresseux » qui, incapable de finir, ne dépasse jamais le stade de l'esquisse.

Dit autrement, tout cela n'est plus faux, dans la mesure où concision et rapidité sont pour Manet les vertus cardinales du peintre. « *La concision*, écrivait-il à un ami, *est en art une nécessité et une élégance. Dans une figure, cherchez la grande lumière et la grande ombre ; le reste viendra naturellement.* » Et : « *Il n'y a qu'une chose vraie. Faire du premier coup ce qu'on voit. Quand ça y est ça y est. Quand ça n'y est pas, on recommence. Tout le reste est de la blague.* »

L'œuvre naît ainsi chez Manet, non d'une émotion, le terme est trop sentimental, mais d'une sorte de choc insurrectionnel qui le fait « *se précipiter comme un furieux sur la toile* », quitte à effacer, et à dix fois, vingt fois reprendre. Mais en conservant toujours la même fraîcheur, la même limpidité, le même éclat, avec *« cette saveur indicible de la pulpe : pivoine, gorge de femme, jambon ou perle »* qu'évoquait si bien J. E. Blanche.

Contrairement à tant de sottises à ce propos dites, quel plus beau métier en effet que celui du *Balcon* ou celui de *la Femme au perroquet*, avec le long bruissement soyeux du peignoir rose et le délice du contraste entre le bouquet de violettes et le citron jeté au bas du perchoir ? Et quelle « indicible saveur » dans le noir du veston du jeune homme du *Déjeuner à l'atelier*, noir qu'éclaire le col de la chemise et que reprend le bord du chapeau, dont la calotte fait à son tour écho aux beiges du pantalon de velours ! Une « carte à jouer », peut-être, comme *le Fifre*, mais personne n'a su refaire cela.

Le déjeuner à l'atelier a été peint en 1868, un an après *l'Exécution de Maximilien*, et la comparaison des deux tableaux (malgré ou à cause de l'origine goyesque du second) avec *le Déjeuner* de 1863 montre bien que Manet est désormais passé du dialogue avec les maîtres à une expression plus directe de la modernité. Cette modernité, il l'a représentée pour la première fois dans *le Concert aux Tuileries*, qui est un peu l'école d'Athènes de la vie parisienne et le tableau fondateur de l'impressionnisme. Disposant ses personnages au hasard et les peignant comme il les voyait, de loin, Manet les réduit à des silhouettes qui paraissent indéchiffrables, si on garde le nez collé sur la toile, comme sont indéchiffrables les spectateurs des *Courses à Longchamp* ou les paveurs de l'admirable *Rue Mosnier*.

D'où, à nouveau, les cris. D'autant que les sujets contemporains admis en littérature paraissaient encore étrangers au domaine de la peinture, et que Manet, dans ses « pochades » de jardin et de café, refusait aussi bien les facilités de la scène de genre que la surchauffe des écrivains naturalistes. La *Nana* de Zola est un drame national et satanique, ce que l'on pouvait admettre. On admettait moins facilement que celle de Manet ne fût qu'une femme qui se poudre à côté du vieux dégoûtant, du « capitalo gaga » qui attend dans son coin l'autorisation de se manifester.

Cette seconde partie de la carrière de Manet ne le cède pourtant en rien à la splendeur des toiles « historiques » des années 60. Il peint désormais clair, blond, et rien n'est plus étonnant que l'aisance avec laquelle il assimile l'apport de ses cadets, le Monet et le Renoir de *la Grenouillère*, dans la fluidité de l'esquisse *(Sur la plage)* ou dans la magnificence de grandes toiles comme *Argenteuil* et l'éblouissant *En bateau* de 1874. Les portraits de ses vingt dernières années *(le Repos, la Dame aux éventails, Berthe Morisot au bouquet de violettes)* disent tous les aspects de la séduction féminine, et l'on verra qu'à chaque question Manet avait une réponse en comparant le « tachisme » de *la Lecture* au modelé lisse et satiné, au délectable épiderme de la jeune femme de *la Prune*.

Reste le problème du sujet, qui est un peu la tarte à la crème de la littérature sur Manet. On disait à l'époque : il peint n'importe quoi, ses tableaux sont des rébus. Pas du tout, répondent Malraux et, avec plus de subtilité, Bataille : le sujet ne l'intéresse pas et son œuvre signifie l'avènement de la peinture pure, *« le naufrage du sujet »*, *« la picturalisation du monde »*. Thèse qui n'a d'ailleurs pas le mérite de l'originalité, puisqu'on la trouve déjà chez Zola, lequel ne faisait lui-même que répéter des propos d'atelier.

Les citrons

Il n'en reste pas moins que nombre de tableaux sont assez énigmatiques par leur composition ou leurs accessoires, ainsi le lorgnon masculin de *la Femme au perroquet* dont le modèle est, encore une fois, Victorine Meurent. D'où la tendance actuelle (surtout aux États-Unis) à proposer des interprétations symboliques, à « sur-iconographier », si l'on peut dire, la partie la plus factuelle de l'œuvre : *la Femme au perroquet* serait une allégorie des cinq sens, et l'on ne compte pas le nombre de pages consacrées à ces citrons à demi pelés qui reviennent en effet fréquemment dans des toiles où nulle logique ne les appelle.

On peut répondre en évoquant le passage où Théodore Duret raconte la manière dont Manet fit son portrait : c'est le tableau du Petit Palais. Donc Manet peint son Duret, *« gris sur gris »*. Mais il n'est pas content, fait revenir Duret, lui fait reprendre la pose, place à côté de lui un tabouret recouvert d'une étoffe grenat. Puis jette un livre sous le tabouret. Puis dépose sur le tabouret un plateau avec un verre et une carafe. Va chercher un citron et le dépose sur le verre. Le tableau est terminé.

Que fait là ce citron ? Et pourquoi ces préparatifs de citronnade auprès d'un Duret qui, chapeauté et canne en main, semble partir en promenade ? On a vu dans ce citron, dans ce fatal citron, l'expression de la mauvaise humeur de Manet contre un faux ami qui le défendait mal dans la presse. En fait, ce citron est le « fruit vert » qui éclaire, acidifie, pimente une composition jusque là un peu morne, joue avec le bleu du livre et l'ocre de la main gantée.

Naufrage du sujet ? Non : depuis qu'elle existe, la peinture a ses raisons que la raison ne connaît pas et *« tout le reste est de la blague »*. Encore que, ô Baudelaire ! le lorgnon de Victorine...

ANDRÉ FERMIGIER.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

INSTRUCTIONS AUX DOMESTIQUES - Vincennes, Théâtre D.-Sorano (374-73-74), 21 h.
LA BELLE HÉLÈNE - Salle Favard (296-06-11), 19 h 30.
HISTOIRE EXTRAORDINAIRE - Constance (258-97-62), 20 h 45.
VERA BAXTER - Poche (548-92-97), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Médecin volant/Amphitryon.
TEP décentralisé : le Rouge aux lèvres, 21 h.
BEAUBOURG (277-12-33) Débats, 18 h 30 : Brancusi aujourd'hui ; Bibliothèque et télématique, à 20 h 30 : Des temps nouveaux pour l'économie et la littérature - Cinéma/vidéo : Nouveaux films B.P.I. à 16 h : Mikis Théodorakis ; à 19 h : Jean Genet - Cinéma indien, à 17 h 30 : Raja Harishchandra, Kaliya Mardan, de D.-G. Phalke (films muets) ; à 20 h 30 : les Flammes du soleil, de R. Sippy - Concerts/animations : 20 h 30 : voir concerts.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) Concerts, 18 h 30 : les virtuoses français : Moreau, Jacquon, Poulet (J.-S. Bach, J. Haydn, Rossini, Liszt) ; à 20 h 30 : René Kollo, orchestre Colonne, Hans Wallat (Verdi, Puccini, Wagner).
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) 20 h 30 : Galaxie « Piranèse ».

Les autres salles

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Outrage aux bonnes mœurs.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : Monsieur Milord.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté ; 20 h 30 : Lune et l'autre.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15, Vive les femmes.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
JEUNE THÉATRE NATIONAL (271-51-00), 20 h 30 : Crépuscule.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Sol, je m'égalomane à moi-même.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures plus tard.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Emigrés.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02). 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35). 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51). 19 h 30 : Touchez pas au frichti.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : De la fantaisie dans l'orangeade ; 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
LE FANAL (233-91-17). 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.
PATACHON (606-90-20). 20 h 30 : Un sifflet dans la tête.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48). 18 h 30 : J'ai peur chéri ; 20 h 30 : Si Marilyn... ; 21 h 30 : Soirées bourgeoises ; 22 h 30 : S. Baucara.
TH. DU TOURTOUR (887-82-48). 22 h 15 : J. Charby : Pour de rire.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... Fisc.

La danse

CHAPELLE SAINT-BERNARD (500-05-86), 20 h 45 : Ballet A. Roux.

Le music-hall

ALLIANCE (544-41-42), 21 h : Musique Dhrupad.
ELDORADO (208-45-42), 21 h : Ged Marlon.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : H.-F. Thiéfaine.

Les concerts

CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâtre, 20 h 30 : Quatuor Viotti (Mozart, Dvorak, Ravel).
RANELAGH, 18 h 30 : Musiques traditionnelles de Sardaigne.
LUCERNAIRE, 21 h : Masako Nakai (Mozart, Brahms, Schumann).
CENTRE MANDAPA, 20 h 45 : Musique de l'Inde du Nord.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : L. Cabasso, J.-Y Thibaudet (Poulenc).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : M. Tipo (Bach).
ÉGLISE DE LA MADELEINE, 20 h 45 : M. Giacone.
ATHÉNÉE, 21 h : P. Schreier, W. Olbertz.
THÉATRE DU ROND-POINT, 20 h 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. P. Eotvos (Birtwistle, Lachenmann, Huber, Maxwell Davies).
THÉATRE EN ROND, 20 h 30 : Intervalles (de Machaut, Webern, Perotin...).
CHAPELLE DES LAZARISTES, 20 h 45 : Chanterie Saint-Vincent (J.-S. Bach, Buxtehude, Busser, Haendel, Lejeune).

Jazz, pop, rock, folk

CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : B. Szajner.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Royal Tencopators.
FURSTEMBERG (354-79-34), 22 h : A. Persiany, R. Para-Boschi, R. Lobligeois.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h, C. Anconina.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Tania Maria.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30, New Jazz Bandar.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : E. Barret, A. Jean-Marie, A. Cullaz, M. Sabiani.
PLEYEL (563-88-73), 19 h et 22 h : D. Warwick.

En région parisienne

BLANC-MESNIL, Cinéma L.-Daquin, (865-44-58) 20 h 30 : N. Verstenstain.
LE KREMLIN-BICÊTRE, Hôpital (loc. : 271-51-00) 20 h 45 : Climats tempérés.

Lundi 25 avril

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
LUNDI 25 AVRIL
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
LUNDI 25 AVRIL
17 h, Marqués au fer rouge, de G. Moorse ; 19 h, La fin de Hitler, de G.-W. Pabst.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).
L'AS DES AS (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-48) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
BALLES PERDUES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
BANZAI (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (828-42-27) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
BEYROUTH LA RENCONTRE (Lib., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM N° 2 (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Montparnasse, 8e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01).
DANTON (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LE DEMON DANS L'ILE (Fr.) (**) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
ÉDITH ET MARCEL (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
EFFRACTION (Fr.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse 14e (329-90-10).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Saint-André des Arts III, 6e (326-80-25) ; Calypso, 17e (380-30-11). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97).
LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
GANDHI (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) - V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
HYSTERICAL (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
L'IMPÉRATIF (All., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
L'INDIC (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
MERRY GO ROUND (Fr.) : Olympic Petite Salle, 14e (542-67-42).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
MONSIGNORE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) - V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA PETITE BANDE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
RAMBO (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
SANS RETOUR (*) (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).
SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
SI ELLE DIT OUI... JE NE DIS PAS NON (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).
SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
T'ES FOU JERRY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Gare de Lyon, 12e (331-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).
TOOTSIE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (243-04-67) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
TRAVAIL AU NOIR (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
TYGRA, LA GLACE ET LE FEU (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LA ULTIMA CENA (Cub.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
UN DIMANCHE DE FLIC (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 20e (636-10-96).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).
Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).
YOL (Turc, v.o.) : 14 Juillet Parnasse (h. sp.), 6e (326-58-00).

LES FILMS NOUVEAUX

CIRCULEZ Y-A RIEN A VOIR !, film français de Patrice Leconte : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DANS LA VILLE BLANCHE, film suisse d'Alain Tanner : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
GALIJIN, film brésilien de Tizuka Yamasaki, v.o. : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Denfert, 14e (321-41-01).
SURPRISE PARTY, film français de Roger Vadim : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE VENT, film malien de Souleymane Cisse, v.o. : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
LA VIE EST UN ROMAN, film français d'Alain Resnais : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-46-01) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SPECTACLES

Les grandes reprises

AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

ALLEMAGNE MÈRE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

L'AMÉRIQUE EN FOLIE (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action-Écoles, 5e (325-72-07).

BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LA BÊTE (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Danton, 6e (329-42-62).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

COMME UN HOMME LIBRE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

DEEP END (Ang.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE DÉMON S'ÉVEILLE LA NUIT (All., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : André Bazin, 13e (337-74-39).

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

ÉVANGILE SELON ST-MATTHIEU (Ital., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (527-67-42).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).

FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re partie), (2e partie), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Studio Médicis, 6e (633-25-97).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04).

PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

PINOCCHIO (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic, 15e (828-20-64).

PORTIER DE NUIT (It.,vo.) (**) : Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (V.f.) Arcades, 2e (233-54-58).

LES RUELLES DU MALHEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SATYRICON (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

SAUVE QUI PEUT LA VIE (F.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LE SOLITAIRE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

SUNSET BOULEVARD *(A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).*

THE MAFU CAGE (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (337-57-47).

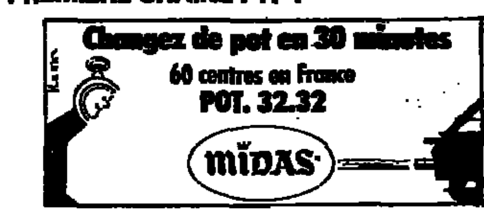
LE VIOLENT (A.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50).

UN APRÈS-MIDI DE CHIEN (A., v.o.) : Cinoches (HSP), 6e (633-10-82).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 25 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Film : le Divorcement.
Film français de Pierre Barouh (1979) avec M. Piccoli, L. Massari, C. Rambault, C. Garzon, E. Falk.
Un couple, lui publicitaire, elle styliste, décide de divorcer en douceur après quinze ans de mariage. Mais leur amour n'est pas tout à fait mort, les enfants regimbent ; c'est la déchirure. Dans un style de chronique au jour le jour, Pierre Barouh a montré, de façon très juste, la difficulté d'adapter des attitudes modernes et « libérées » à la vie affective qui, elle, garde ses droits.

22 h 35 Portrait : Michel Piccoli.
Réal. C. de Los Llanos.
Un beau portrait en forme d'interview-bilan, illustré de très nombreux documents et extraits de films.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : l'Intoxe.
Comédie de F. Dorin, mise en scène : L. Cochet, réal. G. Séligman. Avec J. Moreau, J. Dufilho, A. Parilland...
Marie-Pierre, animatrice de radio, craque... M. Doucet, un voisin libraire, lui propose une thérapeutique pour la désintoxiquer de l'agressivité ambiante. Comédie de boulevard.

22 h 45 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville et C. Boiron.
Avec Michel Galabru.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : le Voleur.
Film français de L. Malle (1966), avec J.-P. Belmondo, G. Bujold, M. Dubois, F. Fabian. P. Le Person (rediffusion).
Dans les années 1890, un jeune bourgeois vole son oncle pour se venger de lui. Puis, il continue à voler, par goût, fréquente des personnages louches, agit par haine de la société. Adaptation esthétiquement très soignée d'un roman de Georges Darien dont Louis Malle n'a traduit que de façon superficielle l'esprit de révolte anarchiste. Belmondo y est un voleur de charme, couvert de femmes.

22 h 30 Journal.

22 h 50 Magazine : Thalassa.
« America Cup » : le rêve français.

23 h 28 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

23 h 30 Prélude à la nuit.
Festival de Castres : « Malambo », « Nevando Esta », par Eduardo Falu, guitariste et chanteur argentin.

FRANCE-CULTURE

20 h, « Une tarte aux soupirs », ou « les fausses notes de l'amour », de V. Fournier, avec M. Guillaume et l'auteur.

21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : les archives de l'être.

22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné en l'église St-Jean de Grenelle le 27 décembre 1982) : Prélude, fugue et allegro de Bach, suite de Dufaut, suite de R. de Visée avec L. Pernot (luth).

21 h 30, Cycle acousmatique : œuvres de Malec, Chion.

22 h 30, Fréquence de nuit : Italie, mode d'emploi ; œuvres de Lassus, Cimarosa, Monteverdi, Bellini.

Mardi 26 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 25 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Féminin présent.
A votre santé ; à 14 h, à l'île de Porquerolles, un conservatoire botanique ; à 14 h 25, Section contre-enquête ; 15 h 20, Dossier ; 16 h, Variétés.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Théâtre : Lili Lamont.
D'A. Whitney, adapt. J.-A. Lacour, mise en scène R. Dupuy, réal. E. Logereau. Avec M. Presle, M. Berto, M. Janeca, Y. Llobregat et V. Pradal
Cérémonie magique et fétichiste d'une ancienne vedette du cinéma : Lili Lamont, adorée par une mystérieuse secte vivant dans une cave.

22 h 15 Temps X.
de I. et G. Bogdanoff.
Nouveau magazine des sciences, de la tecnique, de la perspective et de la science-fiction : cette semaine, extraits du film Krull, *présentation des livres d'I. Asimov et J. de Rosnay, un reportage sur l'Institut de physique du solide de Tokyo, etc.*

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
En attendant l'Exposition universelle.
15 h 5 Série : Le chirurgien de Saint-Chad.
16 h 10 Reprise : La chasse aux trésors (diff. le 24 avril).
17 h 10 Entre vous, de L. Bériot.
Pologne de sang et de miel.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 40 Film : Est-ce bien raisonnable ?
Film français de G. Lautner (1981), avec Miou-Miou, G. Lanvin, R. Saint-Cyr, M. Galabru, J. Guiomar, H. Guybet.
Afin d'éclairer une louche affaire locale, une journaliste de Nice vient demander, à Paris, l'aide d'un juge redresseur de torts. Elle prend pour celui-ci un prisonnier évadé qui profite de l'occasion pour partir vers le midi avec elle. Il y a moins de verve et de rythme que d'habitude dans ce genre de comédie cher à Lautner. Mais on se laisse prendre par l'interprétation de Miou-Miou.

22 h 35 Mardi cinéma.
Avec Isabelle Adjani et Jacques Dutronc.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Charte des villes moyennes historiques.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Tintin.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).

20 h 35 Film : la Petite Fille en velours bleu.
Film français d'A. Bridges (1978), avec M. Piccoli, C. Cardinale, L. Wendel, U. Orsini, B. Fresson.
Avril-mai 1940. Un chirurgien juif autrichien, réfugié sur la Côte d'Azur, s'éprend d'une adolescente de treize ans, fille d'une comtesse italienne qui vient de fuir l'Italie fasciste. Peinture d'un certain milieu d'exilés politiques à la veille de la débâcle en France. Atmosphère de décadence et de drame. Et d'étranges rapports amoureux traités en nuances.

22 h 20 Journal.

22 h 40 Bleu outre-mer.
Emission de Marie Coletti.
Pêche artisanale en Guyane.

23 h 28 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

23 h 30 Prélude à la nuit.
Duo opus 7 pour violon et violoncelle, de Z. Kodaly, par Gérard Poulet, violon, et Philippe Muller, violoncelle.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Clés pour comprendre l'automatique ; Nouvelles du Zaïre ; Thulé et la route du pétrole.
8 h, Les chemins de la connaissance : Electre ; à 8 h 32, L'art de la charpenterie ; à 8 h 50, Le sillon et la braise.
9 h 7, La matinée des autres : le mythe du pôle Nord.
10 h 45, Un quart d'heure avec...
11 h 2, Musique : filtres et laser, les alchimistes du son (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Vidéo Babil.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « la Soutane rouge », de R. Peyrefitte.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : variations III : le temps ; à 15 h 20, Magazine international : les différends gréco-turcs ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, Feuilleton : Portrait de femme.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui ; la mesure du temps, avec F. Mignard.
20 h, Dialogues franco-portugais, avec M. Soares et J. Daniel : Socialisme et Démocratie.
22 h 30, Nuits magnétiques : une époque de transition.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin.
7 h 5, Concert : « Ainsi parlait Zarathoustra », de R. Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Leitner.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 10, Concert : œuvres de Dukas, Saint-Saëns, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine, D. Jenson, violon.
9 h 5, *Le matin des musiciens : Mozart* selon W. Hildesheimer.
12 h, Archives lyriques : extraits d'opéras de Haendel.
12 h 35, Jazz : Bill Evans.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30, Les enfants d'Orphée : les animaux de la mythologie.
15 h, *D'une oreille l'autre : œuvres* de Kodaly, Janacek.
17 h 5, Les intégrales : œuvres pour piano seul d'E. Granados.
18 h, Jazz.
18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Studio 106 de Radio-France) : œuvres de Soccio, Miereanu, Méfano, par le quatuor à cordes de l'Ensemble 2e2m.
19 h 35, L'imprévu.
20 h 30, Concert (en direct de l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris) : Vêpres, de Haydn ; Sonates, de Mozart ; « Deutsche Miserere », de Haydn ; motet « Exultate... Jubilate », de Mozart par la maîtrise de Radio-France et l'ensemble Rameau, dir. H. Farge.
22 h 30, Fréquence de nuit : Italie, mode d'emploi ; Verdi.
23 h 35, Jazz-club (en direct du New Morning) : D. Humair, F. Janneau, H. Texier.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 25 AVRIL

– *M. Georges Marchais,* secrétaire général du P.C.F., est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 20.

MARDI 26 AVRIL

– *M. Jean Jérôme,* membre du P.C.F., est reçu à l'émission « Expliquez-vous » sur Europe 1 à 8 h 30.

– *M. Arthur Notebart,* président de la communauté urbaine de Lille, participe à l'émission « Face à la rédaction », sur Europe 1, à 15 heures.

AU MIP-TV DE CANNES

Coup de semonce de M. Georges Fillioud aux chaînes de télévision

M. Georges Fillioud, secrétaire d'État aux techniques de la communication, a inauguré officiellement, samedi 23 avril, à Cannes, le dix-neuvième Marché international des programmes de télévision (MIP-TV). Dans une allocution dont la fermeté du ton a beaucoup surpris, il s'est montré très critique sur la gestion actuelle d'un service public de l'audiovisuel destiné pourtant, selon le gouvernement, à jouer un rôle prépondérant dans les mutations en cours dans ce secteur.

Un discours ressenti comme un véritable coup de semonce à l'égard des sociétés nationales et de leurs responsables, et qui témoigne de la volonté du gouvernement de reprendre en main une situation qui, depuis près de deux ans, n'a cessé de se dégrader.

« Je voudrais que l'on sache, à tous les niveaux, que les télévisions nationales ne sont pas faites pour la gloire de leurs patrons ni de leurs présentateurs, de leurs animateurs ou des vedettes à travers les résultats d'audience comptés par les sondages... » Le ton était donné. Traditionnellement prétexte aux discours volontairement vagues sur les futurs florissants des marchés de l'audiovisuel ou sur la qualité exceptionnelle des productions nationales, l'allocution du ministre a rompu cette année avec la tradition. La vigueur du discours a remplacé le lyrisme habituel de M. Fillioud, qui aurait mal convenu, il est vrai, à la situation de crise que connaît l'audiovisuel français. Une crise que le jugement critique porté sur les chaînes de télévision a explicitement reconnue : *« Je ne connais pas de téléspectateurs moyens,* a notamment déclaré M. Fillioud, *mais j'en ai rencontré qui ne sont pas heureux. Et qui ne le deviendront pas si tout le monde continue de faire la même chose en même temps. »*

Certes, ce n'est pas la première fois que le ministre évoque cette question de la concurrence des chaînes de télévision que la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a elle-même déjà montrée du doigt et qui fait l'objet d'un rapport en cours d'élaboration. Mais, formulée dans le contexte du MIP, neuf mois après le vote de la loi réformant l'audiovisuel, l'observation prend cette fois l'allure d'un constat d'échec de la politique des chaînes et un avertissement à l'adresse de leurs dirigeants.

La critique de M. Fillioud va plus loin et, au-delà même des programmes, porte *cette fois sur la gestion* des sociétés nationales et la tenue de leur budget. Un problème-clé à l'intérieur des chaînes, unanimes depuis plusieurs mois à redouter les risques d'asphyxie de la création par des coûts de fonctionnement et des frais administratifs de plus en plus élevés. Encore faudrait-il connaître avec exactitude les parts respectives des différents budgets et de leurs affectations. Que sont devenus par exemple les 130 millions de francs de « préciput budgétaire » votés en 1982 pour relancer la création ? Personne, semble-t-il, n'est en mesure d'apporter une réponse : ni le secrétariat d'Etat, ni la Haute Autorité, ni la Cour des comptes... ni même les présidents de chaîne. D'où la volonté de M. Fillioud : *« Il faudra, d'une manière ou d'une autre, que soit assurée la transparence nécessaire qui est de règle dans toutes les sociétés nationales, mais qui n'a jamais été véritablement appliquée dans ce secteur. »* Et le ministre de préciser : *« Il faudra que soit clairement connue l'affectation des dépenses et notamment que l'on sache à l'avance – puis que le contrôle soit exercé – le montant des crédits allant véritablement à la création. »*

Assainir les comptes

Une façon de maîtriser enfin l'utilisation des deniers de la redevance. Une étude des procédures comptables est en cours au secrétatiat d'Etat, et, dès l'automne prochain, un mode unique de présentation du budget des chaînes devrait permettre d'identifier clairement les diverses affectations des sommes, de faciliter les comparaisons entre les sociétés et, enfin, d'aboutir, dit le ministre, *« à une meilleure utilisation et à un meilleur résultat de l'appareil national de production ».* La menace est à peine voilée, comme on le confirme dans l'entourage de M. Fillioud : l'assainissement des comptes pourrait implicitement déboucher sur certains dégraissages.

Même fermeté en ce qui concerne la société de commercialisation prévue par la loi. Les services commerciaux des chaînes contestaient le principe de cet organisme unique chargé de vendre les productions françaises ? *« Il y sera passé outre,* affirme M. Fillioud. *J'ai signé hier le décret constitutif de cette société* (...). *Cet organisme sera mis en place et commencera d'agir dans quelques jours ou au plus tard dans quelques semaines. »* De quoi faire grincer les dents des responsables commerciaux des chaînes que cette décision surprend, surtout, à Cannes, en pleines négociations de contrats, et qui en redoutent les conséquences psychologiques sur leurs interlocuteurs étrangers.

Mais le ministre a rappelé qu'il était le maître d'œuvre de la politique gouvernementale sur les nouveaux médias. Le MIP-TV lui a donné l'occasion d'apporter quelques précisions sur les trois dossiers en cours. La quatrième chaîne, « Canal plus », sera lancée dès 1984 sous forme de télévision payante et devrait diffuser six heures de programmes par jour en faisant appel à tout l'appareil de production, public et privé. Les réseaux câblés constitueront un autre débouché pour la production : les exploitants qui se contenteraient de diffuser des programmes étrangers ne recevront pas d'autorisation. Dans trois ans, enfin, le satellite de télévision directe desservira les deux premières chaînes de télévision et un troisième canal développé en association avec le Luxembourg (*le Monde* du 14 avril). Là encore l'accent est mis sur la défense de la production nationale et le rôle prépondérant du secteur public de l'audiovisuel.

L'âge d'or des années 60

En écho aux paroles de M. Georges Fillioud se tenait, au troisième étage du Palais des Festivals, le colloque de l'association Interaudiovisuel consacré à la création. Donner la parole aux réalisateurs, ces mal-aimés du marché audiovisuel, dans un lieu où quelque cent dix pays échangent des produits standardisés relevait de la gageure. L'assistance clairsemée démontrait d'ailleurs que les chaînes de télévision n'avaient pas jugé utile d'envoyer à Cannes réalisateurs et responsables de programmes. Seuls quelques vieux routiers de la télévision française. (Maurice Faillevic. Claude Santelli, Jean-Pierre Marchand...) se sont retrouvés pour dénombrer, à l'unisson de leurs collègues étrangers, les grands maux de la création audiovisuelle : diminution des ressources, prépondérance des administrateurs sur les gens des programmes, tyrannie des sondages, multiplication des coproductions dans lesquelles se perdent les identités nationales, gigantisme et lourdeur des instruments de production. Pris entre une nostalgie évidente de l'âge d'or des années 60 et une peur des nouvelles techniques, les réalisateurs ont l'impression d'avoir définitivement perdu leur place dans l'organisation industrielle de la production.

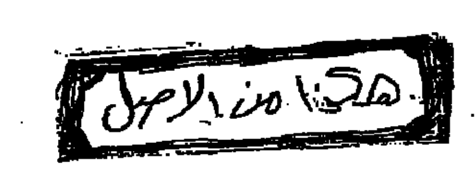
M. Daniel Karlin, membre de la Haute Autorité, a engagé les créateurs à ne pas se replier sur des positions corporatistes et à relever le défi posé par l'internationalisation des marchés audiovisuels : *« Il ne s'agit pas de copier les séries américaines, mais de retrouver une identité culturelle française. La présence de notre télévision au-delà de nos frontières passe par la reconquête du marché intérieur. »*

Une proposition que ne renierait point M. Georges Fillioud, qui en appelle, lui aussi, *« au génie de la France et à la capacité de renouvellement de ses créateurs ».* Le sursaut était nécessaire, on voudrait ne pas le croire trop tardif.

ANNICK COJEAN
ET JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Le comité d'histoire de la télévision* a un nouveau bureau, remanié à la suite du décès de son président-fondateur, Jean d'Arcy. Président : M. Gabriel de Broglie, membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; vice-président d'honneur, M. Henri de France ; vice-présidents, MM. Pierre Sabbagh, Claude Mercier, Jacques Pomonti ; secrétaire général, Mme Annette Suffert. Le comité comprend trois commissions : « technique », sous la responsabilité de M. Pierre Denis ; « recherches », sous la responsabilité de MM. Jean-Noël Jeanneney et René Rémond ; « témoignages », sous la responsabilité de M. Pierre Tchernia.

● *Prix Pulitzer 1983.* – Thomas L. Friedman du *New York Times* et Loren Jenkins du *Washington Post* ont obtenu le prix Pulitzer 1983 (soixante-septième année), du meilleur reportage international, pour leur « couverture » de l'invasion israélienne au Liban. D'autres journalistes américains ont été récompensés dans les autres catégories : reportage local, magazine, éditorial, photographie de presse, photomagazine... Le prix du roman a été attribué à Mme Alice Walker pour *The Color Purple.*



COMMUNICATION

RÉUNIS EN CONGRÈS A STRASBOURG

Les journalistes C.F.D.T. pressent le gouvernement de réformer l'entreprise de presse

Le congrès national du Syndicat des journalistes français C.F.D.T., réuni à Strasbourg du 21 au 24 avril, a retenu trois grands axes d'orientation pour son action : faire élaborer un statut des entreprises de presse écrite, préserver le pluralisme de l'expression audiovisuelle, obtenir une réduction du temps de travail qui entraîne la création d'emplois.

Sur le premier point, les rapporteurs – Françoise Chirot, secrétaire générale et Francis Laffon – ont noté que *« la concentration s'est poursuivie, voire aggravée dans certaines régions depuis mai 1981 »*. Aussi le congrès estime-t-il urgent *« de reconnaître la spécificité des entreprises de presse et les droits de leurs salariés, de préserver et de rénover l'information libre, pluraliste, à laquelle tous les citoyens ont droit »*. Il demande au gouvernement de déposer son projet de loi avant la fin de 1983.

A propos de l'audiovisuel, le congrès s'est inquiété *« des lacunes de la loi en ce qui concerne le financement des radios locales privées »*. Sur le service public de la radiotélévision, il estime que *« la fragilisation de ce service porte à terme le risque d'une privatisation »*.

Considérant la situation économique générale du pays et ne cherchant pas à nier *« la nécessité d'un effort »*, la S.J.F.-C.F.D.T. veillera à ce que *« les salariés qui effectuent des tâches rédactionnelles (employés ou auxiliaires de rédaction, pigistes réguliers) soient intégrés dans les entreprises qui les emploient »*. De même, le congrès a regretté que la réduction de la durée hebdomadaire du travail n'ait pas abouti à de plus nombreuses créations d'emplois.

Le congrès de Strasbourg s'est achevé par le vote d'une *« résolution de soutien aux journalistes du Dauphiné libéré »*, le S.J.F.-C.F.D.T. mandatant sa section Alpes-Dauphiné-Savoie pour *« intenter une action judiciaire contre Louis Richerot, dès lors qu'il y aura certitude qu'il a signé un accord avec Fournier-Hersant »*.

M. Jean Delbecchi (Agefi), président sortant, a été réélu, tandis que M. Paul Parisot *(France-Soir)* était porté à la vice-présidence et Mme Françoise Chirot *(l'Express)* reconduite au poste de secrétaire générale.

Lu

« BADEN 68 », du général Massu

Les mystères d'une disparition

Quatre pages à peine pour raconter plus d'une heure d'entretien en tête à tête avec de Gaulle pendant cette journée du 29 mai 1968 où le général avait disparu, c'est peu. Le lecteur reste, en effet, sur sa faim après les cent cinquante-trois pages que le général Jacques Massu consacre, sous le titre *Baden 68*, à la visite impromptue que lui fit le chef de l'État pendant les journées chaotiques de ce mois de mai. A en croire le narrateur, il lui a suffi d'un peu plus d'une heure d'efforts pour *« regonfler »* cet *« homme touché et fatigué »*. De Gaulle décide aussitôt de regagner Paris. Massu, heureux, lance *« Ça y est, j'ai gagné ! »*. Le général commandant en chef des troupes françaises en Allemagne a le mérite de rendre compte de cette journée historique telle qu'il l'a vécue : au premier degré. Selon lui, il n'y a aucun doute : de Gaulle, en débarquant à Baden, était résolu à abandonner le pouvoir.

Ce document – pour partiel qu'il soit – est à joindre au dossier toujours incomplet des motivations de cette fugue à Baden. Georges Pompidou, dans ses Mémoires posthumes *Pour rétablir la vérité* (*le Monde* daté 13-14 juin 1982), accrédite également *« la crise de découragement »* qu'aurait alors traversée le général. Ces interprétations sont totalement contredites par le gendre de de Gaulle, le général de Boissieu, qui affirme que le chef de l'État a seulement voulu, par une disparition arrangée, plonger les Français *« dans le doute et l'inquiétude afin de ressaisir la situation »* (*le Monde* du 9 novembre 1982).

En définitive, on peut toujours se demander si par son comportement en 1968 de Gaulle n'a pas illustré ce qu'il écrivait dès 1932 dans *le Fil de l'épée* en expliquant que dans la manière des grands hommes il doit toujours y avoir un élément que *« les autres ne puissent saisir, qui les intrigue, les émeuve et les tienne en haleine »*. N'est-ce pas ce qu'il a fait en mai à Baden ?

ANDRÉ PASSERON.

★ Général Massu : *Baden 68*, Plon, 153 pages, 60 F.

AUTOMOBILE

FIAT UNO : les prix d'abord

Jours J pour Fiat, qui joue une grande partie sur les marchés européens en cette fin du mois d'avril avec le lancement de la UNO. Fort du succès remporté en Italie par ce modèle de « classe moyenne inférieure », selon l'appellation attribuée à ce type de véhicule, Fiat envisage d'améliorer dans les mois qui viennent sa part déjà coquette dans un segment qui ne cesse de s'élargir (21,2 % du marché européen en 1982 contre 21 % en 1981), celui des petites cylindrées économiques à volume relativement spacieux.

Traction avant, trois types de moteur, des boîtes à quatre ou cinq vitesses, des puissances qui vont de 45 à 70 ch, 3,60 mètres de long, un confort de conduite satisfaisant, un choix pour trois ou cinq portes, et une économie d'utilisation, telles sont les caractéristiques positives que le constructeur italien a voulu donner aux UNO, nouvelles concurrentes pour des modèles de même type bien installés sur le marché ou face aux nouveaux venus, comme les 205 de Peugeot.

Mais les prix constitueront l'atout majeur de la marque transalpine. Ceux des différentes versions désormais commercialisées (de 4 à 6 CV fiscaux) s'étalent de 32 900 F à 46 000 F, en net retrait donc sur les tarifs appliqués par d'autres firmes, notamment françaises, pour des voitures de qualité comparable.

Des versions proposées par Fiat, deux méritent particulièrement attention. L'une, la UNO ES, pour le moteur déjà éprouvé et installé sur la 127 mais qui, ici, se voit doté de l'allumage électronique Digiplex de Marelli. Un système de coupure d'arrivée d'essence en décélération, s'y ajoute pour faire du modèle une version économique. L'autre concerne le modèle 55 S qui a le moteur de 1 116 cm3 à arbre à cames en tête. Cette version se révèle à la route très vive, économique, silencieuse, homogène et bien aménagée intérieurement. Vendue 37 900 F en version trois portes et 39 500 F avec cinq portes, la 55 S apparaît comme un bon compromis entre la version de base (très proche de la Panda Super dont s'inspirent les UNO) et le haut de gamme avec le moteur de 1 300 cm3 et 70 ch de puissance maximale.

Pour l'ensemble de la gamme, les caractéristiques essentielles peuvent se résumer ainsi : freinage efficace, direction précise, tenue de route excellente sur bons revêtements mais moins stables sur voies dégradées (sautillements), boîte de vitesse à passage difficile sur la première, la seconde et la marche arrière, niveau sonore correct, volume disponible bien utilisé, consommations très raisonnables (de 4,5 litres à 8 litres selon les versions et les vitesses), allure générale plaisante et « fini » satisfaisant.

Il reste que l'effet de surprise qu'avait su créer la Panda lors de son arrivée sur les routes ne se reproduira pas avec les UNO. On recherchera dans ces véhicules plutôt le gommage des défauts reconnus à la petite voiture astucieuse de Fiat que l'apparition d'un nouveau modèle qui trancherait vraiment sur la production automobile actuelle en Europe.

« Il n'y a plus place aujourd'hui pour inventer de nouvelles voitures », a affirmé M. Ghidella, directeur général de Fiat Auto, lors de la présentation officielle des nouveaux modèles voici quelques semaines. Et d'ajouter *« il s'agit maintenant plutôt de perfectionner toujours et plus nos voitures pour réaliser des ensembles homogènes. Avec la UNO nous y sommes parvenus »*. En effet.

CLAUDE LAMOTTE.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.4.83 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 26.4.83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard – Verglas – dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 24 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)

Évolution probable du temps en France entre le lundi 25 avril à 0 heure et le mardi 26 avril à minuit.

La dépression centrée à l'ouest de la Bretagne continuera à donner un flux de sud à sud-ouest sur la France et une limite frontale achèvera de traverser l'est du pays.

Demain matin, des Pyrénées orientales aux Cévennes jusqu'au Jura et aux Vosges, le ciel sera très nuageux avec des petites pluies ou des averses. L'après-midi, ce temps médiocre se localisera des Vosges aux Alpes du Nord. Le temps sera bien ensoleillé sur la Provence, la Corse et les Alpes du Sud dès le matin. Sur tout le reste du pays, les formations bruneuses se produiront au lever du jour avec des brouillards plutôt localisés de l'Aquitaine au Centre jusqu'au Bassin parisien et des nuages bas le long des côtes de la Manche et de l'Atlantique. Au cours de la matinée, ces nuages bas ou bancs de brouillards se désagrégeront pour laisser place à de belles éclaircies et à un après-midi bien ensoleillé.

Les vents seront assez forts de sud-est près de la Méditerranée et de sud le matin près de la Manche et des côtes bretonnes.

Les températures seront de l'ordre de 5 à 8 degrés au lever du jour, excepté les côtes méditerranéennes, où il fera 12 à 13 degrés. L'après-midi, le thermomètre marquera 22 degrés dans le Sud-Ouest, 20 degrés dans le Midi méditerranéen et 16 à 18 degrés sur le reste de la France.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 24 avril, à 8 heures, de 1 005,5 millibars, soit 754,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 avril ; le second le minimum de la nuit du 24 au 25 avril) :

Ajaccio, 18 et 5 degrés ; Biarritz, 17 et 7 ; Bordeaux, 17 et 5 ; Bourges, 17 et 8 ; Brest, 12 et 5 ; Caen, 16 et 5 ; Cherbourg, 13 et 4 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 16 et 5 ; Grenoble, 16 et 4 ; Lille, 16 et 10 ; Lyon, 17 et 5 ; Marseille-Marignane, 17 et 13 ; Nancy, 16 et 4 ; Nantes, 13 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 10 ; Paris-Le Bourget, 17 et 9 ; Pau, 17 et 8 ; Perpignan, 23 et 10 ; Rennes, 13 et 5 ; Strasbourg, 16 et 4 ; Tours, 16 et 6 ; Toulouse, 17 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 33 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 8 degrés ; Amsterdam, 15 et 8 ; Athènes, 21 et 15 ; Berlin, 29 et 9 ; Bonn, 17 et 6 ; Bruxelles, 16 et 9 ; Le Caire, 28 et 13 ; îles Canaries, 22 et 13 ; Copenhague, 13 et 7 ; Dakar, 24 et 20 ; Djerba, 20 et 16 ; Genève, 16 et 5 ; Jérusalem, 20 et 10 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 16 et 8 ; Luxembourg, 16 et 7 ; Madrid, 13 et 4 ; Moscou, 20 et 10 ; Nairobi, 24 et 15 ; New-York, 12 et 8 ; Palma-de-Majorque, 20 et 14 ; Rome, 20 et 6 ; Stockholm, 11 et 7 ; Tozeur, 25 et 12 ; Tunis, 20 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TRANSPORTS

S.N.C.F. : Vers un été chaud

De notre correspondant.

Val-d'Isère. – Les trains risquent d'être encore plus bondés que les autres années au moment des grands départs et des retours de vacances d'été : la S.N.C.F. a été, elle aussi, prise de court par les récentes mesures gouvernementales restreignant les séjours des Français à l'étranger et n'a pu mettre en place des trains supplémentaires pour desservir les grandes zones touristiques.

La S.N.C.F. n'en entend pas moins, selon son nouveau directeur général adjoint chargé des problèmes commerciaux, M. Michel Fève, continuer l'action menée dans le domaine du tourisme d'été, qui *« doit lui permettre d'améliorer sa position sur un marché important où la part du train est encore trop faible »*. En effet, 13 % seulement des voyages à motif touristique ont lieu par le train, alors que, sur l'ensemble des voyages, la part globale du train est de 20 %.

Parallèlement, la S.N.C.F. se devait de contribuer à l'action entreprise au plan national pour inciter les Français à « redécouvrir la France ». *« Nos clients cherchent de plus en plus un enrichissement de leur temps de voyage »*, explique M. Fève. Six trains « animés » circuleront pendant l'été. La S.N.C.F. reconduira aussi l'expérience de la « carte jeune » pour les voyageurs de douze à vingt-cinq ans, qui a permis, selon la direction commerciale, d'attirer soixante-dix mille nouveaux voyageurs en 1982. La S.N.C.F. compte approcher, cette année, les cinq cent mille ventes de cartes.

Pour les bénéficiaires de billet de congé annuel, qui, à partir du 1er juin 1983, régleront le prix de leur voyage au moyen de chèques vacances, la réduction applicable à ces titres sera portée de 30% à 50 %, à condition toutefois que le trajet soit effectué en « période bleue ».

Les responsables de la S.N.C.F ont, enfin, annoncé qu'allaient être mises en service, à titre expérimental, de nouvelles voitures couchettes à compartiments de huit personnes à tarif réduit. – C.F.

Tourisme et liaisons régionales

Le service d'été 1983 de la S.N.C.F., qui entre en vigueur le 29 mai prochain, est marqué par trois grandes orientations :

1) Amélioration des dessertes sur les grands axes touristiques. Les liaisons de vacances ne passant pas par Paris vont être multipliées ou accélérées notamment entre le Nord et le Languedoc-Roussillon, l'Alsace et la Côte d'Azur, le littoral de la Manche et l'Italie, la Bretagne et la Méditerranée, la Normandie et la Provence, le Pays basque et la Savoie.

Les relations entre Paris et « les plages » seront renforcées : trois trains de nuit relieront Paris à la Côte Vermeille (Pyrénées-Orientales), un nouveau train de jour – comportant une voiture « espaceenfants » – circulera entre Paris et Royan et la desserte de Cabourg sera améliorée en fin de semaine.

Les relations avec l'Italie, la Scandinavie et la Grande-Bretagne seront renforcées et réorganisées afin de favoriser à la fois les voyages touristiques vers la France et les déplacements d'affaires vers ces destinations.

Enfin, les services trains autosaccompagnées et trains motosaccompagnées seront renforcés et étendus à huit relations nouvelles.

2) Meilleure desserte des villes moyennes. Cette action, entreprise avec le service d'hiver 1982, vise à améliorer les relations de villes de moyenne importance avec les métropoles régionales et avec la capitale. Des liaisons « adaptées aux besoins spécifiques » seront donc créées sur Charleville-Mézières-Reims, Roanne-Lyon, Briançon-Valence, Miramas-Avignon, Caen-Cherbourg, Bourges-Vierzon-Orléans, Brive-Périgueux.

3) Développement des dessertes régionales. Le trafic y a connu une croissance annuelle supérieure à celui du trafic global de la S.N.C.F. en 1981 et 1982 : 4 %. Les améliorations retenues au service d'été concernent d'abord la Grande Couronne de la capitale (Paris-Chartres), et les banlieues des grandes villes (Metz, Mulhouse, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Clermont-Ferrand, Marseille, Nice), mais aussi des agglomérations moins importantes (Reims, Amiens, Saint-Quentin, Thionville, Le Mans, Rennes, Angers, Tours, Limoges, Dijon, Perpignan, etc...) et deux liaisons à vocation locale : Moulins-Paray-le-Monial et Vitré-Laval. Au total plus de 850 000 trains-kilomètres vont être créés.

Et, bien entendu, les grandes relations au départ de Paris feront, elles aussi, l'objet d'attention. Le T.G.V. desservira la Savoie (Annecy). Un nouveau train reliera Cherbourg pendant la semaine. Et un aller-retour supplémentaire vers Toulouse sera créé.

BREF

COLLOQUES

ISLAM. – Le Centre Thomas-More, à l'Arbresle, organise les 14 et 15 mai une rencontre avec Maxime Rodinson, directeur d'études à l'EPHE, sur « l'activisme politico-religieux en Islam hier et aujourd'hui ». (Centre Thomas-More, B.P. 105, 69210 l'Arbresle, tél : (74) 01-01-03.)

FAITS DIVERS

Le logement des immigrés

DEUX INCENDIES EN RÉGION PARISIENNE DEUX MORTS ET DEUX DISPARUS

Deux personnes ont trouvé la mort, et six autres ont été blessées dans l'incendie qui a ravagé, dans la nuit du 24 avril, un immeuble situé 29, avenue de Trudaine, à Paris (9e). L'incendie semble avoir été provoqué par un court-circuit. Les victimes – un jeune couple d'origine tunisienne – habitaient au sixième étage et ont été asphyxiés par la fumée dégagée par le sinistre.

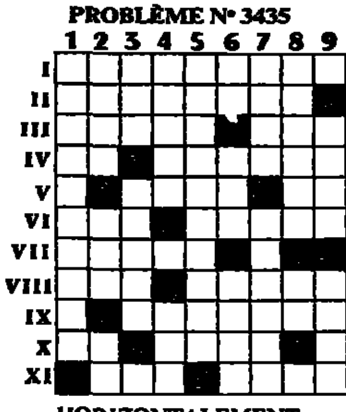
D'autre part deux personnes ont disparu, et une autre a été blessée dans l'incendie qui a détruit, le dimanche 24 avril, au 80 de la rue des Côtes-d'Auty à Colombes (Hauts-de-Seine), une cité provisoire de transit de la Sonacotra.

La plupart des occupants – huit familles de travailleurs immigrés, soit cinquante-six personnes – ont pu être évacués à temps. Toutefois, les pompiers continuaient, ce lundi matin, de rechercher, dans les décombres, les traces de deux personnes dont on est sans nouvelles.

L'immeuble sinistré respectait, semble-t-il, les normes de sécurité en vigueur au moment de sa construction en 1966. Son caractère provisoire aurait cependant dû amener, depuis plusieurs années, sa démolition. Mais la Sonacotra éprouve beaucoup de difficultés à reloger, dans des immeubles adaptés, les familles étrangères, en raison de l'opposition des maires qui refusent systématiquement les permis de construire, lorsque ceux-ci concernent le relogement d'immigrés. Ce phénomène de rejet s'est encore accentué en région parisienne depuis les dernières élections municipales.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3435



HORIZONTALEMENT

I. Du premier, on peut dire que c'est le second. – II. Récipient où l'on peut mettre tout ce qui est consommé. – III. Permet d'ouvrir le dialogue. Endroit où l'on voit le jour. – IV. Note. S'arrête au genou. – V. Tous les faux dieux, pour la Bible. Point de départ. – VI. Qui a donc pu nous enrichir. Peut être formé par des mensonges. – VII. Donnai des motifs. – VIII. Sauva un roi à Fornoue. Risque de perdre sa queue. – IX. Une retraite qui permet tout juste de vivre comme une bête. – X. En France. Avoir une attitude très entreprenante. – XI. On peut y trouver de jeunes tyrans. Se fait souvent traiter de punaise.

VERTICALEMENT

1. Étudiée par ceux qui veulent devenir spécialistes du cancer. – 2. Rayonne quand elle n'est pas naturelle. Canton. Article. – 3. Pas aléatoire. Est particulièrement lourd quand il est grand. – 4. Utile en cas d'embarras. Juge d'Israël. – 5. Ne sont trouvées belles que lorsqu'elles sont un peu grosses. – 6. Est souvent sur la planche. Rivière d'Asie. Bricole quand il est petit. – 7. Il en faut plusieurs pour faire un gros lot. Qui a l'habitude de frapper fort. – 8. Fit un cadeau empoisonné. Fin de verbe. – 9. Que l'on a donc en main. Parfois courte pour un gagnant.

Solution du problème n° 3434

Horizontalement

I. Ceinturon. Mains. – II. Enfeu. Otite. Noé. – III. Id. Duel. Pedum. – IV. Nom.Côte. Proie. – V. Tsigane. Grincer. – VI. Usées. Eros. Ase. – VII. Retranchement. – VIII. Néo. Ver. Eau. – IX. Tétin. Sen. Eut. – X. I.H.S. Enée. Outres. – XI. Me. Crinoline. Râ. – XII. Paire. Fière. Ami. – XIII. Atre. Fers. Léon. – XIV. Crêpier. Tôlerie. – XV. Te. Eve. Héritée.

Verticalement

1. Ceinture. Impact. – 2. Endosse. Théâtre. – 3. If. Miettes. Ire. – 4. Nez. Ger. Crêpe. – 5. Tu. Casanière. IV. – 6. Don. Nenni. Fée. – 7. Route. CO. Enfer. – 8. Otée. Eh. Seoir. – 9. Nil. Grève. Leste. – 10. Promenoir. Or. – 11. Mépriser. Une. Li. – 12. Eon. Été. Let. – 13. Indicateur. Aère. – 14. Nouées. Atermoie. – 15. Sem. Reçu. Saine.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du lundi 25 avril :

UNE LOI

● Permettant aux attachés d'administration centrale admis à suivre une formation spécifique à caractère probatoire avant leur nomination en qualité de magistrat de participer à l'activité des parquets et juridictions de l'ordre judiciaire.

DES DÉCRETS

● Portant création d'un comité supérieur d'évaluation des risques volcaniques.

● Portant création du comité national pour la commémoration du quarantième anniversaire de la mort de Jean Moulin.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 27 AVRIL

« La Mosquée racontée aux jeunes », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite, M. Jacomet.

« La céramique islamique », 15 heures, musée de Sèvres, Mme Garnier Ahlberg.

« Ville-jardin d'Ivry », 15 heures, métro Mairie d'Ivry, M. Guillier (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée Grévin présenté aux enfants », 14 h 30, à la caisse (A.R.S.).

« Le Lorrain », 15 h 30, Grand Palais, Mme Hager.

« Malmaison », 15 heures, entrée du château (*Paris et son histoire*).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

18 heures, 6, rue Ferrus, M. Feldstein : « La politique économique des États-Unis », (IFRI), (en anglais).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, N. Jacques Chaquin, P. Tytell : « Le Sabbat des sorcières à l'âge classique.

18 h 30, 4, quai des Tuileries, J. Wozniakowski : « La naïveté de l'art polonais » (École du Louvre).

Le Monde

sports

VOILE

Les régatiers français mettent le cap sur Los Angeles

Premier grand rendez-vous de voile de 1983, la Semaine olympique d'Hyères, qui réunissait du 16 au 23 avril toute l'élite européenne avec trois cent quatre-vingt-dix bateaux et six cent trente concurrents venus de vingt-neuf pays, s'est achevée sur les succès des Allemands de l'Ouest Peter Doersch, Andreas et Almut Vicon en soling, des Grecs Elias Hatzipavlis et Michel Mitakis en star, des Britanniques Robert White et James Campbell en tornado, des Danois Jorgen et Jacob Bojsen-Moller en flying dutchman, des Italiens Tommaso et Enrico Chieffi en 470, du Danois Jorgen Lindhardtsen en finn et du Néerlandais Onno Tellier en planche à voile windglider.

A défaut de victoire, les Français ont obtenu deux médailles d'argent avec Franco Brenac et Alain Champy en 470, et Patrice Villier en planche, et deux médailles de bronze avec Thierry Peponnet et Luc Pillot en 470, et Laurent Delage et Thierry Poirey en flying dutchman. Les élus locaux et les responsables du cercle d'organisation du yachting de compétition hyérois ont profité de la visite de M. Nelson Paillou, président du Comité olympique et sportif français, pour lui confirmer leur volonté d'accueillir les épreuves de voile si la candidature de Paris pour les Jeux olympiques de 1982 était retenue.

Hyères. — Surmontée d'un portique truffé de capteurs permettant de mesurer et surtout d'enregistrer sur cassettes toutes les deux secondes et demi pas moins de onze paramètres (fluctuations du vent en direction et en intensité, ensoleillement, hygrométrie, pression barométrique, température de l'eau et de l'air, etc.), la vedette-météo de Philippe Gouard, entraîneur national chargé de la recherche à la Fédération française de voile, ne passe pas inaperçue dans le sillage des dériveurs où elle intrigue encore bon nombre d'étrangers.

Au départ d'une régate, mes concurrents français peuvent ainsi disposer d'indications utiles pour déterminer leur stratégie. Le décryptage des informations par un ordinateur donne une connaissance beaucoup plus précise des caractéristiques du plan d'eau. C'est dans ce but que cette vedette va être prochainement envoyée à Long Beach, en Californie, où tout au long du mois de juillet ses relevés permettront ensuite aux sélectionnés olympiques français de se préparer pour les Jeux de Los Angeles.

Sélection scientifique

Dans cette confrérie des régatiers qui, par mesure d'économie, parcourent encore l'Europe en camping-car de Hyères à Kiel ou à Tallin dans l'indifférence presque générale, ce recours à la haute technologie a de quoi surprendre. Eclipsées en France par le succès populaire des grandes transatlantiques et par l'invasion des planches à voile, les séries olympiques pourraient passer pour moribondes. Cette concurrence n'a pourtant pas freiné le développement des compétitions. *« Avec quatre mille classés dans les séries de dériveurs, c'est-à-dire le même nombre qu'en planches, nous n'avons jamais eu autant de concurrents »*, indique Philippe Grandou, le directeur technique national. Il est vrai que l'achat de dériveurs par les clubs grâce aux crédits du sport pour tous a entraîné une profonde mutation. Bon nombre de jeunes issus des Optimist, qui ne pouvaient pas ensuite s'offrir un dériveur de 10 000 F, profitent aujourd'hui de cette flottille.

La sélection ne s'opère plus par l'argent. Elle est devenue rigoureuse et scientifique. L'observation des meilleurs équipages mondiaux et les tests effectués en laboratoire démontrent qu'il existe au plus haut niveau des gabarits et des profils pyschologiques propres à chaque bateau ou à chaque poste en équipage. En flying dutchman, l'équipier doit mesurer plus de 1,85 mètre et peser plus de 85 kilos. En 470, sa taille doit dépasser 1,75 pour constituer un bras de levier important au rappel, mais son poids doit être inférieur à 62 kilos. En finn, il faut mesurer plus de 1,80 mètre, peser plus de 80 kilos et aimer souffrir, car c'est le bateau le plus dur physiquement, etc.

Des tests médicaux — radiographie du poignet notamment — pour déterminer la croissance, et des tests psychologiques propres à la voile ont également été conçus pour sélectionner et orienter le plus tôt possible les jeunes régatiers. *« Les éléments doués ne manquent pas* explique le directeur technique national, *mais grâce à la fiabilité de ces tests nous pouvons miser sur ceux qui iront au bout de leur potentiel. Quand nous investissons sur quatre ou cinq espoirs, nous savons qu'il y en a au moins un qui se hissera plus tard parmi les cinq ou six meilleurs mondiaux. »*

Cette rigueur dans la sélection se retrouve dans la préparation du commando français pour les Jeux de Los Angeles. Les critères d'accès à l'équipe de France ont été fixés très haut (1).

20 % du budget fédéral

Dix-neuf éléments (élite et groupe A) y satisfont actuellement. Ils suivent un programme qui exige en 1983 six mois de disponibilité avec, en plus, des compétitions des périodes d'entraînement d'une semaine toutes les trois semaines ou de deux week-ends prolongés par mois.

A peine comparable aux sommes consacrées par Elf-Aquitaine à la

De notre envoyé spécial

construction, à la maintenance et au programme de courses du catamaran de Marc Pajot, le budget de l'opération Los Angeles 84, fixé à 4 250 000 francs (20 % du budget fédéral), dont 3 millions de subventions du ministère au titre de la préparation olympique, représente pourtant un effort sans précédent dans ce domaine. La majorité des sélectionnés a eu le bon goût, à l'occasion de ce premier test à la Semaine olympique d'Hyères, de montrer qu'il n'était pas inutile.

En 470 notamment, où on retrouve huit des onze éléments retenus en élite, les Français ont réussi un tir groupé de la deuxième à la quatrième place avec Franco Brenac et Alain Champy, Thierry Peponnet et Luc Pillot, Daniel Peponnet et Pascal Champaloux. Dans cette série, la lutte promet d'être serrée pour la désignation de l'équipage qui défendra les chances françaises à Los Angelès avec des ambitions de médailles.

Il devrait en être de même pour la planche à voile qui fera son entrée aux Jeux. Passés maîtres en open et en windsurfer, les Français qui redoutaient le choix de la windglider, une planche allemande plus dure à manœuvrer, ont laissé quelques-unes de leurs appréhensions à Hyères. Dans la forte brise d'est, les Néerlandais Stephan Van Den Bergh, vainqueur de trois manches, et Onno Tellier, le plus régulier, ont encore démontré une certaine supériorité. Mais cinq heures d'entraînement quotidien cet hiver en Guadeloupe ont permis à Patrice Villier, deuxième, Hervé Borde, quatrième, Marc Querrien, cinquième, et Gildas Guillerot, sixième, de réduire l'écart qui les séparait de leurs rivaux lors des derniers championnats du monde.

La bonne surprise pour les Français est survenue dans la série la plus sophistiquée : le flying dutchman. Marc Bonet, le champion du monde 1979 qui revient à la compétition après plus de trois ans d'interruption, a gagné une manche avec son jeune beau-frère, Pierre Chaubard, avant de terminer septième. Mais dans cette série le matériel a une importance déterminante.

La direction technique, qui consacre le tiers du budget olympique à l'achat et à la maintenance des bateaux, vient de faire l'acquisition en Allemagne et en Italie de quatre coques de flying dutchman en nid d'abeille Kevlar-Carbone. Or on annonce la mise au point aux États-Unis selon un autre procédé d'une coque encore plus performante mais qui coûterait le double ou le triple. Les plus belles opérations, commandos ont aussi des limites financières.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Pour postuler à l'élite, il faut avoir été médaillé aux championnats du monde ou d'Europe ou avoir terminé deux fois dans les six premiers de l'une des cinq grandes épreuves-tests : championnats du monde, d'Europe, ou semaines pré-olympiques d'Hyères, de Kiel et de Los Angelès. Pour être en groupe A, il faut avoir fini dans les six premiers du championnat du monde ou du championnat d'Europe, ou deux fois dans les dix premiers des cinq épreuves-tests.

FOOTBALL

Le flou olympique

Qualifiée d'office en tant que pays organisateur pour la phase finale du Championnat d'Europe des nations qui doit avoir lieu en juin 1984, la France poursuit sa préparation en vue de cette compétition ; les tricolores se sont imposés par 4 buts à 0 contre la Yougoslavie, samedi 23 avril, au Parc des Princes. Quatre buts marqués par Yvon Le Roux, par José Touré (un but chacun) et par Dominique Rocheteau (deux buts). Cette victoire survient après le match nul (1-1) contre l'U.R.S.S. et après les succès contre la Hongrie (1-0), les Pays-Bas (2-1) et le Portugal (3-0).

De son côté, l'équipe de France « olympique », qui dispute le tournoi qualificatif en vue des Jeux olympiques de 1984 à Los Angeles, a battu la Belgique 2 à 0 à Clermont-Ferrand. Les deux buts ont été marqués par Xuereb. Déjà vaiqueurs de l'Espagne 1 à 0 à Murcie, les Français occupent la première place de leur groupe avec une chance sérieuse d'enlever leur qualification.

Un problème se pose pourtant aujourd'hui. Les joueurs professionnels seront-ils admis à participer au tournoi final des Jeux jusqu'alors réservé aux amateurs ? A ce jour, le Comité international olympique (C.I.O.) n'a pas encore apporté de réponse à cette question. Si les règles du jeu devaient être modifiées, Michel Hidalgo a indiqué, dimanche 24 avril, que l'équipe de France renoncerait alors aux Jeux olympiques.

Clermont-Ferrand. — Le tournoi préolympique est marqué par une nouveauté très importante : les joueurs engagés sont des professionnels. Ainsi en ont décidé, il y a huit mois environ, les nations de l'Europe de l'Ouest, lassées d'opposer sans chance de succès des amateurs aux puissantes formations des pays de l'Est dont le recrutement s'établit au plus haut niveau. La participation de professionnels déclarés aux Jeux olympiques pose évidement un problème majeur. La C.I.O. devrait prendre une décision définitive à ce sujet dans les prochains jours.

En attendant, le public est ravi. Du nº 1, le Sochalien Albert Rust, au nº 11, le Nancéien Bernard Zénier, rien que des jambes qui font le bonheur de clubs de première division. Elles n'ont pas fait démentir leur réputation samedi 23 avril, surtout durant la première demi-heure de jeu où les Belges, costauds mais sans imagination collective, subirent un assaut parfaitement coordonné. Même les bosses laissées sur le terrain par les rugbymen ne parvinrent pas à entraver la circulation rapide de la balle. Le football français baigne actuellement dans l'huile, et la mayonnaise monte rapidement. A Clermont-Ferrand dès la sixième minute, le Lensois Daniel Xuereb ramassa les dividendes de cette séduisante homogénéité.

Un but au bout de trois passes sur plus de la moitié du terrain, avec la collaboration du Parisien Lemoult et des Nancéiens Rubio et Zénier. Chapeau pour l'identité de style avec celui de l'équipe A ! Henri Michel répond qu'il n'y a pas à s'en

Correspondance

étonner : *« Cette équipe olympique est le principal réservoir de la formation nationale. »*

Sous les fenêtres des usines Michelin plongeant sur le stade, les Belges vont connaître une deuxième mésaventure à la quinzième minute. M. Klaus Scheurell, arbitre est-allemand, indique la première sortie en corner de la partie. Le coup a été répété à l'entraînement. Botté de la droite par le gaucher Bernard Zénier, le ballon adopte une trajectoire « rentrante » jusqu'à hauteur du premier poteau, vers la tête de Daniel Xuereb. La reprise accentue l'effet du projectile et accélère sa vitesse. L'obus s'écrase au fond des filets. Lauryssen, le gardien belge, agite ses grands bras en vain. En un quart d'heure, tout a été dit. Les Français préserveront facilement leur capital.

Paradoxe

Pour un avant-centre d'occasion, Xuereb ne se débrouille pas trop mal. L'auteur des deux buts soutient qu'il n'a accompli là que son travail. Ses nuits se trouvent-elles bercées par le rêve olympique ? Pas le moins du monde, car l'an prochain, à l'époque de la fête californienne, se disputera en France le Championnat d'Europe des nations, un sommet autrement important à ses yeux. *« Bien jouer dans cette équipe olympique n'est pas négligeable. Il s'agit d'un tremplin. »*

Préoccupés par leur carrière, les « pros » ne semblent pas sacraliser particulièrement l'olympisme. D'ailleurs, ils vivent en ce moment un singulier paradoxe : ils sont engagés sur la route de Los Angeles sans être assurés de traverser l'Atlantique, même s'ils empochent le billet de la qualification.

M. Georges Favre, trésorier de la Fédération française de football, est venu à Clermont-Ferrand manifester devant eux son optimisme au sujet des négociations en cours entre la Fédération internationale (FIFA) et le Comité international olympique. Dès l'accession de M. Juan Antonio Samaranch à la présidence de cette dernière instance, les dirigeants occidentaux ont plaidé avec fermeté leur dossier.

Malgré les réticences des pays de l'Est, un joli coup de pouce a été donné à la présence de professionnels aux prochains Jeux olympiques, lors de la séance plénière du C.I.O. à New-Delhi le mois dernier : pourraient participer les joueurs n'ayant pas disputé de match comptant pour la Coupe du monde ou pour la qualification à cette épreuve. On évoque également la possibilité d'une limitation d'âge à vingt-cinq ans. M. Favre conteste ce dernier point et affirme que la France et les autres pays européens ne l'accepteront pas. Le Nancéien Paco Rubio, le capitaine de l'équipe olympique, est intéressé au premier chef par ce détai : il est âgé de vingt-neuf ans.

La dissipation de ce flou olympique viendra de Lausanne, au terme de nouvelles discussions entre la FIFA et le C.I.O. Des « pros » risquent d'être rois au temple de l'amateurisme. Evolution ou révolution ?

LLIBERT TARAGO.

RUGBY

Jean-Marc Bourret « explose » à l'ouverture de Perpignan

Les quarts de finale du championnat de France de rugby mettront en présence, les 7 et 8 mai prochain, Nice et Pau, Narbonne et Agen, Lourdes et Bayonne, Béziers et Perpignan. C'est dire qu'à l'issue des matches retour des huitièmes de finale tous les favoris restent en course, à l'exception du Grenoble qui a été éliminé par Lourdes (31-12).

Le champion en titre, Agen, a néanmoins été mis en difficulté par Graulhet, qui n'a concédé au total qu'un point (7-6). Les grosses écuries du Languedoc, accrochées au premier tour, ont fait plus facilement la différence, Béziers battant Toulouse (12-6), Narbonne dominant Montferrand (21-9) et Perpignan surclassant Tarbes (31-11) avec un superbe Jean-Marc Bourret.

Enfin, Nice et Bayonne ont confirmé leur supériorité du dimanche précédent respectivement contre Bourg (32-21) et Montauban (13-6).

Narbonne. — Certains matches de rugby mettent un joueur en vedette. Quand c'est le cas, le bonhomme a à peine regagné les vestiaires qu'il se trouve entouré d'une nuée de reporters attirés par ce champion comme les abeilles par le pollen. C'est l'homme du match.

L'homme du match Perpignan-Tarbes, dimanche 24 avril, c'était Jean-Marc Bourret. Nu comme un ver, le Catalan a dû répondre à une avalanche de questions avant de pouvoir passer sous la douche, puis se rhabiller, pour se présenter devant les caméras de télévision régionale avec son air tranquille de jeune cadre dynamique.

Bourret, rappelez-vous, c'était celui par lequel le scandale était arrivé il y a deux ans. Joueur vedette du XIII catalan, il avait un beau jour signé une licence « quinziste » à l'USAP. Trahison ! Les cousins ennemis de l'ovale avaient déterré la hache de guerre. Une guerre un peu sordide où il avait beaucoup été question de gros sous. L'amateurisme de Bourret avait été mis en question. Albert Ferrasse, président de la fédération de rugby, avait dû jurer ses grands dieux devant l'International Board que sa nouvelle recrue n'avait jamais été contaminée par l'argent « treiziste ». Après moult péripéties, un nouvel armistice entre le XV et le XIII avait été conclu — tout aussi boiteux que les précédents, — et Bourret avait pu faire ses débuts en championnat sous le maillot sang et or. Débuts difficiles. On l'attendait au tournant.

Or Bourret, le dévoreur d'espace doté d'un coup de rein exceptionnel, avait du mal à trouver ses marques au centre de la ligne d'attaque catalane. A XV, c'est le même ballon qu'à XIII, mais pas la même stratégie. Ce fut le temps du doute pour l'athlète. On lui reprocha alors *« de ne pas les prendre »*, c'est-à-dire de ne pas assumer physiquement ses responsabilités de défenseur, de ne pas plaquer avec l'ardeur requise. En clair, c'était l'époque où Bourret pouvait se rhabiller en cinq minutes après les matches et suscitait surtout des commentaires aigres-doux.

Puis, il y a trois mois, Paul Foussat, qui a succédé à André Quilis au

De notre envoyé spécial

poste d'entraîneur de l'USAP à la fin de la saison 1980-1981, s'est dit qu'avec un coup de pied comme en possédait Bourret il pourrait bien l'essayer à l'ouverture. Il le fit donc permuter avec Enrique. Une idée de génie. Derrière la mêlée, l'employé de banque à la carrure de décathlonien se trouva comme un poisson dans l'eau. A sa juste place. Et Perpignan, à la peine tout l'hiver, a fait des étincelles depuis le printemps.

Les « mules »

Certes, il est facile d'évoluer derrière un pack où poussent des « mules » comme Imbernon, Campredon et Allègre. Encore faut-il ne pas céder à la fébrilité. Or les Catalans avaient toutes les raisons d'être nerveux dimanche en pénétrant sur la pelouse narbonnaise. Ils avaient mal joué le dimanche précédent et avaient un handicap de six points sur les Tarbais. Autrement dit, c'était un match qui risquait de sombrer dans la barbarie ou de s'enliser dans la médiocrité.

Dans ce contexte, le talent de Bourret fut de transformer ce huitième de finale empoisonné comme un baril de dioxine en une évidence rugbystique : le déferlement victorieux des Catalans. Ses chandelles permirent aux avants perpignanais de progresser comme affectionnent les Springboks, en charges courtes et sèches qui contraignirent les Pyrénéens à la défensive puis à la faute. De la sorte, Montanès et Bourret se trouvèrent en position de tir. L'arrière passa deux pénalités et l'ouvreur marqua trois buts de 45 mètres, 50 mètres et 55 mètres contre le vent. Des coups de pied de géant.

Une seule fois Bourret se fit prendre en défaut. Le demi de mêlée tarbais Hondagné contra un dégagement, et cette action permit finalement au centre Jouanolou de marquer le premier essai pyrénéen. Pour le reste, l'ouvreur catalan surclassa son homologue Trille, qui ne réussit qu'une pénalité et ne fut guère clairvoyant dans la distribution du jeu de mains.

En revanche, le coup d'œil de Bourret fit merveille lorsqu'il partit côté fermé au ras d'une mêlée ouverte sur les 40 mètres tarbais. Dans le vent les arrières pyrénéens, dans le vent l'arrière Sarramea, tous mystifiés par des cadrages — débordements à faire pâlir de jalousie le furet biarrot Blanco ! Et au bout de cette course folle, l'essai, un essai superlatif.

Bref, le Bourret rayonnant qui dans son coin de vestiaire n'en finissait pas de livrer ses impressions avait bien été le héros de cette fête. Au point qu'on en oubliait presque le second essai tarbais, joli coup de Jarnac aplati par Sarramea, ou encore le superbe plongeon dans l'en-but de l'ailier catalan Paulo, qui, dans les ultimes minutes du match porta le score à 31-11. Au point encore que Bourret a ravi la vedette à Imbernon, le deuxième ligne international qui, clandiquant comme à l'accoutumée, a néanmoins fait un match monumental à la tête des Perpignanais.

ALAIN GIRAUDO.

FRANCE-YOUGOSLAVIE (4-0)

La nouvelle bande à Hidalgo

Michel Hidalgo aime à dire que le football est un sport d'équipe et que la notion de jeu collectif y est essentielle. Le directeur de l'Équipe de France n'ignore pas cependant qu'une équipe a besoin d'individualités talentueuses pour s'épanouir. Les talents, justement, il les a notamment trouvés avec le Bordelais Alain Giresse et Michel Platini, qui fait les beaux jours de la Juventus de Turin. Pour des raisons diverses, ces deux joueurs n'étaient pas présents, samedi 23 avril au Parc des Princes, pour rencontrer la Yougoslavie.

Paradoxalement, les Français n'ont pas eu à pâtir de l'absence de ces deux fortes personnalités. Les faits donnent raison au directeur de l'Équipe de France. Les buts marqués par le Brestois Yvon Le Roux, par le Nantais José Touré et par le Parisien Dominique Rocheteau ont été de purs chefs-d'œuvre. La réussite de Le Roux et de Touré a été d'autant plus remarquée que ces deux joueurs faisaient leurs débuts dans une équipe dont la moyenne d'âge ne dépassait pas vingt-quatre ans. De la formation qui a participé à la dernière Coupe du monde en Espagne, quatre joueurs seulement — Amoros, Bossis, Rocheteau et Tigana — avaient été sélectionnés contre la Yougoslavie. Le patron de l'Équipe de France tisse patiemment sa toile et prépare l'avenir.

Les Yougoslaves, en revanche, font les frais d'une situation qui a conduit leurs meilleurs joueurs à l'étranger. Soixante-et-onze d'entre eux pratiquent, aujourd'hui, leur métier dans différents pays d'Europe occidentale. Le football yougoslave a fini, peu à peu, par perdre son identité.

L'élimination prématurée de la Coupe du monde a précipité les choses. L'entraîneur Miljavic a été limogé et l'ancienne vedette des années 60, Veselinovic, l'a remplacé. Le nouvel entraîneur a décidé de repartir de zéro avec une équipe rénovée et se passer des services des « mercenaires ». Cette nouvelle formation a donc tout à apprendre.

Cette constatation faite, on ne saurait pour autant sous-estimer la victoire de l'Équipe de France. 45 000 spectateurs ont assisté à l'éclosion du printemps du football français. Michel Hidalgo n'a pas été le dernier à s'apercevoir que les professionnels n'aimaient pas jouer devant des banquettes vides.

G.M.

LES RÉSULTATS

Aviron

LES TESTS NATIONAUX A CAZAUBON

La rameuse rouennaise Corinne Le Moal, dont les qualités étaient contestées par la direction technique nationale de la Fédération française d'aviron, a gagné, dimanche 24 avril, à Cazaubon (Gers) en skiff les épreuves nationales de sélection.

Basket-ball

BRÉSIL-FRANCE

A quatre semaines des championnats d'Europe qui doivent avoir lieu à Limoges, Caen et Nantes, l'équipe de France a été battue, à Brasilia, en match de préparation par celle du Brésil 95 à 74.

Cyclisme

TOUR D'ESPAGNE

Au terme de la cinquième étape San Quirze-del-Valles - Castellar-de-Nuch, gagnée par l'Espagnol Alberto Fernandez, Bernard Hinault a pris la première place du classement général du Tour d'Espagne. Le Français compte une seconde d'avance sur le Néerlandais Kuiper.

GOLD RACE

L'Australien Phil Anderson a gagné samedi 23 avril à Meerssen, aux Pays-Bas, la course Amstel Gold Race *devant le Belge Boggaert à 31 sec.*

Escrime

CHALLENGE LÉON-JEANTY

La Soviétique Olga Votchakina a gagné dimanche 24 avril, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris, le challenge Léon-Jeanty en battant l'Allemande de l'Est Mandy Nicklaus, par dix touches à neuf. Pour la troisième place, l'Allemande de l'Ouest Cornelia Hanisch a dominé Véronique Brouquier, huit touches à trois.

Motocyclisme

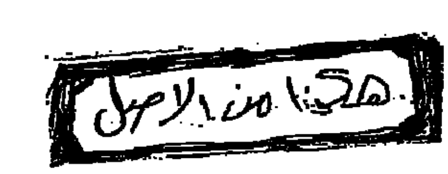
CHAMPIONNAT DU MONDE DES 500 CM3

Après s'être imposé sur les circuits de Kyalami (République Sud-Africaine) et du Mans, l'Américain Freddy Spencer (Honda) a gagné, dimanche 24 avril, à Monza, le Grand Prix d'Italie, troisième course de la saison du championnat du monde des 500 centimètres cubes.

Sports équestres

FINALE DE LA COUPE DU MONDE

L'Américain Norman Dello Joio, qui montait I love you, *étalon français demi-frère du très célèbre* Galoubet, *a remporté la finale de la Coupe du monde disputée dimanche 24 avril à Vienne, devant l'Autrichien, Hugo Simon.*



Le Monde ÉCONOMIE

KYUSHU, NOUVEAU CŒUR ÉLECTRONIQUE JAPONAIS

« Silicone Island » et « Technopolis » à l'ombre des volcans

Kagoshima. – A Kyushu, l'île la plus méridionale de l'archipel japonais, l'activité immuable et parfois destructrice des volcans n'a d'égale que celle, changeante et créatrice, des hommes et de leurs machines. A Kagoshima, à l'extrême sud, le volcan-île Sakurajima, toujours empanaché d'inquiétantes fumées, émerge majestueusement de la baie et fait régulièrement trembler la ville blottie à ses pieds.

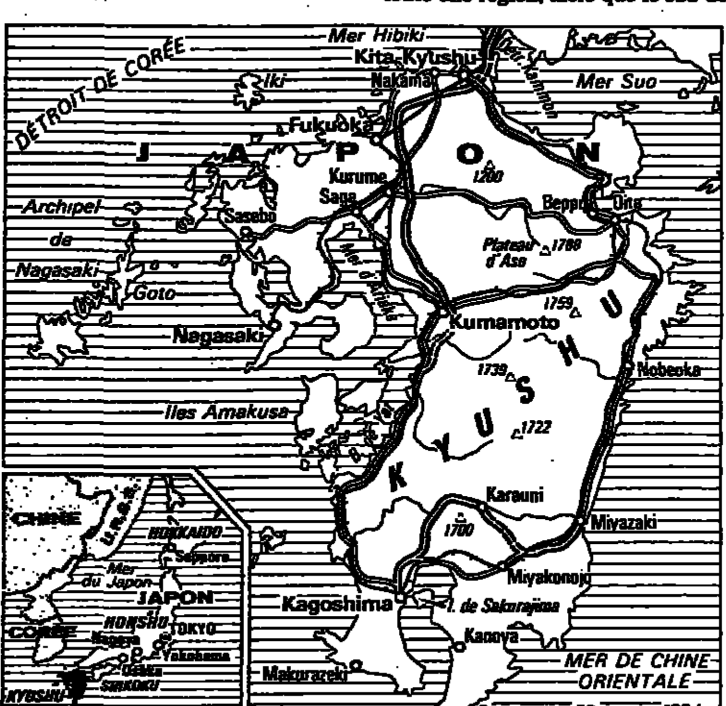
Plus au nord, la préfecture de Kumamoto s'enorgueillit de la proximité du plus grand complexe volcanique du monde, celui du plateau d'Aso. Que ces bouches-à-feu soient bien éveillées n'empêche ni les gens de dormir, ni les industriels d'investir, ni Kyushu de devenir peu à peu un nouveau « cœur électronique » japonais avec, de surcroît, des ambitions de bastion technologique international du vingt et unième siècle.

Avec le sens de l'emprunt et de la publicité qui les caractérise, les Japonais ont rebaptisé Kyushu « Silicone Island », par analogie à ce système nerveux technologique qu'est, de l'autre côté du Pacifique, la « Silicone Valley » *californienne* ; royaume des applications électroniques (mémoires, transistors et circuits intégrés) du silicium débité en fines tranches. Par analogie et par défi lancé à une suprématie américaine d'ailleurs bien entamée par les foudroyantes percées des samouraïs du semi-conducteur nippon.

De la vallée américaine à l'île japonaise, on vit à l'heure de la guerre du silicone. Mais les armées, ici concentrées, là-bas dispersées, n'ont ni la même stratégie ni la même envergure.

Après la Californie et la région de Dallas (Texas), Kyushu est devenue, en l'espace d'une décennie, le troisième grand centre mondial des circuits intégrés. Chacun compte respectivement pour 25 %, 15 % et 10 % de la production mondiale, estimée en 1982 à une valeur de 10 milliards de dollars. La production japonaise représente environ un tiers de ce total et Kyushu quelque 40 % du total japonais. Et ce n'est, semble-t-il, qu'un début.

La comparaison entre Silicone Valley et Silicone Island fait apparaître quelques différences remarquables, exemplaires de la rapidité d'*adaptation collective et de la capa*cité de production massive, qui sont l'un des secrets des réussites industrielles japonaises. Et la source de bien des maux pour leurs concurrents. Par exemple, la production de circuits intégrés a quadruplé à Kyushu entre 1977 et 1981, passant de 300 millions à 1,2 milliard d'unités. Ces résultats ont été obtenus par une trentaine de grandes entreprises et une quarantaine de sous-traitants employant 18 000 personnes, ce qui dénote un très haut degré de concentration et de productivité manufacturière.



Dans le même secteur, on dénombre en Californie quelque 1 500 entreprises et 200 000 employés, soit respectivement vingt-deux et onze fois plus pour une production deux fois et demie supérieure. Kyushu Nippon Electric, filiale de Nippon *Electric Co (NEC), troisième* grand mondial du semi-conducteur, donne la mesure de cette politique de production rationalisée au maximum : avec 2 000 *employés*, cette usine produit chaque mois 15 millions de circuits intégrés. (Voir encadré.)

Déséquilibre Nord-Sud dans l'archipel

Autre différence : la Silicone Valley est un tissu infiniment varié de cellules de recherche et d'unités de production vivant en osmose avec toute une région, alors que le sud de Kyushu n'est encore qu'une base manufacturière orientée vers la production de masse et fondée sur l'exploitation d'une main-d'œuvre féminine relativement bon marché, recrutée dans des zones comparativement sous-développées. Comme dans le cas des ateliers de montage établis dans les pays en voie de développement par les multinationales, on fait travailler les « petites mains ».

Les laboratoires, les techniciens et les technologies restent concentrés dans les centres développés, ici les mégapoles Tokyo-Nagoya-Osaka. Ce déséquilibre géographique et économique Nord-Sud, que les pouvoirs publics cherchent désormais à corriger après l'avoir encouragé, favorise l'exode des compétences masculines vers les trois pôles du développement japonais.

Un fonctionnaire nous disait en plaisantant : *« La ville de Kagoshima est idéale pour un célibataire : on y compte douze filles pour huit garçons. »* Elle est aussi idéale pour l'embauche des grandes manufactures, mais peut-être pas pour l'avenir économique de la région lorsque l'on sait que le secteur agricole y reste deux fois et demie plus important que la moyenne nationale, l'industrie sous-développée, et que les deux tiers des nouveaux ingénieurs vont chercher fortune ailleurs.

Pour que la Silicone Island japonaise soit autre chose qu'un réservoir de main-d'œuvre bon marché, une île sous-traitante des NEC, Toshiba, Sony, Mitsubishi, Fugi et autres, pour qu'elle devienne l'égale de son « modèle » américain, il convient de freiner l'hémorragie, d'attirer des capitaux et des compétences et de faire bouillonner de nouveaux cratères de matière grise au pied des volcans. On s'y emploie à Tokyo.

La transformation de Kyushu en base technologique répond à plusieurs impératifs stratégiques complémentaires de l'industrie et des pouvoirs publics aux niveaux régional, national et international. Ainsi, pour les grandes entreprises soumises à une concurrence de plus en plus vive, menacées par les réactions protectionnistes, handicapées par la récession et affectées par la congestion urbaine, la hausse des coûts et la pollution qui sévissent de Tokyo à Osaka, il s'agit de retrouver, en province plutôt qu'à l'étranger, des conditions de production avantageuses. D'autant plus que les pays nouvellement industrialisés de la région montent au créneau électronique. Les chefs de file du semi-conducteur, implantés à Kyushu les uns après les autres depuis dix ans, ont montré la voie. Mais, on l'a vu, le mouvement reste encore limité.

Après trente-cinq années d'une croissance industrielle concentrée sur l'axe du « miracle japonais », il s'agit, pour les autorités, de rééquilibrer le développement de l'archipel, dans la perspective d'une phase durable de croissance réduite.

Cela paraît nécessaire si l'on veut éviter que certains avantages ne se transforment demain en inconvénients de toute sorte, à la fois pour les entreprises et les habitants des centres engorgés, pour ceux des périphéries anémiées, pour le Trésor public rendu exsangue par les subventions et pour le parti libéral démocrate, qui trouve son principal électorat dans les provinces rurales.

Quelques chiffres donnent une idée de l'importance des déséquilibres. La zone des trois mégapoles (Tokyo-Nagoya-Osaka), outre le fait qu'elle héberge les deux tiers de la population, monopolise 90 % des sièges sociaux des entreprises, 55 % des usines, 83 % des laboratoires de recherche, 70 % des chercheurs, 75 % des ingénieurs, etc.

La faiblesse de certaines économies régionales est attestée par le fait que la part du gouvernement central dans les dépenses de consommation et d'investissement des régions atteint 30 % à Hokkaido, 27,5 % à Tohoku et 24 % à Kyushu. Ce fardeau de subventions, dont le caractère anti-économique et électoraliste est souvent dénoncé, devient tout simplement insupportable, en période de faible croissance, à un gouvernement dont la dette s'élevait en 1981 à quelque 340 milliards de dollars (2 400 milliards de francs environ), soit 32 % du P.N.B... Voilà une raison qui, autant que l'intention affirmée de redonner aux Japonais *« un cadre de vie plus confortable et plus humain »*, justifierait à elle seule une politique de décentralisation.

Aussi, après la vision d'un *« archipel remodelé »* proposée au début des années 70 par M. Tanaka, le ministère de l'industrie et du commerce extérieur (MITI), qui préside à la définition des grandes stratégies industrielles du Japon, pousse-t-il aujourd'hui à la création d'une série de *« technopoles régionales »* : une douzaine dans l'état actuel du projet, dont la moitié à Kyushu. Il s'agit d'un ensemble urbain intégré, composé d'universités, de laboratoires de recherche, de zones industrielles et de secteurs résidentiels à travers lesquels l'échange et la diffusion des technologies s'opérerait, créant un pôle de développement nouveau pour toute une région.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 21.)

NEC : haute productivité et bas salaires

Kumamoto. – *« La piscine,* remarque M. Suzuki, *n'est pas là pour le plaisir des employés ; elle sert à absorber les vibrations de la voie ferrée toute proche. »* Les trains ne font donc pas trembler cette usine modèle, qui fait, elle, trembler le monde du semi-conducteur. La Kyushu Nippon Electric Co. est une filiale du géant japonais du même nom (NEC) et le plus beau fleuron des manufactures de l'électronique de la préfecture de Kumamoto. Elle est aussi l'archétype de ces bastions industriels japonais dont l'organisation et la capacité de production ne laissent jamais d'étonner l'étranger.

Au fil des couloirs vitrés de ce sanctuaire, tout n'est que propreté clinique, ordre, efficacité humaine et précision robotique. Tout témoigne de la discipline ouvrière, de la productivité, du contrôle de la qualité. Seuls les ordinateurs et autres machines complexes n'ont ni uniforme, ni masque, ni gants blancs, mais c'est tout comme.

L'usine fut inaugurée en 1969. Son capital nominal était de 2 millions de dollars. 200 autres millions ont été investis depuis pour la modernisation et l'extension de la production. En 1970, l'entreprise employait moins de mille personnes. Elle en compte aujourd'hui le double : mille quatre cents jeunes femmes et six cents hommes, qui font les 3 X 8 pour assurer une production continue.

Au doublement de la main-d'œuvre a correspondu une multiplication par vingt du débit des produits. Cette productivité phénoménale, souligne M. Suzuki, directeur de l'usine, a été rendue possible par les progrès de l'automation. Là où cinq ouvrières travaillaient sur autant de machines, une ouvrière surveille aujourd'hui cinq machines.

La NEC-Kyushu est ainsi devenue la première productrice mondiale de circuits intégrés : quinze millions d'unités par mois pour quelque deux cent cinquante variétés de semi-conducteurs et mémoires. Et 30 % pour l'exportation. Partout, les murs vous renvoient les slogans de la campagne permanente *« Zéro defecto »* ; cent soixante et un groupes de contrôle de la qualité, d'émulation de la production et de recherche d'amélioration de la productivité, formant autant de cellules concurrentes et complémentaires, fonctionnent ici et se réunissent plusieurs heures chaque mois. Avec une fierté compréhensible, M. Suzuki nous montre les tableaux attestant de l'extrême fiabilité de ses produits, bien supérieurs à ceux des Américains.

Ce microcosme du circuit intégré vit en circuit fermé. Il forme la loyauté, l'esprit maison et le travail d'équipe à l'écart des dissipations du monde extérieur. Cinq dortoirs hébergent jour et nuit quelque onze cents ouvrières. Hors du travail, la NEC organise leurs activités sociales et leurs loisirs. Elles doivent obtenir la permission de sortir. Engagées à l'âge de dix-huit ans, elles restent ici jusqu'à celui du mariage (vingt-deux à vingt-trois ans).

Leur formation prend de deux semaines pour les travaux simples à quatre mois pour les plus compliqués. Prolixe dans l'étalage chiffré de ses succès techniques, la société se fait réticente dès que l'on aborde les questions sociales. On refuse carrément de divulguer le montant des salaires des ouvrières. La comparaison avec l'Occident serait-elle, sur ce point, tellement moins flatteuse ?

R.-P. P.

Kyocera : céramique en tout genre

Kagoshima. – *« Respecter Dieu et le peuple »* est sa devise, développer l'usage industriel et la technologie des céramiques sa spécialité. La compagnie Kyocera (Kyoto Ceramics) n'est pas seulement un pionnier de la technopole naissante de Kagoshima, elle est aussi à l'avant-garde mondiale dans son genre.

Au cœur d'un écrin de verdure, sous les toits bleus d'une dizaine de bâtiments modernes (laboratoires de recherche, unités de production et dortoirs collectifs) qui composent l'usine de Kokobu, la troisième de la famille, Kyocera prouve tous les jours que l'exploration scientifique et la créativité technologique ne sont pas l'apanage exclusif de cerveaux étrangers. Ici les produits et procédés de fabrication sont développés *« à la maison »*, ou éventuellement dans des centres et laboratoires publics servant à stimuler la recherche privée.

Quelque deux mille trois cents employés réguliers, dont 12 % d'ingénieurs et de cadres, explorent tous les domaines d'application des céramiques dites fines : boîtiers et composants électroniques, pièces mécaniques, biomatériaux, imprimantes thermiques, capteurs et condenseurs, isolants, prothèses, joaillerie, moteurs automobiles et bien d'autres encore. Explorent, mettent au point et produisent toutes sortes de pièces utilisées par un nombre chaque jour croissant d'industries les plus variées. Un énorme marché à la mesure des ambitions de Kyocera et de quelques autres qui ont su partir à temps.

En 1959, un ingénieur de Kyoto, qui n'arrivait pas à faire prévaloir ses vues auprès de ses supérieurs, emprunta 12 millions de yens (50 000 dollars au cours d'aujourd'hui) et fonda Kyocera.

Devenue depuis le numéro un dans sa spécialité, l'entreprise a conquis 70 % du marché mondial des supports en céramique pour circuits intégrés, exporte 50 % de sa production et possède une dizaine de filiales aux Etats-Unis. Son chiffre d'affaires a approché le demi-milliard de dollars en 1981. On prévoyait de l'augmenter en 1982 de 22 % et de 35 % en 1983.

La pénétration de Kyocera dans plusieurs secteurs névralgiques est telle que tout récemment, à la suite de démarches américaines, la société a dû revendre 75 % des actions qu'elle possédait dans une joint-venture américaine fournissant des pièces à l'U.S. Air Force. *« Raisons de sécurité. »* Autant qu'un revers commercial c'est un hommage à la supériorité technologique de Kyocera. *« Dans le domaine des céramiques industrielles, c'est nous qui prêtons des spécialistes aux Américains »*, nous disait un ingénieur. La concurrence, ajoutait-il, est surtout japonaise.

R.-P. P.

Cher dollar

BIEN imprudent est le gouvernement qui fonde ses plans sur des prévisions concernant l'évolution du cours du dollar. La France, semble-t-il, est en train d'en faire l'expérience. Tout indique qu'à Paris on avait retenu l'hypothèse que, après la nette victoire des conservateurs en République fédérale d'Allemagne, on assisterait à un renforcement progressif du deutschemark par rapport à la devise américaine.

La France pourrait ainsi jouer sur deux tableaux. En dévaluant sa monnaie au sein du S.M.E., elle améliorerait ses chances dans la compétition intra-européenne. Simultanément, la baisse attendue du dollar permettrait d'amplifier les effets de la réduction du prix du pétrole. Telles étaient les conditions, en quelque sorte idéales, qui étaient espérées pour la troisième dévaluation.

Une fois de plus, ces beaux calculs ont été démentis par l'événement. M. Jacques Delors attribue la montée du dollar au *« cynisme »* des Américains et à leur *« insensibilité vis-à-vis de leurs partenaires »*, ajoutant ainsi des éléments nouveaux ayant trait à la morale ou à l'absence de morale internationale aux facteurs déjà nombreux qui influent sur le cours des monnaies. Et le ministre de l'économie, des finances et du budget de prévenir ses compatriotes que, au cas où le dollar resterait aussi cher, *« un effort supplémentaire d'ajustement serait nécessaire »*.

Des propos du ministre français, il ressort qu'un dollar fort et même très fort est *a priori* considéré comme « favorable » aux États-Unis. Est-ce bien certain ? Les experts américains continuent à s'interroger sur la vigueur et sur les chances de durée de la reprise économique en cours. Les États-Unis vendent au reste du monde environ un cinquième de leur production industrielle (et un quart de leur production agricole). Il n'est plus possible de soutenir que le commerce extérieur ne joue pour eux qu'un rôle marginal. La surévaluation du dollar constitue pour les firmes exportatrices d'outre-Atlantique un handicap non négligeable, tandis qu'elle donne une prime aux produits importés sur le territoire des États-Unis, ce qui oblige plus d'un fabricant américain à rogner sur ses bénéfices afin de soutenir la concurrence. D'une façon générale, un cours élevé du dollar exerce une influence « déflationniste » sur l'économie américaine

Est-il légitime dans ces conditions de n'insister, comme le fait M. Delors, que sur les aspects négatifs que comporte pour les Européens en général, et les Français en particulier, la remontée du dollar ? Il doit bien se trouver des entreprises qui profitent des facilités accrues qu'elle donne à la pénétration du marché américain et du marché des nombreux pays dont la monnaie est rattachée, de droit ou de fait, au dollar. Il est vrai qu'en contrepartie, les importations libellées en cette devise, et singulièrement les achats de pétrole, sont renchéries d'autant. Mais le moins qu'on puisse dire est que, si l'on fait intervenir l'ensemble des conséquences induites du phénomène, il est hasardeux d'établir une relation simple, comme on le fait trop souvent, entre d'une part l'alourdissement relatif de la facture pétrolière et d'autre part le déficit commercial. Et, puisqu'il s'agit, nous assure-t-on, à la fois de reconquérir le marché intérieur et de réduire la demande, que peut-on espérer de mieux qu'une hausse des prix des biens et services achetés aux États-Unis et ailleurs ?

PAUL FABRA.

FINANCEMENT DES DÉFICITS BUDGÉTAIRES EN FRANCE ET EN R.F.A.

Une épargne « longue » beaucoup plus importante permet de limiter, outre-Rhin, le recours à l'inflation

Il est généralement admis en France que le déficit budgétaire constitue un puissant facteur d'inflation. Le cas le plus flagrant repose aujourd'hui sur le refinancement, par la banque centrale, des concours consentis au Trésor par les banques commerciales. Or il se trouve que chez notre notre voisin d'outre-Rhin les déficits publics considérables coexistent depuis de nombreuses années avec des taux d'inflation nettement inférieurs aux nôtres. Cette situation s'explique à la fois par un taux d'épargne financière plus important, un contrôle plus strict de la masse monétaire et des structures de financement différentes. On insiste trop souvent sur l'attitude des partenaires économiques – et en particulier la modération des syndicats allemands – en oubliant le rôle essentiel des circuits de financement.

LA comparaison des financements publics de chacun des deux pays n'est pas aisée : les institutions ne fonctionnent pas selon les mêmes principes et reflètent des limites d'intervention différentes.

En R.F.A., le budget fédéral, pour important qu'il soit, représente moins de 50 % des dépenses du secteur public. Le reste est réparti entre les communes et les régions (Länder) qui jouent un rôle déterminant, tant au niveau des dépenses de fonctionnement que des investissements. Dans notre pays, le poids des investissements dans le budget national s'est réduit, alors que cette fonction est assurée de façon croissante par le secteur nationalisé.

L'analyse sur une longue période des besoins de financements publics révèle des réactions différentes de la part de la France et de la R.F.A. depuis 1973. A partir d'une capacité de financement du secteur public voisine à l'époque du premier choc pétrolier (de l'ordre de + 2 % de la P.I.B.), la R.F.A. a connu une rapide détérioration de ses soldes, alors que la France ne subit que depuis 1981 un alourdissement sensible de son besoin de financement.

Évolution parallèle des dépenses publiques

Les déficits maximaux ont été atteints par la R.F.A. en 1975, la situation s'améliorant ensuite jusqu'en 1979. Ce rétablissement n'était que provisoire, puisque les trois dernières années devaient encore connaître des déficits importants. En France, un bond spectaculaire a été réalisé entre 1981 et 1982, les besoins de financement doublant en l'espace de deux ans.

Si l'évolution des dépenses publiques en termes réels de la France et de la R.F.A. a été sensiblement parallèle (à la répartition près entre dépenses de fonctionnement et d'investissement), les prélèvements obligatoires ont progressé plus modérément outre-Rhin. De l'ordre de 36 % (par rapport au P.I.B.) en France en 1973, ceux-ci ont franchi le cap des 40 % en 1979, atteindront 44 % en 1982 et pourraient encore augmenter en 1983. En R.F.A., ce taux était, en 1973, légèrement supérieur à celui de la France, mais restait limité à 37,5 % en 1979. Depuis, ces prélèvements ont eu tendance à progresser modérément.

Prudence et bon sens

Si la croissance des déficits publics allemands est liée à une faible augmentation des prélèvements obligatoires, il est naturel que les problèmes de financement prennent une ampleur considérable dans ce pays. On sait que cette question, après avoir fait l'objet de nombreux débats électoraux, a contribué à la chute de la coalition S.P.D.-F.D.P. De 18 % de la P.I.B. en 1973, la dette publique allemande est passée à 35,1 % fin 1981. Pendant la même période, la dette française se maintenait aux environs de 17 %, mais devait progresser de façon spectaculaire à partir de 1982. Dans ces conditions, le recours à l'épargne pour couvrir les déficits publics était inévitable. Selon les statistiques de l'O.C.D.E., les déficits publics ont représenté une part considérable de l'épargne en R.F.A. (jusqu'à 75 % en 1975), alors que ce n'était guère le cas en France.

S'il n'existe pas de « bons déficits » publics, un déséquilibre important est mieux supporté s'il ne contrevient pas aux règles de prudence inspirées par le bon sens. C'est ce qui est rappelé par l'article 115 de la loi fondamentale allemande (*Grundgesetz*) qui précise : « Les recours à l'emprunt ne doivent pas dépasser le montant des dépenses en capital prévues au budget ; des exceptions ne peuvent être admises que pour éviter la mise en cause de l'équilibre général (1). » L'endettement public ne saurait donc couvrir des dépenses de fonctionnement, sauf situation exceptionnelle. En d'autres termes, les impôts courants doivent être suffisants pour couvrir les dépenses répétitives. On constate ainsi que l'emprunt a pris une place fort importante dans le financement des investissements en Allemagne, avec un maximum de 74 % en 1975. Ce taux est descendu à 57 % en 1980.

Rien de tel n'existe dans la Constitution française. Il a ainsi été possible, sans utiliser une procédure budgétaire exceptionnelle, de couvrir certains déficits de l'assurance chômage (UNEDIC) par émission d'emprunt réservé aux compagnies d'assurances et aux caisses de retraite en 1981. Cependant, jusqu'à une date récente, les dépenses en capital ont été supérieures au financement non monétaire du budget de l'État. Par ailleurs, les investissements des entreprises nationalisées ont été réalisés, en sus de l'autofinancement, par émissions d'emprunts. En l'absence de dispositions législatives comparables, les comportements effectifs en France et en R.F.A. n'ont donc pas été très différents sur ce point.

(1) Cette situation d'exception a été reconnue en 1975.

L'importance des investisseurs institutionnels

Les situations sont cependant largement divergentes au niveau de l'épargne disponible, de part et d'autre du Rhin. L'exemple des entreprises d'assurances, *investisseurs institutionnels*, est significatif. La collecte d'épargne longue par les banques est également révélatrice de mécanismes différents en France et en R.F.A. Il serait enfin instructif de comparer les actifs de placement, y compris les droits à pension détenus à travers les régimes d'entreprise, possédés par les ménages de part et d'autre du Rhin : les lacunes des comptabilités patrimoniales rendent cet exercice difficile.

Si importantes qu'elles soient en valeur absolue, les capacités de financement des compagnies d'assurances françaises sont peu de chose par rapport à celles que l'on connaît en R.F.A. Sous réserve des traitements statistiques propres aux opérations de réassurance, on constate que les placements de ce secteur institutionnel sont, activités risques divers et vie confondues, trois fois plus importants en R.F.A.

Si les opérations d'assurances peuvent être assimilées dans leur ensemble à une collecte d'épargne longue, il n'en va pas de même pour le secteur bancaire : les opérations de transformation sont en effet pratiquées à partir de mécanismes financiers et institutionnels spécifiques à chacun des deux pays. Faute de mieux, on doit se contenter de la physionomie globale des bilans des banques, tels qu'ils sont publiés par la Bundesbank en R.F.A. et le Conseil national du crédit en France. On constate alors que les ressources longues des banques allemandes sont beaucoup plus importantes que celles de leurs homologues françaises (45 % du total du bilan en R.F.A. contre 10 % seulement en France). L'examen des passifs révèle également que la part de M 3 (les liquidités au sens large) est plus élevée en R.F.A. qu'en France.

Création monétaire réduite en R.F.A.

Les conditions de refinancement et le processus de transformation, adossés à une épargne institutionnelle importante en R.F.A., n'aboutissent donc pas aux mêmes conséquences monétaires. Enfin, le contrôle de la Bundesbank sur les objectifs de croissance de la masse monétaire est exercé en toute indépendance à l'égard des instances gouvernementales.

On comprend ainsi que les besoins de crédits trouvent une contrepartie satisfaisante dans les ressources stables collectées par le secteur bancaire ou les assurances en R.F.A. : la création monétaire se trouve alors réduite, ce qui n'est pas le cas en France. Les membres de la commission Dautresme, et tout particulièrement M. Dominique Strauss-Kahn, avaient bien mis cette réalité en lumière. Cette solution trouve cependant rapidement ses limites dans un régime d'endettement à taux fixes en situation d'inflation élevée.

Disposant d'une forte épargne institutionnelle, la R.F.A. a pu financer, sans inflation, les déficits publics qui sont apparus au lendemain du premier choc pétrolier. Du fait même de la rigueur des contrôles exercés sur la masse monétaire, un certain effet d'éviction s'est produit au détriment des investissements privés. Pendant cette période difficile, la rémunération de l'épargne est restée positive sans atteindre des niveaux excessifs.

En France, le faible volume de l'épargne longue a rendu inéluctable l'accroissement des prélèvements obligatoires puis, plus récemment, une certaine création monétaire liée aux concours fournis par le système bancaire.

Les situations des deux pays sont – à certains égards et provisoirement – plus proches que l'on ne veut bien l'admettre généralement. Du fait même de la rigueur de sa gestion monétaire, la R.F.A. connaît une stagnation de l'activité économique : le nombre de chômeurs a rejoint un niveau voisin de celui de la France. Le différentiel d'inflation est en voie de réduction et les deux pays sont exposés à une situation économique internationale incertaine.

G. VALIN.
Responsable des études de conjoncture économique. Association « Allemagnes d'aujourd'hui ».

La querelle des crédits à l'exportation

Une nouvelle fois, les pays industrialisés *vont s'affronter sur la question des crédits* – subventionnés – à l'exportation. Les hauts fonctionnaires chargés de ce dossier, représentant les vingt-deux États signataires de l'accord dit du « consensus » – qui fixe un taux minimum selon la durée de ces crédits et en fonction d'une répartition des nations bénéficiaires en trois catégories, – se réunissent du 25 au 27 avril au siège parisien de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) pour mettre au point le renouvellement du barème actuel qui expire le 1er mai. Compte tenu des positions en présence – la Commission européenne, qui négocie au nom des Dix, n'a d'ailleurs pas reçu de mandat précis, – la conclusion d'un nouvel accord semble peu probable. L'affaire sera sans doute reportée au conseil ministériel de l'O.C.D.E. les 9 et 10 mai. Elle est d'importance : selon les États-Unis, les pays industrialisés ont dépensé, en 1981, quelque 10 milliards de dollars pour subventionner leurs crédits à l'exportation.

La croisade des États-Unis contre les subventions

LE gouvernement américain a déclaré la guerre aux crédits bonifiés à l'exportation. Il les juge détestables, comme l'expliquait, le 8 avril, au Congrès, M. Marc Leland, assistant du secrétaire au Trésor : « *Les exportations subventionnées constituent une forme de protectionnisme qui ne peut qu'aggraver les tensions de la récession. Elles ne provoquent pas seulement des dégâts dans les pays concurrents, mais chez ceux qui les pratiquent. Elles coûtent cher, ne réussissent pas à améliorer la balance commerciale ou à créer de la croissance, même à long terme. Elles favorisent certaines industries aux dépens d'autres et transfèrent à l'étranger une partie de l'argent des contribuables.* »

Les États-Unis s'y opposent donc et réclament « *leur élimination au moyen d'un accord international* ». M. Leland ajoutait : « *Les crédits à l'exportation subventionnés du gouvernement américain ne sont justifiés que s'ils sont temporaires, soigneusement orientés, et s'ils visent à faire pression sur d'autres pays pour qu'ils recourent moins à ces pratiques.* »

Washington se félicite de la nette diminution de ces crédits depuis quelque temps, grâce à la baisse générale des taux du marché. Mais les Américains ne croiseraient pas les bras devant un regain de ce phénomène. Pour sa part, le président de l'Export-Import Bank (Eximbank), M. William Draper, soulignait le 22 mars : « *Si les taux du marché remontent ou si les négociations avec nos principaux partenaires commerciaux échouent, l'administration réclamera 2,67 milliards de dollars supplémentaires pour des prêts directs en 1984.* »

Requête américaine en trois points

Les États-Unis tentent d'obtenir trois aménagements de leurs partenaires de l'O.C.D.E. D'une part, la réduction des crédits bonifiés aux pays riches. D'autre part, un reclassement des pays dans l'échelle de l'O.C.D.E., destiné à faire grimper d'un échelon un certain nombre d'entre eux (de pauvres à intermédiaires ou d'intermédiaires à riches). Enfin, un système de taux d'intérêt plus souple, répondant automatiquement aux mouvements du marché, ce qui éviterait d'éprouvantes négociations.

L'opposition aux crédits subventionnés est un principe, mais elle correspond aussi à des intérêts commerciaux. Contrairement à d'autres pays de l'O.C.D.E., les États-Unis n'exportent pas l'essentiel de leurs produits dans le tiers-monde. De même le déficit important de leur balance commerciale (42,7 milliards de dollars en 1982 et sans doute beaucoup plus en 1983) ne les mobilise pas vraiment, malgré l'importance croissante des échanges extérieurs.

Le volume des exportations américaines a augmenté deux fois plus vite que celui de l'ensemble des exportations mondiales au cours de la dernière décennie : en 1980, 20 % de la production industrielle étaient vendus à l'étranger, contre 9 % seulement en 1970. Cela n'empêche pas les exportations de jouer un rôle moins important qu'en Europe dans le produit national brut, sans compter le fait que la balance des paiements, elle, reste équilibrée.

Changement d'attitude

Les crédits américains à l'exportation sont pris en charge par un établissement public, l'Eximbank, qui se charge à la fois de la levée des fonds, de la mise en place des crédits et des subventions. Cet organisme semblait être condamné à mort au début de la présidence Reagan : on réduisait son budget, en attendant peut-être de le supprimer.

Un changement d'attitude s'est manifesté depuis deux ans. On reconnaît aujourd'hui l'importance de l'Eximbank, qui dispose de moyens accrus. Cela s'explique par la concurrence étrangère et la dégradation de la balance commerciale américaine, mais surtout par la crise financière internationale. L'administration Reagan s'est aperçue que les banques, devenues très prudentes, s'abstenaient de financer les exportations, et que le tarissement des échanges mondiaux n'était pas dans l'intérêt des États-Unis. L'Eximbank se voit donc confier un rôle d'entraînement du système bancaire, avec l'offre de « *crédits-ponts* » permettant aux achats extérieurs de se poursuivre jusqu'à la reprise économique.

L'Eximbank fournit des crédits à moyen et à long terme. Tous les produits et services américains, à l'exception des matériels militaires, qui bénéficient d'un autre type d'assistance, peuvent bénéficier de prêts directs, de garanties ou d'assurances. Pour l'année budgétaire 1983, le montant des prêts directs s'élève à 4,4 milliards de dollars (contre 3,5 milliards en 1982), et les garanties et assurances totalisent 9 milliards (contre 5,8 milliards pendant l'exercice précédent). Toutefois, la tendance, qui est de diminuer les prêts directs au profit des autres catégories, devrait s'accentuer au cours des cinq prochaines années.

En 1982, l'Amérique latine arrivait largement en tête des bénéficiaires, avec deux fois plus de crédits que l'Asie et quatre fois plus que l'Afrique et le Proche-Orient. Le pays le mieux loti était la Colombie, suivi de l'Argentine, du Mexique, de l'Indonésie, de Taiwan, du Brésil, du Venezuela et du Pérou.

ROBERT SOLÉ.

La France isolée

L'ENVIRONNEMENT a changé. L'an dernier, compte tenu du niveau élevé des taux d'intérêt sur le marché, il s'est agi de relever le taux du consensus, tout en reclassant les nations bénéficiaires – l'Union soviétique est ainsi passée de la catégorie des pays intermédiaires à celle des pays relativement riches (*le Monde* daté 4-5 juillet 1982). Cette année, alors que les taux libres ont baissé en moyenne de 3 points en dix-huit mois, peu de pays ont des taux au-dessus du niveau autorisé par le « consensus ».

L'accord en question permet de compenser par des subventions la différence entre les taux du marché et ceux du barème. Les taux du barème ne sont donc appliqués dans la réalité que par les pays où les taux de marché sont supérieurs. Ainsi, en France, où les taux sont de l'ordre de 15 %, l'État accorde des subventions afin de permettre aux exportateurs de conclure des contrats à un taux égal au minimum fixé par le consensus (voir tableau). Les pays où le loyer de l'argent est plus bas accordent bien évidemment des crédits au taux du marché.

C'est ainsi qu'au Japon les taux sont de 8,7 %. Ils varient entre 8,4 % (pour une durée de cinq ans) et 8,8 % (dix ans) en Allemagne fédérale ; entre 11,9 % et 12,2 % aux États-Unis. Ils tournent autour de 12 % en Grande-Bretagne. Dès lors, parmi ces grands pays, la France apparaît isolée, l'Italie accordant essentiellement des crédits en dollars. Aussi souhaite-t-elle une baisse de deux points du taux du « consensus » afin que ce dernier se rapproche des taux libres des pays concurrents, qui, eux, font valoir l'intérêt de réduire les subventions à l'exportation, en particulier pour limiter les déficits budgétaires.

Le soutien par ce biais des ventes à l'étranger, qui concerne les biens d'équipement, a représenté en France l'an dernier, en termes budgétaires, une douzaine de milliards de francs. Les responsables français avancent en contrepartie l'importance, en termes d'emploi notamment, des grands contrats, dont la part rapatriable en devises a représenté 94 milliards de francs en 1982, tout en mettant en avant les besoins des pays en développement.

En fait, la France se trouve en position de vulnérabilité, risquant d'être pénalisée si l'écart entre ses taux subventionnés et les taux libres des pays concurrents se creuse – le danger apparaît au-dessus de deux points d'écart, – alors même que la signature de grands contrats ne s'est élevée qu'à environ 16 milliards au premier trimestre contre 25 milliards de janvier à mars 1982. Il reste le recours à l'octroi de crédits en devises, possible depuis août dernier : mais son extension demande du temps (les Anglais ont mis trois ans pour financer ainsi 50 % de leurs exportations) et accroît l'endettement des banques.

MICHEL BOYER.

Le barème actuel

Pays	De 2 à 5 ans	De 5 à 8 ans 1/2	Plus de 8 ans 1/2
Relativement riches (1)	12,15 %	12,40 %	Pas d'application
Intermédiaires (2)	10,85 %	11,35 %	
Relativement pauvres (3)	10 %	10 %	10 %

(1) Pays dont le P.N.B. par habitant a dépassé 4 000 dollars en 1979 (environ 40 dont U.R.S.S., R.D.A., Tchécoslovaquie).
(2) Pays qui ne font partie ni de la catégorie 1 ni de la catégorie 3 (environ 65).
(3) *Pays pouvant bénéficier des crédits consentis à des conditions privilégiées par* l'Association internationale de développement (environ 70).

Kyushu, nouveau cœur électronique japonais

(*Suite de la page 19.*)

La dynamique technologique serait assurée par six secteurs de pointe, par exemple, à Kumamoto : automation, biotechnologie, ordinateurs, chimie fine, traitement des données et ingénierie. A Kagoshima, l'usine de céramique industrielle de Kyocera est présentée comme un pionnier de la technopole encore embryonnaire. (Voir encadré page 19.)

Les préfectures de Kyushu se battent – entre elles et contre la mégapole – pour transformer ces ambitieux projets en réalité, pour attirer les investissements dans les zones verdoyantes qu'elles possèdent en abondance, et pour retenir les milliers de jeunes diplômés qui préféreraient rester, mais qui partent, faute de choix. Les avantages que font valoir les gouvernements de Kagoshima et de Kumamoto sont multiples : excellent réseau routier, portuaire et aéroportuaire, qualité de l'environnement, prix modérés des terrains et de l'énergie, exonérations fiscales et, surtout, main-d'œuvre abondante, éduquée, laborieuse et peu chère.

On insiste sur ce point. La brochure de Kumamoto à l'usage des investisseurs étrangers souligne que les Japonais travaillent longtemps, prennent rarement la totalité de leurs deux semaines de congés et que seulement un quart des entreprises pratiquent la semaine de cinq jours. Les salaires des débutants varient de 90 000 à 130 000 yens par mois : 2 500 à 3 500 francs environ. Le texte souligne que « *les salaires des femmes sont généralement inférieurs à ceux des hommes* ». Environ de 50 %. Forte de pareils arguments, une mission de promotion s'est rendue aux États-Unis au début d'avril pour sensibiliser les industriels américains aux avantages de Kyushu. Texas Instruments et M.C.R. en profitent déjà. Fairchild s'installe à Nagasaki.

Le Japon se taille la part du lion dans des secteurs de pointe

Tous ces développements, présents et à venir, combinés à la politique d'internationalisation des grands japonais de l'électronique – ils s'installent aussi les uns après les autres dans la Silicone Valley – vont encore renforcer la dynamique industrielle du Japon, tout en la diversifiant et en rééquilibrant ses structures. Cette dynamique, de plus en plus irrésistible dans l'électronique, comme elle le fut hier dans d'autres secteurs industriels, a déjà permis au Japon de se tailler la part du lion dans certains secteurs de pointe, au détriment des Américains et des Européens.

Le raz de marée des circuits intégrés 64K Ram, qui a pris en quelques années 70 % du marché américain, en est un exemple. NEC se prépare à produire bientôt, massivement et pour la première fois, les 256K Ram : 256 000 cellules de mémorisation sur quelques millimètres carrés de silicium.

Affrontée à l'érosion de sa suprématie, et à l'extraordinaire et inlassable capacité des Japonais d'exploiter mieux, plus rapidement et massivement, les brevets étrangers, l'industrie américaine accuse de plus en plus mal le coup. Elle dénonce aujourd'hui ce qu'elle perçoit comme une volonté concertée (et subventionnée) des pouvoirs publics et des géants nippons de l'électronique de dominer le marché mondial du semi-conducteur en écrasant la concurrence. On rappelle la stratégie, groupée et dévastatrice, des Japonais dans d'autres secteurs ; on parle de saisir le GATT.

Stimulants, duel et coopération transpacifiques

Cette aggravation du contentieux dans un domaine vital pour l'avenir industriel, technologique et militaire – et donc pour l'indépendance nationale – pourrait, à terme, engendrer entre Tokyo et Washington la crise la plus grave depuis 1945. Cependant, cette exacerbation, dangereuse, mais stimulante, n'exclut pas le développement de tout un réseau d'alliances, d'échanges et de transferts. Au contraire, la coopération nippo-américaine ne cesse de s'étoffer dans ce domaine ; par exemple, entre Hitachi, Texas Instruments, Fairchild et Western Electric, ou encore entre Oki et National Semiconductor.

De surcroît, le récent accord permettant le transfert aux États-Unis de technologies japonaises à usage militaire ne peut que renforcer cette tendance. Reste à savoir qui en profitera le plus et comment évoluera le rapport de forces entre ces deux partenaires-adversaires qui luttent pour la suprématie mondiale avec des conceptions, des moyens et des tactiques sensiblement différents.

Cette synergie électronique n'est d'ailleurs pas limitée au duo-duel entre Japonais et Américains. D'autres concurrents asiatiques, habiles, pragmatiques et laborieux : Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour – parfois surnommés les « *petits Japons* » – passent à toute allure de la chaussure et de la montre au kilo au rayon très supérieur des semi-conducteurs et des ordinateurs. De quelque façon que l'on examine la situation, on voit, d'une part, l'Asie émerger, autour du « volcan japonais », comme un nouveau centre électronique mondial : pour ce seul secteur, la région comptait, en 1980, 40 000 entreprises employant plus de 2 millions de personnes ; d'autre part, on voit se renforcer, à travers une compétition exacerbée, le tissu électronique et technologique transpacifique qui relie l'Asie aux États-Unis. Dans les deux cas, l'Europe paraît bien absente.

R.-P. PARINGAUX.

A TRAVERS LES REVUES FRANÇAISES, PAR DANIEL VITRY (*)

Marchés publics des hôpitaux, culture nationale et industrialisation

L'ÉCONOMIE médicale est un domaine de l'analyse économique qui s'est beaucoup développé depuis quinze ans ; elle a maintenant sa revue, *le Journal d'économie médicale*, fondé par un professeur d'économie politique, H. Guitton, un chercheur en sciences humaines, le professeur Lisle, un gestionnaire d'hôpital, M. Rochaix et un professeur de médecine, L. Roche. Tous les professeurs d'économie médicale, aussi bien économistes que médecins, sont membres du comité scientifique.

Michel Mougeot y a publié un article : « Les achats hospitaliers face à la reconquête du marché intérieur (1). » Il s'agit de montrer pourquoi les objectifs généraux de la politique gouvernementale peuvent entrer en contradiction avec les critères traditionnels du code des marchés publics, instrument de base de la gestion des hôpitaux. Les nouveaux objectifs de la politique économique s'organisent autour du développement autocentré, à l'opposé de la division internationale du travail et de l'exploitation des avantages comparatifs dont peut bénéficier notre économie dans la concurrence internationale. Puisque les achats publics représentent une part très importante de certains marchés, par exemple 60 % pour les matériels médicaux-chirurgicaux et près de 100 % pour certains types de ces matériels, il est très tentant de faire de ces marchés un instrument de politique économique.

La justification traditionnelle des marchés publics passés à la suite d'appel d'offres est qu'elle fait jouer la concurrence et révèle les coûts de production. Cette règle de saine gestion assure les hôpitaux d'obtenir de leurs fournisseurs le prix le plus bas possible. Cependant, si l'appel d'offres est étendu aux producteurs étrangers, la règle est en général transgressée, en ce sens qu'un certain avantage est accordé aux concurrents français. Deux cas peuvent se présenter :

— Le premier est le plus évident, c'est celui où le matériel français est choisi malgré un prix plus élevé que celui proposé par la concurrence internationale. Il en résulte un surcroît des dépenses de la Sécurité sociale ou bien une baisse de la qualité du service de santé si le budget reste malgré tout constant ;

— Le second cas est celui où le matériel français est retenu face à un prix plus élevé proposé par la concurrence étrangère mais où le prix français résulte de subventions accordées à des entreprises non compétitives. Là aussi il y a dilapidation des deniers publics. Il n'y a qu'un seul cas où la subvention est admissible, c'est celui où l'Etat aide une entreprise compétitive à innover ou à constituer une entreprise de taille européenne.

Prix de l'énergie

Dans le domaine du choix des investissements, le taux d'actualisation joue un rôle essentiel : plus il est élevé, moins les projets d'investissement peuvent facilement être acceptés. C. Fourgeaud, B. Lenclud et P. Michel ont publié dans *la Revue économique* un article sur l'influence du prix de l'énergie sur le taux d'actualisation (2). Ils construisent un modèle très simple dans lequel la production résulte de la combinaison de trois facteurs : le travail, le capital et l'énergie. Le travail et le capital sont substituables ; l'énergie consommée dépend du volume de la production et de la quantité de capital utilisé pour réaliser cette production. Toute l'énergie doit être importée, ce qui impose d'exporter pour pouvoir payer les importations. Enfin, le taux d'actualisation est mesuré par la productivité marginale nationale du capital comme toujours dans ce genre de modèle.

L'influence du prix de l'énergie sur le taux d'actualisation dépend de façon cruciale du rapport entre le taux de croissance de la consommation d'énergie et celui de la production. Deux situations sont possibles : il résulte d'un calcul sur l'évolution de l'électricité que si la consommation d'énergie croît moins vite que la production, le taux d'actualisation varie dans le même sens que le prix de l'énergie ; au contraire, si la consommation d'énergie croît plus vite que la production d'énergie, le taux d'actualisation varie en sens inverse de celui du prix de l'énergie.

Les résultats des tests économétriques faits sur le cas de la France ne permettent pas de trancher de façon définitive entre les deux situations possibles, ce qui fait conclure les auteurs en disant que les changements de prix de l'énergie que nous connaissons actuellement ne doivent pas conduire à une évidente modification du taux d'actualisation, en particulier dans le Plan.

Après ces questions d'économie et de choix publics, tournons-nous vers un tout autre domaine, le monétarisme. *Economie et Prévision*, la revue de la direction de la prévision, vient en effet de publier un article de J.-P. Laffargue : « L'apport du monétarisme à l'analyse et à la politique économiques (3) ». L'auteur rappelle qu'après la seconde guerre mondiale tous les économistes américains étaient keynésiens ; et que ce fut l'œuvre de Milton Friedman de lutter contre cette tendance. C'est la raison pour laquelle l'étude se limitera à la vision friedmanienne du monétarisme, mais n'oublions pas qu'il y en a plusieurs autres.

Innovations financières

L'auteur distingue le monétarisme en économie fermée et le monétarisme en économie ouverte. Dans le premier cas, l'objet des travaux de Friedman est d'expliquer une liaison empirique, stable en longue période, entre la masse monétaire et le revenu national que Friedman a mis au jour dans une étude sur l'histoire monétaire américaine de 1867 à 1960. Comme pendant cette période le régime de création monétaire a beaucoup changé, la stabilité de la relation découverte ne peut être expliquée par l'offre de monnaie mais doit l'être par la demande. La demande d'encaisses s'explique en considérant la monnaie comme un actif détenu à la suite d'un choix de portefeuille ; les variables explicatives de cette demande sont alors le patrimoine de l'individu, ou bien encore son revenu permanent, et le taux de rendement de tous les titres qu'il pourrait acheter sur un marché financier. Cette demande de monnaie est stable, bien plus stable, selon Friedman, que la demande de biens de consommation si chère aux keynésiens.

Les monétaristes proposent des mesures de politique économique à la suite de leurs études. Il faut veiller à l'évolution de l'offre de monnaie pour éviter qu'une offre trop importante ne stimule l'inflation : en outre, il ne faut pas trop s'inquiéter de l'évolution des taux d'intérêt. Ce sont les variations de l'offre de monnaie qui provoquent en effet les cycles économiques : 1 % de plus de masse monétaire stimule l'activité économique réelle à court terme, mais à long terme ce sont les prix qui augmenteront de 1 %, et l'effet réel du court terme aura disparu. Au contraire, une croissance régulière de la masse monétaire assure une croissance régulière de l'économie.

La politique monétaire américaine depuis 1970, mais surtout depuis 1979, est, comme on le sait, d'inspiration monétariste. Friedman lui-même a jugé cette politique (*le Monde* du 27 avril 1982). L'auteur de l'article estime que la politique monétaire pratiquée depuis octobre 1979 a été un succès dans la mesure où la masse monétaire n'a pas, en longue période au moins, évolué de façon très différente des objectifs du Système de réserve fédérale. Cependant les fluctuations importantes des taux d'intérêt américains ont eu des conséquences néfastes.

Si les Etats-Unis sont le pays du monétarisme, ils sont aussi celui des innovations financières. Christian de Boissieu a publié dans *Observations et diagnostics économiques* un article sur ce sujet (4). Toute une série de nouveaux produits financiers sont offerts par les banquiers américains visant à intégrer les différents comptes dont peuvent disposer les ménages. C'est ainsi, par exemple, qu'est proposé un transfert automatique des encaisses disponibles sur un compte d'épargne rémunéré vers un compte courant à vue, dès que nécessaire ; cela assure en fait une rémunération des dépôts qui restent quasi liquides. Autre exemple d'innovation financière : depuis 1972 se sont développés des contrats à terme sur devises étrangères, ce qui permet aux agents économiques de se protéger contre les fluctuations des courts du change, et de spéculer sur ces fluctuations. Dans le même esprit s'est développée à partir de 1975 la possibilité de transactions à terme sur des créances hypothécaires garanties par une institution financière. On assiste également au développement des marchés à terme de taux d'intérêt, à Chicago et à New-York, en liaison avec les mouvements importants qu'ont subis ces taux dans les années récentes.

A propos d'opérations plus traditionnelles comme les émissions d'obligations, on a également vu naître de nouveaux produits, comme les obligations émises en dessous du pair, le coupon étant inférieur au taux d'intérêt sur le marché. De mars à novembre 1981, ce type d'émission a représenté 14 % des émissions d'obligations sur le marché primaire américain. Le taux actuariel brut de ce type d'obligations est aussi élevé, sinon même plus, que celui des obligations traditionnelles, du fait de la valeur d'émission inférieure à la valeur de remboursement.

L'ordre social et le développement

Sur le plan macroéconomique, les conséquences de ces innovations sont nombreuses. Il faut en souligner une en particulier, qui n'est autre que la difficulté de plus en plus grande qu'il y a à définir des agrégats monétaires, précisément à une époque où la politique monétariste leur donne une importance grandissante. La conduite de la politique économique n'en est pas facilitée.

Terminons par deux réflexions sur le fondement et le devenir de nos sociétés. La *Revue d'économie politique* a publié un article de H. Aujac : « Culture nationale et aptitude à l'industrialisation (5). » La thèse développée est que la culture nationale caractérisée par l'ordre social qui hiérarchise la société a un rôle déterminant — moteur ou frein, selon les cas — dans le processus d'industrialisation. Pour que celle-ci puisse être rapide, deux conditions doivent être réunies ; il faut qu'il y ait un groupe dominant à côté du pouvoir politique pour persuader la population ou lui imposer de travailler à des finalités que ce groupe définit. Le groupe en question peut être une bourgeoisie ou bien une bureaucratie d'État. Il faut, deuxièmement, que le groupe soit persuadé de la nécessité de l'industrialisation. Dans ces conditions peut se développer un ordre industriel, c'est-à-dire une hiérarchie dans la société. A la différence des marxistes, l'auteur n'imagine pas que l'ordre social industriel puisse ou doive détruire l'ordre social global ; bien au contraire, il en a besoin pour se développer.

Un même ordre social peut demeurer en place pendant longtemps en prenant plusieurs modalités qui ne sont pas toutes industrialisantes au même degré. Le cas de la France est éclairant de ce point de vue. Aussi bien avant qu'après 1789, l'ordre social reste fondé sur la propriété privée. L'ordre social est cependant plus favorable à l'industrialisation après 1789, mais le capitalisme français verra son développement entravé par la prééminence de la propriété foncière, qui survit à la disparition de la monarchie, et n'est pas négligeable aujourd'hui, par le maintien de règlements corporatifs et par la prépondérance de l'artisan plus fier de son chef-d'œuvre que de la baisse de ses coûts et de l'évolution de la demande.

Le cas d'un pays comme la Côte-d'Ivoire est très intéressant aussi. Comment promouvoir l'ordre social industriel ? Toutes les ethnies avaient un point commun : l'organisation de base était la tribu, dont les membres sont tous solidaires. La compétitivité au sens occidental du terme n'a pas de sens dans un tel cadre. Le président Houphouët-Boigny a fait adopter une législation favorable à la famille au sens restreint du terme et non à la tribu, abattant ainsi les cultures traditionnelles ; en outre, il s'est appuyé sur les jeunes, puis a fait miroiter les appâts traditionnels en Occident. Notre auteur estime qu'il est trop tôt pour savoir si un nouvel ordre social stable a pu s'établir.

Quel est l'avenir des économies occidentales ? C'est la question que se posait Jacques Lesourne dans une communication à l'Académie des sciences morales et politiques, qui publie maintenant ses travaux sous une forme plus accessible, dans la *Revue des sciences morales et politiques* (6). Nos économies ont été prises entre les deux mâchoires d'un étau : l'évolution de forces internes autonomes d'un côté, les transformations internationales de l'autre. Nous aurions eu tendance à sous-estimer au moins deux de ces forces : le renforcement de l'oligopole social et la transformation des aspirations et des valeurs. Par oligopole social, l'auteur désigne les organisations de négociation, c'est-à-dire les partenaires sociaux. Dans les pays européens, il existerait maintenant une démocratie corporatiste à côté de la démocratie formelle parlementaire. La transformation des valeurs se caractériserait à la fois par le rejet de l'autorité et le besoin d'enracinement dans les petits groupes. Au nom de ces nouvelles valeurs existerait une troisième démocratie, spontanée et insaisissable, jouant subtilement avec les deux autres.

Les pressions extérieures ont deux caractéristiques : la multipolarité et l'interdépendance. La multipolarité est le résultat de la perte de l'« *exceptionnalisme américain* », selon le mot de Bell. Les États-Unis influencent toujours les économies européennes, mais la réciproque est maintenant vraie. Les gouvernements sont-ils alors toujours capables de diriger l'économie comme ils le veulent ? Le contrôle de nos économies est plus délicat, les cibles choisies sont plus difficiles à atteindre, les instruments de politique économique traditionnels ont une efficacité limitée.

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

(1) Michel Mougeot : « Les achats hospitaliers face à la reconquête du marché intérieur. » *Journal d'économie médicale*, nº 1, volume 1, 1983. Édité par Masson, 64, bd Saint-Germain, Paris-5e.

(2) Claude Fourgeaud, Bernard Lenclud, Pierre Michel : « Taux d'actualisation et prix de l'énergie. » *Revue économique*, mars 1983. Édité par la F.N.S.P., 27, rue Saint-Guillaume, Paris.

(3) Jean-Pierre Laffargue : « L'apport du monétarisme à l'analyse et à la politique économiques. » *Économie et Prévision 1982/5* ; nº 56. Documentation française, 31, quai Voltaire, Paris-7e.

(4) Christian de Boissieu : « Les innovations financières aux États-Unis. » *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'O.F.C.E., nº 3, février 1983. Édité par la F.N.S.P., 27, rue Saint-Guillaume, Paris-7e.

(5) Henri Aujac : « Culture nationale et aptitude à l'industrialisation », *Revue d'économie politique*, nº 1, janv.-fév. 1983. Édité par Sirey, 22, rue Soufflot, Paris-5e.

(6) Jacques Lesourne : « L'avenir des économies européennes : évolution autonome et pressions extérieures. » *Revue des sciences morales et politiques*, 1982, nº 4. Édité par Gauthier-Villars.







Voyages à l'étranger

La Carte Bleue fait le point

CARTE Bleue personnelle, Carte Bleue professionnelle... Quels sont les changements apportés par le contrôle des changes ? Qu'il s'agisse de vos activités quotidiennes ou de vos déplacements à l'étranger, voici le point sur les possibilités actuelles :

Votre Carte Bleue Visa professionnelle

Elle possède l'avantage d'appartenir à un très vaste réseau mondial : 3,5 millions d'établissements, dans 160 pays, acceptent ce moyen de paiement sûr et prestigieux.

Quelle que soit votre destination, votre Carte Bleue Visa sera honorée. Elle vous permettra de régler toutes les dépenses occasionnées par votre déplacement : hôtel, restaurant, location de voiture, essence, billets de train ou d'avion, etc.

Autre avantage de la puissance du réseau : le prix. La Carte Bleue Visa professionnelle ne coûte que 110 F, sans droit d'entrée ; et votre entreprise bénéficie d'un tarif à 50 % dès la 6e carte.

Les professions libérales et les travailleurs indépendants

Si vous exercez une profession libérale, ou si vous êtes travailleur indépendant, vos déplacements à l'étranger peuvent être effectués avec la Carte Bleue Visa, après autorisation de la Banque de France.

Votre établissement Carte Bleue se chargera des démarches nécessaires.

Dès lors, votre carte personnelle pourra être utilisée comme carte professionnelle pour tout ce qui concerne les nécessités de vos déplacements d'affaires à l'étranger.

Votre Carte Bleue Visa personnelle

Elle reste valable sans restriction dans tous les pays de la zone franc*, pour tous usages : tourisme ou affaires. Mais vous n'êtes plus autorisé à l'utiliser pour des voyages touristiques hors de la zone franc.

Pour compenser cette réduction des services auxquels vous êtes habitués, les établissements Carte Bleue ont décidé, à titre exceptionnel : toute Carte Bleue Visa émise ou renouvelée sera provisoirement délivrée au prix de 70 F.

En outre, vous bénéficierez, lors du renouvellement de votre Carte Bleue Visa, d'une réduction de :

- 10 F, si votre ancienne carte est renouvelée en juin, juillet ou septembre 1983,
- 20 F, si elle l'est en octobre, novembre ou décembre 1983,
- 30 F, si elle l'est en janvier, février ou mars 1984.

Et, bien sûr, en France...

En France, rien n'est changé : 200 000 commerçants sont toujours prêts à honorer votre Carte Bleue, avec la commodité, la sûreté et la simplicité que vous connaissez déjà.

Sans cesse amélioré, de plus en plus dense, le réseau des distributeurs automatiques de billets Carte Bleue vous permet de vous dépanner lorsque vous êtes à court d'argent liquide, le soir, en week-end, en vacances...

Pour votre famille, vous pouvez bénéficier d'une deuxième Carte Bleue sur votre compte ou sur un autre compte. A moitié prix...

Enfin, la Carte Bleue est en train de franchir une étape importante vers l'avenir, en mettant en service progressivement un système de paiement électronique très élaboré, encore plus simple, rapide et sûr...

Pour obtenir votre Carte Bleue professionnelle

Vous obtiendrez dans les meilleurs délais la (ou les) Carte (s) Bleue (s) professionnelle (s) nécessaire (s) à vos activités à l'étranger en adressant vos demandes à votre établissement bancaire Carte Bleue soit par télex, soit par courrier. Il sera à même de vous fournir tous renseignements complémentaires.

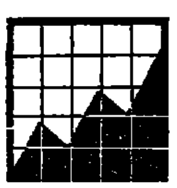
* *Liste des pays de la zone franc* : France, Monaco, Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis & Futuna, Bénin, Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, République Centrafricaine, Gabon, Haute-Volta, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Comores.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



Directeur — 400.000 F

Organisme de prévoyance - Cet organisme a pour objet la réalisation et la gestion d'un régime de prévoyance proposé aux entreprises par l'intermédiaire des institutions de retraite adhérentes. Son directeur désire prendre prochainement sa retraite et recherche son successeur. Le directeur de l'organisme est personnellement chargé de la politique de développement et assure les relations avec les directeurs des institutions afin de promouvoir le régime. Responsable de la gestion technique et financière du régime, il en contrôle l'exploitation administrative assurée par les institutions. Il est également chargé des relations avec l'administration de tutelle. Le poste qui exige des capacités relationnelles à très haut niveau, s'adresse à une personnalité de premier plan. Il pourra être confié à un cadre dirigeant âgé d'au moins 38 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant de bonnes connaissances des régimes sociaux et des problèmes de prévoyance. La rémunération annuelle, de l'ordre de 400.000 francs, sera liée à l'expérience offerte. Ce poste est à pourvoir à Paris. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2390M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur commercial export — 250.000 F

Biens de consommation courante - La filiale d'un important groupe industriel français spécialisée dans la fabrication et la distribution de biens de consommation courante, l'un des deux leaders mondiaux, réalisant un chiffre d'affaires de plus de 200 millions de francs, dont 40% à l'exportation, recherche son directeur commercial exportation. Rapportant au directeur général, il aura pour mission de concevoir et définir la politique commerciale à l'exportation de la société, ainsi que d'animer et fortifier un réseau de vente présent dans une cinquantaine de pays (filiales, agents, importateurs...). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur et disposant d'une solide expérience de l'exportation, dans le domaine des produits de grande consommation. Une bonne maîtrise de l'anglais et de l'allemand est indispensable. La rémunération, qui peut atteindre 250.000 francs par an, sera surtout fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé en banlieue nord, et suppose environ 50% du temps en déplacements. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2388M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

directeur administratif et financier

PUTEAUX

Vous serez le bras droit du Directeur Général d'une PME du secteur de la parfumerie, en pleine expansion et très orientée vers l'exportation.

Vos responsabilités engloberont la gestion financière, comptable et juridique ainsi que la gestion des ressources humaines. Vous aurez à votre disposition un IBM 34 avec 5 terminaux.

A 35 ans minimum, vous êtes devenu un gestionnaire rigoureux capable de collaborer à la direction d'une entreprise.

On exigera dans vos compétences l'expérience d'une Direction du contrôle de gestion dans une entreprise industrielle, la pratique de la gestion de trésorerie et une grande fiabilité et rapidité dans la présentation des états financiers. Anglais indispensable.

C.V. détaillé avec salaire actuel à adresser sous réf. 8723-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Nicholas

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES HAUTE SAVOIE

Pharmacien responsable contrôle qualité

Rattaché au Pharmacien Responsable pour

Prendre en charge l'entière responsabilité du contrôle des matières premières, produits semi finis et produits finis et de l'assurance qualité.

Animer et gérer une équipe structurée d'une vingtaine de personnes.

Expérience réussie dans un poste de contrôle qualité de 3 à 5 ans à justifier.

Certificat Pharmacie option Industrie exigé.

30 ans minimum, le candidat doit avoir des qualités d'organisation et d'initiative.

Rémunération attrayante liée à l'acquis professionnel du candidat.

Ecrire avec C.V., photo, salaire actuel, téléphone privé, sous réf. 23006 à :



MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly



Directeur d'exploitation industrielle — 240.000 F

L'une des plus importantes entreprises françaises spécialisées dans la fourniture en location et l'entretien d'articles textiles pour l'industrie et le commerce, employant, pour l'ensemble de ses activités près de 800 personnes, et réalisant un chiffre d'affaires global d'environ 200 millions de francs, recherche le directeur de son plus important centre d'exploitation situé à Paris. Rapportant au directeur industriel, il aura la totale responsabilité technique et humaine d'une unité de 170 personnes comprenant les fonctions production, entretien, livraison, administration. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 33 ans, disposant d'un niveau de formation d'ingénieur (électromécanique, textile, chimie...) et possédant une solide expérience de la direction d'un centre de profit autonome. Le sens du contact et le goût de l'organisation sont indispensables. La rémunération de départ, qui pourra atteindre un maximum de 240.000 francs par an, sera surtout fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2389M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

RÉUSSITE = CHANCE + TRAVAIL
MAIS LA CHANCE DOIT SE SAISIR AU VOL.

UNE AGENCE DE VOYAGES

Chiffre d'affaires supérieur à 20 millions.
Quartier Champs-Elysées.
Recherche

SON DIRECTEUR TECHNIQUE

Si vous pouvez nous rejoindre rapidement et que vos compétences vous permettent d'accepter ce challenge.

Envoyez lettre manuscrite, photo, c.v. et prétentions de salaire sous n° 8.074 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

P.M.I. ÉLECTRONIQUE EN PLEINE EXPANSION ACTUELLEMENT A MONTROUGE PUIS ORSAY DÉBUT 1984.

recherche

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

32 ans environ

Formation ESSEC ou HEC ou SUP de CO ou équivalent pour assurer la gestion administrative, la direction du personnel, la gestion budgétaire. Salaire annuel 200.000 F.

Ecrire à JURIS AUDIT M. KREMER
19, rue Vivienne, 75002 PARIS.

Responsable des affaires juridiques

Paris 200 000 F

Constructeur français de MATERIEL DE TRANSPORT, notre **renom est international.** Nous recherchons, pour notre siège à Paris, un **responsable des affaires juridiques.**

Rendant compte au directeur administratif et financier et en liaison permanente avec la direction marketing, vous avez pour principales missions :

- l'élaboration et l'examen de tous les **engagements juridiques** de la société : contrats de vente (France et export), de fournitures et de sous-traitance, protocole de consortium, constitution de filiale...
- la prise en charge des problèmes **d'assurances** : responsabilité civile, incendie, perte d'exploitation..., de **droit des sociétés :** statuts, gestion des titres..., de **fiscalité.**
- le traitement des affaires **contentieuses et précontentieuses.**
- le suivi et l'audit de toutes les procédures administratives.

Ce poste doit vous intéresser si vous :

- êtes **juriste** (maîtrise de **droit privé** + école supérieure de commerce ou de gestion), âgé d'au moins 35 ans.
- avez acquis une expérience similaire au sein d'une entreprise industrielle gérant des **contrats importants à longue échéance.**

Vous devez parler couramment l'anglais, faire preuve de rigueur, de diplomatie et de facilité sur le plan rédactionnel.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement s/réf. 5063/LM à l'adresse suivante .

MEDIA PA



argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

Nous avons décidé d'embaucher un

DIRECTEUR COMMERCIAL

SA MISSION :
- développer nos activités par une Action Commerciale Percutante.
- définir et respecter un budget de développement.

SES PRODUITS A VENDRE :
la Micro-Informatique et les Activités de logiciels intégrées dans les réseaux.

SON EVOLUTION :
La Direction Générale.

LIEU GEOGRAPHIQUE :
Province Ouest à 2 heures de Paris.

Nous avons confié ce recrutement à COMELOG
9 rue Sainte Anne - 75001 PARIS.
Ecrire sous pli confidentiel référence CA 2

pmp



comelog

Directeur commercial et marketing

Nous sommes connus sur le marché français pour la fabrication et la distribution d'accessoires et articles d'hygiène et de toilette (éponges de mer, gants de crin, gants et lanières synthétiques...).

Nous avons, ces dernières années, acquis et créé de nouvelles activités (vêtements de sudation, brosserie...). Cette politique de développement et de diversification exige que nous poursuivions l'aménagement de nos structures et que notre gestion commerciale soit celle d'une société industrielle, tout en maintenant la souplesse et le dynamisme qui ont permis notre progression.

Nous avons besoin de nous enrichir d'un homme ou d'une femme "produit" qui nous apportera ses idées et une méthodologie commerciale et marketing. Directement rattaché à notre Directeur Général avec lequel il définira la politique commerciale et déterminera les objectifs, ce cadre devra analyser le marché, exprimer les besoins afin de développer les produits, créer progressivement une force de vente pour visiter de nouveaux canaux de distribution, aller sur le terrain.

Nous vous demandons une formation commerciale supérieure, une expérience de la fonction (3 ans minimum) acquise de préférence dans une société commercialisant des produits d'hygiène ou de toilette ou para-pharmaceutiques.

Le poste est à pourvoir à Paris, mais implique des déplacements.



CORT

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence 2918 M à Danielle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR DE SOCIETE AUTOMOBILE

Afrique Francophone

L'importateur exclusif d'une grande marque automobile recherche son Directeur. Professionnel de l'automobile, il sera responsable d'une société employant 220 personnes et réalisant avec ses succursales un C.A. annuel supérieur à 200 millions de F.

Le cadre recherché doit être un homme de métier, ayant une expérience minimum de 5 ans dans la distribution automobile, la gestion commerciale et comptable des garages d'entretien et de réparations, la vente de pièces détachées par un réseau d'agents et de succursales.

Formation du niveau de l'enseignement supérieur. Qualités de meneur d'hommes. Connaissances de gestion commerciale et comptable, de l'informatique et de marketing. Anglais indispensable. Expérience de l'Afrique souhaitée.

La rémunération sera à débattre. Elle ne sera pas inférieure à 300.000FF annuels + logement et voiture de fonction, contrat de cadre expatrié avec ses avantages (retraite, ASSEDIC...).

Adr. CV dét. + photo + prétent. s/réf. 232/17M à



France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.



Directeur Général

400 000 F +

Un éditeur parisien recherche le dirigeant d'une de ses filiales, leader dans son domaine, représentant un chiffre d'affaires de 100 millions.

Rapportant au Président, ce collaborateur bénéficiera d'une large délégation. Il assurera l'élaboration de la gestion et le développement de l'affaire. Il animera une équipe de dimension moyenne.

De formation supérieure, le candidat aura au moins 10 ans de pratique de Direction Financière et/ou une première expérience de Direction Générale. Une origine favorable serait celle d'un groupe de presse.

Merci d'écrire sous la référence 21004 M à :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

هكذا من الأصل



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

Président Directeur Général

Qui sommes-nous ?
Une belle affaire industrielle française : une marque réputée, un outil de production performant, un marché en développement, un bon climat social. Nous employons 500 personnes, nous exportons 30 % de notre chiffre d'affaires. Notre usine se trouve dans une ville du centre de la France et nous avons *des bureaux à Paris.*

Qui cherchons-nous ?
Notre Président et notre Directeur Général nous quittent, atteints par la limite d'âge. Les cadres de notre société sont des spécialistes hautement qualifiés et compétents dans leurs domaines respectifs. Il nous faut un Président Directeur Général, responsable de notre stratégie. Décideur et coordinateur, il sera très bien secondé en ce qui concerne nos techniques et nos procédés de fabrication, notre marketing et nos équipes de vente, il sera aidé par des procédures administratives et informatiques bien implantées.
Notre structure est légère et efficace.

Qui êtes-vous ?
Un généraliste pour analyser le présent et préparer le futur de l'entreprise,
un financier averti passionné de gestion,
un homme de contact pour nous représenter à l'extérieur
et surtout une personnalité affirmée.
De plus vous avez une formation de type HEC, Ingénieur Grande Ecole... et 15 à 20 ans d'expérience industrielle avec quelques années dans des responsabilités de Direction Générale.

Nous avons confié cette recherche à notre Conseil, Madame Giacchetti, qui vous assure une totale discrétion et vous informera sur notre Société. Nous vous invitons à lui adresser confidentiellement votre dossier de candidature sous réf 23 M 077 au CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC — média-system

Directeur Général à Profil Commercial
Automatismes Industriels
300.000 F an

Groupe multinational, nous sommes **l'un des leaders mondiaux dans notre domaine** (notre CA *approche les 800 millions US $). Nos activités européennes se développent fortement sur des marchés en* croissance d'environ 50% par an. Nous recherchons pour notre filiale française (aujourd'hui 10 personnes), un **patron** qui soit avant tout un battant, un homme de terrain et un **animateur commercial.**
De formation Ingénieur, de préférence électronicien, âgé d'environ 35 ans (± 5 ans), **il parle couramment l'anglais** et a fait ses preuves comme Responsable de grandes affaires ou, mieux encore, comme Directeur des *Ventes ou de Division. Il a déjà traité, avec des interlocuteurs de niveau élevé, des marchés portant sur des* **automatismes industriels de haute technologie.**
En plus de la France, nous lui confierons le développement des marchés d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire Francophone. Le siège du poste à pourvoir est situé à Paris.

Envoyer votre CV en précisant la référence **M 1051** aux consultants de GFC chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris — GFC

INSTITUT BANCAIRE EUROPÉEN A VOCATION INTERNATIONALE
recherche dans le cadre de ses opérations africaines

UN PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Ayant la resp. de diriger une banque dans un pays africain francophone.

Le candidat, de format. supér., âgé d'au moins 35 ans, devra être banquier de formation, connaître l'Afrique, être en mesure de diriger une banque et en dehors du français disposer de bonnes connaissances de l'anglais.

Pour un premier contact adresser un c.v. + prétentions à nº 8.071 *le Monde*, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Magazine scientifique et industriel en plein développement
recherche son nouveau

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Directement relié au Président, il ou elle devra prendre en charge de *manière autonome la gestion comptable et financière*, la gestion du personnel, l'administration générale de l'entreprise ainsi que la promotion et la gestion de la diffusion.
Un élargissement rapide des responsabilités est possible *pour un titulaire de valeur.*
Expérience professionnelle dans la presse indispensable.
Salaire motivant.

Adr. votre candidature (avec photo, C.V. et niv. de salaire souhaité) à F. DARBON, 11, av. Junot, 75018 PARIS.

DIRECTEUR DES VENTES

ALSACE

pour filiale d'un des plus grands constructeurs français de maisons individuelles. En relations constantes avec le Directeur Général de la société et lui rendant compte de ses actions, le Directeur des Ventes a la responsabilité de l'animation d'une équipe de vente et de toute la gestion commerciale. Il se tient au courant des produits de la concurrence et de leur pénétration sur le marché. Il fixe les objectifs et en contrôle les résultats. Le candidat, âgé de 30 ans minimum, a reçu une formation supérieure, type HEC, ESC, IECS, mais le poste pourrait être néanmoins attribué à un candidat non diplômé pouvant prouver une expérience professionnelle *réussie de plusieurs années; en tout état de cause nous recherchons un* véritable professionnel de la vente. La rémunération est élevée et en rapport avec les performances attendues de ce collaborateur.

Adresser C.V. + photo sous réf. 71100 A

SECE
Jean WEGBECHER
11, allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG
DÜSSELDORF - LONDRES - MADRID - PARIS

PRODUITS DE BEAUTÉ ELLA BACHÉ - MY EPIL
recherche

DIRECTEUR DES VENTES

Bonnes references dans la profession.
Responsable des Représentants et Demonstratrices.
Ayant contacts avec Grands Magasins et principaux clients
Disponibilité pour déplacements en Province.

Adresser C.V. et photo - 87, rue Marceau 93100 MONTREUIL

bleu

Directeur commercial produits techniques

Nous concevons, produisons et commercialisons des produits semi-finis en caoutchouc et mousse de polyuréthane. Notre commercial s'appuie sur d'importants services techniques et études laboratoires.

Un départ en pré-retraite, après 35 ans de maison, nous conduit à rechercher sur la région parisienne un nouveau directeur commercial, soucieux d'efficacité, sachant harmoniser ouverture technique, sens de la négociation et respect de la rentabilité, capable de définir une politique commerciale et marketing... et de la faire vivre. L'export nous paraît un axe de développement à ne pas négliger.

Votre formation et votre expérience doivent vous permettre de vous intégrer rapidement dans notre équipe de direction et réaliser avec nous une carrière d'une longévité... pourquoi *pas égale à celle du précédent titulaire.*

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 3777M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Membre de Syntec — SOURCES

T.O. EN PLEIN ESSOR
cherche son

DIRECTEUR FINANCIER

Expérience 5 ans nécessaire, ainsi que connaissances informatiques. Poste motivant.

Ecr. LOIN, 54, rue Etienne-Marcel, 75002 PARIS. Dis. ass.

Ass. loi 1901, recherche Directeur maison de retraite, 66 lits expérience secteur sanitaire ou social exigée. Env. lettre manuscrite et c.v. à : M. le Président Aparvo, 24, r. de Gray, 21100 DIJON. Prise de fonction le 16-05-83 date limite dépôt candidature : *30-04-83.*

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
recherchent

DIRECTEUR COMMERCIAL

Excellent vendeur, véritable animateur des ventes. Il aura la responsabilité d'une équipe de représentants exclusifs, de l'administration des ventes, assurera les contacts avec les différents services de distribution. Ce poste nécessite une excellente culture générale et un sens aigu des contacts humains. Une préférence sera donnée à un candidat ayant une parfaite connaissance du marché du Livre.
Discrétion de rigueur.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + *photo sous réf.* 8.838 M *à PUBLISCOPE JUNIOR,* 13, rue Royale, 75008 PARIS *(qui transmettra).*

Important laboratoire pharmaceutique *multinational* (300 km de Paris)
recherche

directeur du développement médical

Ce collaborateur, 35-40 ans, médecin pharmacien ou ingénieur biologiste, aura pour mission d'encadrer et d'animer une équipe de Chefs de Projets. En liaison avec la Recherche et le Marketing, ses responsabilités incluеront la gestion d'un budget, la réalisation dans les délais des dossiers cliniques d'A.M.M. et la valorisation scientifique des produits. Ce poste conviendrait particulièrement à un Chef de Projets de haut niveau motivé par une promotion rapide. Expérience Immunologie ou Cardio-vasculaire appréciée. Anglais courant exigé.

Adresser CV + photo + rémunération actuelle à

SODECI
140, rue de la Croix Nivert
75015 Paris s/réf. 123

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

CONSULTANTS
OUTRE-MER
CEGOS COOPERATION

division du groupe IDET-CEGOS pour les pays en développement, recherche pour faire face à une expansion régulière et dans le cadre d'une politique à long terme plusieurs Consultants.
Les postes suivants sont offerts à partir du 1er Mai 1983 :

• ORGANISATEURS DE HAUT NIVEAU
disposant de préférence d'une solide culture administrative générale, rompus aux études de structure et de stratégie, à la mise en place de systèmes et de procédures de gestion. Certains d'entre eux *devront avoir l'expérience du pilotage d'applications informatiques.*

• ORGANISATEURS - INFORMATICIENS
ayant plusieurs années d'expérience professionnelle.

Les premières missions portent sur l'organisation des Pouvoirs Publics au plus haut niveau, et sur la mise en œuvre de systèmes modernisés de gestion des agents de l'Etat.

Pour tous ces postes une formation supérieure est nécessaire (Grande Ecole d'Ingénieur, HEC, Doctorat Sciences Economiques,...) ainsi qu'une expérience en Cabinet ou Service d'Organisation d'Entreprises ou d'Administrations. La connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères est souhaitée.
Intégrés dans l'un des premiers Cabinets d'Organisation européens, ces Consultants se verront confier des missions variées, auront une activité autonome et des contacts de très haut niveau. Rémunération et prime de résultat, indemnités et avantages liés au statut d'expatrié pour les postes basés Outre-Mer.
Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence CO3, à Mr. R. FRANJOU qui étudiera votre dossier en toute discrétion. CEGOS COOPERATION, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival

GROUPE COMMERCIAL MULTINATIONAL
Nous exerçons nos activités en France et en Afrique.

Nos diverses filiales
spécialisées dans la vente de biens d'équipement et de consommation durable réalisent un chiffre d'affaires consolidé de 2 milliards 1/2 de Francs.

Nous recherchons
POUR RENFORCER NOS EQUIPES DE DIRECTION

deux cadres futurs dirigeants

de formation supérieure (HEC - ESSEC - ESCP)
ayant une expérience professionnelle de 5 ANS MINIMUM.

Nous leur confierons des activités nécessitant d'excellentes aptitudes à la gestion, *l'organisation, mais également et impérativement* aux actions commerciales.

La première affectation sera à PARIS ou dans une filiale Africaine.

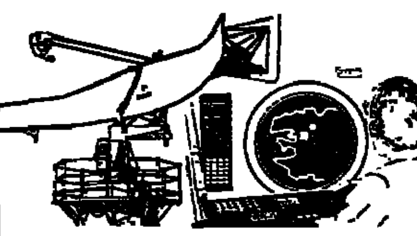
Ces recrutements comportent d'intéressantes perspectives de développement de carrière en poste d'exploitation ou d'Etat Major en France ou en Afrique dans un Groupe actif et diversifié.

Une pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite avec CV sous référence 67596 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



THOMSON-CSF
CENTRE ELECTRONIQUE DE BREST MORLAIX

Le Centre (2100 personnes dont près de 200 ingénieurs et cadres) étudie, développe et réalise des équipements radar de détection de surface ou aéroportés, avec leur système d'exploitation.

La Direction Industrielle recherche des

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

- pour le bureau d'études et d'industrialisation (développement des produits).
- pour le service de gestion des prototypes (suivi de production des réalisations en circuit court).

les postes sont à pourvoir à Brest.

Ingénieur diplômé d'une grande école de mécanique ou d'électromécanique, fort d'une expérience de 5 ans au moins, vous vous caractérisez par

- un besoin de réaliser: très motivé par la fonction de production, vous êtes soucieux des délais et des coûts, disponible et résistant.
- une volonté de vous affirmer par vos qualités d'animateur, esprit de décision et sens des relations humaines en industrie.

Placé au carrefour des études et de la fabrication dans un environnement de haute technologie, vous êtes assuré, de par la taille du groupe THOMSON, de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée) à CEBM Service du Personnel, route du Conquet - 29283 BREST CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTEMES ET DETECTIONS

HAVAS CONTACT



Cofinoga

Filiale du Groupe NOUVELLES GALERIES, nous sommes un des tous premiers Etablissements Français de carte de paiement et de Crédit à la consommation (plus d'un million de clients),

Nous recherchons pour le SIEGE, situé à BORDEAUX notre

CONTROLEUR DE GESTION

Grande Ecole (Centrale - Mines...-H.E.C.-E.S.S.E.C...)

Une première expérience de 3 à 4 ans dans la fonction, de préférence au sein d'un grand établissement de crédit à la consommation est nécessaire.

Il animera une petite équipe chargée du budget, du contrôle des coûts et des études de rentabilité.

Il participera par ses actions et ses propositions d'amélioration au développement de la Société dans tous les domaines (finance, gestion, commercial, produits nouveaux...).

Le poste est susceptible d'un fort développement dans un proche avenir.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction Centrale du Personnel, sous référence 48 M, au 66, rue des Archives 75003 PARIS



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



Une ville de 50.000 habitants près de Ryad...

Pour compléter notre chantier de 5.000 villas nous allons construire toute l'infrastructure de la ville qui comprendra 152 bâtiments de types variés. Nous complétons aujourd'hui nos équipes de bureau d'études de chantier et du service mécanique.

Ingénieur B.E. responsable du service G.O-VRD
réf. LM 4011

Vous connaissez bien le gros oeuvre bâtiment et les normes VRD. Vous avez quelques années d'expérience acquise en partie en B.E. sur chantier et vous avez l'habitude d'utiliser l'anglais comme langue de travail.
Nous vous proposons de prendre en charge le service B.E. gros oeuvre - VRD. Sous la direction du responsable B.E. et en relation avec le siège vous aurez à analyser et contrôler tous les plans et à les faire approuver.

Ingénieur bâtiment
réf. LM 290

Votre formation d'ingénieur EIP, ESTP ou équivalent complétée par quelques année d'expérience fait de vous un spécialiste qui connaît bien les matériaux T.C.E. de la profession. En relation avec le service achats, vous serez chargé de définir et de choisir en fonction des normes saoudiennes des produits T.C.E. disponibles localement. L'Anglais sera votre langue de travail.

Ingénieur mécanicien
réf. LM 4161

Jeune ingénieur AM ou équivalent vous avez déjà 3 à 5 ans d'expérience sur chantier T.P. Nous vous proposons un poste d'adjoint du service mécanique.

Pour tous ces postes le séjour en famille peut être envisagé, dans ce cas la scolarité sera assurée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Dumez. Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 Nanterre Cédex.

Mettez votre avenir en chantier.

média-system



NOUS SOMMES LEADER EN EUROPE POUR LA TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES
nous recherchons

CHEF COMPTABLE

Rattaché au Chef des Services Administratifs et Comptables, il animera de façon autonome une équipe de 5 personnes.

Il assumera les comptabilités générales analytique et budgétaire, la préparation du reporting mensuel à la Société Mère Hollandaise, le bilan, l'ensemble des déclarations fiscales et réglementaires.

Le professionnel confirmé que nous recherchons est titulaire du DECS ou d'un diplôme au moins équivalent, possède une très bonne expérience comptable acquise de préférence dans une société utilisant des méthodes anglo-saxonnes de gestion.

Il est sensibilisé à l'informatique de gestion.

La connaissance de l'anglais constituerait un atout apprécié.

Lieu d'emploi : 14Km de VICHY (03)

Merci de transmettre votre C.V. + photo + prétentions à WAVIN - BP 5 - 03150 VARENNES SUR ALLIER.

AGENT DES METHODES
Compagnie Minière
10 000 000 CFA — **AFRIQUE EQUATORIALE**

Une compagnie minière implantée en Afrique Equatoriale recherche un AGENT DES METHODES pour la Section Engins du Service Maintenance de la Direction Mine. Sous l'autorité du Chef du Bureau Méthodes, il sera chargé de l'organisation de la maintenance (entretien préventif et entretien systématique) des engins de carrières et de voierie (dragues, scrapers, dumpers, bulls, niveleuses,...). Il constituera et mettra à jour les fiches techniques des engins. Il gèrera les pièces de rechange. Il participera aux études de modification des matériels pour en améliorer les performances et en diminuer les coûts d'exploitation. Il assurera la coordination avec les ateliers, les services approvisionnement et le magasin. Il supervisera les activités du personnel placé sous son autorité. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation type BTS option mécanique industrielle, possèdera plusieurs années d'expérience des travaux d'entretien d'engins de TP, de carrière, ou de mines. L'expérience de l'expatriation constituerait un atout supplémentaire. Ecrire sous référence 590/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

FU BERLIN

MISE EN CONCOURS D'UN POSTE
LECTEUR/LECTRICE de Français

(Enseignement de la langue et de la civilisation française, conformément à la Loi régissant les Universités de Berlin (Ouest). Durée maximale du contrat : 4 ans.

Activités :
- Enseignement du français langue étrangère et de la civilisation française ;
- Participation aux examens ;
- Élaboration de nouveaux matériels d'enseignement ;
- Prise en charge (au moins partielle) des chargés de cours (enseignement du français langue étrangère).

Conditions :
- Diplôme de fin d'études supérieures (au moins maîtrise) dans une discipline littéraire (lettres, langues, sciences humaines) ;
- Attestation d'une activité professionnelle d'au moins trois ans exercée après l'obtention du diplôme dans le domaine de l'enseignement des langues étrangères ou activités similaires ;
- Français langue maternelle, bonnes connaissances de l'allemand, aptitude pédagogique ;
- Les candidats devront prouver qu'ils ont résidé dans un pays francophone pendant les deux années précédant leur candidature.

Votre dossier de candidature contenant les documents usuels devra être adressé dans les trois semaines suivant la publication de cette annonce sous le nº 044 554 à la : Verwaltung des Instituts für Romanische Philologie (WE 3 im Fachbereich Neuere Fremdsprachl. Philologien) der Freien Universität Berlin. Habelschwerdter Allee 45, D – 1000 Berlin 33.

Renseignements par téléphone : 030/838-2236.

MEMBRE DE SYNTEC

Une entreprise à taille humaine, spécialiste du béton prêt à l'emploi et des granulats, faisant partie d'un important Groupe Français, recherche pour son Établissement de CHERBOURG, un

INGÉNIEUR D'EXPLOITATION
ADJOINT DU DIRECTEUR

Collaborateur principal du responsable de la Société, il s'appliquera à la gestion globale de l'entreprise et coordonnera les différentes fonctions de celle-ci : exploitation (5 centrales de béton et une carrière de matériaux durs), gestion du personnel, comptabilité, commercial.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, Ingénieur de formation (TP, AM, ENSAIS,...), ayant déjà une première expérience dans un secteur similaire et des connaissances solides en matière de gestion (formation complémentaire souhaitée).

La Société offre une rémunération motivante et une aide importante pour l'installation du candidat dans la région.

Si ces perspectives vous intéressent, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8320 M à EURÉQUIP à qui nous avons confié cette recherche.



EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
PARIS - LONDRES - HOUSTON — *15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS - Tél. 553.84.73*

Pour l'exécution d'un important projet au Nigéria
Nous recrutons

UN CHEF DE PROJET

Le candidat retenu devra avoir démontré sa capacité à diriger et coordonner un projet multidisciplinaire qui exige :
- Une personnalité ayant un sens de l'organisation indiscutable ;
- Une expérience de la négociation au plus haut niveau ;
- L'aptitude au commandement d'une équipe ;
- Une formation de base technique polyvalente, y compris une bonne connaissance du secteur informatique.

Le profil recommandé est celui d'un ingénieur d'affaires, bon gestionnaire, parlant couramment l'Anglais et le Français et doté d'une expérience professionnelle de 10 à 15 ans.

Une connaissance de l'Afrique occidentale serait un atout majeur.
Basé à Lagos le poste comporte les avantages habituellement conférés aux expatriés.

Les personnes intéressées répondant aux qualifications requises ci-dessus doivent envoyer leur candidat., ainsi qu'un C.V. complet et leurs prétent.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE Nº T 039.682 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

POUR UNE MISSION D'UN AN AU
NIGERIA

Société Importante recherche

coordonnateur T.C.E.

EXPERIMENTE
30 ans environ - Anglais indispensable
Libre immédiatement pour départ imminent, de préférence en célibataire.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 67992 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche pour son activité diététique à
ISIGNY-SUR-MER (Calvados)

PHARMACIEN DIPLOME
option industrie

LIBRE DE SUITE

Le candidat, assistant de la Direction Technique, devra assurer sur place le suivi de l'organisation de la production et la responsabilité du contrôle de qualité et de l'assurance de qualité.
Il devra justifier d'une expérience industrielle minimum de 1 à 2 ans dans le domaine particulier du contrôle.
Maison de fonction assurée.

Adresser sous pli confidentiel lettre manuscrite, C.V. et photo à Direction Technique - Laboratoires WYETH-BYLA B.P. 402 - 75626 PARIS Cedex 13.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Grand groupe Français de dimension internationale (plus de 80.000 personnes à travers le Monde) recherche pour sa nouvelle usine du **Sud de la France** fabriquant des produits pour l'informatique,

UN INGENIEUR DEBUTANT

diplômé Arts et Métiers ou équivalent, formation mécanicien appréciée, anglais souhaité pour voyages et contacts avec différents partenaires (Californie).
Perspectives d'évolution intéressantes dans le Groupe.

Adresser dossier de candidature accompagné d'une lettre manuscrite sous réf. 9925 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

---

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE
pour la mise en valeur
des régions Auvergne - Limousin,
siège Clermont-Ferrand, recherche

cadre haut niveau

Adjoint du Directeur de la division aménagement du territoire et développement du tourisme
(équipe de 20 collaborateurs ingénieurs et techniciens).

Mission :
- Études générales et techniques (montage juridique, administratif et financier, mise en œuvre, gestion et contrôle des chantiers,...) et toutes recherches de marchés et de commercialisation relatives à ces opérations d'aménagement et de développement (Tourisme, Promotion immobilière, Zone d'activités, etc.).
- Relations avec les Collectivités, les gestionnaires du tourisme, les organismes financiers, les organisations professionnelles, les promoteurs, etc.

Profil :
- Formation Grandes Écoles techniques et de Commerce, filière Sciences-Politiques, etc., avec expérience du développement, du marketing, de l'Immobilier, et habitude de la coordination de projets et de la négociation des affaires. Pratique de la relation avec les Administrations souhaitable. Age minimum 32 ans.

Adresser Curric.-Vitae détaillé avec souhaits de rémunération, sous référence 164, à
L.P.A.-Generay
11, square Jasmin, 75016 Paris.

P.R.B.

GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

BRETAGNE

C.A. consolidé : 5,5 milliards
Effectif : 3.000 personnes

Poursuivant sa politique d'harmonisation des méthodes au sein du groupe constitué de sociétés d'importance diverses
LA DIRECTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE recherche

Contrôleur Comptable Filiales

FONCTION
- élabore et contrôle la comptabilité générale, dans le cadre de systèmes informatisés
- établit les situations mensuelles
- revise les procédures administratives et comptables
- assure les déclarations fiscales usuelles et périodiques.

PROFIL
- Formation supérieure économique et comptable : E.S.S.E.C., E.S.C., Maîtrise de Gestion, D.E.C.S., Expertise Comptable
- 3 à 5 ans d'expérience dans la comptabilité au sein d'un Groupe de Sociétés ou en Cabinet d'Expertise
- bon esprit d'analyse, sens critique
- capacités à convaincre et à établir de bonnes relations

Proximité BREST
Ville Universitaire et Port de Plaisance

Adresser C.V., photo à C.A.B. - Service "Org/Eff"
B.P. 100 - 29208 Landerneau Cédex
(réponse et discrétion assurée)

Groupe bancaire privé au réseau national recherche

JEUNES DIPLOMES

HEC-ESSEC-ESCP-IEP PARIS
(OPTION FINANCES)
pour son service

AUDIT/INSPECTION

Vous souhaitez dans un premier temps approfondir vos connaissances afin de maîtriser pleinement les responsabilités opérationnelles qui pourraient vous être confiées au sein de notre groupe.
Nous vous offrons cette opportunité en vous intégrant à notre service AUDIT/INSPECTION des agences et services centraux durant vos premières années de carrière.

Les postes sont à pourvoir au siège central à :
MARSEILLE

Adresser candidature, CV et photo à :
M. CORONEL
BP 140-13205 MARSEILLE CEDEX 1



Jeune responsable méthodes industrialisation — 180.000 F

Normandie - Cette société, filiale d'un groupe important, fabriquant et commercialisant des produits de consommation en grande série, en France et à l'export, recherche, dans le cadre du renforcement de ses structures, un jeune responsable méthodes et industrialisation. Dépendant du directeur industriel, il prendra en charge l'ensemble de la fonction : études de faisabilité industrielle des produits nouveaux en liaison avec les services marketing, définition des procédés et moyens de fabrication, amélioration des productions existantes sous les aspects produits, processus et méthodes. Il définira en outre les priorités en matière d'investissements (automatisation, outillage...) permettant d'optimiser les fabrications. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, ingénieur mécanicien ou électromécanicien, possédant au moins 3 à 5 ans d'expérience d'un service méthodes ou industrialisation dans une entreprise de fabrication mécanique en grande série impliquant l'utilisation d'outillages variés. Une bonne connaissance et/ou la pratique des équipements automatisés est nécessaire. Ce poste requiert de réelles capacités d'organisation et d'innovation liées à des qualités d'homme de terrain. La rémunération, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 180.000 francs. Ecrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3730M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieur service achats — 150.000 F

Ouest atlantique - Une entreprise industrielle (2.000 personnes, chiffre d'affaires : 750 millions de francs) spécialisée dans la conception et la fabrication de biens de consommation durables, recherche un ingénieur service achats. Intervenant pour tous les produits techniques (moteurs, ressorts, matières plastiques, peintures, composants électroniques, etc...) des différentes unités de production, il devra s'intégrer à l'équipe déjà en place et promouvoir la fonction Achats tant auprès des services internes que vis-à-vis des fournisseurs. Seul interlocuteur des prestataires qu'il aura lui-même sélectionnés, il aura pour mission principale l'optimisation des coûts d'achats à travers les négociations commerciales et les relations qu'il entretiendra avec les fournisseurs. Ce poste doit motiver un jeune ingénieur diplômé, homme ou femme, âgé de 26 ans minimum, de préférence électro-mécanicien de formation, et possédant de réelles aptitudes de négociateur, confirmées par une expérience de deux ou trois années vécues dans la fonction achats ou dans des responsabilités commerciales. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction des compétences. L'appartenance de la société à un groupe de notoriété internationale autorise de réelles perspectives d'évolution. Ecrire à Chantal DANGEL. Réf. A/1205M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur — Savoie

Aménagement, urbanisme - Cette société, filiale d'un important groupe national, est spécialisée dans les domaines de l'urbanisme, de l'environnement et de l'énergie. Afin d'accroître le potentiel de son agence de Chambéry, elle recherche un jeune ingénieur. Sous l'autorité du directeur de l'agence, il devra assumer la responsabilité des missions et études qui lui seront confiées. Il sera l'interlocuteur de l'administration et des collectivités locales de la région dans le cadre de leurs projets d'urbanisme préopérationnel et opérationnel, d'infrastructures et d'aménagements (conception de réseaux, électricité, éclairage, courants faibles, tracés et ingénierie de remontées mécaniques, équipements annexes électromécaniques...). Il assurera la conception des opérations et la coordination avec les autres intervenants (architectes, BET, paysagistes, etc...). Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur diplômé (Centrale, Arts et Métiers...) ayant, si possible, acquis une bonne connaissance des problèmes d'urbanisme et de leurs incidences financières au cours d'une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans. La rémunération sera liée à la formation et à l'acquis professionnel du candidat retenu. De réelles possibilités d'évolution existent au sein de la société et du groupe. Ecrire à Ph. BONNEFOY. Réf. A/3732M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur production — Région de beauvais

Première transformation de l'acier - Membre d'une entreprise de réputation internationale, cette société (chiffre d'affaires de l'ordre de 400 millions de francs - effectif d'environ 600 personnes), leader dans son domaine de fabrication et commercialisation de profilés à froid, recherche un jeune ingénieur pour seconder le directeur de production de son usine située à quelques kilomètres de Beauvais. Après une première phase de connaissance de l'entreprise, cet ingénieur aura pour missions essentielles l'amélioration de productivité des différents secteurs de production, la coordination d'actions d'ensemble ainsi que la bonne tenue des éléments concourant à la gestion de cette production. Ce poste évolutif intéresse un jeune ingénieur mécanicien diplômé (Arts et Métiers, Centrale, ENSI...) débutant ou disposant d'une première expérience professionnelle en production métallurgique ou sidérurgique. Le contexte d'autonomie et de politique par objectifs requiert aisance naturelle dans les contacts humains et capacités d'adaptation. La rémunération sera motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2391M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ETES-VOUS UN "BATTANT," UN CHALLENGER?

Nous recherchons un

ECONOMISTE

habitant le Nord de la France, capable d'aborder toutes les fonctions d'une P.M.E. sans négliger le facteur humain.

VOS ATOUTS :
Vous savez dialoguer, écouter, analyser, proposer, convaincre.
Vous avez un solide esprit de synthèse, le sens des réalités et le goût des contacts.
Vous êtes prêt à effectuer de courts mais fréquents déplacements.

VOTRE PROFIL :
Vous avez entre 30 et 45 ans.
Une bonne expérience des problèmes de l'entreprise.
Vous êtes de préférence Sup de Co ou équivalent.
Vous pratiquez les langues ? tant mieux.

Notez que votre rémunération sera appréciable mais aussi variable selon vos aptitudes.

Si vous souhaitez vous joindre à une équipe de haut niveau, écrivez-nous. Votre candidature sera examinée en toute discrétion et nous répondrons à bref délai. Votre CV accompagné d'une photo est à envoyer à :

C.E.D.E.C. - S.A. (Référence A)
Avenue Jean Burgers, 4 - Boîte 37, 1180 BRUXELLES.

HAVAS CONTACT



Ingénieur génie chimique — Alsace

Industrie papetière - Une société industrielle moderne disposant de plusieurs établissements en France, recherche pour son usine alsacienne où des investissements récents et importants en matière d'équipement ont été réalisés, un jeune ingénieur motivé par des fonctions de production. Dans un premier temps il séjournera au sein des différents services techniques de l'usine pour acquérir une formation pratique du métier. Par la suite et progressivement il prendra des responsabilités dans les domaines techniques (amélioration de l'outil de production et de son utilisation par exemple) et humains (animation et gestion des équipes). A plus long terme et en fonction de son potentiel il pourra évoluer vers un poste élargi. Le candidat recherché, débutant (libéré des OM) ou pouvant justifier d'une première expérience, est nécessairement un ingénieur diplômé déterminé à se réaliser dans la vie professionnelle et motivé par un métier industriel. Le niveau de rémunération offert est compétitif et la situation géographique de l'entreprise est attrayante. Ecrire à F. WILLIGSECKER. Réf. A/6185M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ressources humaines

RECRUTEMENT - FORMATION - GESTION

Notre Groupe emploie aujourd'hui 5000 salariés en 60 établissements autonomes. Votre rôle, à la Direction du Personnel est d'apporter aux responsables locaux appui et conseil pour le recrutement, la formation et la gestion des carrières. Vous êtes dans ces domaines un professionnel. Votre expérience s'est obligatoirement exprimée en entreprise.

RECRUTEMENT - C'est, dès le départ, votre principale responsabilité. Elle suppose une réelle pratique des opérations d'embauche de personnel et d'encadrement et une compétence immédiatement opérationnelle.

FORMATION - Une structure existe qui fonctionne bien. Les besoins s'accroissent. A vous de conduire le développement.

GESTION DES CARRIERES - Ce sera la suite normale de votre fonction. Ici tout est à organiser. Nous le ferons ensemble mais vous serez maître d'oeuvre.

Un point encore : nous sommes implantés dans l'Ouest et chez nous il fait encore bon vivre. Vous aurez affaire à des gens simples, travailleurs et qui comptent sur vous. Votre rémunération ne sera pas inférieure à 170 000 F.

Merci de nous adresser votre dossier, vos références, vos prétentions. Sous référence RH 431M Nous vous rencontrerons rapidement.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

---

giordano
ENERGIE SOLAIRE TOTAL

RESPONSABLE DE FABRICATION
AM ou EQUIVALENT A VALLAURIS

GIORDANO S.A. est l'une des filiales du groupe pétrolier TOTAL. Spécialisée dans la fabrication de matériels thermiques - un marché, on s'en doute, en pleine évolution - elle veut s'entourer des compétences d'un Ingénieur mécanicien. A 35 ans environ, en véritable «patron» d'usine (50 personnes), il est responsable de l'ensemble de la fabrication, assure un suivi rigoureux des besoins de production, conçoit des outils originaux pour la fabrication de produits nouveaux.
Un intérêt réel pour l'automatisme et l'électronique, des compétences prouvées dans le domaine de la tôlerie fine paraissent indispensables.
Tout comme du pragmatisme et de l'ascendant pour faire passer ses vues, pour diriger ses équipes.
C'est à Vallauris, dans les Alpes Maritimes que ce poste est créé.
Anglais courant requis.
Rémunération de l'ordre de 180 000 F.
Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, photo sous réf. RF/M à GIORDANO S.A. - Chemin Saint Bernard - 06220 VALLAURIS.
Les interviews auront lieu à Paris ou Vallauris.

Desselit



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Cii Honeywell Bull

votre Avenir dans le premier centre européen de périphériques

Notre mission : concevoir, fabriquer et commercialiser en OEM sur le marché international les périphériques d'ordinateurs.

Nos atouts : une gamme de produits très performants, un effort considérable dans les hautes technologies, des moyens de production modernes, des marchés très porteurs, une croissance rapide de notre chiffre d'affaires, une production exportée à plus de 50% et 2700 personnes hautement qualifiées qui auront le souci de vous intégrer dans leurs équipes.

Votre profil : ingénieur grande école, avec une volonté de contribuer fortement à cet essor et une première expérience ou une compétence reconnue de chef de service dans les domaines suivants :

- études mécanique, électronique, physique
- qualification des produits et gestion de la qualité
- méthodes et industrialisation
- achats, ordonnancement
- spécialités : informatique (systèmes, génie logiciel ...), galvanoplastie, physico-chimie, financiers débutants.

Venez nous rejoindre pour participer à notre développement au cœur d'une belle région. en Franche-Comté, à Belfort, entre Vosges et Jura.

Service Recrutement - Cii Honeywell Bull - 6, av. des Usines 90001 BELFORT CEDEX

REGION OUEST

Une société industrielle, filiale d'un important Groupe américain employant en France plus de 1200 personnes, recherche un

comptroller

Le candidat recruté dépendra du Directeur Général Adjoint et supervisera une équipe de 10 personnes.

Il sera responsable de la comptabilité générale, du contrôle budgétaire et du reporting. Il devra mettre en place le nouveau plan comptable, développer la comptabilité analytique et établir des procédures administratives.

Nous demandons une formation supérieure type Grande Ecole de Commerce, une familiarité avec la comptabilité anglo-saxonne et la maîtrise de la langue anglaise. Une expérience d'au moins cinq ans acquise dans une société internationale est nécessaire.

Veuillez écrire à **MARIE JO MARTIAL**, sous réf. M-343 en indiquant votre salaire actuel et un numéro de téléphone pour faciliter le contact, au 4 avenue Marceau 75008 Paris.

UNITE DE PRODUCTION
d'une Société Américaine recherche son

Responsable des Relations Humaines

Directement rattaché au Directeur de l'Etablissement.

Nous souhaitons :
Age : 30/35 ans.
Le candidat est capable de justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction personnel.
Lieu de travail : Nord-Est de la France.
Salaire motivant.
Adresser C.V. détaillé, sous référence GF 34 à :

EGS CARRIERES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS

---

adjoint au directeur de la publicité

NEW MAN

Poursuivant notre développement, notamment à l'exportation, nous créons le poste d'adjoint au Directeur de la Publicité. Ce nouveau collaborateur sera chargé d'assister le Directeur Publicité dans l'ensemble de ses responsabilites concernant les actions de communication et de promotion menees en France et à l'export. Il devra être capable d'assumer rapidement la responsabilité directe de certains marchés. Il participera à la définition et à la mise en œuvre de la politique de la Societe en matière de publicité. Il procèdera à l'évaluation des actions engagées et effectuera les analyses necessaires (exploitation d'études de marché, etc.) et procèdera à toutes mesures susceptibles d'améliorer les résultats obtenus. Il assurera la gestion administrative du Service Publicite. Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent + formation publicitaire) justifiant de plusieurs années d'expérience dans une agence de publicité ou chez un annonceur, parlant couramment anglais et, si possible, allemand. Le lieu de travail est situé à Cholet. Le poste nécessite de frequents deplacements.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 252.83 M à notre Conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

PATRON D'UN SERVICE TECHNIQUE

Après quelques années d'expérience dans un secteur Technique ou dans un secteur proche de la production, vous vous sentez de taille à prendre d'importantes responsabilités dans une unité industrielle fortement automatisée.

Intégré à la Direction Technique, vous serez le Responsable Maintenance de notre principale unité de production : **100.000 m² de bâtiments, parc engins et équipements industriels** d'une valeur de 250 millions de francs. Vous prendrez le recul nécessaire pour optimiser au plus juste prix une politique d'entretien déjà performante, et vous gérerez en toute autonomie votre budget. Sur le terrain, vous animerez **une équipe de 70 personnes** dont des spécialistes en électronique, électromécanique, automatique et pneumatique. De plus, vous participerez avec les autres Départements de la Direction et ceux de la Direction Industrielle aux projets d'amélioration de l'outil de production.

Votre compétence technique et vos qualités d'animateur, d'homme de dialogue, vous permettront de réussir dans l'entretien et, comme votre prédécesseur, d'évoluer vers d'autres fonctions dans l'entreprise.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 83.5411 à Bernard DESTREBECQ - Direction des Affaires Sociales - 57, rue de Blanchemaille - 59100 ROUBAIX.

La Redoute

LYON

Jeune professionnel des achats

IDEAL S.A. est connue du grand public par deux gammes, leaders. TEINTURE IDEAL et DAISIF, et dans son environnement professionnel par sa croissance en France et à l'export, par son marketing avancé, une gestion rigoureuse, un personnel très motivé.

Vous serez responsable des achats, donc d'une partie des résultats de la Société. Vous rechercherez les meilleurs fournisseurs et les meilleurs accords. Ceci en France et à l'étranger, pour l'existant et les produits nouveaux.

La nécessaire liaison entre les achats et le planning sera assurée par vous. Grâce à l'informatique, la fonction planning devient une fonction de décision, vous l'exercerez aussi. Vos aptitudes à en comprendre les mécanismes sont préférées à une expérience spécifique dans ce domaine.

Au sein de la structure de production vous serez la personne tournée vers l'extérieur, c'est important.

Vous collaborerez aussi avec la Direction Générale et le marketing.

Vous êtes probablement le n° 2 d'un service achats avancé.

Vos idées personnelles seront les bienvenues comme votre capacité à bien analyser des problèmes complexes.

Vous évoluerez rapidement.

Merci d'écrire à Gérard Schneider qui vous informera davantage et vous assure toute discrétion (référence OVM).

SCHNEIDER RECRUTEMENT
55 montée de Choulans.
69323 Lyon Cédex 05.

média-system

ALSTHOM ATLANTIQUE

DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE

Région Rhône Alpes

recherche pour son Département H.T. de VILLEURBANNE (plus de 2000 personnes) un des leaders mondiaux de la très haute tension.

ingénieur système
CONFIRME

Il est le conseiller technique du département pour :

- les nouveaux équipements,
- les aménagements et compléments des systèmes existants.

Il met en place les logiciels, administre les bases de données et il gère le réseau de Télétraitement. (Réf. 8346-M)

chef de projet
CONFIRME

Ingénieur en informatique ou ingénieur ayant acquis sa formation informatique sur le tas, il a déjà une solide pratique de la fonction CHEF de PROJET et si possible, dans plusieurs des secteurs de l'**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**.

Il étudie, réalise et met en place les systèmes informatiques qui lui sont confiés et suit la réalisation des Analystes Programmeurs. (Réf. 8347-M)

D'intéressantes perspectives d'avenir seront ouvertes dans le groupe pour les titulaires de ces deux postes.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé en précisant votre rémunération actuelle sous référence du poste à MAMREGIES - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre :

- *de réseaux de transmission de données : 1er fournisseur mondial de réseaux publics...*
- *de grands systèmes télématique : annuaire électronique...*
- *de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire.*

Une implantation nationale et internationale : 1800 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

recherche pour **TOULOUSE**
dans le cadre de projets mettant en œuvre des calculateurs P.D.P. 11, VAX, SEL, SOLAR, MINI 6

INGENIEURS INFORMATICIENS

Débutant ou première expérience, projets scientifiques, temps réel

ANALYSTES PROGRAMMEURS

DUT ou équivalent. Quelques années d'expérience dans projets de gestion et scientifiques.

Un PRATICIEN du MINI 6 est recherché rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions
SESA 20, chemin de la Cépière
31081 TOULOUSE Cedex
ou tél. à M. BERTHOMIEU
Té. (61) 44.39.39.



IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
plusieurs Usines en France crée un poste de :

CHEF DE DEPARTEMENT ADMINISTRATIF

POUR SON USINE A STRASBOURG (300 personnes)

Sous la responsabilité du Directeur de l'Usine, il animera une équipe de 10 personnes et sera chargé du Contrôle de Gestion, de la Comptabilité Analytique et Générale et participera à la mise en place de l'informatique dans l'Unité.

Il sera, de plus, en relation avec les Directions Fonctionnelles du Siège Social (Contrôle de Gestion - Informatique - Comptabilité).

Pour aborder la fonction, nous souhaiterions rencontrer un cadre de 35 ans environ, diplômé d'une Ecole d'Administration et de Gestion ayant une expérience d'une responsabilité administrative similaire, si possible, dans un contexte industriel.

De larges possibilités d'évolution sont ouvertes à un candidat mobile.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 67388 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

HYPERELEC
(Groupe PHILIPS)
recherche pour BRIVE (Corrèze)

2 ingénieurs

GRANDE ECOLE

Dégagés O.M., anglais indispensable

- UN PHYSICIEN OU PHYSICO-CHIMISTE, ayant des connaissances approfondies dans le domaine des matériaux, des semi-conducteurs ou de la technologie du vide ainsi qu'une formation complémentaire en informatique.
- UN MECANICIEN OU ELECTRONICIEN capable d'assumer la responsabilité du service chargé de l'automatisation des procédés de fabrication et la conception d'automatismes.

Envoyer C.V., photo et prét. à HYPERELEC
Département du Personnel av. E. Freyssinet
19106 BRIVE.

SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES
située à 150 km Nord de Paris
recherche

technicien chimiste ou génie chimique
pour un poste de

assistant technique

Vous avez 25 ans minimum. Vous possédez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Votre mission principale : assurer un soutien technique (essais industriels, tests, analyses, formation des agents et clients) pour renforcer la position commerciale de l'entreprise.

L'intérêt de ce poste porte, en partie, sur des déplacements à l'étranger (Europe, Afrique, Moyen-Orient).

L'anglais est indispensable.

Si vous avez les capacités requises pour remplir ces fonctions d'assistance, veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4292 à :

Emplois et Entreprises
18, rue Volney 75002 Paris

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

un Projet d'envergure pour un jeune ingénieur : un nouveau site industriel

Vous avez une formation d'**Ingénieur Généraliste ou Mécanicien** (AM ou équivalent) et disposez d'une expérience d'environ 3 années dans le domaine de l'**Engineering ou des Travaux Neufs.**

Nous sommes une **multinationale performante** et nous vous offrons un développement de carrière en devenant l'**Ingénieur Projet** responsable de la coordination des différentes phases de réalisation d'une usine.

Votre potentiel, votre mobilité géographique et votre **bonne connaissance de l'anglais** vous permettront d'évoluer par la suite au sein du groupe.

Siège : PARIS.

réf. **M 1049**

Ingénieur Logiciel de haut niveau 220/280.000 F an

Entreprise Multinationale dynamique et performante, leader mondial dans son domaine, nous recherchons un informaticien de formation supérieure disposant d'au moins 4 à 5 ans d'expérience en tant qu'ingénieur logiciel ou operating system. Il aura déjà eu à gérer des banques de données.

Sa première mission sera de créer et gérer un environnement logiciel facilement adaptable au matériel en place (DEC, HP) au sein de notre laboratoire d'analyses (analyses chimiques, mesures de pressions très sophistiquées). Ceci permettra le développement de logiciels par des ingénieurs ne disposant pas de connaissances particulières en informatique. Une bonne pratique des langages scientifiques principalement Fortran et Pascal est nécessaire. De larges possibilités d'évolution sont offertes au sein d'un groupe de tout premier plan.

L'Anglais est indispensable.

Siège : proche de Fontainebleau (77).

réf. **M 1050**

Responsable Administratif et Comptable HF 180.000 F an

Nous sommes une importante multinationale Anglo-saxonne. Notre filiale commerciale en FRANCE, encore petite (aujourd'hui 10 personnes) est appelée à un sérieux développement.

Pour la gérer, nous recherchons un professionnel de la fonction administrative et comptable (homme ou femme) qui prendra en charge la comptabilité, les questions fiscales, la trésorerie et la supervision de l'administration des ventes. Il saura mettre la main à la pâte et aura une large délégation dans son domaine de la part du Directeur de la filiale.

Une **bonne connaissance de l'anglais** est indispensable. La pratique du reporting et de la comptabilité anglo-saxonne est un atout.

Poste situé à proximité de la **porte de la Villette.**

réf. **M 1052**

Envoyer votre CV en précisant la réf. du poste qui vous intéresse aux consultants de GFC chargés de ces recherches. Discrétion absolue et réponse assurée.

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris — **GFC**

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DOWELL Schlumberger

Compagnie internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière, nous développons au sein de notre centre d'études et de recherche de Saint-Etienne les techniques d'avenir qui seront utilisées dans plus de 50 pays.

Nous recherchons un

Chef de projet Capteurs

Il sera chargé de la conception, de la réalisation et de l'expérimentation de nouveaux capteurs devant mesurer avec une grande précision les paramètres physiques et rhéologiques des fluides non newtoniens, corrosifs, circulant dans l'environnement sévère que constitue un puits de pétrole.

Le candidat retenu possèdera un diplôme de grande école ou un doctorat, une très bonne connaisance de l'anglais, 3 à 4 ans d'expérience industrielle ou de laboratoire, expérience appliquée à la mesure et à l'instrumentation utilisant notamment les techniques suivantes : électromagnétisme, radioactivité, rayons X et ultrasons.

Ce poste offre de grandes possibilités d'avenir. Il est à pourvoir dans un environnement intellectuel stimulant : un établissement de 240 personnes dont 75 ingénieurs d'origine et de formation variées.

Adressez votre candidature au Service du Personnel EFDS, ZI Molina La Chazotte, BP 90, 42003 Saint-Etienne Cédex.

média-system

TAT EXPRESS

FILIALE DE LA COMPAGNIE AERIENNE TAT

Nous sommes une Société de Transports EXPRESS AIR-ROUTE. La rapidité de nos délais et la fiabilité de notre prestation nous font progresser de 40 % l'AN en C.A.

Si vous êtes bon négociateur, bénéficiant d'une expérience professionnelle réussie (si possible dans la vente des services) venez nous rejoindre.

Plusieurs postes de commerciaux sont à pourvoir en région parisienne et en province.

VOS COLIS DE DOMICILE A DOMICILE EN MOINS DE 24 H — TAT EXPRESS

Envoyer CV manuscrit + photo à TAT EXPRESS B.P. 0237 - 37002 TOURS CEDEX

Importante société région Nancy recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

ou quelques années d'expérience, niveau ENSI, spécialités mécanique et thermo-dynamique, pour études techniques.

Ecrire sous nº 8.068 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Charles of the Ritz

Parfums YVES SAINT LAURENT

crée au sein de son Département Export en forte expansion le poste de :

RESPONSABLE DU SERVICE MARKETING

Rattaché au Directeur Export, en relation permanente avec les responsables de secteurs et leurs équipes, vous déterminez les plans marketing du département à court, moyen et long terme puis vous en assurez l'application.

Votre mission inclut la coordination de la mise en place de nouveaux produits, ainsi que l'harmonisation des actions promotionnelles et publicitaires sur les zones Europe, Moyen-Orient et Afrique, en accord avec les services marketing internationaux. Vous participez bien sûr à la gestion des budgets correspondants.

*Vous coordonnez et contrôlez dans ce rôle opé*rationnel, les activités d'un service de 15 personnes. Vous devrez vous intégrer à une équipe jeune, performante, exigeante, dont vous apprécierez les relations directes, informelles, dans un climat stimulant.

Une formation type ESSEC, ESC option marketing, nous parait indispensable ainsi qu'une expérience professionnelle de quelques années acquise de préférence dans un domaine identique ou voisin du nôtre. Un anglais impéccable s'impose pour des déplacements de l'ordre de 2 mois par an. La connaissance de l'allemand ou de l'espagnol en seconde langue serait appréciée.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle s/réf. 925 M au Service Recrutement 28/34 Bd du Parc 92520 NEUILLY SUR SEINE.

THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

Ensemble industriel de 2000 personnes, leader européen du lave-linge, crée à LYON le poste de

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ayant une première expérience ou débutant. Il intègrera une équipe au sein d'un laboratoire d'assurance qualité aux normes internationales.

Chargé de l'homologation des nouveaux composants, il les suivra à partir du fournisseur, en fabrication, et jusqu'au SAV compris, avec une grande autonomie permettant la meilleure fiabilité de nos produits de grandes séries à base de microprocesseurs.

L'importance du Groupe et ses structures lui permettront d'envisager une carrière formatrice et ouverte à une évolution.

Anglais écrit et oral parfaitement maitrisé.

Ecrire sous réf. 720 M au **CABINET GATIER** - 32, rue Barrème - 69006 LYON.

HAVAS CONTACT

THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC

---

ingénieur analyste

FUTUR CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

Parmi les premières en France à créer un Service Informatique autonome, la **CHAMBRE D'AGRICULTURE DES ARDENNES** *entend désormais se donner les moyens de franchir un nouveau cap dans la croissance de son service informatique. Pour ce faire, elle souhaite intégrer un candidat d'une trentaine d'années, de formation INGENIEUR ou MIAGE, possédant une expérience en informatique de gestion significative, acquise si possible dans le domaine agricole.*

Celui-ci sera amené à prendre en charge la gestion technique, administrative, financière et commerciale du Service. Il veillera à l'optimisation des moyens de traitement (I.B.M. 38), poursuivra la mise en œuvre du plan de développement des prestations existantes (orientation vers la micro-informatique), animera l'équipe chargée de la réalisation des applications (8 personnes).

Merci de nous faire part de votre intérêt pour le poste en écrivant, sous la réf. 19.A.1.

CAP à C.A.P. Recrutement BP. 301 - 08105 CHARLEVILLE

Pour renforcer ses nouveaux programmes (Stege - programme doctoral - programme international) le groupe

escp

recherche des professeurs consultants

ayant
- une formation supérieure française ou étrangère de niveau doctorat, grande école de gestion ou scientifique, MBA...
- plusieurs années d'expérience professionnelle
- une aptitude confirmée pour l'animation et la pédagogie
- une bonne connaissance de l'Anglais.

1 - **FINANCES.** Plein temps 4 jours.
Il assurera des enseignements de base en finance d'entreprise, développera une compétence en théorie et pratique financières et participera à l'élaboration du matériel pédagogique.

2 - **GESTION DE PRODUCTION.** Temps partiel.
Opérationnel ou consultant, sa formation supérieure et sa pratique de la gestion industrielle lui permettront d'enseigner et de créer du matériel pédagogique.

COMPTABILITÉ - CONTRÔLE
Deux postes à pourvoir :

3 - Plein temps 4 jours

4 - Mi-temps 2 jours
La maîtrise des systèmes comptables et une expérience de l'utilisation de l'informatique doivent permettre de créer et d'assurer des cours fondamentaux et de participer aux activités de recherche.

5 - **GESTION DE PERSONNEL.** Temps partiel.
Une formation supérieure complétée par l'experience de la fonction « Personnel » doivent lui permettre de creer du matériel pédagogique, d'intervenir dans des programmes d'assistance auprès des entreprises et de developper des activités de recherche.

Le groupe ESCP réunit au cœur de Paris des programmes — de formation d'étudiants : l'École Supérieure de Commerce de Paris — de cadres et de dirigeants d'entreprise : le Centre de Formation Permanente et le Stege. Des programmes de recherche — un programme doctoral et un programme international.

Adresser lettre de candidature et C.V. à Jacques Perrin, Directeur du Groupe ESCP - École Supérieure de Commerce de Paris : 79, avenue de la République - 75011 Paris

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

CLINIQUE CHIRURGICALE (56 lits) CLERMONT-FERRAND recherche

UN GESTIONNAIRE

âge souhaité 40 ans
expérience antérieure en clinique privée de préférence.

IL SERA RESPONSABLE :
- De la gestion du personnel, recrutement, plannings, paye ;
- Du contrôle du service facturation, connaissance nécessaire du système de facturation en clinique privée ;
- De la mise en place des services administratifs de la clinique sur IBM 34.

Adr. C.V. avec photo et réf. contrôlables à Docteur FRIBOURG, clinique de la Plaine, 123, boulevard Étienne-Clémentel, 63100 CLERMONT-FERRAND.

GROUPE FRANÇAIS DE CONSTRUCTION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT, cherche

JEUNE INGÉNIEUR

pour BUREAU D'ÉTUDES *USINE DU NORD*

Formation : mécanicien diplômé grande école.
Poste : en liaison avec ingénieurs confirmés.
ÉTUDES PROJETS ET/OU EXÉCUTIONS de GROS MATÉRIELS MÉCANIQUES.
Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.
Possibilité logement.

Adresser curriculum vitae, photo et prét. sous nº 68.302 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Les Hospices civils de Strasbourg Centre hospitalier régional et universitaire recrutent

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Placé sous la responsabilité du Directeur du service organisation, méthodes et informatique, il dirigera une cellule d'organisation et sera associé à des opérations de réorganisation de l'établissement, notamment celles liées à l'informatisation. Il devra être diplômé de l'I.E.S.T.O. ou justifier des titres requis pour le recrutement des ingénieurs principaux hospitaliers ou d'un diplôme de l'Institut européen d'administration des affaires de Paris, de l'Ecole des affaires de Paris, de l'institut supérieur des affaires, des Hautes Etudes commerciales, de l'Ecole supérieure de commerce de Paris ou des écoles de commerce de province.

A l'exception des diplômés de l'I.E.S.T.O., il devra justifier d'une expérience d'au moins cinq ans en organisation. Il sera engagé comme ingénieur contractuel, sa carrière et sa rémunération seront celles des ingénieurs principaux des centres hospitaliers régionaux de plus de 3.000 lits.

Adr. candidature avec c.v. au Directeur général des hospices civils de Strasbourg, 1, pl. de l'Hôpital, 67091 STRASBOURG CEDEX, avant le 15 mai 1983.

VILLE DU HAVRE recrute par voie de mutation :

RÉDACTEUR
(option animation)

COMMIS
(option animation)

pour travail d'animation dans les équipements socio-culturels de quartier.

Adresser candidature à *M. le Député, Maire du Havre,* bureau gestion et formation du personnel, B.P. 51, 76084 LE HAVRE CEDEX.

ORGANISME DE FORMATION EN EXPANSION recherche

UN(E) ADJOINT(E) AU RESPONSABLE DE LA FORMATION

- *Il assure l'organisation de stages de formation professionnelle de longue durée.*
- Il coordonne une équipe pluridisciplinaire d'animateurs.

Sa fonction exige : une première expérience de la gestion des stages, un niveau d'études supérieures.

La pratique de l'animation constitue un atout supplémentaire.

Adr. C.V., photo à M. le Directeur du C.E.P.S., 18, av. des Lombards, 10000 TROYES.

Société de services internationale recherche pour renforcer sa structure en région SUD-OUEST

CHEF D'AGENCE même débutant

Après une courte période de formation, il sera chargé :
- De gérer un centre de profits ;
- D'animer une équipe ;
- De développer les ventes.

Le candidat retenu :
- Aura une form. sup. (ESC maîtrise de gestion...) ;
- Sera dynamique et ambitieux ;
- Pratiquera couramment l'anglais.

Nous lui offrons :
- Une carrière d'avenir ;
- Une rémunération stimulante ;
- Une voiture de service ;
- Des avantages sociaux.

Adr. c.v. dét., photo, prét. à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris. s/réf. 7.129 (mentionnée sur envoi).

Ingénieur études machines

Normandie

[illegible] recherche pour ses usines de [illegible]

[illegible] CHEF [illegible] MACHINES

chargé de [illegible] les études de machines automatiques de production

Il faut :
- connaître la mécanique de petite dimension,
- connaître l'électronique, la commande numérique, les études de [illegible] des automatismes.
- avoir l'esprit curieux et novateur.
- être attentif à la réduction des coûts de production.

Une expérience de 10 ans dans l'industrie est indispensable.

Rémunération départ 200 000 F. Écrire manuscrit (+ photo) à

I. justet psychologue

18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

INGENIEUR SYSTEME CHEF DE PROJET

BELFORT

Un important Groupe Industriel, leader dans sa branche recherche un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, désireux de valoriser une première expérience professionnelle.

Il sera chargé, au sein d'une équipe de maintenir et de faire évoluer le système d'exploitation et le réseau dans le cadre d'une informatique en forte expansion : importants développements de gestion et de CAO.

(Matériel IBM 3081/MVS - VTAM - CICS)

Anglais souhaité.

Ce poste offre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre C.V. avec photo *sous réf.* 2.83.015 à **Mme Gaibard - 48 bis Faubourg de France 90000 BELFORT**

saf

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Ingénieur technico-commercial **Micro-informatique**

intel® Avec 20.000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un chiffre d'affaires de 900 millions de dollars en 1982, INTEL est un leader mondial sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. INTEL sud europe basé à Rungis souhaite intégrer un nouvel ingénieur technico-commercial. Au sein d'une unité à taille humaine, il aura la responsabilité complète d'un ensemble de grands clients industriels qu'il devra gérer et développer. Ambassadeur de la société, il assurera avec l'aide d'ingénieurs d'applications la promotion de toute la gamme des produits Intel (mémoires, micro-processeurs, systèmes et logiciels) auprès d'interlocuteurs de haut niveau dont il s'attachera à devenir un partenaire. Ce poste de terrain s'adresse à un jeune commercial ayant acquis à partir d'une formation supérieure en électronique deux à trois ans d'expérience de la vente de semi-conducteurs auprès des bureaux d'études, des méthodes ou des chefs d'entreprises. Des déplacements en Ile de France, parfois en province sont à prévoir. La rémunération annuelle globale, à laquelle s'ajoutera une voiture de fonction, sera très motivante. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2392M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeune ingénieur production **220.000 F**

Micro-électronique - Cette entreprise à taille humaine (500 personnes) est filiale d'un grand groupe industriel français. En quelques années, elle a développé un procédé de fabrication de circuits hybrides (couche mince et couche épaisse) qui l'a hissée parmi les leaders mondiaux de cette technologie de pointe très évolutive. Son équipe dirigeante souhaite intégrer un nouvel ingénieur. Après une courte formation, il prendra en charge sous les aspects technique, gestion et humain la responsabilité complète de la production de la ligne professionnelle représentant plus de 50 millions de francs de chiffre d'affaires. Rattaché au directeur industriel, il animera 100 personnes réparties dans 4 "salles blanches" et s'attachera en liaison avec les différents responsables concernés à l'évolution des méthodes de fabrication et à l'amélioration de la qualité. Basé en banlieue sud de Paris, ce poste est un tremplin qui conviendrait bien à un jeune ingénieur diplômé désireux de s'initier à la haute technicité des circuits hybrides. Il aura acquis une première expérience d'au moins 3 ans de la fabrication de semi-conducteurs ou de biens d'équipement électroniques mais c'est sa personnalité qui lui permettra d'être retenu. La rémunération offerte, fonction du savoir-faire acquis en management des hommes, pourra atteindre 200.000 francs par an. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A/2385M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEURS
participez à notre réussite

Société d'informatique spécialisée en

TELECOMMUNICATIONS
PROCESS INDUSTRIEL
LOGICIEL DE BASE

recherche en création de postes

1) des ingénieurs CONFIRMÉS
2) des ingénieurs DÉBUTANTS
ayant une première expérience acquise au cours de stages

pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS RÉEL sur minicalculateurs et microprocesseurs.

La QUALITÉ des relations dans notre entreprise, l'INTÉRÊT des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions à
Pierre GILLIER
2, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

SEGIME



Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DE L'EAU

Dégremont Société d'Ingénierie de 1500 personnes, implantée à **RUEIL (92)** recherche

UN INGENIEUR ELECTRICIEN SYSTEMES AUTOMATION REGULATION

Futur adjoint du service électricité, il sera chargé du développement de l'activité systèmes, automatismes et contrôle.

Son activité s'exerce dans deux directions :
— en appui des projets tout d'abord, pour la définition et le chiffrage.
— puis dans l'exécution pour le lancement des appels d'offres, le choix des sous-traitants et, plus généralement, le suivi de la réalisation du contrat dans sa spécialité.

Ce poste s'adresse à un ingénieur électricien (Supélec - Télécom, I.E.G. ou tout diplôme équivalent français ou étranger), ayant au moins 3 ans d'expérience au niveau projets et/ou réalisation dans le domaine technique adéquat (informatique industrielle, contrôle et régulation...). Référence : 331/4

UN INGENIEUR ELECTRICIEN CHARGE D'AFFAIRES

pour poursuivre son développement à l'export :

Intégré à l'un des services spécialisés de la société, son activité s'exercera dans deux directions :
— en appui des projets tout d'abord, pour la définition et le chiffrage du lot « électricité ».
— puis dans l'exécution, pour le lancement des appels d'offres, le choix des sous-traitants et, plus généralement, le suivi de la réalisation du contrat dans sa spécialité.

Ce poste s'adresse à un ingénieur électricien ou électromécanicien ayant au moins 3 ans d'expérience au niveau de projets et/ou de réalisation d'affaires dans le domaine technique adéquat (courants forts, distribution H.T. tableaux et armoires de commande, automatismes...). Référence : 331/8

L'activité export implique pour ces postes la maîtrise de la **LANGUE ANGLAISE** et des déplacements à l'étranger de courte durée. La rémunération proposée pour ces postes sera *liée à l'expérience offerte.*

Ecrire en envoyant C.V. et prétentions (préciser la référence du poste) à
L. MALCORPI au Département Relations du Travail -
183, avenue du 18 Juin 1940 - 92500 RUEIL-MALMAISON

Société d'ingénierie
PARIS-LA DÉFENSE
recherche

Ingénieur Génie Chimique

Vous possédez 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine des circuits fluides actifs, nous vous proposons :
– d'étudier le fonctionnement des filtres déminéralisateurs, etc.,
– de proposer et de suivre des campagnes d'essais,
– d'intensifier nos actions de recherche et de développement.

De courts déplacements en France et à l'Etranger sont à prévoir.
Des connaissances de base en thermohydraulique ou énergétique sont souhaitables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 80007 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Un GROUPE IMPORTANT DE PUBLICATIONS SPECIALISEES
recherche
pour son secteur **Presse Informatique et Electronique**

Un Chef de Produit «Presse»

Votre mission :
Auprès de la Direction Générale, vos responsabilités de marketing stratégique et opérationnel vous amèneront à étudier, développer et promouvoir des produits de presse spécialisée dans les secteurs de technologie de pointe.

Votre Profil :
- Diplômé d'une Grande Ecole, vous connaissez parfaitement les marchés de l'informatique et de l'électronique par une expérience réussie de 5 ans environ au sein de la Direction Marketing d'une entreprise de la filière électronique-informatique.
- Vous êtes à la fois un homme de terrain et de concepts et votre sens de la communication est un atout supplémentaire.
- Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Notre Groupe très diversifié et en constant développement est en mesure de vous offrir des perspectives de carrière.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. **MNM à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris**



Louis Tournay

MID
Stratégie - Diversification

Société de conseil en stratégie, en forte expansion (+ 40% par an)

- Travaillant à l'échelon international pour des grands groupes et des entreprises moyennes performantes.
- Intégrant dans sa démarche conceptuelle les caractéristiques du secteur étudié et les spécificités culturelles des entreprises.
- Assistant ses clients dans l'élaboration et le choix de leur stratégie.
- Ayant la volonté de devenir l'un des leaders de son marché.

Souhaite renforcer sa structure et recherche la collaboration d'un

consultant de haut niveau

- ayant acquis une pratique professionnelle solide dans une société de conseil,
- ou ayant exercé des responsabilités dans le domaine de la stratégie ou de la planification à l'intérieur d'une entreprise.

Ce consultant assumera rapidement la direction de projets.

Ecrire à M.I.D.
1232, rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc

TRINDEL

Division «ELECTRICITE ET NUCLEAIRE» (16.000 personnes, plus de 5 Milliards de F de C.A.) du Groupe SPIE BATIGNOLLES recherche plusieurs

INGENIEURS D'AFFAIRES ELECTROTECHNICIENS

specialises en Electricite Bâtiment courants forts et courants faibles. Nous désirons integrer des ingenieurs grandes Ecoles (I.E.G., ENSEEIHT, ENSEM, SUDRIA ou équivalent).
Fort d'une experience analogue de 3 à 6 ans, les fonctions proposées vous permettront de developper votre personnalité dans la liberté d'action, la responsabilite des décisions.
Mobilite, autonomie, initiative, sens de l'approche commerciale mais aussi de la gestion feront de vous - L'HOMME ORCHESTRE - de réalisations importantes dans la Region ILE DE FRANCE
Ces postes sont bases a PARIS 19e.
De reelles opportunites de carriere existent dans notre Groupe tant en FRANCE qu'a l'ETRANGER.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) sous référence A 83 10 LM a Société TRINDEL - DP PS - 44, rue de Lisbonne. - 75383 PARIS CEDEX 08.

DES HOMMES A LA MESURE DE NOTRE ENTREPRISE SB

jeune esc pour l'activité publicité - presse - relations publiques - d'une importante société de prestations de services.

Notre groupe dont les activités sont très diversifiées a une implantation internationale (12.000 personnes). Nous souhaitons confier à un(e) jeune diplômé(e) d'enseignement supérieur (ESC - maîtrise de gestion...), ayant trois ans environ d'expérience de la publicité industrielle, acquise de préférence chez un annonceur, le poste d'adjoint au responsable Publicité - Presse - Relations Publiques. Ce nouveau collaborateur participera à l'élaboration et à la réalisation de brochures de documentation, de rapports d'activité, de journaux internes, à l'organisation de manifestations, de séminaires, à la conception d'actions publicitaires professionnelles. Pour réussir à ce poste, il faut parler anglais, posséder une bonne culture économique, avoir le sens de l'efficacité et de la disponibilité, une grande capacité d'adaptation à des activités variées.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 284.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

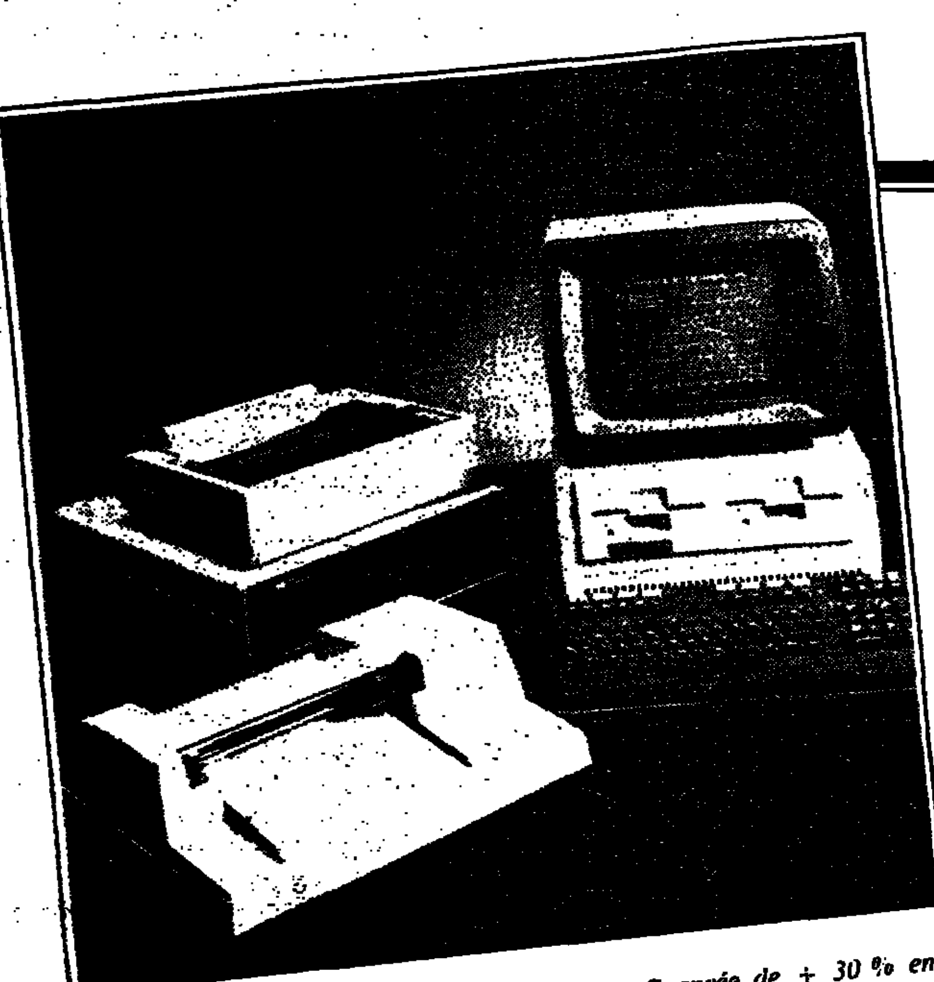
ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Cadres aujourd'hui, managers demain...

...chez H.P. Grenoble!



• Une très forte croissance entièrement autofinancée de + 30 % en moyenne sur les cinq dernières années.
• Une technologie dynamique (9 % du C.A. consacré à la recherche).
• Des unités à taille humaine.
Trois facteurs qui ont permis à HEWLETT-PACKARD de devenir l'un des principaux fabricants de produits électroniques conçus pour la mesure, l'analyse et le calcul.
La Division HP GRENOBLE joue un rôle de leader sur le marché européen pour l'ensemble de la gamme des ordinateurs scientifiques et techniques, ainsi que des ordinateurs personnels.
Si vous êtes attiré par une entreprise qui offre de réelles possibilités d'évolution, un management par objectifs et une « qualité de vie ».
Rejoignez notre équipe pour assurer ensemble notre succès de demain.

Des postes de haut niveau sont à pourvoir dans les domaines suivants :

Gestion - Finance

- *Reporting financier*
- *Contrôle de gestion*
- *Organisation et gestion comptable*
- *Systèmes d'information et de gestion*
- *Gestion et planification de production*
- *Gestion commerciale.*

Informatique - Electronique Automatique - Télécom.

- *Ingénieurs recherche - développement*
- *Engineering*
- *Responsables formation technique*
- *Industrialisation et méthodes*
- *Ingénieurs production*
- *Ingénieurs chefs de produits.*

Informatique de gestion

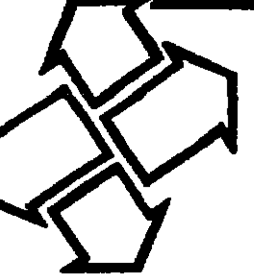
- *Responsables de projets*
- *Ingénieurs analystes*
- *Ingénieurs système.*

Vous êtes diplômé d'une des écoles suivantes : ECP - ENSAM - MINES - ECL - ESE - ENSERG - ENSIMAG - ESIEE - ISEP - ENST - INT... MIAGE + IAE - ISIM - EUDIL - CUST - INIG - IIE - INSA... HEC - ESSEC - IEP PARIS - ESCP - ESC LYON... Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience de 1 à 3 ans, l'un de ces postes vous intéresse, alors écrivez à
Claire BACHELARD - Responsable Recrutement
HEWLETT PACKARD - 5, avenue R.-Chanas
38320 EYBENS.
Nous sommes prêts à considérer votre candidature même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat.

MEDIA PA

HP, un partenaire de la vie économique française.





INGÉNIEURS COMMERCIAUX : JOUEZ LA CROISSANCE AVEC CONTROL DATA

Filiale d'un puissant groupe américain, CONTROL DATA FRANCE – 900 personnes, 800 M. de C.A. – poursuit une progression constante soutenue par des programmes d'innovation et de diversification permanents. Pour maintenir cette croissance, nous recherchons des professionnels de la vente pour différentes branches de son activité.

PÉTROLE GRANDS SYSTÈMES

De formation Grande Ecole Scientifique, vous avez acquis une première expérience de vente, de préférence en informatique, qui vous a permis d'acquérir une bonne connaissance du tissu industriel dans le domaine du pétrole.
Vous serez chargé de gérer une base installée et de promouvoir en France nos produits logiciels et nos matériels auprès des grands groupes industriels pétroliers.

Réf. MX 251

BANQUE GRANDS SYSTÈMES

De formation Grande Ecole Commerciale, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans de vente en informatique acquise de préférence en milieu bancaire où vous avez confirmé vos goûts pour les contacts à haut niveau.
Vous développerez en France la vente de nos grands systèmes Cyber auprès de grands groupes bancaires et financiers.
Ce poste devrait permettre à un candidat de valeur d'évoluer dans nos structures.

Réf. MX 261

ÉQUIPEMENTS COMPATIBLES IBM

De formation supérieure, vous connaissez l'environnement IBM gros ordinateurs et vous avez déjà acquis une première expérience de la vente en informatique qui a confirmé vos qualités relationnelles avec les décisionnaires de sociétés.
Vos qualités de négociateur et votre dynamisme vous permettront de commercialiser avec succès les équipements périphériques compatibles IBM dans les secteurs les plus variés.

Réf. MX 161

TRAITEMENT DE L'INFORMATION

De formation superieure Grande Ecole Scientifique ou Commerciale, vous possédez de préférence une première expérience professionnelle dans le secteur bancaire et vous avez des dispositions pour les contacts à très haut niveau.
Vous développerez en France la vente de nos services Traitement de l'Information dans les secteurs bancaire et financier et gérerez une base installée.

Réf. MX 611

SUPPORTS A LA VENTE SERVICES TRAITEMENT DE L'INFORMATION

De formation supérieure Grande Ecole Scientifique ou de Gestion, votre expérience de 3 à 5 ans en audit informatique vous a permis d'acquérir de solides connaissances en informatique et en gestion.
Votre rôle consistera à assurer le support à la vente de nos services de Traitement de l'Information en gestion et l'assistance permanente auprès de notre clientèle.

Réf. MX 611-T

Pour tous ces postes, nous insistons sur le fait que la pratique de l'anglais est souhaitable.
Lieu de travail : MARNE-LA-VALLÉE.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste souhaité à CONTROL DATA FRANCE - Service Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.

CONTROL DATA

Pain Champs

Message à un

ADJOINT H/F AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Vous souhaitez faire carrière dans la filiale d'un des premiers groupes français. Nous sommes une société

de service et d'exploitation

principalement auprès des collectivités locales. Nous employons 1200 personnes dans des unités décentralisées allant de 10 à 300 personnes. L'expansion de la société et la multiplicité de ses tâches conduisent notre Directeur du Personnel à rechercher un adjoint pour l'assister —ou le remplacer— après avoir été initié aux aspects spécifiques de la fonction : recrutement, gestion, formation, études, administration du personnel. C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes —impérativement— de formation supérieure, si à 32 ans minimum vous avez acquis une première expérience de la fonction incluant 5 ans de vie effective sur le terrain et si vous avez fait la preuve de vos qualités d'homme de dialogue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/227/E2 à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



La SEP de VERNON
Maitre d'Œuvre des 3 étages d'ARIANE
recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES (ENSAM, ENSMA, ENSICA...)

Responsable technique des organes de contrôle de pression du 3e étage d'ARIANE, il participera à la réalisation du système de pressurisation à gaz chaud du propulseur d'appoint liquide d'ARIANE IV.

A terme, il participera aux études de pressurisation du 2e étage d'ARIANE V.

Ce poste s'adresse à des Ingénieurs ayant de bonnes connaissances en mécanique et mécanique des fluides. Notions d'asservissement appréciées.

Merci de nous faire parvenir votre CV avec photo, salaire actuel et prétentions sous réf. 625, SEP, Service du Personnel, BP 892, 27207 VERNON.

SEP

HAVAS CONTACT

Benson : nous avons créé l'infographie.
Notre réussite est mondialement connue (Centres de Recherche et de Production en France, Californie, filiales européennes).

Physique-Chimie pour Technologies de pointe informatiques

Notre direction technique comporte une équipe de technologies avancées qui cherche, teste, choisit pour les équipes de développement et d'industrialisation les solutions de demain.

Vous serez le spécialiste de tous les problèmes liés à l'impression graphique électrostatique et par jet d'encre, à la pointe de recherches dans un environnement international.

C'est pour vous l'opportunité de développer votre expertise dans une perspective très opérationnelle dans un groupe à dimension humaine en proche banlieue parisienne.



benson
Écrivez au Service du Personnel
Zone Industrielle des Petites-Haies
1, rue Jean Lemoine
94015 CRÉTEIL

HAVAS CONTACT



LE CREDIT NATIONAL

Important organisme spécialisé dans
le FINANCEMENT des INVESTISSEMENTS
recherche pour son Département des Prêts

1 JURISTE avec FORMATION FINANCIÈRE

Diplômé d'études supérieures et possédant :
• de préférence quelques années d'expérience juridique ou bancaire,
• un esprit rigoureux et le sens des contacts humains.
Il exercera la fonction d'adjoint au Chef de l'unité chargée de la mise au point juridique et financière, puis de la notification des décisions de prêts à long terme.
Après un délai de 5 à 6 ans, un autre poste de Cadre financier ou juridique pourra lui être confié au sein de la Direction des Prêts.

Prière d'envoyer lettre manuscrite et CV avec photo au CRÉDIT NATIONAL
Service du Personnel et des Relations Sociales
45, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS.

Le groupe pharmaceutique PIERRE FABRE

recherche

pour son département DERMATOLOGIE

DEUX DÉLÉGUÉS MÉDICAUX (H./F.)

Pour une partie de la région parisienne.

Ils auront pour mission d'assurer auprès des médecins spécialistes dermatologues la présentation de nos gammes de produits de soins et d'hygiène de la peau.

Nous souhaitons rencontrer des candidats jeunes (min. 25 ans), enthousiastes et très disponibles, ayant acquis une formation scientifique (Bac D, C ou +).

Rémunération de bon niveau + frais professionnels.

Possibilité voiture de société.

Résidence sur le secteur souhaitée.

Les candidats intéressés adresseront lettre manuscrite + C.V. + photo récente à MICHEL PISTRE, B.P. 222, 81106 CASTRES CEDEX.

LA FORCE VIVE DE L'INFORMATIQUE

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

titulaires d'un diplôme de grande école ou d'une maîtrise d'informatique.

Nous vous proposons des missions d'étude et de réalisation au sein d'équipes de haut niveau où vous développerez votre formation et votre personnalité. Au-delà des réalisations que vous mènerez, nous vous offrirons la perspective de devenir chef de projet.

Notre métier d'ingénierie de systèmes complexes administratifs ou techniques vous garantit la formation puis la maîtrise des techniques de pointe dans lesquelles GIXI a acquis une grande notoriété : télécommunication, réseaux locaux, bases de données, systèmes graphiques, micro-processeurs.

Lieu de travail : région Sud de Paris (déplacements éventuels).
Merci de nous adresser un C.V. détaillé à : GIXI
Annie-Paule Sanviti, BP 110.
91944 Les Ulis Cédex.



média-system

SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS
RÉGION PARISIENNE

recherche

UN ou UNE ASSISTANT (E) DE DIRECTION

Pour son département juridique

Le ou la candidate, titulaire d'une maîtrise de Droit ou diplômé (e) de l'I.E.P. suivra, sous l'autorité directe de la Direction Générale, l'ensemble des questions à caractère juridique intéressant la Société et ses filiales.

Adresser C.V. + photo + prétentions
sous nº T 039.837 M, à
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

AUDIT INFORMATIQUE AUDIT OPERATIONNEL ET FINANCIER

Nous sommes un des tous premiers groupes français et européens, spécialisé dans la distribution de biens durables de consommation. Le développement rapide du groupe, les promotions intervenues nous amènent à rechercher des nouveaux cadres pour compléter notre équipe AUDIT INTERNE.
Nous souhaitons entrer en contact avec des jeunes diplômés des Grandes Ecoles Commerciales pouvant faire état de 2 à 4 ans d'expérience dans la fonction, en cabinet ou au sein du Service AUDIT INTERNE d'une grande entreprise.
Les postes à pourvoir s'adressent à :
• Un Spécialiste AUDIT INFORMATIQUE qui sera amené à développer cette spécialité avec des moyens importants.
• Un Auditeur opérationnel et Financier, véritable spécialiste qui sera amené à évaluer le fonctionnement des filiales dans le sens le plus large du terme.
Nous proposons des possibilités de développement de carrière très intéressantes, une formation permanente particulièrement développée, un cadre de travail motivant et sympathique, une rémunération concurrentielle pour des candidats de valeur.

Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle sous réf. 68349 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

graines d'élite clause

Leader en France sur le marché du jardinage, leader en Europe sur le marché des semences potagères et florales.

Nous renforçons notre équipe Informatique composée de plus de 20 personnes.

• Dans le cadre de la mise en place d'un nouveau système informatique basé sur l'utilisation d'un réseau de mini-ordinateurs pour la gestion décentralisée de points de vente, nous recrutons:

Un cadre analyste-programmeur

devant évoluer à court terme vers un poste de CHEF DE PROJET.

• Les responsabilités suivantes lui seront confiées: Rédaction du cahier des charges, et réalisation du projet, mise en place du système documentation et maintenance, animation d'une petite équipe.

• Un niveau de base type BTS, DUT ou équivalent est souhaitable ainsi qu'une expérience de quelques années dans le domaine de la DISTRIBUTION.

Les candidats intéressés voudront bien faire parvenir leur C.V., photo et prétentions à
SOCIÉTÉ CLAUSE
91220 BRETIGNY S/ORGE

L'AIR LIQUIDE

recherche pour son Centre d'Etudes près de VERSAILLES (78), des

Techniciens Supérieurs

de formation B.T.S. ou D.U.T. en Génie Chimique-Mesures Physiques - Génie Thermique - Froid et Climatisation - Informatique, pour participer à des études de laboratoire dans les domaines de la production, du traitement et de l'application des gaz.

Anglais souhaité.

Ecrire avec CV et photo à L'AIR LIQUIDE - B.P. 126 - Jouy en Josas - 78350 LES LOGES-EN-JOSAS.

SIEMENS

Filiale du Groupe SIEMENS, 3e du Monde en construction électrique et électronique, SIEMENS S.A. – 2000 personnes et plus d'un milliard de Francs de C.A. – développe ses activités dans plusieurs domaines sur le marché français.
Pour faire face à cette croissance, notre **Département Technique** chargé de la *mise en service et du Service Après-Vente,*

RECHERCHE DES

Techniciens

Pour son activité ÉNERGIE/INSTALLATION

– un technicien dans le domaine de la protection des locaux contre le rayonnement hertzien, maîtrisant la langue allemande pour suivi de commandes et inspections de chantiers correspondants, basé à ST DENIS, avec brefs déplacements en province et en R.F.A.
RÉF. C/F.M.

Pour son activité COMMANDES NUMÉRIQUES

– des techniciens débutants et/ou expérimentés, de niveau B.T.S ayant une formation aux automatismes pour les **commandes numériques et entraînements de machines-outils** – *nombreux déplacements en province* et en région parisienne
RÉF. MO/M

Pour son activité TÉLÉPHONIE

– des techniciens expérimentés en **téléphonie,** basés à ST DENIS avec nombreux déplacements brefs en région parisienne et occasionnellement en province.
RÉF. TEL/598M

– **un inspecteur** de montage et mise en service pour **installation de téléphonie** basé à ST DENIS avec nombreux déplacements brefs en région parisienne et occasionnellement en province.
RÉF. TEL/531M

Pour son activité ARTS GRAPHIQUES

– des techniciens, niveau D.U.T/B.T.S. connaissant les microprocesseurs et les circuits électroniques, débutants ou expérimentés, pour **systèmes de photogravure et photocomposition** (pour arts graphiques et impression) basés à ST DENIS, avec déplacements en région parisienne et en province.
RÉF. HELL/663M

– des techniciens ayant une *connaissance des circuits électroniques* et de la mécanique générale pour les matériels de **photogravure** basés à ST DENIS, avec déplacements en région parisienne et en province.
RÉF. HELL/679M

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions, en indiquant la référence exacte du poste à :
Département du personnel BP 122 - 93204 SAINT-DENIS Cedex 1

rush publicité

Siemens S.A.

HELIOS

un des premiers Cabinets français d'Audit et de Conseil, membre d'Arthur Young International
recherche pour Paris et Lyon

Auditeurs seniors

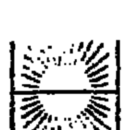
Nous leur proposons :
- le cadre de travail d'un cabinet international d'audit et de conseil,
- des missions variées en France et à l'étranger auprès d'entreprises privées et publiques,
- une carrière évolutive et des prises de responsabilité dans nos bureaux français et étrangers, pouvant conduire à l'association,
- une formation Audit de haut niveau comportant des séminaires *nationaux et internationaux.*

Nous leur demandons :
- le diplôme d'une grande Ecole (HEC, ESSEC, IEP, ESC...),
- une expérience Audit de 3 à 5 ans,

(Nous avons également quelques postes à pourvoir intéressant des débutants).

Nous sommes à votre disposition pour un entretien sur votre plan de carrière.

Adressez C.V., photo et lettre sous la réf. LM/01 à



HELIOS
Département Recrutement
7 rue de Chaillot
75116 PARIS.

MEDIAPA

GROUPE INDUSTRIEL
2 milliards F - 8000 pers.

RECHERCHE POUR SA DIVISION
TRANSFORMATION DES MÉTAUX EN FEUILLES
et son usine principale (1300 pers.) en
BASSE-NORMANDIE

RESPONSABLE COMMERCIAL Dépt Tôlerie

AVEC 4 TECHNICO-COMMERCIAUX IL A EN CHARGE LE DÉVELOPPEMENT
« DIVERSIFICATION TÔLERIE »
de l'usine : • prospection des marchés de produits réalisés à partir des techniques du travail de la tôle • Propositions d'amélioration des produits et d'étude de produits nouveaux • Fixation et contrôle des objectifs de vente et de profit • Animation de l'équipe T.C. • Liaisons avec les Sces Marketing, Production et Contrôle de gestion.

INGÉNIEUR diplômé ou possédant une expérience d'un niveau technique équivalent. C'est un « DÉVELOPPEUR » mais aussi un gestionnaire commercial, soucieux de RENTABILITÉ.
Disponible pour déplacements.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 5051 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Benson : nous avons créé l'informatique.
Notre réussite est mondialement connue (Centres de Recherche et de Production en France, Californie, filiales européennes).

notre force : nos études avancées

Notre DIRECTION TECHNIQUE comporte une équipe de technologies avancées qui cherche, teste, choisit pour les équipes de développement de projets les solutions de demain. Des chercheurs *opérationnels, ouverts sur l'extérieur et conseils internes:*

ingénieurs ECP, ESE, ENSAM, IEG

- **spécialiste normes-environnement-marketing composants.**
- **spécialiste motorisation, puissance fractionnaire.**
- **spécialiste cinématique, mécanique rapide.**
- **chef de projet développement nouveaux produits.**

Ces opportunités de carrière dans une unité à dimension humaine, *en proche banlieue parisienne, comportent un contexte international* pour lequel l'anglais est indispensable.



benson
Écrivez au Service du Personnel
Z.I. des Petites Haies
1, rue Jean-Lemoine
94015 CRÉTEIL

HAVAS CONTACT

ALSTHOM ATLANTIQUE

DIVISION MECANIQUE
Paris proche banlieue

Nous recherchons pour l'un de nos établissements (1500 personnes) qui produit et vend dans le Monde entier des turbines à vapeur, des pompes et des compresseurs

ingénieur organisation

Agé de 28 ans environ il participera à la définition puis à l'adaptation de l'organisation de l'établissement et du **PLAN INFORMATIQUE** qui lui sera associé : tous les secteurs : Appro., lignes de produits, gestion de production, gestion du personnel, comptabilité etc... *sont concernés.*

Ce poste implique une solide formation d'ingénieur, au minimum une première expérience en organisation et la connaissance des *applications de l'informatique en gestion industrielle.*

D'intéressantes possibilités d'évolution dans le Groupe sont ouvertes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 8706 à MAMREGIES, *3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.*



PARIS : Quartier Bourse

Le Groupe FERNAND NATHAN recherche un jeune **responsable**

COMPTABLE

pour lui confier en liaison avec la Direction Financière du groupe, la mise en place et le suivi de la comptabilité de sa **filiale d'édition de logiciels grand public nouvellement créée.**

Il prend en charge l'ensemble de la comptabilité déjà informatisée jusqu'au bilan, les déclarations sociales et fiscales.

De formation D.E.C.S., il a une première *expérience réussie dans le cadre d'une* PME.

Rémunération de l'ordre de 120.000 F/an.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé sous réf. 354 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



EXPORT MANAGER

Filiale d'un Important Groupe Français, nous fabriquons et commercialisons des produits industriels.

Le candidat que nous recherchons aura pour mission de développer la rentabilité et le chiffre d'affaires exportation.
Sa fonction consistera à :
- analyser les marchés nationaux,
- lancer les actions commerciales,
- mettre en place les agents et distributeurs,
- définir les catalogues et tarifs.

Sa zone d'activité sera principalement l'Europe du Nord et de l'Est, le Bassin Méditerranéen, l'Afrique.

Il participera en outre à l'élaboration de la politique commerciale et de la politique produits.

Si vous êtes de formation supérieure et si vous avez :
- quelques années d'expérience dans un poste similaire,
- une bonne compréhension des données techniques,
- une connaissance parfaite de l'anglais et si possible une troisième langue,
- le goût d'entreprendre et le sens du travail en équipe,

nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence 4228 M à **rscg carrières** 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.

IBM

RECRUTE AUJOURD'HUI SES INGÉNIEURS DE DEMAIN.

Nos activités, notre politique

IBM joue un rôle de premier plan, en France, dans l'industrie informatique secteur très concurrentiel qui enregistre chaque année un fort taux de croissance. Concevoir, fabriquer, commercialiser et entretenir des produits complexes, qui font appel à des technologies de pointe, tel est l'essentiel de notre activité. En effet, nous commercialisons une vaste gamme d'ordinateurs, auprès d'entreprises et d'administrations de toutes tailles, dans les secteurs les plus divers de l'Economie Française.

Au-delà de *l'intérêt* que présente une entreprise performante, nous vous apporterons des avantages précieux :
• La garantie d'une formation normalement rémunérée, suivant un programme alterné, dans nos Centres d'Education de la Région Parisienne, et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne, ou d'une Direction régionale. Cette formation est conçue pour permettre à nos futurs ingénieurs d'acquérir les connaissances professionnelles et les compétences nécessaires à l'exercice de leur métier.
• L'accès à une formation permanente au cours d'une carrière ouverte à des métiers variés.
• L'exercice d'une activité, offrant sécurité et autonomie au sein d'une petite équipe.
• Une politique de rémunération qui tient compte des meilleurs salaires pratiqués dans notre domaine en France.

Le métier d'ingénieur technico-commercial

Il relève d'une vaste démarche : une mission de Conseil auprès de clients d'activités et de tailles diverses, en association avec un ingénieur commercial avant et après la vente. En fait l'ingénieur technico-commercial analyse le besoin du client, propose la solution la mieux adaptée, participe à sa mise en œuvre. Mais sa mission ne s'arrête pas là : il doit suivre la réalisation du projet informatique, puis l'évolution de l'activité de son client, pour être en mesure de répondre à cette évolution. En d'autres termes, il aide les utilisateurs à tirer le meilleur profit de nos matériels et services.

Ce que nous attendons de nos futurs ingénieurs technico-commerciaux

Pour IBM les clients comptent beaucoup, les collaborateurs aussi ; c'est pourquoi, nous recherchons chez nos candidats :
• Une formation : un diplôme de grande école d'ingénieur ou de commerce, de bonnes connaissances en anglais, éventuellement une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans.
• Des qualités spécifiques : aptitude à communiquer, confiance en soi, esprit d'initiative et de synthèse, sens de la méthode, imagination, ambition.

En outre, nous leur demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en Province.

Si vous recherchez une entreprise d'envergure internationale, connue pour sa réussite et son dynamisme, si l'idée de participer au "phénomène informatique" mondial vous séduit :
Adressez alors votre candidature à J.P. ASTOR IBM France 2, rue Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence IDM2

MASH

IBM

Ingénieur Commercial

France et Export : notre entreprise fait partie d'un groupe français de dimension internationale et fabrique des composants électromécaniques destinés à l'industrie de l'électroménager. L'ingénieur commercial que nous recherchons sera donc l'interlocuteur des constructeurs français et européens qui font confiance à la réputation de notre marque. Il devra traiter des marchés importants et, pour ce faire, une première expérience de la vente de produits industriels de grande série est nécessaire. Notre équipe commerciale attend un candidat ouvert, enthousiaste et motivé par une ambition légitime. Formation technique, anglais indispensable + deuxième langue appréciée.

Responsable Marketing-Ventes

La même entreprise : confiera à un ingénieur électromécanicien la responsabilité de l'ensemble de ses travaux et études de marketing : analyse des produits et des marchés, proposition d'actions correctives, recherche de nouveaux produits en relation avec le Bureau d'Etudes, etc ... Afin de demeurer en prise directe avec les problèmes spécifiques du terrain, le candidat aura en outre la responsabilité d'un secteur de vente qui représentera environ le 1/4 de ses activités. Cette fonction, qui implique une expérience commerciale réussie et une bonne connaissance du marketing, devrait conduire un candidat de valeur vers une évolution rapide. Anglais indispensable + deuxième langue.

Pour ces deux postes basés en Banlieue Ouest, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 304237 M en précisant le poste choisi à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantit réponse et discrétion.



Chef Comptable

Paris banlieue ouest : notre société (90 millions de C.A. 65 personnes), filiale d'un groupe français, distribue à une clientèle industrielle variée du matériel électrique, électronique et informatique de marques réputées. Notre développement et une fusion récente nous conduisent à créer le poste de Chef Comptable. Le (la) titulaire aura pour mission d'animer et coordonner l'action d'une équipe de 7 personnes (comptes clients et fournisseurs, comptabilité générale, bilan et trésorerie), de mettre en place une informatisation en temps réel, d'harmoniser les comptabilités des sociétés fusionnées. Nous souhaitons rencontrer des candidats(tes) de formation DECS ou équivalent, ayant acquis une expérience, même courte, de l'ensemble des activités d'un service comptable et doté des qualités humaines que l'on attend d'un responsable de ce niveau. La connaissance de l'anglais serait appréciée. Evolution envisageable dans le groupe en fonction des compétences démontrées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 304238 M à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris, qui vous garantit réponse et discrétion.



NOUS RECHERCHONS



C'est un ingénieur de haut niveau

possédant au minimum 6 ans d'expérience diversifiée dans le domaine des logiciels temps réel à base de microprocesseurs. Il possède des connaissances dans certaines techniques de pointe (méthodes de génie logiciel, réseaux ou langage ADA). Il sera responsable de la sélection et du recrutement de nos ingénieurs ainsi que du suivi technique de certains projets.

Si ce poste est à votre taille, adressez votre candidature et votre C.V. manuscrit sous référence M 115 b à :
I.P.I. service recrutement
26, rue du Renard
75004 Paris

I.E.P INTERNATIONAL

GFI

Le GFI est aujourd'hui l'une des premières sociétés françaises de Services et de Conseil en Informatique (1100 personnes, CA 1982 : + 320 millions de francs). Son développement rapide s'est opéré simultanément sur 2 axes : les prestations intellectuelles, les produits et services.
La haute technicité des prestations et la diversité des moyens ouvrent au sein de notre groupe de larges opportunités d'évolution.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Véritables spécialistes, vos qualités de techniciens alliées à des qualités de communication vous permettront d'analyser les besoins, de conseiller, de formaliser le descriptif des applications et d'assurer l'adéquation des besoins et des solutions, basées sur des produits haut de gamme, : - **Alpage** : Paie et gestion du personnel; **Sami** : Gestion des immobilisations; - **Luc, Luce** : Logiciels de comptabilité.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Marie-Pierre Péruse, sous référence 3880, GFI, Tour Neptune, Cédex 20, 92086 Paris-La Défense 1.

GROUPE FRANCAIS D'INFORMATIQUE

média-system

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE

BUDGET ANNUEL D'INTERVENTIONS DE 3 MILLIARDS DE FRANCS.

recherche pour
piloter la mise en place complète de son système informatique
(sièges et 22 délégations régionales)

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

35 ANS ENVIRON.

Le candidat sera appelé à prendre à terme rapproché la responsabilité d'un service informatique en cours de développement.

Sa mission consistera dans l'immédiat :
- **à achever rapidement l'informatisation de la gestion (Paris-province),**
- **et à définir les investissements complémentaires à réaliser, notamment dans le cadre de la régionalisation.**

Dans un second temps, il devra mettre en œuvre le schéma directeur informatique et bureautique auquel il aura contribué, qui comprendra notamment la gestion de bases de données administratives ou techniques importantes.

(Expérience MATRA, DATAPOINT appréciée.)

Les candidatures sont à adresser sous la référence I.F. au Service du Personnel,
A.F.M.E., 27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris.

Directeur adjoint des affaires scientifiques

Nous sommes la filiale française d'un important laboratoire international et recherchons le

Médecin ou pharmacien

qui développera les relations scientifiques et réglementaires auprès des pouvoirs publics.

Le candidat, 28-35 ans, aura pour mission dans le cadre d'une politique définie d'établir et de présenter les dossiers économiques auprès des ministères concernés.

D'excellentes qualités de contact, l'aptitude à la négociation, un tempérament d'entrepreneur et une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans une direction marketing ou médicale d'un laboratoire international ainsi qu'une bonne pratique de la langue anglaise sont des atouts pour développer efficacement cette nouvelle fonction.

Notre société en très forte croissance offre des perspectives de carrière attrayantes tant sur le plan national qu'international à un candidat de valeur.

Le poste est à pourvoir dans la banlieue Ouest de Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 92601M , 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

S. I. G.

SYSTÈMES INFORMATIQUES DE GESTION

recherche

DEUX INGÉNIEURS LOGICIEL

Formation ingénieur ou équivalent, pour participer au développement des logiciels de la société (base de données, vidéotex, systèmes interactifs d'aide à la décision).

Adresser curriculum vitae et prétentions à
S.I.G., 4 bis, rue de la Libération,
78350 JOUY-EN-JOSAS.



SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
recherche **POUR SA FILIALE EN FRANCE**

JEUNE CADRE FINANCIER

Le candidat sera diplômé de l'enseignement supérieur (DECS ou équivalent).

Nous demandons :
- une expérience dans un cabinet comptable important (2 à 3 ans).
- une bonne maîtrise de la comptabilité française et anglo-saxonne.
- des connaissances solides en fiscalité et contrôle de gestion.
- capable de travailler sur des documents rédigés en anglais.

La rémunération sera fonction de l'intérêt de la candidature et en particulier de la solidité de l'expérience.
Poste à pourvoir banlieue Sud-Ouest de Paris.

Adresser C.V. et prétentions à :
Société PEABODY G.C.I. - Service du Personnel
rue Elsa Triolet - BP 54 - 78370 PLAISIR-LES-GATINES

bleu

GF

GÉNÉRAL FOODS FRANCE

1700 personnes - 1 Milliard 3 de C.A.

AUDITEUR INTERNE

- *Vous avez complété votre DECS et un certificat supérieur d'expertise comptable par une expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'Audit International.*
- *Votre goût pour cette activité, votre facilité à communiquer en anglais comme en français, votre attrait à terme pour d'autres fonctions financières font de vous un candidat tout désigné.*

Si un salaire motivant et d'excellentes perspectives de développement professionnel vous incitent à rejoindre la filiale d'un géant multinational installée à Rueil, votre CV (avec mention de votre salaire actuel) adressé à Philippe VAZ - G.F.F.
B.P. 309 - 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX
nous permettra de nous rencontrer rapidement en toute discrétion.

COFAP

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

• pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▸ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits *analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des* microprocesseurs. réf. C

▸ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en **rappelant la référence du poste, à LCT** - BP 40
78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.

Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans le marketing, la publicité ou la promotion des produits de grande consommation, acquise après des études supérieures.

Vous avez affiné votre sens de la création, de la communication et pris conscience de vos réelles capacités.

Vous souhaitez maintenant trouver un nouveau champ d'action à votre mesure où vous pourrez mettre en valeur votre imagination, concrétiser votre goût de l'initiative, exprimer largement votre potentiel.

L'ORÉAL

entreprise française innovatrice peut, par son implantation très internationale et par la grande souplesse de son organisation, vous donner les moyens de prendre une dimension professionnelle supérieure, dans le développement et la commercialisation de ses gammes de produits.

Reconnu très vite dans vos compétences et votre dynamisme, vous pourrez prendre un poste de Direction en France ou dans une filiale à l'étranger.

Si vous souhaitez mieux connaître les opportunités offertes, vous pouvez écrire à : L'OREAL, Direction des Ressources Humaines, Annonce M254, 41 rue Martre 92117 Clichy Cédex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

BOZEL

électrométallurgie

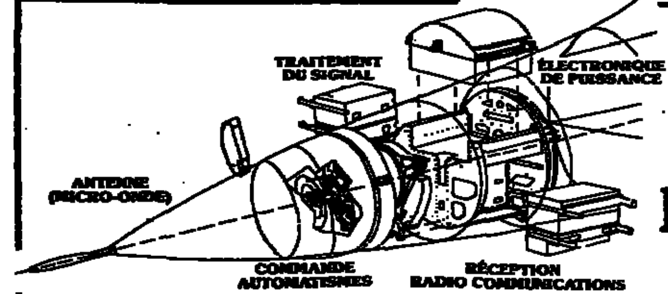
recherche pour son Siège à PARIS LA DÉFENSE

CHEF DE PRODUITS MONDE ENTIER

Ces produits sont des ferro-alliages et inoculants destinés à la fonderie et représentant un CA dépassant 100 MF.

Le candidat, INGENIEUR GRANDE ÉCOLE, âgé de 30 à 40 ans, aura une expérience en métallurgie et le goût des contacts commerciaux. Rattaché directement au Directeur Commercial, le poste comporte une activité de développement de nouveaux produits et l'animation d'un réseau de vente international. Le candidat devra parler l'anglais et être disponible pour de courts voyages à l'étranger.
La rémunération sera fonction de la compétence et du dynamisme du candidat.

Adresser CV avec photo à Direction du Personnel, Tour Roussel Nobel Cedex N° 3 - 92080 PARIS LA DEFENSE.



THOMSON-CSF INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des Radars et des équipements de Contre Mesure aéroportés.
Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe, où de très importants moyens de recherche et développement permettent à RCM d'occuper une place de premier plan.
Nous proposons à de jeunes ingénieurs des responsabilités à la fois évolutives et variées dans les activités suivantes :

SYSTÈMES RADARS

– DÉFINITION et INTÉGRATION de SOUS SYSTÈMES.
Harmonisation avec l'ensemble des équipements aéroportés - Maîtrise d'œuvre Radars.
– ÉTUDES THÉORIQUES DE PROJETS.
Prospectives, modélisation, simulations.
– DÉFINITION-RÉALISATION D'ESSAIS au sol et en vol.

ÉLECTRONICIENS ÉTUDES

– TRAITEMENT DU SIGNAL.
Matériel logiciel, algorithmes.
– PROPAGATION, RÉCEPTION, RADIO, COMMUNICATIONS.
– MICRO-ONDES.
Formation assurée pour scientifiques de haut niveau.
– ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE.
– CONCEPTION DE CIRCUITS RAPIDES.

Une ou plusieurs de ces activités correspondent à vos compétences.
Nous vous proposons de rejoindre nos équipes au sein d'une grande entreprise pratiquant une activité industrielle sophistiquée avec une très grande rigueur technique.

THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM
Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette
92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT



Le **GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE**, une des premières S.S.C.I. en France — 1 100 personnes, 320 millions de francs de C.A. en 1982 — qui met en place une politique de gestion rigoureuse, adaptée à des structures souples et évolutives offre, à Paris, des perspectives de carrière à

Un contrôleur de gestion senior (réf. M/306)

Rattaché au Responsable du contrôle de gestion du groupe, vous prenez en charge le contrôle de gestion d'une ou plusieurs de nos filiales en supervisant éventuellement un collaborateur junior. Vous participez à l'étude et à la mise en place au niveau du groupe d'un système d'information de gestion et de comptabilité élaboré, englobant, au-delà du contrôle budgétaire, un véritable outil de gestion.

De préférence diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou d'un M.B.A., vous avez une solide expérience acquise, si possible, dans une société de services où vous avez maîtrisé le contrôle budgétaire en participant activement à la vie économique de l'entreprise

Un contrôleur de gestion junior (réf. M/308)

Sous la direction d'un Contrôleur de Gestion senior, vous assurez le contrôle de gestion d'une de nos filiales :
- établissement et suivi des budgets, reporting, gestion des bilans, contrôle de la trésorerie et des investissements, financement, audit... ;
- prévision des taux d'activités et des charges des départements, mesure de leurs performances, détection des risques...

De préférence diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou titulaire d'un DECS, vous avez une première expérience de la comptabilité analytique et du contrôle de gestion

Un jeune cadre comptable (réf. M/309)

Vous secondez le Responsable Comptable du groupe dans ses activités : consolidation des comptes, mise en place des procédures, étude d'amélioration de systèmes comptables informatisés...

Vous prenez, ensuite, la responsabilité du service comptable d'une de nos filiales ou bien vous avez une large délégation au sein de la direction comptable du groupe.

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou titulaire d'une Maîtrise de gestion et d'un DECS, vous bénéficiez d'une expérience de 3 ans minimum, acquise dans un service comptable ou dans un cabinet d'expertise comptable.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

NOTRE COMPAGNIE S'EST SPECIALISEE DANS UN SECTEUR TECHNOLOGIQUE DE POINTE DU DOMAINE INFORMATIQUE
Dans le cadre de l'expansion de notre DIVISION ETUDES MATERIELS, nous recherchons un

CHEF DE PROJET

pour prendre la responsabilité d'études permettant la **REALISATION DES PLANS PRODUIT** de la Société.
Il a une formation d'électronicien (option informatique) et une expérience (4 ou 5 ans) des études de matériel et de logiciel.
Il est spécialisé également dans le domaine FIRMWARE.
Sa responsabilité couvre :
- la définition technique du produit (gammes bancaires ou péri-informatiques) en liaison avec les autres Directions (marketing, études industrielles, après-vente, ...).
- la coordination des tâches (mécaniques, électroniques, FIRMWARE, logicielles) réalisée par les équipes participant à l'étude.
- la gestion complète de l'étude (budget, planification).

Ces postes sont à pourvoir en Banlieue Parisienne Sud accès direct par le RER (5' de la gare)
Nous vous remercions d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V et prétentions) sous référence 11398 M (à mentionner sur l'enveloppe) à :
l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

INGENIEUR PROCESS CONTROL

AccuRay Corporation, leader international dans le domaine des systèmes industriels de mesure, régulation et information recherche pour son groupe de spécialistes international :
UN INGÉNIEUR SPÉCIALISÉ DANS LE CONTROLE DE PROCESS EN CONTINU.
Le candidat devra :
●Avoir une bonne connaissance de l'électronique, de l'instrumentation de régulation, du milieu industriel (papeterie notamment) acquise au cours de 2 ans d'expérience minimum. ●Maîtrise de l'anglais indispensable. ●Facilité et clarté dans les communications orales et écrites. ●Disposé à exercer ses activités partout en Europe. ●Cours de formation de 16 semaines aux Etats-Unis commençant le 11 juillet 1983.

Veuillez adresser votre candidature détaillée à :
AccuRay France 8, rue Auguste Renoir
78400 CHATOU





PREMIER IMPORTATEUR

recherche

PREMIER DE PROMOTION GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE - UNIVERSITÉS

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

• *Au sein de l'Equipe marketing pièces, votre connaissance approfondie du marché vous permet d'élaborer une politique de prix rendant vos produits plus compétitifs. Vous assurez également le lancement et le suivi de campagnes promotionnelles.* **MM 2**

SPÉCIALISTE PUBLICITÉ PROMOTION DES VENTES

• *Au sein de notre Département Marketing Machinisme Agricole, votre sens des relations vous aide dans votre travail de contact et de suivi avec notre agence de Publicité, notre réseau de Concessionnaires et la presse spécialisée. Vous êtes responsable de l'élaboration et de la diffusion de brochures techniques. Vous participez également à l'organisation de toutes les manifestations professionnelles.* **MB 1**

CONSEILLER DE GESTION

• *Vous aidez notre réseau de concessionnaires à mettre en place les systèmes comptables et de gestion préconisés par Ford, avec introduction de l'informatique. Vous participez à des études financières en liaison avec les différents services commerciaux.* **MV 5**

CONSEILLER COMMERCIAL

• *Vous stimulez et développez les ventes de pièces détachées, équipements et accessoires au travers des concessions et points de vente Ford et Motorcraft. Vous optimisez la gestion, l'organisation et la rentabilité des magasins et aires de vente de nos réseaux, auprès desquels vous exercez un conseil polyvalent.* **MM 3**

deb's

Pour tous ces postes, la mobilité géographique et la connaissance de l'anglais sont indispensables. Adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à FORD FRANCE SA, Direction du Personnel : 344, Av. Napoléon Bonaparte 92506 Rueil-Malmaison Cedex.

Dans le cadre de son développement qui le situe dans les tout premiers cabinets d'audit implantés en France

BEFEC-MULQUIN ET ASSOCIÉS

recherche

AUDITEURS CONFIRMES

Ils travailleront au sein d'une organisation réputée pour la variété de ses interventions auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Les candidats devront avoir une expérience d'au moins 2 ans en cabinet d'audit français ou international et au minimum le DECS complet.

Les formations de CPA ou de chartered accountant seront appréciées, de même que la maîtrise de l'anglais et de l'allemand, certaines missions se déroulant dans le cadre de notre groupe international BBD.

Merci d'adresser C.V., photo
et lettre de candidature manuscrite,
en précisant la rémunération
actuelle, sous réf. B 835, à :
BEFEC — MULQUIN ET ASSOCIES
Département du Personnel
12, rue Margueritte - 75017 PARIS.

pblp

GROUPE INTERNATIONAL, LEADER SUR SON MARCHE
situé à **80 km au Nord de Paris,**
recherche pour son usine de production

L'ADJOINT DE SON CHEF DU PERSONNEL

Il participera à l'ensemble des activités d'une gestion dynamique du personnel non cadre :

- recrutement,
- formation,
- rémunérations,
- études sociales,
- relations industrielles.

Il aura à s'intégrer dans une équipe de direction du personnel ayant en charge l'ensemble des effectifs de la société (4300 personnes).

Indépendemment de qualités humaines et d'une personnalité affirmée, le candidat devra justifier d'une formation supérieure et autant que possible d'une large expérience de la fonction acquise en milieu industriel.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2386 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

THOMSON-TITN

Société Ingénierie en Informatique recherche *pour son département*

Informatique répartie

prochainement situé à Malakoff (92).

• *Ingénieurs logiciel*

grandes écoles ou DEA, DESS option informatique, pour étude et réalisation de logiciel de base, écrit en langage « C » et « Pascal ». Les postes à pourvoir sont à tous niveaux (réf. R1).

• *Ingénieurs application*

école d'ingénieurs ou université (DEA, DESS, Maîtrise), option informatique pour analyse et réalisation de systèmes de gestion transactionnelle (réf. R2).

• *Analystes programmeurs*

DUT informatique pour analyse, programmation sur Mini et Micro-ordinateurs (réf. R3).

• *Ingénieur support-produit*

pour industrialisation de logiciel de base (réf. R4).

• *Ingénieur rédacteur technique*

pour rédaction et suivi de fabrication des notices techniques (réf. R5).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à **THOMSON-TITN** - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

MEDIA PA

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

GROUPEMENT PROFESSIONNEL SECTEUR ASSURANCE ACCIDENT

recherche

UN COLLABORATEUR CADRE

de formation supérieure (droit, ESSEC...), ayant vécu une première expérence significative dans la profession.

Il sera principalement chargé :

- d'assurer le secrétariat de Commissions.
- de suivre l'application de Conventions et d'accords professionnels.

Les candidats intéressés enverront leur C.V. et prétentions de salaire annuel à :
M. D. DERYNCK - chez **A.G.S.A.A.**
118, rue de Tocqueville, 75850 Paris Cedex 17
(qui les traitera confidentiellement)

bleu

BANQUE DE CREDIT GENERAL MOTORS

Société affiliée au premier constructeur mondial de véhicules
et spécialiste du crédit automobile
recherche pour sa Direction Générale à PARIS 15ème

cadre comptable

30 ans environ, niveau DECS
Connaissance de la langue anglaise indispensable.

Le candidat aura pour mission :
— de prendre en charge la gestion comptable d'un portefeuille d'environ 40.000 contrats de prêts.
— *d'assurer la liaison et la coordination* avec les agences de province, les services commerciaux et de la comptabilité générale.
Il sera l'interlocuteur du service informatique.
De sérieuses aptitudes à l'encadrement sont requises car le *candidat devra animer une équipe d'une vingtaine* de personnes.
Possibilité d'évolution vers un poste de responsabilités en comptabilité générale.

Adresser C.V. manuscrit, prét. et photo récente à
Melle HIVET - BCGM 5, Square Max Hymans
75015 PARIS.

Groupe international matériel électrique
CA 16 milliards de francs, 50.000 personnes
recherche pour son service AUDIT INTERNE

auditeurs expérimentés

• environ 30 ans • formation supérieure (HEC, ESC, ESCAE, ESSEC) + DECS
• solide expérience souhaitée • connaissances approfondies anglais, allemand, espagnol ou portugais
• déplacements à prévoir

auditeurs débutants

• environ 25 ans
• formation ESC, IEP, HEC,... + DECS ou équivalent
• bilingues • déplacements à prévoir

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions
s/réf. 68181 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

GROUPE INDUSTRIEL
PERIPHERIE MARNE-LA-VALLEE
recherche

B.T. - B.T.S.

électriciens électroniciens mécaniciens

Pour ses Services :
préparation, contrôle
et achats sous-traitance.

Respectivement :
• Expérience professionnelle en câblage armoires nécessaire
• Responsabilité de son service contrôle avec connaissance de la métallurgie souhaitée
• Gestion d'un fichier d'achats pièces mécaniques, consultation fournisseurs, achat de pièces électriques et composants pour l'électronique.

Adresser C.V. détaillé, photo
et prétentions sous réf. 68447
Contesse Publicité 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui tr.

HOLDING
100 SOCIETES DE SERVICES

JURISTE

Important Groupe de Transport et de Services aux Industriels et Collectivités locales (100 sociétés) recherche son
CHEF DE SERVICE JURIDIQUE
Agé au minimum de 30 ans, de formation juridique supérieure ayant une bonne pratique du droit des sociétés et si possible du droit administratif et des questions fiscales acquise de préférence dans un cabinet spécialisé.
Ce poste évolutif peut se développer vers des responsabilités plus larges.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions
sous la référence 1148 à :



Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS.

Organisation et Publicité

IVECO 2ème *CONSTRUCTEUR EUROPEEN* de VEHICULES INDUSTRIELS

recherche

conseiller de gestion

qui assistera son **RESEAU DE CONCESSIONNAIRES du SUD DE LA FRANCE.**

D'une formation comptable niveau D.E.C.S., il aura acquis préalablement une première expérience de 2 à 3 années, soit dans un poste similaire auprès de filiales ou de concessions, soit dans une P.M.E. ou un cabinet d'expertise comptable.

Ce poste nécessite de nombreux déplacements avec résidence souhaitée en région parisienne.

Perspectives de développement de carrière intéressante au sein du Groupe.

Merci de nous adresser C.V. avec photo et prétentions
à la Direction des Ressources Humaines (Monsieur JEUNON)

6, rue Nicolas Copernic
78190 TRAPPES.



ÉTABLISSEMENT FINANCIER
QUARTIER SAINT-LAZARE-VILLIERS
Recrute

ATTACHÉ (E) RELATIONS PUBLIQUES

(Intégré(e) dans service marketing)
3 à 4 ans d'expérience

• PROFIL DU POSTE

- rédaction des supports de communication ;
- réalisation d'opérations régionales, nécessitant fréquents déplacements Province.

Ecrire en envoyant C.V. et prétentions à
M. Joël LEGATH,
63, boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Ingénieurs Chefs De Projets

Très importante société recherche des INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS, diplômés d'une grande École Électronique.

Au sein du Service Équipement Exploitation, ils animeront et coordonneront l'activité de petites équipes.

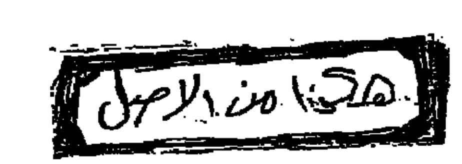
La responsabilité complète des projets leur sera confiée : définition des besoins du client, choix de la solution technique adoptée, suivi de l'étude, essais, coût, délais...

Une première expérience ainsi que des connaissances en analogique basse fréquence et systèmes de commutation microprocesseur sont demandées.

Ces postes offrent des perspectives de carrière intéressantes.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + photo en précisant vos prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 32646.

HAVAS CONTACT



Statisticien

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES dans le cadre de sa mission légale de contrôle des Banques et Etablissements du Groupe recherche un collaborateur statisticien pour :

- *conseiller et assister l'Inspection dans l'utilisation de certaines techniques d'audit et dans le développement des méthodes et outils de contrôle de la gestion des banques,*
- *participer à des études de synthèse à destination des organes dirigeants du Groupe.*

Les candidats devront avoir :

- *un niveau d'études supérieures et des diplômes spécialisés,*
- *une bonne expérience des études statistiques et de l'informatique acquise si possible en milieu bancaire,*
- *un goût prononcé des contacts,*
- *une disponibilité pour assurer des déplacements de courte durée en province.*

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo, prétentions et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous réf. SYR à M. CASTETS.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

---

l'innovation technique

CGCT

COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

Centraux téléphoniques, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de CGCT est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux dans le monde entier. Pour participer à son expansion, CGCT recrute pour son activité télématique



INGENIEURS ET TECHNICIENS INFORMATICIENS
DEBUTANTS ou CONFIRMES

pour s'intégrer dans une équipe de développement de très haut niveau et participer à la conception et à la réalisation de systèmes en temps réel : Commutation de données, Traitement de texte, Traitement de parole, etc ...

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à CGCT, Direction du Personnel
251, rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15.

L'informatique dans une importante banque française

Nous recherchons actuellement pour notre DIRECTION du PERSONNEL à Paris un :

Responsable d'application paie

Vous avez une formation supérieure et possédez au moins 5 ans d'expérience de l'informatique appliquée à la paie du personnel au sein d'une grande entreprise ou d'une SSCI (applications **BATCH** et **TEMPS REEL** sur équipement **IBM 3033** sous **OS/MVS** - Langages **COBOL, P.L. 1, ASSEMBLEUR.**

- Vous animerez une équipe
- Vous assurerez la prise en charge de l'application PAIE existante, après une période en double commande.
- Vous participerez à la mise en oeuvre d'un futur système de paie interactif relié à une base de données.

Vos aptitudes à l'encadrement et vos compétences techniques constitueront des atouts déterminants pour une évolution de carrière dans notre Société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet + prétentions en précisant la réf 4042 sur l'enveloppe, à Média- System, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

TECHNICIENS SERVICE PRETS

Cergy Pontoise - 95

TECHNICIEN des prêts agricoles.
Votre pratique de l'économie, de la gestion comptable et de la fiscalité agricole, sera alliée si possible à une expérience de plusieurs années en organisation agricole (de préférence dans un centre de gestion).

(Référence CPM)

Val de Fontenay - 94

TECHNICIEN des prêts professionnels aux Entreprises.
Votre formation gestion financière, comptable ; votre connaissance du Droit des Sociétés, ont été complétées par une première expérience dans une banque ou un organisme de crédit.

(Référence VFM)

Nous vous proposons d'**INSTRUIRE**, d'**ANALYSER** et de **REALISER** les demandes de Financement et d'en apprécier les différents aspects techniques, économiques, financiers, juridiques et fiscaux.
De plus, vous aurez à contrôler l'application de la réglementation en vigueur, et apporterez assistance au réseau d'agences dans l'approche économique des cas complexes.

ADMINISTRATIFS

(Siège)

Comptables

Diplômés de l'enseignement supérieur, DECS, DUT ou BTS comptable. Vous aurez en charge le suivi d'opérations bancaires.

(Référence AM)

JURIDIQUES

(Val de Fontenay - 94)

Vous êtes titulaire d'une capacité en Droit, d'un DEUG... lié à une formation notariale. Nous vous proposons d'intégrer notre service juridique et contentieux où vous serez chargé de la rédaction et du recouvrement des créances. Une expérience dans un poste similaire serait souhaitée.

(Référence JM)

CONTESSE

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie au Service du Recrutement - Crédit Agricole Ile de France — 26, Quai de la Rapée 75012 PARIS.



Le bon sens près de chez vous.

REALISER DES OUTILS INFORMATIQUES,
QUALIFIER LEURS LOGICIELS D'APPLICATION
EST BIEN L'AFFAIRE D'

INGENIEURS LOGICIELS

DEBUTANTS OU CONFIRMES

S'ILS SONT DIPLOMES D'UNE ECOLE D'INGENIEURS (OPTION INFORMATIQUE) OU UNIVERSITAIRE.
POUR LE COMPTE D'UN GRAND CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE, ILS VONT INTERVENIR DANS LES DOMAINES :
TELECOMMUNICATIONS, TRAITEMENTS DE TEXTES, LOGICIELS DE BASE, LANGAGES.

POSTES BASES EN BANLIEUE SUD (ACCES RER).
ADRESSER VOTRE CANDIDATURE COMPLETE (LETTRE MANUSCRITE, CV ET PRETENTIONS) SOUS REFERENCE 4420 A L'AGENCE DESSEIN - 69, RUE DE PROVENCE - 75009 PARIS.

Dessein

Pour contrôle construction ouvrages d'art ferroviaires au Cameroun recherchons :
1 INGÉNIEUR TUNNEL
1 INGÉNIEUR VIADUC
1 CONTROLEUR TERRASSEMENTS-LABORATOIRE.
Tél. Office français de coopération (établissement public).
Tél. 16 (1) 280-68-18 p. 258.

Jeunes DUT gestion et BTS comptabilité

Banque Paris 2e

Importante banque recherche pour son **département financier** (postes à dominante administrative et comptable) des **jeunes gens libérés des O.M.**

Vous êtes diplômés du **DUT de gestion** ou du **BTS de comptabilité.** Nous vous proposons un poste situé au coeur de Paris : **2e arrondissement.**

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2391/FIG. à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA.

Groupe français de taille internationale de TRAVAUX PUBLICS
70 filiales et agences, recherche

Responsable de l'Equipe Réviseurs

- dirigera une équipe de 4 / 5 réviseurs, les assistera, les formera et les contrôlera.
- Elaborera et suivra le plan du contrôle annuel des agences et filiales en liaison avec la Direction Générale.
- Veillera à l'actualisation permanente des procédures du Groupe, notamment dans le cadre du nouveau plan comptable.
- Ce poste conviendrait à un diplômé d'une école supérieure de commerce ayant le niveau d'Expert Comptable et une expérience professionnelle d'environ 5 ans.

Adresser votre candidature sous référence 470/M à M. A. DANNENBERGER CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS, qui vous assure la discrétion.

---

adep

Ministère de l'Education Nationale

AGENCE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Etablissement à caractère industriel et commercial intervenant pour le compte de toutes collectivités publiques ou privées, en France *et* à l'étranger, dans le domaine de l'ingénierie de la formation,

recherche

CHARGÉS DE MISSION

- Formation ingénieur ou équivalente ;
- Expérience d'au moins trois années dans l'Industrie ;
- Pratique et intérêt en matière de formation ;
- Anglais courant apprécié.

Rémunération à débattre.

Adresser C.V. et prétentions à :
Monsieur CUBY, Directeur de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente (A.D.E.P.).

Immeuble « Le Central »
La Courtine Mont-d'Est,
93160 Noisy-le-Grand.

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT
recherche des

réviseurs comptables

pour participer, au sein du Département "Tax", à des missions variées dans le domaine juridique et fiscal.

Les candidats recrutés auront une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans acquise dans un Cabinet d'expertise comptable.
La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Les perspectives de formation et d'évolution de carrière sont particulièrement intéressantes.

Ecrire à **MARIE JO MARTIAL**, sous la référence M-342, au 4, avenue Marceau 75008 Paris.

PARIS

IMPORTANT CABINET DE BREVETS D'INVENTION

recherche

INGENIEUR GRANDE ECOLE

généraliste/électromécanicien
débutant, diplômé Centrale, Mines, ENSI

Excellente pratique de l'anglais, allemand souhaité.

Au sein d'une équipe de haut niveau, en relation avec une clientèle nationale et internationale, nous proposons une possibilité de carrière dans un secteur particulièrement stratégique, puisqu'il est à la pointe de l'innovation.

Une large orientation culturelle, une grande curiosité d'esprit et une excellente aisance relationnelle sont indispensables.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 2504 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emploi et Entreprises

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION

200 personnes - C.A. 200 millions de Frs
EN FORTE EXPANSION
recherche pour son siège à VINCENNES

RESPONSABLE COMPTABLE

poste évolutif - ambiance jeune - gestion performante.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 11031 à PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

---

2 Ingénieurs

La COFRAMI, **Compagnie Française de mini et micro-informatique** recherche 2 ingénieurs.
De formation **Grandes Ecoles** ou **D.E.A.,** ils possèdent une **expérience de 1 à 3 ans** en mini-micro.

Ils participeront à des **développements logiciels** dans les domaines suivants :
- automatismes, contrôle de processus,
- télécommunications et télématique,
- systèmes spécifiques.

Merci d'adresser votre C.V. et une lettre manuscrite à **COFRAMI** - 5, rue Vernet - 75008 PARIS.

COFRAMI

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

PHILIPS Data Systems

ingénieurs commerciaux

POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT RAPIDE DE SES ACTIVITES INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE.

VOUS ETES : d'abord un vendeur, et vous le prouvez par 3 à 5 ans d'expérience réussie dans la commercialisation de produits ou de services informatiques.

VOUS AIMEZ : la vente et les satisfactions qui accompagnent la réussite, la compétition et les contacts à haut niveau.

VOUS DEVREZ : assurer le suivi et le développement d'une base de clientèle importante, proposer des solutions évolutives basées sur une gamme complète de minis et de micros (gestion, traitement de textes, réseaux).

VOUS BENEFICIEREZ POUR REUSSIR : • d'une organisation largement décentralisée au niveau opérationnel, • du support d'ingénieurs technico-commerciaux expérimentés, • du soutien technique et logistique du 1er constructeur européen dans le domaine de l'électronique, • d'un niveau de rémunération élevé largement basé sur vos qualités et votre expérience.

Postes à pourvoir à PARIS, LYON, STRASBOURG ou NANCY.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit + photo en précisant la réf.01 M à PHILIPS DATA SYSTEMS, Direction du Personnel 5, Square Max Hymans 75741 PARIS CEDEX 15.

PHILIPS

CONTESSE

---

50 JEUNES DIPLOMÉS POUR UNE CARRIÈRE A LA MAIRIE DE PARIS

VOUS AVEZ :
le Baccalauréat
le Certificat de Fin d'études secondaires
un Diplôme d'études supérieures

OU VOUS ÊTES :
candidats à la session de juin 1983 du Baccalauréat
et sous réserve que vous réussissiez à cette session

VOUS POUVEZ être candidat au concours de

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF

organisé à partir du 5 juillet 1983

les dossiers de candidatures vous seront remis sur place ou envoyés par courrier sur demande manuscrite avant le 16 MAI 1983 prochain à :



MAIRIE DE PARIS
Bureau du recrutement
Rez-de-chaussée, 2, rue Lobau, Paris IVe.
Adresse postale : 75196 Paris Rp.



Débutants ou quelques années d'expérience, recherchés par un important constructeur de matériel ferroviaire - proche Pont de Neuilly - pour assurer les études et la mise en service de matériels roulants, et suivre ces contrats à l'exportation.

Anglais indispensable - déplacements à prévoir.

Adresser lettre de candidature avec c.v. et prétentions à AXIAL Publicite (réf. 2458) - 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION
Paris-17e
recherche le

RESPONSABLE

de ses

MATÉRIELS INFORMATIQUES
(terminaux, micros, traitement de texte)

Le candidat, niveau B.T.S. ou D.U.T., aura eu une première expérience comparable.

Connaissant les langages usuels, il aura l'occasion d'aider les participants dans leur progression pédagogique.

Il aura le sens des responsab. et le goût de l'initiative.

Disponibilité rapide. Prière d'adresser C.V. et prétent. s/nº 8.056 *le Monde* Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Premier producteur Européen de fils métalliques et second au niveau mondial, nous recherchons pour notre bureau de vente France (CA 600 Millions de Francs), notre

BEKAERT

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

Le Poste :
- gestion de tous les aspects comptables, financiers, fiscaux et administratifs de notre bureau de vente à FONTENAY-AUX-ROSES,
- établissement et suivi des budgets et de la planification financière,
- en liaison avec la Direction Générale, négociation auprès des banques des conditions de crédits,
- élaboration et application d'un système de contrôle de crédit aux clients.

Le Candidat :
- a déjà exercé des responsabilités dans un service comptable et financier,
- apprécie et sait faire régner un climat d'équipe sérieux,
- possède une formation supérieure (DECS, école de commerce, université),
- des connaissances en anglais seront un atout supplémentaire,
- aura une rémunération stimulante.

Vous êtes intéressé ? Envoyez CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 43.016 LM, à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat 75017 PARIS.

HAVAS CONTACT

Mercuri Urval

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa **Direction Informatique** à **St Quentin en Yvelines (78)**

Ingénieur Informaticien

pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'au lancement ...
Développement sur ordinateurs de grande puissance (AMDHAL, V7 et V8) avec plusieurs centaines de terminaux : temps réel (CICS), temps partagé (APL), infocentre ... évolution possible vers les réseaux et micros ...
Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ou doctorat, possédant au moins 3 ans d'expérience.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **D 41** à
CNCA Gestion des Personnes 75010 Paris Brune

Lot-Tourney Pub



Leader dans son secteur d'activité recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé d'une grande école
Vous avez un titre universitaire (Sciences Eco, Maitrise de Gestion)
Vous avez complété votre formation par une expérience de quatre ans minimum en CONTROLE DE GESTION dans une entreprise ou au sein d'un cabinet d'AUDIT
Vous maitrisez la langue anglaise.

Nous vous proposons un poste rattaché au Directeur Financier au Siège Social de Neuilly.
Déplacements à prévoir.

Veuillez adresser une lettre manuscrite, C.V., photo récente et prétentions sous référence D.E. no13 à la Direction du Personnel - GAUMONT 30, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.
Discrétion assurée.



SADE

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX D'HYDRAULIQUE

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
4.400 PERSONNES - 1,8 MILLIARD C.A.
recherche
POUR SES SERVICES DE LA RÉGION PARISIENNE ET DE PROVINCE

JEUNES INGÉNIEURS

DÉBUTANTS
OU AYANT DÉJÀ UNE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE
(Grandes Ecoles, Arts et Métiers, E.S.T.P...)
Perspectives d'évolution réelles.

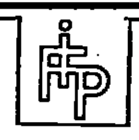
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 254 A à Publicité LAROCHE - 3, place Jules Ferry 92120 MONTROUGE qui transmettra.

CHEF DE PRODUITS

200 - 220 000 F — **PARIS** — **Agro-Alimentaire**

Un des premiers groupes français du secteur agro-alimentaire, recherche un CHEF DE PRODUITS. Il aura pour mission de développer les ventes d'une gamme «leader» de la grande distribution et de promouvoir les produits «collectivités» au travers d'un réseau de grossistes. Responsable de ses résultats et de ses marges, il assurera avec les responsables usine et marketing les prévisions de vente, le suivi des fabrications et le lancement de produits nouveaux. Il animera une équipe de commerciaux, il sera l'interlocuteur du réseau concessionnaires et il contrôlera le service administration des ventes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure commerciale, possédera plusieurs années d'expérience professionnelle dans une fonction commerciale impliquant l'encadrement d'équipes de vente.
Ecrire sous référence 589/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.



L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
situé à RUEIL-MALMAISON (92)
recherche pour sa Direction Informatique

INGENIEUR DEBUTANT

De formation IUT informatique
Pour assister le responsable du réseau interne tant au niveau opérationnel et évolution, qu'au niveau assistance aux utilisateurs.

Envoyer CV, photo et prétentions No 67895 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

Futur secrétaire général

Nous sommes un important groupe d'organismes d'habitat social et recherchons notre futur secrétaire général.

Agé de 30 ans minimum, ce cadre aura la responsabilité de l'administration du personnel, du service administratif et juridique et des services généraux.

La préférence sera donnée à un candidat possédant une expérience de l'administration de S.A. d'H.L.M. et/ou des CIL de 3 à 5 ans et capable de s'imposer.

Merci de nous envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence OB/PK au

groupe Arcade — Pour un habitat social de qualité

GROUPE ARCADE
63, rue de la Victoire
75009 PARIS

MEDIA PA

SECTEUR BANCAIRE

JEUNES DIPLOMES

Grandes Ecoles de Gestion ou 3ème cycle de l'Université (option finance)

débutant dans la vie active ou après une courte expérience en entreprise (2 ans maxi.), vous pensez avoir le potentiel nécessaire pour accéder à des responsabilités de

DIRECTION D'AGENCE BANCAIRE.

Pour recevoir un **dossier d'information complet** sur cette offre, écrivez en précisant votre diplôme et son année d'obtention, sous réf. 12000 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Société Industrielle de moyenne importance, filiale d'un grand groupe, recherche pour son département Ventes France situé à Paris

INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES

Formation électro-technique type AEBSIE, pouvant faire état d'une première expérience réussie.

Sa mission, après une période de formation, sera d'assurer auprès de la clientèle, la promotion de ses produits pour courants faibles et basse tension.

Ce poste convient à un candidat dont l'envergure lui permet de négocier à tous les niveaux.

Rémunération et perspectives d'avenir attrayantes.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 68046 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

---

analyste temps réel

sema informatique

La Division informatique de **sema metra**, société de conseil, d'études et d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche un

analyste futur chef de projet

Le candidat recherché a une formation d'ingénieur et 3 ans d'expérience dans la réalisation d'applications en informatique de gestion et a une très bonne connaissance de l'assembleur IBM et de IMS/DL1.

Il participera en rejoignant nos équipes de spécialistes à la conception et au suivi de réalisation de systemes de gestion temps réel dans le secteur tertiaire. Une rapide progression de carrière peut être assurée aux candidats de valeur.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10407 M à J. Hugage, Sema Sélection : Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Important Etablissement du Secteur Tertiaire
recherche

UN CADRE II GESTION DU PERSONNEL

débutant ou ayant quelques années d'expérience. Il sera intégré à une équipe de spécialistes et se verra confier progressivement toutes les fonctions de la gestion : recrutement, recherches internes, mobilité, promotion, évolution des rémunérations, conseils auprès de la hiérarchie, études ...
Il sera diplômé de l'enseignement supérieur : I.E.P., Psycho + gestion, droit + gestion, école supérieure de commerce, etc ...
Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. CC 3573 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Nous sommes une P.M.E. en pleine expansion
Nous concevons et fabriquons des postes de travail graphique pour la CAO, des ensembles de conversion analogiques numériques des centrales de mesures

Nous recherchons

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

POUR

ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

de matériels utilisant largement la micro-informatique.
Vous avez trois à cinq ans d'expérience dans le domaine de l'électronique numérique et des microprocesseurs.
Vous voulez vous intégrer à une équipe dynamique

Ecrivez avec C.V. ou téléphonez à :
Mr A. LACAILLE - CELI au 920-81-81.
25, rue des Petits-Ruisseaux - 91370 Verrières-le-Buisson

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL
en pleine expansion
recherche

• 1 JURISTE DROIT SOCIAL
• 1 CONSEIL FISCAL
pour Paris

• 1 CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL
pour Lyon

- Formation Maîtrise de Droit + Second diplôme.
- Expérience 3 à 5 ans de pratique.
- Langue anglaise.

Poste d'avenir pour candidat très motivé souhaitant *s'insérer dans un milieu d'affaires international.*

Ecrire s/réf. 1731 à PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

Consultant immobilier

Nous sommes un groupe d'implantation nationale et internationale, leader dans l'activité d'immobilier d'entreprise.

Notre développement nous conduit à rechercher

un consultant

pour renforcer notre équipe de Conseils en implantation tertiaire en région Ile de France. Vous êtes une personnalité sensibilisée, par une première expérience commerciale acquise en milieu bancaire ou immobilier, aux problèmes d'entreprise et vous savez vous appuyer sur votre formation supérieure ou votre solide culture générale.

Venez rencontrer sans tarder, comme vous savez mener vos affaires, notre équipe performante. Notre groupe dynamique est sûrement à l'image de vos ambitions.

Envoyez CV et prétentions N° 03132 AMEP P.A.
37, rue du Général Foy 75008 Paris
Discrétion assurée.

AMEP PA

Les laboratoires d'une société de produits de grande consommation, leader dans son domaine

recrutent :

1 INGÉNIEUR CHIMISTE DOCTEUR d'ÉTAT en CHIMIE ORGANIQUE

Expérience complémentaire en photochimie ou en photobiologie

Ce poste peut évoluer vers de plus larges responsabilités.

Lieu de travail : banlieue Nord-Est de Paris

Adresser C.V. + photo à C.G.P. (réf. T10)
14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS
qui transmettra.

LA SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES DU NORD ET DE L'EST DE LA FRANCE
recherche pour sa direction d'exploitation à SENLIS

UN CADRE ASSISTANT
AU CHEF DE BUREAU PAIE-PERSONNEL

Le candidat sera titulaire d'une maîtrise ou d'une formation équivalente. Il sera chargé de seconder le chef de bureau paie-personnel.
Salaire brut annuel, toutes sujétions incluses : 110.000 F.

Les candidatures sont à adresser à : S.A.N.E.F. B.P. 73, 60304 SENLIS CEDEX (lettre, C.V., photo).

Etablissement Financier Paris 8è
recherche

responsable comptabilité

assurant le suivi de la comptabilité générale et établissant les déclarations périodiques.

Expérience exigée de cette fonction dans un établissement financier ou une banque.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 9938 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

COMPAGNIE D'ASSURANCES
PARIS 9e
recherche

INGENIEUR SYSTEME

- formation supérieure exigée,
- expérience CGOS 64 souhaitée.

Il assistera le responsable système, sera chargé progressivement de l'organisation et du suivi de l'exploitation, et participera aux développements (TDS. IDS 2 QUERY).

Adresser candidature et C.V. à S.R.D.P. n° 5607, 19, rue d'Aumale 75009 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

chef des services généraux

Mission :
- animer et gérer les services généraux : courrier, coursiers, reprographie, standard, entretien des locaux (20 personnes environ),
- assurer les relations entre ses services et les utilisateurs,
- être responsable de la sécurité au sein de la société (participation C.H.S., respect des normes d'hygiène et de sécurité).

Profil :
- expérience confirmée d'un poste identique ou dans une activité comparable requise,
- goût des contacts et aptitude à la négociation.

Lieu de travail : quartier Etoile.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 10372 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ET VENTE DE GROUPES ELECTROGENES
cherche

un ingénieur commercial

pour suivre et développer sa clientèle (bureau d'études, cabinet, engineering, administration...) sur la région Parisienne, Normandie, Nord et Est de la France.

De formation électromécanique, le candidat justifiera de quelques années d'expérience réussie dans la vente de biens d'équipement et si possible de groupes électrogènes.

Poste basé à Paris.

Présenter candidature plus C.V. à :
S.D.M.O
Service du Personnel
2 rue Résumur
29200 BREST

Nous sommes une société spécialisée dans le conseil, l'organisation et la formation en milieu professionnel. Nous créons et diffusons un ensemble complet de matériels et de services liés aux techniques de pointe de la communication : informatique, enseignement assisté par ordinateur, télématique, audiovisuel professionnel...
Nous recherchons des

VENDEURS EXPÉRIMENTÉS

capables de promouvoir nos produits sur un marché en pleine expansion. Une bonne connaissance des secteurs concernés sera appréciée. Ces postes, basés à Paris, exigeront une grande disponibilité.
Envoyer C.V. et prétentions à Société N.T.I., 1, boulevard de la Paix, 51100 Reims.

THOMSON-TITN

Société d'ingénierie en informatique, 650 personnes, *dont 400 ingénieurs et cadres, recherche* pour la création d'un service recrutement et formation

• Ingénieur

plusieurs années d'expérience, expérimenté dans le domaine du recrutement et de la formation des ingénieurs en informatique. Ce poste, d'abord tourné vers l'intérieur de l'entreprise, sera amené à évoluer vers des prestations extérieures.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence DIR/Z à THOMSON-TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF

MEDIA PA

IMPORTANTE FABRIQUE DE BIJOUTERIE à PARIS
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

connaissant le GAP II et si possible le GAP III pour son Service Informatique : 2 IBM 34.

Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions à Ets GARNIER 60, rue Turbigo 75003 PARIS
Service 159

LYNX ALARM PARIS
Fabricant installateur de systèmes électroniques contre le vol, habilité par l'assemblée plénière des Stés d'assurances. Notre forte expansion nécessite l'embauche de

TECHNICO-CIAUX

secteur PARIS et rég. parisienne, département 77.
MISSION :
établir les contacts avec les prescripteurs.
Conseiller notre clientèle : industriels, commerçants, particuliers. Faire des propositions ; prendre des commandes et suivre la réalisation des installations.
PROFIL :
expér. de la vente et d'une technicité : esprit de rigueur et d'initiative ; la volonté de réussir par le travail.
NOUS VOUS OFFRONS :
une formation sérieuse.
Une rémunération comprenant un fixe + % sur CA + primes sur objectifs + frais et possibilités réelles de promotion.

Rémunération possible la 1re année : 120.000 F annuels.
Ecrire à LYNX ALARM avec lettre manuscrite, photo et C.V. ou tél. ce jour : 876-12-01.
217, rue La Fontaine, 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS
recrute

JOURNALISTE

spécialiste des questions économiques, financières et monétaires.
Adresser candidature avec référence à :
S.G.P.
13, avenue de l'Opéra
75001 PARIS.

Organisme de formation continue recherche

INGÉNIEUR
(5 ans expér. environ)

E.S.T.P. - E.N.S.I.
I.N.S.A. ou équivalent, pour prendre en charge la conception et la gestion de sessions de formation continue pour ingénieurs dans le domaine des routes et/ou des transports.

Env. C.V. et prétentions
à Mme DE SOLAGES
D.F.C.A.I.
28, rue des Saints-Pères
75007 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE
Porte de Versailles
recrute

INGÉNIEUR

CIVIL, E.N.P.C. ou E.C.P. ou équivalent
pour recherche sur le comportement à la rupture du béton :
- animation d'une équipe, encadrement de thésards, réflexion personnelle sur le plan théorique notamment.

Expérience en bureau d'études béton armé ou béton précontraint souhaité.

Horaire 39 heures.

Adr. C.V. et prét. à n° 68.294
Contesse Publicité
20, av. de l'Opéra. 75040.
Paris Cedex 01 qui transm.

P. FONTAINE ELECTRONIQUE
recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES CONFIRMÉES

pour le développement de nouvelles générations d'alimentations à découpage.
Env. C.V. et prétentions
P.F.E. M. Bernard Despeyroux
B.P. 10.
91380 Chilly-Mazarin.

AUTOMOBILES PEUGEOT

recherche au Siège Social à PARIS
pour la Direction de la Comptabilité

Cadres comptables haut niveau

Pour Services Comptabilité Générale et Analytique

Mission :
Après une période de formation aux Méthodes de la Société devenir rapidement **opérationnel** en prenant des responsabilités dans les Services de Comptabilité.

Profil souhaité :
- Diplômés Grandes Écoles de Commerce + DECS. Certificats de l'Expertise appréciés.
- Expérience comptable de 3 à 5 ans en Grande Entreprise ou Cabinet d'Audit.
- Aptitude au Commandement.

Pour Groupe de Reconception des Systèmes Comptables

Mission :
- Analyser et évaluer les systèmes informatiques et les procédures existants.
- Faire preuve de créativité pour concevoir de nouveaux systèmes plus performants et plus fiables.
- Participer à la mise en place du Plan Comptable Revisé.

Profil souhaité :
- Diplômés Grandes Écoles de Commerce niveau Expertise
- 5 à 10 ans d'expérience Comptable dont plusieurs années en Cabinet d'Audit.

Ces diverses fonctions au sein de notre Direction Comptable permettent une connaissance de base de la Société et préparent à une carrière très ouverte au sein d'AUTOMOBILES PEUGEOT et du Groupe P.S.A.

Écrire sous la référence "Cadres Comptables" à :

AUTOMOBILES PEUGEOT
Direction Centrale du Personnel
75 Avenue de la Grande Armée
75016 PARIS

---

anah recherche
Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat
Direction à Paris et une délégation par département

ingénieur informaticien

5 ans d'expérience minimum. Bonnes connaissances du matériel IBM - fichier VSAM.
Diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Intérêt du poste :
Il sera chargé, avec un fort degré d'autonomie, d'assurer les relations avec l'ensemble des sociétés et services auxquels sont confiés les traitements et les développements des applications existantes. Il aura pour mission la conception et la réalisation de divers projets sur mini et micro au niveau des départements.

Lieu de travail Paris 2ème.
Déplacements ponctuels en province.

Cabinet Leconte
Envoyer lettre manuscrite, avec CV
4, rue Amiral Courbet 75116 Paris
sous référence 68023

ENTREPRISE T.P.
recherche :

JEUNE INGÉNIEUR

pour ses chantiers de

TRAVAUX SOUTERRAINS

E.T.P. Mines Alès, Douai, grande disponibilité individuelle et familiale pour affectations sur chantiers moyenne et/ou longue durée (3 mois à 3 ans).

Adresser C.V. et prét. s/réf. 11.032 à :
PIERRE LICHAU S.A. B.P. 220
75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8è
recherche

ANALYSTE CREDITS
CLASSE V

Expérience de 2 à 3 ans dans banque de dépôts (secteur crédit aux entreprises).

Maîtrise de la langue allemande souhaitée.

Adresser lettre de candidature sous réf. 475 à M. A. Dannenberger qui vous garantit la discrétion, CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

FILIALE GRANDS GROUPES PETROLIERS FRANCAIS
cherche

INGENIEUR DIPLOME
35 ans
(A.M. ou similaire)

Bonnes connaissances de l'anglais pour seconder sa DIRECTION TECHNIQUE dans les différents domaines de MAINTENANCE INDUSTRIELLE (travaux - préparation - planification - gestion des équipements - informatisation, etc...). (Expérience pétrole - pétrochimie, appréciée).

Ecrire avec CV manuscrit et prétent.
sous réf. 68304 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue Opéra
75949 Paris cedex 01 q.tr.

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
proche banlieue parisienne, recherche

le responsable de sa comptabilité générale

Muni du DECS, le candidat aura quelques années d'expérience de la fonction.

Adresser C.V. et photo sous réf. 68332
Contesse Publicité 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

ENTREPRISE BANLIEUE SUD
recherche

INGÉNIEUR PHYSICIEN

Anglais lu pour information scientifique

Les candidats devront être libérés des obligations militaires et de nationalité française.
Horaires de travail : 38 h. par semaine
Avantages sociaux :
restaurant d'entreprise, transport
Adresser curriculum vitae détaillé au journal qui transmettra

Écrire s/n° 8.060 *Le Monde Pub.*
service annonces classées
5, rue des Italiens — 75009 PARIS

DEUX IMPORTANTS ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS
recherchent

CHARGÉS DE MISSION

AUPRÈS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE
Paris et Région Parisienne Ouest

Grandes Écoles de Commerce - Sciences PO
2-4 ans d'expérience professionnelle - analyse financière ou diagnostic d'organisation

Bon contact, aimant les chiffres et sachant rédiger.

- Période et missions formatrices.
- Évolution intéressante.
- Rémunération motivante.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 58930 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

Importante société française siège CLICHY recherche pour son Centre de Documentation International

DOCUMENTALISTE

DIPLOMÉE

Début d'expérience.
Allemand indispensable.
Anglais souhaité.
Notions d'économie et d'informatique.

Envoyer lettre manuscrite, CV, et photo à Média System. 104, rue Réaumur. 75002 Paris sous réf. 7141 (mentionnée sur envoi).

Important laboratoire de Recherches, Etudes et d'Essais recrute un

TECHNICIEN-STATISTICIEN

PROFIL SOUHAITÉ :

Débutant à 5 ans d'expérience, connaissances en statistiques et probabilité (ANOVA, MANOVA, plans d'expérience, sondages, analyses de données, typologie, chaînes de Markov, séries chronologiques).
Connaissances en informatique :
Fortran indispensables PL/1 SGBD souhaitées.
Anglais parlé et lu.

Lieu de travail :
Banlieue Sud.

Tél. au 901-10-47 ou écrire à Nº 68.261 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

Important organisme banlieue sud recherche pour son unité informatique (10 personnes)

PROGRAMMEUR DE GESTION

- Possédant DUT ou équivalent ;
- de débutant jusqu'à 3 ans d'expérience professionnelle ;
- dégagé des obligations militaires.

Il sera chargé, seul ou sous la conduite d'un chef de projets, de réalisations sur mini-ordinateur ou grand système.

Poste stable.
Avantages sociaux.
Rémunération intéressante.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions à nº 68.249 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER
Paris-8e recherche

UN JURISTE

Quelques années d'expérience en transactions commerciales internationales.
Connaissance des procédures de garanties publiques et privées en matière d'exportation serait appréciée.

Anglais courant indispensable et allemand souhaité.

Env. C.V., photo et prétentions s/réf. 2.420 à Axial Publicité, 27, r. Taitbout, PARIS-9e, qui tr.

Ville d'Aulnay-sous-Bois rech. pour son service information relations extérieures et communication
– REDACTEUR EN CHEF BULLETIN MUNICIPAL
expér. journalisme exigée.
Rémunération nette proposée : 6.875 F.

– LE CHEF DU SERVICE
expérience professionnelle dans les différents domaines de la communication (presse écrite, parlée, audiovisuelle, nouvelles techniques et relations publiques).
Formation universitaire correspondante souhaitée.
Envoyer candidature et C.V. à M. le MAIRE.
Service du Personnel.
93602 Aulnay-sous-Bois.

Groupe privé assurances, 9e arrondissement, recherche :

LICENCIÉS EN DROIT

dégagés O.M.
Pour service sinistres, contentieux-corporel, toutes branches.

Formation assurée.
Promotion si capacité.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 2.503/LM à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DE MARCHE

YVELINES
recherche

2 STATISTICIENS

de formation supérieure (ENSAE, ISUP, UNIVERSITÉ)

Le premier :
débutant ou 1re expérience, sera chargé au sein du service résultats/statistiques :
- de la gestion des univers et des échantillons ;
- du développement des méthodes statistiques de contrôle ;
- de rédiger des notes conjoncturelles sur l'évolution des marchés.

Le second :
possédera une 1re expérience et aura pour mission :
- d'améliorer et développer les méthodes d'analyses de données à des fins marketing ;
- de maintenir et d'élaborer des documents de synthèse (rapports, tableaux de bord,...).

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous Nº 44.176 HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal. 75001 PARIS.

Bureau de représentation de Sté Japonaise d'investissements et financière.

recherche
ATTACHÉ DE DIRECTION
intéressé par domaine des affaires financier.

BILINGUE ANGLAIS
Connaissance et expérience en économie financière.

CONTACT : T. : 266-32-40.

Institut scientifique recherche pour Observatoire Géophysique en RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

un

GÉOPHYSICIEN OU ÉLECTRONICIEN

pour poste de chef de centre.

Profil :
- Universitaire 3e cycle ou ingénieur il aura la responsabilité technique et administrative de l'observatoire.
- Formation complémentaire assurée à Paris avant départ.
- Contrat de 2 ans éventuellement renouvelable.
- Salaire expatrié + logement.

Adresser C.V. + photo à J.-C. Ruegg
I.P.G. – Tour 14-24, 4 pl. Jussieu.
75230 PARIS CEDEX 05.

Important organisme public Paris

recherche

UN(E) JURISTE

Spécialisé(e) dans les formalités de création d'entreprise.
Maîtrise minimum.
EXPÉRIENCE GREFFE ou PRATIQUE NOTARIALE SOUHAITÉES.

A envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous nº 261-959 M RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur. Paris 2e.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE - PARIS-7e recherche

1 CHEF DE MISSION DIPLOMÉ

Capable d'assurer la Direction complète du département révision. Adresser C.V., photo et prét. Ecrire sous le nº T 039.884 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sté d'ASSURANCES recherche pour serv. contrôle de gestion

UN ASSISTANT

CONTROLEUR de GESTION
Ce poste implique une première expér. profess. et une formation orientée vers la comptabilité et la gestion d'entreprise (BAC G2 + IUT de gestion ou formation comptable supérieure.) Ecrire à l'EPARGNE DE FRANCE sous réf. SCG 05, 85, rue Jouffroy, 75847 PARIS CEDEX 17.

MUTUELLE GÉNÉRALE DU PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS LOCALES recherche

CHARGÉ (E)

DES RELATIONS INTERNES
avec les sections départementales, de formation juridique, la pratique du droit de la Sécurité Sociale lui permet de conseiller les services.

Pour ce poste rattaché à la Direction Générale la connaissance de la vie mutualiste et associative est souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions à MGPCL
Direction du Personnel
57, bd de Strasbourg
75010 PARIS.

Vous êtes dynamique, à la recherche d'une situation stable et évolutive. Une importante Société Suisse vous propose de devenir

CHARGÉ DE MISSION

A PARIS ET EN RÉGION PARISIENNE

La rémunération est motivante et la formation assurée par ses soins.

Adresse votre C.V. à son Service « ORGNISATION » 41, rue de Châteaudun 75009 PARIS.

ETABLISSEMENT HOSPITALIER PRIVÉ participant au service public région Ouest (250 salariés) recherche

CADRE

POUR GESTION DU PERSONNEL, ET GESTION ADMINISTRATIVE

Poste intégré à l'équipe de Direction exigeant une très bonne formation supérieure.

Tél. (8) 335-42-63 ou écrire sous réf. P 210 – CCB
BP. 3.087, 54013 NANCY Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

Très importante société de services

recherche pour
Région Nord - Paris

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Il aura la responsabilité de l'ordonnancement et de l'encaissement de 400.000 factures par an, en utilisant des moyens informatiques complexes.
Doté d'un sens aigu de l'organisation, il participera à la définition de systèmes modernes d'information dont il assurera ensuite la mise en place.
E.S.C. ou équivalent avec une expérience confirmée par des responsabilités opérationnelles pendant 4 à 5 ans.
Le candidat devra avoir fait preuve de réelles qualités d'animation d'équipes importantes.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous nº T 039.885 M, Régie-Presse
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

TIMEG

recrute

INGÉNIEURS COMMERCIAUX RESPONSABLES

de la promotion et de la vente de progiciels commercialisés clefs en main sur mini et micro ordinateurs.

Adresser C.V., photo et prétentions à TIMEG INFORMATIQUE
16, rue Trézel, 92300 LEVALLOIS.

GROUPE INTERNATIONAL D'AUDIT
Paris-8e, recherche

AUDITEURS

Ils auront acquis en cabinet une ou deux années d'expérience de l'audit pratiqué selon les normes internationales et maîtriseront bien la langue anglaise.

Envoyer C.V. et prétentions à Mme LIPPUNER, 6, avenue Marceau, 75008 PARIS.



I.E.P. INTERNATIONAL

2 à 4 ans d'expérience
des systèmes temps réel
(MITRA, MINI 6, VAX, PDP11, M.68.000 INTEL 8085, etc.)

Nous vous formerons à des techniques d'avenir (méthodes de spécifications de logiciel, conception structurée par types abstraits/objets, langage ADA) pour les appliquer aux domaines suivants : process control avionique, téléphonie, télécom et nucléaire.

Adressez votre candidature avec C.V. sous Réf. : M115 à
I.P.I. 26, rue du Renard – 75004 PARIS

FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE, recherche

ANALYSTES

DUT Miage ou équivalent
5 ans minimum d'expérience

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

DUT + 2 ans ou Bac
et une expérience supérieure à 5 ans

En plus de grandes qualités personnelles, les connaissances suivantes seront appréciées : langages cobol, méthodologie protée, temps réel, bases de données, matériel burroughs large system.

FNMF

Adresser CV détaillé et photo et prétentions à FNMF
Division des Relations Sociales
56 à 60 rue Nationale
75649 Paris Cedex 13

OFFRES D'EMPLOIS

G. GUFFLET et Cie
correspondant de
COOPERS & LYBRAND
recherche pour son
BUREAU DE PARIS

auditeurs chefs de mission

Vous êtes diplômé d'une grande Ecole Commerciale.
Vous avez :
- 4 à 5 ans d'expérience de la révision comptable dans un Cabinet français ou international,
- déjà assumé l'encadrement d'équipes,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous offrons :
- une formation complémentaire aux techniques d'audit les plus avancées,
- de réelles possibilités de progression de carrière dans un Cabinet en pleine expansion. (Réf. 8725-M)

auditeurs assistants

Diplômé d'une grande Ecole Commerciale, vous avez une première expérience d'un à deux ans dans un Cabinet d'expertise comptable, vous souhaitez faire évoluer votre carrière au sein d'un grand Cabinet.

Nous vous offrons cette opportunité par :
- une formation à nos méthodes d'audit,
- une intégration dans des équipes intervenant chez des clients importants,
- des possibilités très intéressantes de développement de carrière. (Réf. 8726-M)

Déplacements à prévoir.

Envoyez C.V. et prétentions à
G. GUFFLET et Cie
42, rue La Boétie - 75008 Paris

INFORMATICIENS INGENIEURS UNIVERSITAIRES

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Venez rejoindre nos équipes

answare

vous propose

de participer à des développements de logiciels pour des projets industriels de pointe en temps réel sur MINI ou MICRO.
Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et délai de disponibilité sous réf U1/24 à Yolande Villars.
ANSWARE 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

THOMSON-CSF

AÉROPORT DE PARIS

recherche pour ORLY

UN CADRE DIPLOMÉ

ESSEC, ESC, Paris ou province
D.E.C.S. ou ÉQUIVALENT

pour animer et encadrer une section (30 agents), chargée de taches de facturation, comptabilisation de charges, comptabilité analytique de l'ensemble des services aux avions.

Age minimum 28 ans.

- Cet emploi implique une expérience dans des fonctions analogues.
- Le titulaire participera à la rénovation des chaînes informatiques dans ce domaine et préparera ses agents à les exploiter.

Adresser lettre et C.V. à M. CARRIÈRE, AÉROPORT DE PARIS,
291, boulevard Raspail, 75014 PARIS
ou téléphoner au 320-15-00 (poste 580).

BANQUE INTERNATIONALE
PARIS 8e
recherche pour compléter son équipe

ORGANISATION INFORMATIQUE

ORGANISATEUR H.F.

disposant d'une expérience bancaire de 2/3 ans.

Il sera chargé en particulier :
- de la rédaction des procédures
- de la mise en place et du suivi de la bureautique

et participera aux études informatiques.

La connaissance de la langue allemande serait très appréciée.

Adresser lettre de candidature sous réf. 476/M à M. A. Dannenberger qui vous garantit la discrétion.
CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

5.000.000 de lecteurs – 250 millions de C.A.

PARIS MATCH

recrute des hommes ou des femmes

CHEFS DE PUBLICITÉ

En quelques années Paris Match est redevenu le leader de la presse magazine. Cette réussite est due aux hommes qui ont su utiliser des méthodes de travail rigoureuses, imaginatives, faisant appel aux techniques les plus sophistiquées en matière de sociologie appliquée et de média-planning.

Vous pouvez, aujourd'hui, rejoindre cette équipe de qualité. Il faut que vous soyez diplômé d'études supérieures, ayez 2 ou 3 ans de responsabilités marketing ou média en agence ou chez l'annonceur.

Si vous êtes un grand professionnel, Paris Match vous donnera toutes les possibilités d'avenir et d'épanouissement.

INTERMATCH

Envoyer C.V. 65, Champs-Elysées – 75008 PARIS.

INGÉNIEUR EN ORGANISATION

- Conseille la direction générale sur les grandes options informatiques.
- Organise les relations entre les services utilisateurs et l'informatique.

LE CANDIDAT :
- Est de formation supérieure, grande école d'ingénieur de préférence.
- Doit avoir quelques années d'expérience dans un service informatique.
- Doit posséder des qualités de diplomatie, de dynamisme, d'autorité et le sens du travail en équipe.

Adr. C.V., photo et prétentions sous réf. 8.827 à PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

ORGANISATION PATRONALE
recherche

son futur DELEGUE GENERAL

Ce poste convient à un homme d'au moins 35 ans, de formation supérieure très au fait des questions sociales, juridiques et fiscales.

Il sera chargé en liaison avec le Président d'assurer l'administration de notre Syndicat, d'assurer les contacts avec l'extérieur (C.N.S. - C.N.P.F., organisations Syndicales, etc...) de promouvoir l'image de l'organisation auprès de la presse professionnelle et d'aider certains adhérents à résoudre des problèmes ponctuels.

Notre Syndicat qui regroupe actuellement une trentaine d'entreprises succursalistes de vente au détail d'habillement, souhaite élargir son audience. Son futur délégué sera chargé également de participer à la recherche de nouveaux adhérents. Quelques déplacements en Province sont à prévoir.

Le lieu de travail est situé au Siège du Syndicat à PARIS.

Nous demandons aux candidats de bien vouloir écrire avec C.V., photo et prétentions s/réf. 4842 à PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

AUDIT

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
FIDUCIAIRE DE FRANCE
recherche pour
PARIS et REGION PARISIENNE

ASSISTANT CONFIRME

pour participer à d'importantes missions de révision nationales et internationales.
- 2 à 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit.
- Diplôme d'expertise comptable en préparation.
- Anglais nécessaire.

Adresser C.V., photo et prétentions à FIDEX PARIS 18 Bis rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET

AFFLUENTS

---

secrétaires secrétaires secrétaires secrétaires

SOCIÉTÉ EXPORTATION (10 personnes) cherche

SECRÉTAIRE COMPTABLE

qui dépendra directement de la direction générale

Env. C.V. et photo à :
SCOLEX INTERNATIONAL
8, rue Borromée, 75015 Paris.

ORGANISME FORMATION PROFESSIONNELLE

ANIMATEURS (TRICES) stages INFORMATIQUE et BUREAUTIQUE

Env. C.V., prét., photo à LABEAU, 130, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS.

COFIROUTE

La Société des Autoroutes recherche

UNE SECRETAIRE ASSISTANTE POUR LE SECRETARIAT GENERAL

Un BTS de secrétariat et plusieurs années d'expérience de la fonction sont souhaités.
Le cadre est agréable et il existe de nombreux avantages sociaux.

L'OCEANE
L'AQUITAINE

Si vous êtes intéressée, adresser CV, photo et prétentions sous la référence S.A. à
COFIROUTE
Service Recrutement – 42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS

Petite entreprise secteur formation recherche

TRÈS BONNE SECRÉTAIRE

30 ans environ, expérimentée
Il est exigé :
- Très bonne orthographe et capacité à rédiger du courrier.
- Très bonne mise en page dactylographique.
- Très bonne organisation de son temps et de classement.
- Aptitude à mener de multiples tâches en parallèle.

Salaire motivant en rapport avec compétences.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite s/nº T 039.910 M à RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

Cabinet d'expertise comptable recherche

UN EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE

Pour direction d'un cabinet secondaire à ST-RAPHAËL, ayant expérience cabinet, et de DECS complet. Célibataire ou jeune marié, logement fourni. Envoyer C.V., prétentions et photo à la Société ECA 3, 51, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS.

Administration, Pte de Clichy recherche

UN AGENT DIPLOMÉ ÉCOLE DE COMMERCE

pour poste GESTION DE PERSONNEL
Formation assurée
Salaire net 6.200 F par mois.
Ecrire au Service central des Commandes, 46, bd Bessières, 75017 PARIS.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

- Option : Informatique, automatique, électronique.
- Débutants à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 2.132, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE filiale du groupe ELF recherche pour son usine de GAILLON

RESPONSABLE FONCTION COMPTABILITÉ-ACHATS

Expér. souh., 30 ans min. Adr. C.V. dét., photo, prét. à M. Duley, Société ARMOSIG, B.P. 95, 27940 AUBEVOYE-GAILLON.

GROUPE DE CONSTRUCTION IMPORTANT

Réalise de nombreux projets à Paris et en région parisienne, logements, centres commerciaux, bureaux, équipements collectifs. Son service technique est constitué d'inspecteurs de travaux. La Direction générale recherche un ingénieur E.C.P., T.P., Mines, Arts et Métiers, afin de prendre la responsabilité de l'ensemble du service technique. Le candidat aura une expérience chez un maître d'ouvrage, afin de maîtriser :

- les études de coût et de délais ;
- la recherche d'entreprises ;
- le lancement et l'analyse des appels d'offre ;
- le suivi des chantiers ;
- le pilotage et la coordination ;
- les relations avec maîtres d'œuvre, bureaux d'étude, bureaux de contrôle ;
- la comptabilité et la prévision des dépenses ;
- le suivi des contentieux.

Le candidat développera avec la Direction un certain nombre de modes opératoires et secteurs d'intervention. Sa rémunération sera à la hauteur de sa confirmation de technicien spécialiste du bâtiment.
Env. C.V. dét. avec ph. au

GROUPE SOFIAM

9, avenue Matignon, 75008 PARIS.

Administration PARIS recherche

UN CONSEIL EN ORGANISATION

pour être chef de projets au sein d'une équipe d'organisation et méthodes.

- Formation supérieure en techniques d'organisation ou gestion ou équivalent obligatoire.
- Expérience de l'organisation et de la communication écrite nécessaire.
- Connaissance de l'informatique appréciée.

Env. lettre C.V. et prétentions s/réf. 8205 à PIERRE LICHAU S.A. BP 220 – 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

représentation offres

MOBILIER SCOLAIRE ET DE COLLECTIVITÉ DELAGRAVE recherche

REPRÉSENTANT EXCLUSIF

Environ 30 ans.
Expérience rapprochement avec les administrations.
Départements 91, 92, 93, 94, 95, 77. Résidence obligatoire dans le secteur.
Fixe + commissions + frais

Adresser C.V. + photo à : Mobilier scolaire DELAGRAVE 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05.

SOCIÉTÉ DISTRIBUTION MATÉRIELS ET PRODUITS D'ENTRETIEN POUR COLLECTIVITÉS IVRY-SUR-SEINE recherche

REPRÉSENTANT

Fixe + frais + pourcentage. Réelles possibilités d'évolution. Tél. : 672-22-05.

travail à domicile

J.F. en difficulté, cherche URGENT tous trav. manuels pos. voiture. Laisser message 488-85-19 (16-41 rappellerai).

SECRÉT. TAPE s/IBM 82 C. tt travaux, manuscrit, thèse, etc., tarif intér. 840-42-41.

DEMANDES D'EMPLOIS

SPÉCIALISTE EXPORTATION

INGÉNIEUR CENTRALE + M.I.T.
52 ans.
Anglais, allemand, espagnol, portugais.
Expérience approfondie dans les trois domaines :

- Direction réseaux et actions de vente directes.
- Consolidation têtes de pont à l'étranger.
- Montages financiers et lignes de crédit d'accompagnement.

Rech. Direction commerciale ou export entreprise industrielle ou Direction générale Sté à vocation exportatrice.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE N° T 039.776 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ÉCONOMISTE GÉNÉRAL ET INDUSTRIEL

- Spécialiste engineering financier.
- Promotion de projets industriels de 5 à 30 M. de $ U.S.
- Rompu à la technique du joint-venture.
- Spécialiste du tiers-monde.
- Langues étudiées : anglais, allemand, espagnol, arabe.
- Cherche poste haut niveau Paris ou Europe.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE, n° T 039.775 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGÉNIEUR III B
39 ans, 14 ans expérience dans industrie pétrolière : usines, et siège social ; fabrication, process, ordonnancement, études économiques, gestion personnel, recherche : poste chef de service production/adjoint direction usine province.
Ecr. s/n° 1.205 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre 48 ans, rapatrié Maroc autodidacte, administratif et comptable, recherche poste à responsab. région parisienne.
Ecrire sous le n° T 039.852 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES, H., 32 ans, maît. Sc. et technique, formation générale, Sc. humaines, B.T.S. Bureau d'Etudes, notions anglais, 9 ans B.E., carrosserie auto dont 2 ans prototype et 2 ans C.A.O. 3. D. Etud. ttes proposit. R. et D., B.E., C.A.O., etc.
Ecrire sous le n° T 039.851 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CONTREMAITRE D'ENTRETIEN

Chauffage, climatisation, groupe électrogène. Rec. empl. Paris ou région parisienne. Salaire 8.000 F. 20 ans exp. Libre de suite Tél. : 246-31-44.

J.F 30 ans. Cadre technico-commerciale, bilingue anglais, chargée du suivi des états d'expédition de mailings, de catalogues et de produits. Grande habitude relations clients, fournisseurs, recherche poste avec responsabilités et initiatives dans société de vente par correspondance, club de livres ou agence de marketing direct. Libre rapidement.
Ecr. s/n° 6.488 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. 42 ans, documentaliste, secrét., st. dac. 20 ans exp. presse cherche emploi.
Ecr. s/n° 1.206 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Formatrice d'adultes adolescents (D.E. éducatrice), longue expérience éducation spécialisée cadre de direction, foyers d'adolescents et services de milieu ouvert, animatrice d'équipe pluridisciplinaire, expérience stage d'insertion, esprit de recherche (sciences sociales et formations d'adultes en université), recherche poste pour rentrée : projets motivants avec esprit d'équipe, étude de toutes propositions Paris et proche banlieue (à l'exception d'horaires d'internat).
Ecrire sous le n° T 039.900 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR PHYSICIEN + E.N.S.T.
Formation économique, exp. en étude de marché industriel, 2 ans de management de projets importants à l'export chez un constructeur leader mondial dans le domaine télé-informatique. Recherche poste à responsabilité internationale dans le secteur industriel, administratif, presse, communication, études. Préférences marketing, études de marchés, gestion de projets.
Possibilité d'expatriation.
Ecrire sous le n° T039.792 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR CADRE SUP., technico ccial, 40 ans, ayant dirigé P.M.I. 45 personnes, spécialisé en forgeage, pneumatique, asservissement électrohydraulique et hydraulique mécanique, télémécanique, automatisme, soudure, machinisme, T.P. et mines. Anglais courant, esp., ch. poste direct. ccial ou technico ccial, Paris ou rég. centre. Acc. déplac. étrang.
Ecrire sous le n° T 039.670 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR de S.E.M. d'aménag. et de construction, 15 ans d'expér., cherche poste équivalent dans ville moyenne ou universitaire.
Ecrire sous le n° T 039.850 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Vous recherchez UN CADRE COMMERCIAL
Je vis de ce métier depuis 10 ans. Libre de suite. M. ALLOUCHE, 30/34, rue Claude-Lorrain, 75016 PARIS. Tél. : 651-62-95.

H. angl/français, 25 ans expérience de vente de publicité en anglais et de l'enseignement en Anglais et Français cherche situation commerciale, vente y compris.
Ecrire sous le n° 10 603 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Journaliste, 28 ans, spécialisée dans les reportages et photos, parfaitement bilingue anglais, franc. parlant couram. l'espagn. 3 ans d'expér. dipl. univers. brit. Études I.E.P., cher. emploi exigeant, mettant à profit ses connaissances.
Ecrire sous le n° T 039.839 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 37 ans ex-responsable relations extérieures groupe international, désire faire peau neuve. Recherche poste vocation humanitaire, vie associative disponible voyages.
Ecr. s/n° 1.187 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR DU PERSONNEL. 35 ans, 12 ans expérience de la fonction en milieu industriel et commercial, rompu aux négociations et relations humaines, connaissant les procédures de restructuration de l'entreprise, rech. situat. haut niv. Paris, rég. parisienne. Ecrire N° 67.890 Contesse, 20, avenue Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

H. 31 ans, maîtrise Droit privé. 4 ans expérience professionnelle dans étude avoué à la Cour d'appel de Paris, cherche contentieux entreprise. Tél. : 326-95-40.

JURISTE 30 ans maîtrise expérience en cabinet et entreprises, cadre langues. Recherche poste stable.
Ecr. s/n° 1.172 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Relations internationales, resp. associatif multilingue 33 a. mi-temps. Mat. et vac. scol. LESSART 8 bis, r. Blomet. 75015.

JOURNALISTE

25 ans métier, forte personnalité, anglais, arabe, finance économie, étudierait toute proposition toute forme de presse Paris, province, rédacteur en chef, secrétaire général de rédaction.
Ecr. s/n° 8.041 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Infirmière allem. cher. emploi au pair pour un mois, pour perf. son français. SEYFRID Herta. Am Graben 2, D 8970 Immenstadt.

H. 37 ans, formation banque 17 ans d'expérience, cherche poste. Étud. ttes propositions. MASSELINE G. 050-97-35 ou BP N3 TRAPPES CEDEX.

J.F. 30 ans, 7 ans expérience organisations internationales, licence anglais, diplome traducteur Ang.-Esp. + documentation cherche poste stable.
Ecr. s/n° 1.194 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre édition librairie cherche poste Paris ou sud de la France. Étudierais toutes propositions.
Madame BASSET
Bd de Clichy. 75018 Paris.

RÉDACTEUR CONFIRMÉ

Agréé par l'Académie des écrivains publics, 13 ans chef de division administrative d'une caisse de retraites, rech. poste de responsable administratif et rédactionnel libre rapidement.
MARIN, 17, bd Solférino.
92500 RUEIL-MALMAISON.
Tél. : 751-14-45. (LE MATIN).

Jeune Africaine très bonne présentation, formation de tout premier ordre, parlant et écrivant Français, Anglais, Russe, Arabe, cherche situation en rapport. Écrire KONATE, 93, rue du Faubourg Saint-Honoré. 75008 PARIS.

H. 40 ans ÉCONOMISTE
16 ans dans même société rech. poste de vrai BRAS DROIT prétentions 300/360.000 F
Ecrire sous le n° 10 598 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

---

35 ans, marié, FORMATEUR CCIAL, rech. hum., management et marketing de institution financière 1er en France. Praticien dynamique de grpes restreints. Ch. poste de salarié sur Paris, mini 160 000 F/an + frais. M. GRIMA, 1, allée Berlioz, 92320 Châtillon-sous-Bagneux. 735-93-56.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sociétés, réveillez-vous !
Oubliez vieille méthode !
Avez surtout besoin COLLABORATEUR possédant avant tout sens négoce internat. et qualités nécessaires.

J'APPORTE ÉGALEMENT :

- expérience confirmée en France et étranger avec société export et import ;
- expérience des contacts haut niveau et de contrats importants ;
- gde connaissance Amérique Sud/Nord ;
- anglais, portugais, esp., écrit, parlé. Italien parlé.

Si vous le voulez vraiment je développerai vos activités internat., matières premières ou produits de luxe.

Rencontrons-nous et parlons-en ensemble.
Ecrire sous le n° T 039.889
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 24 ans, maît. sciences-éco. Petite exp. assurances. Rech. premier emploi, secteur banc., assur. T. 419-94-19.

J.F. rech. poste secrét. ou document. exp. français, arabe, anglais, notions allem. Tél. : 532-94-03.

CHEFS D'ENTREPRISE

RECHERCHE + SÉLECTION RIGOUREUSE DE VOS

CADRES

PAR SPÉCIALISTES GARANTIE 1 AN

CABINET D.G.

DISCRÉTION ASSURÉE

236-00-33

---

20 ans exp. D.G., filiale groupe industriel, 57 ans, rech. poste conseil ou respons. en gestion administrative et finance auprès P.M.I.-P.M.E., temps partiel possible.
Ecrire sous le n° T 039.902 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Africaine très bonne présentation, formation de tout premier ordre, parlant et écrivant Français, Anglais, Russe, Arabe, cherche situation en rapport. Écrire KONATE, 93, rue du Faubourg Saint-Honoré. 75008 PARIS.

capitaux propositions commerciales

Le P.D.G. d'une S.S.C.I. (Société de Services et Conseils en Informatique) en forte expansion, recherche :

ASSOCIÉS

- disposant de capitaux ;
- intéressés par des fonctions de Direction ccial ou financière.

Ecrire sous le n° T 039.819 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VOUS AVEZ DES PROJETS NOUS RECHERCHONS DE NOUVEAUX MARCHÉS
Nous sommes un groupe de sociétés de service, et nous cherchons à nous développer en investissant dans des projets ou des idées qui représenteraient une diversification par rapport à notre activité actuelle.
Nous étudierons en commun tout projet sérieux. Discrétion assurée.
Adressez vos propositions à :
RÉGIE-PRESSE
N° T039.863 M
85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

Rech. CAPITAUX PRIVÉS 500 000 F, intér. 17,50 % an. Garantie hypothécaire. 981-53-87 et 981-51-69 h.b.

formation professionnelle

Formation professionnelle au

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Informatique de gestion
Informatique industrielle
Electronique - Micro
Préparation au B.T.S

- RÉSERVATIONS
- INSCRIPTIONS
- TESTS

A partir du 25 avril 83
206-24-63/241-83-83.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon 75429 PARIS Cedex 09.

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)

- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) Boîte postale 40209 PARIS.

Vous cherchez un "BON EMPLOI" à l'étranger? (m/f)

Nous vous montrons le chemin!

Vous trouverez toutes informations utiles et "actuelles" dans une REVUE ETRANGERE bimestrielle traitant des structures politiques, scientifiques et culturelles, des PROBLEMES FISCAUX et des REVENUS et BENEFICES possibles!
Tout cela accompagné de nombreuses OFFRES D'EMPLOI exclusives émanant d'entreprises des secteurs du bâtiment, de l'industrie et du commerce à l'intention des travailleurs, des employés, des professions libérales et des entrepreneurs.
Pour information gratuite, adressez-vous à

ANTWERP INDUSTRIALS
M. C. Robinson
25 B, Boulevard Royale
B.P. 1317
L 1013 Luxembourg

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS
IMM. XVIIe. Très beau. 80 m² à aménag., soleil, 3e ét. et dernier étage. 272-40-19.

4e arrdt

CŒUR DU MARAIS
R-de-jard. Hôtel XVIIe Classé réception, 3 chbres, 3 bains + serv. + box fermé. IDÉAL pour homme de lettre, musicien, peintre, etc... 705-31-13.

PRES PLACE DES VOSGES DIRECTEMENT PROPRIETAIRE
DUPLEX 160 m²
+ grenier aménagé 30 m²
Caractère s/jardin et rue
Téléphone : 887-20-73.

Me SULLY-MORLAND Imm. Pierre de t. 1964. TT CONFT. Séjour 2 chb. 66 m² bon plan. Park. 1 050 000. 531-51-10.

5e arrdt

NEUF JARDIN - PLANTES
1 et 2, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE 2-3-4-5 P. et DUPLEX. Visite témoin tous les jours 14/19 h. Sauf mercredi et dimanche

6e arrdt

Luxembourg 7 p. 354-42-70
220 m² Park exceptionnel
SUR JARDIN

VENTE PAR NOTAIRE
Rue Vavin, imm. ancien, charmant 3 P., cft, 1er ét. sur cour pavée et fleurie, ce jour de 14 à 17 h : 8, rue Vavin.

ODÉON. Récept. d'angle. 2 chb. 90 m². Lux. imm. XVIIe. MARNIER 222-69-50.

7e arrdt

SÈVRES-BABYLONE
RARE
DUPLEX SUR JARDIN
120 m², séjour, 2 chambres, terrasse, box. 2.100.000 F. GARBI 567-22-88.

BON VIIe
TRÈS BEL APPT 6-7 PCES ENTIÈREMENT REFAIT
Cuis. équip. 3e ét. asc. serv. S/place mardi 14 h à 17 h 30. 9, AV. FRANCO-RUSSE.

8e arrdt

8e MALESHERBES
MAGNIFIQUE 295 m²
DIVISIBLE et LIBÉRALE
Box et service. 562-16-40.

9e arrdt

Rue Lentonnet, pierre de taille, ascenseur. 5 Pièces, 98 m², 4 Pièces, 81 m², occupé. Tél. : 380-75-20

TRINITÉ Imm. qualité 5 p., 140 m², calme, soleil, 3e ét., 1.300.000. 296-14-38.

11e arrdt

FAIDHERBE Gd 2 p., 56 m² + terr. 18 m², tt cft. asc., park. 575.000 F. 373-84-59.

12e arrdt

FAIDHERBE-CHALIGNY
ACHETEZ BIEN MOINS CHER un 2 ou 3 P. OCCUPE LOI 48 PAR PERSONNE TRÈS AGÉE IMM. PIERRE DE T.267-37-37.

13e arrdt

ARAGO, immeuble récent, 2 pièces tout confort, balcon, park. 510.000 F. T. 336-22-30.

BOBILLOT 95m² + 80 m² Terrasse. Imm. cft, 9e étage. 1 200 000 F – 522-05-96.

GOBELINS
2 et 3 P. imm. pierre de t. Petits travaux. 272-40-19.

14e arrdt

CITÉ UNIVERSITAIRE 3e étage. 2 P., 37 m², cft. 300.000 F Tél. 563-31-32.

MONTPARNASSE DUPLEX
Charme 3 P., impeccable + combles à aménager. 580.000 F. 704-20-12.

MONTSOURIS, living + 3 chbres, salle d'eau + bains, park., balcons. Px 950.000 F. JODELE 338-22-30.

RASPAIL Maison comprenant : ATELIER + 4 P. Jardinet 1.690.000 F. 322-61-35.

14e Beau 3 P., tt cft, 65 m² + balc. + box. Px tot. 700 000 F urgt. 337-88-58.

15e arrdt

MORILLONS
imm. récent stand 2 P. tt cft, loggia sur jardin, parking. SEGONDI : 874-08-45.

PORTE BRANCION
Imm. 1920, 2 p. cuis., bains, 40 m². 260.000 F. SEGONDI 874-08-45.

FRONT DE SEINE
Beau 4 P. Pierre de taille. Tt cft, asc., très clair. 1 082 000 F. 542-40-90.

16e arrdt

Pt-Kennedy, calme 354-42-70
5 P. SUR JARDIN

VILLA GEORGE-SAND sur cour, 4e ét., asc., 3 P., 85 m². 780.000 F. 704-20-12.

ÉTOILE FOCH, 4e ÉTAGE asc. sud, sans vis-à-vis, bow-window, pierre de taille, dble liv., 2 chbres, 2 bains, état neuf. Px 1.390.000 F HOME 75. - Tél. 553-30-72.

BOULEVARD LANNES vue sur bois, stand. 6e ét., séj. dble, chbre, 90 m² + serv. SEGONDI 874-08-45.

HOME 75, 553-30-72
LE NOUVEAU GRAND

PORTE PASSY 6 P. S/jd. Charm. duplex 170 m², calme. 2 bains, terrasse, style R-G. Px 1 700 000 F - 296-58-88.

ÉMILE ZOLA
Pierre de t., stand, dble liv. + s. à manger, 3 chbres, 2 bains, service possible. 1 350 000 F. EXCLUSIVITÉ. HOME 75. Tél. 553-30-72.

17e arrdt

45 BIS, AV. VILLIERS
Me MALESHERBES
DUPLEX avec MEZZANINE de 2 – 4 – 5 P. et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION Visites lundi-mardi 13/18 h.

Me VILLIERS, TRÈS GD 2 P. entrée, cuisine, w.-c., bains, en duplex, 4e ét., clair. Px 449.000 F. SHAM'S 65, r. Guy-Môquet, 17e. Tél. 229-443-12.

TERNES 2 P., cuis., bains, refait neuf, r. de ch., 290.000 F. Tél. 763-44-30.

18e arrdt

RUE ETEX très beau studio, cft stand., 230.000 F. 763-44-30.

PROPRIÉTAIRES
VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft. Adressez-vous à un spécialiste.
IMMO. MARCADET
88, r. Marcadet. 75018 Paris. Estimation gratuite. Publicité à nos frais. Téléphone : 252-01-82.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
3 Pces + balc., cave, park.
PRET : 60.000 F
A 2 % sur 10 ans
+ PRET CONVENTIONNÉ
+ PRET 1 % CONST. POSSIB.
11 à 70.000 à 2,2 % jusqu'à 15 ans sel. reven. et situat. familiale MIL. 382-09-37 sf samedi

20e arrdt

MÉNILMONTANT
2 à 5 pces, gd stand., tt cft
PRET CONVENTIONNÉ
imm. nf – Livraison immédiate
RÉSIDENCE LES COURTILLES
PRIMM. Tél. 788-11-23

Particulier vend à 5' Porte des Lilas, appt gd séjour, 2 chbres, entrée, cuis. équipée, s. de bns, w.-c., cellier, parking s/terrain. libre décembre 1983. Agences s'abstenir.
T. : 361-15-82 ap. 19 h. en sem.

Pptaire vd PAV. occupé 75 m² habit., s/sol, jard., 480.000. URGENT 553-91-45.

78-Yvelines

ST-GERMAIN-EN-LAYE
5 P. 115 m² RÉSID. LUXE avec PISCINE. Prox. LYCÉE INTERNATIONAL. 532-47-10.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY 5 P. 185 m²
HAUT STANDING
balc. 2 park. T.S.I. 535-30-32.

ASNIÈRES
A vendre quartier des 4 Routes cause mutation de petit imm. neuf, 4 pces, cave, park., 3e ét. asc. libre fin juin 83. 570.000 F M. FEYTE 799-07-69.

ASNIÈRES Résidentiel tous transp. proches. Reste : 2-3-4/5 P., état neuf livr. immédiate rénovation de qualité 83. SHAM'S 65, rue Guy Moquet, 17e. 229-43-12.

BAGNEUX imm. récent liv. + 2 chb., cuis., bns, wc., v.o., asc. 5e, soleil, balc. 290 000 F. « FAC » 337-69-59.

VILLENEUVE-LA GARENNE
Réc. t. gd 2 p. 60 m², cuis. éq. Tt cft, 260 000 F. 522-13-09.

LEVALLOIS PTE ASNIÈRES
28 m², tt cft, 2 P. s/rue. 175 000 F. 522-05-95.

Province

CANNES ds imm. de stand. 2e ét., asc., très bel appt. 6 pces, 184 m², belle entrée, dble living + balc., 4 chbres, 3 s.d.bns + 3 w.-c., gde cuis. neuve équip. Ref. à neuf. entr. de serv. Cave. Parking. Plein Sud, vue mer, à 150 m de la plage. Prix intéressant. Tél. de 10 h à 14 h et après 20 h 30 – 632-45-70.

locations meublées offres

Paris

THÉATRE ODÉON
Élégant dble liv., 2 Chbres, cheminée. 8.950. 563-68-38.

appartements achats

DORESSAY
Rech. URGENT APPARTS 4, 5, 6 PIÈCES du 1er au 8e, 14e au 17e et HOTEL PART. Tél. 624-93-33.

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet (15e), 566-00-76, rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

EMBASSY-SERVICE
8 av. de Messine PARIS-8e rech. URGENT APPARTS
180 A 220 M2
ACHAT ou LOCATION
16e, 8e ou 7e. Tél. 562-16-40

MARNIER UN NOM... une garantie
207, bd Saint-Germain
Téléphone : 222-69-50.

Recherche 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

MALESHERBES 73
522-05-96
Pour consul.ou ambassades Recherche appartements
TOUTES SURFACES
Hôtels particuliers et bureaux

Recherche 1 à 3 p., Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire, 873-20-67, même le soir.

immeubles

RUE DE LEVIS
Pptaire vd murs boutiques occupées. URGENT 553-91-45.

hôtels particuliers

15e PRÈS VAUGIRARD CHARMANTE MAISON gde réception, 5 chambres, ravissant jard. 2.650.000 F DORESSAY 624-93-33.

pavillons

ST-RÉMY-LES-CHEVREUSE (CENTRE) 15' R.E.R. PARIS PROPRIÉTÉ de 8 PIÈCES 2 salles de bains, s/terrain 1 600 m² paysagé. Px justifié 1.350.000 F Rens. 845-79-54.

EAUBONNE centre (bientôt R.E.R.) 2 beaux pavil. neufs. 1 pavil. refait nf. 964-19-62.

ST-RÉMY-lès-CHEVREUSE (CENTRE) 15' RER PARIS PROPRIÉTÉ de 8 PIÈCES 2 s. de b., s/terr. 1.600 m² paysagé. Prix justifié 1.350.000 F. Renseignement 845-79-54.

villas

PORT GRIMAUD (VAR)
Vend maison + anneau Baudisson 4. LAMOTHE GUERIN 83.000 TOULON

Chevry-Cossigny (S.-et-M.) grand standing, maison 1976, 350 m² hab., s/parc 3 000 m², piscine, terrasse, dépendances. Px 2.850.000 F (mobil. compris). Tél. 405-25-17 à part. de 13 h.

propriétés

A un quart d'heure de Pontoise, à 45 km de Paris.
Particulier vend directement BELLE PROPRIÉTÉ dans parc et bois clos de 12 500 m² avec piscine, chauff. nve, mais. de gard., toiture d'ard. entier. refaite en 1976, intérieur raffiné 11 pièces dont 7 chambres avec lavabo, bar, protection alarme électronique, deux garages, chauff. cent. récent. Calme. Prix total 1 400 000 F ou possibilité scinder maison de maître plus bois 1 ha + parc 2 000 m² 1 140 000 F. Mais. de gard. + 1 000 m² 260 000 F. Tél. 236-50-24 (hres de bur.) ou 16 (4) 452-07-49.

terrains

78 – MESNIL-LE-ROI 2045 m² gde façade, viabilisé, vue imprenable sud. 964-19-62.

BLANC-MESNIL
545 m², façade 25 mètres Px 340.000 F. T. 387-71-55.

forêts

DANS LE CHER
Forêt de chênes et pins 5 ha. environ. Px 117.000 F
DANS LA COTE D'OR
petites parcelles de taillis 1 à 2 F le m², surfaces de 1 250 à 9 900 m²
Téléphone : (1) 294-22-78.

viagers

5e CARDINAL-LEMOINE
beau 3 p. bel imm. pierre 230.000 + 2.350 F. Occupé couple 71/73 ans. F. Cruz 8, r. La Boétie. T. 266-19-00.

locations non meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades – 281-10-20.

EMBASSY-SERVICE
8 av. de Messine PARIS-8e rech. pour clientèle étrangère et diplomates. APPARTS HOT. PARTIC. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT 562-78-99

Région parisienne

Étude recherche pour CADRES villas, pav., ttes banl., loyer garanti. 10.000 F. 283-57-02.

bureaux

Locations

8e COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGE DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250-350 FRANCS PAR MOIS
A.F.C. 359-20-20.

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 150 A 200 M2
Bureaux quartier affaires

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.-M.
Constitution de sociétés démarches et tous services permanence téléphonique
355-17-50.

VOTRE SIÈGE A PARIS
de 150 à 350 F. par mois
CONSTITUTION DE STES
G.E.I.C.A. 296-41-12 +
56 bis, rue du Louvre, Paris-2e.

CENTRE PARIS SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. R.C.R.M. 878-99-15. Depuis 150 F/m².

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.
BOULOGNE 603-38-32.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F MOIS 1 DOMICILIAT. + SERVICES SARL ARTISANS. 296-36-74.

locaux commerciaux

Ventes

MALESHERBES 73
Rech. dépôts, usines, terrains
ACHAT OU LOCATION 522-05-96

PLACE LÉON BLUM
local 100 m², ts usages, tte ppté 360.000. T. 763-44-30.

Locations

ROMAINVILLE SORTIE A3
Loue 4.000 m² S/RUES
DIVISIBLES 522-05-96

BELLE-ÉPINE
Face centre commercial 2.500 m². 522-05-96.

LOCAUX COMMERCIAUX A LOUER

- 75001 r. J.J.-Rousseau, 228 m², loyer 160 000 F/an.
- 75002 r. des Jeûneurs, 360 m², loyer 200 000 F/an.
- 75010 bd de Strasbourg, 186 m², loyer 85 000 F/an.

763-12-03

A SAISIR
Angle Pyrénées Ménilmontant, local cial tte propriété 460 m², environ. Urgent 634-13-18.

fonds de commerce

Ventes

Excellente petite affaire outillage d'importation en exclusivité. Clientèle très variée, personnel réduit, prix comptant 650.000 francs plus stock.
Ecr. s/n° 8063 M le Monde service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Vends région Est de Paris SPLEND. AFFAIRE COIFFURE esthétique pleine expansion valable pour personnes désirant faire bon placement. Très gros chiffre d'affaires, libre de suite. Prix à débattre sur place.
Écrire sous le n° T 039770 M
RÉGIE PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

PART. VEND A PART.
RESTAURANT
3 ★★★ TOURISME
CADRE ET SIT. EXCEPT DANS VIEUX PARIS
Licence IV, 50 couverts, gros C.A., logt agrément conviendrait à couple : chef réputé, épouse récept. Rendez-vous interm. Mme CHARTRAIN 265-95-26.

boutiques

Ventes

BOUTIQUE A NEUILLY
85 m², bail récent, 100.000 F exclusivité L.G.M. 265-56-44.

POUR INVESTISSEURS
MURS BOUTIQUES
Rentabilité 8 à 10 %
92200 NEUILLY, avenue Charles-de-Gaulle, 56 m². 400.000 F.
763-12-03.

---

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 296-15-01

25 AVRIL 1983

AVEC MATRA LA TECHNOLOGIE FRANÇAISE PREND LA TETE

Le Président de la République Française inaugure le métro le plus moderne du monde dans la ville historique de *Lille*.

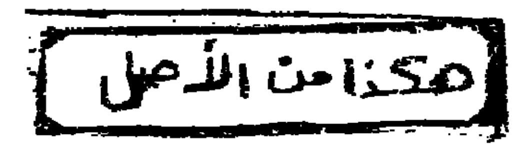
Ce système de transport tout à fait "innovatif" permet à la *Communauté Urbaine de Lille* de mettre à la disposition de sa population un mode de transport que lui envieront bien des villes françaises et étrangères.

Matra place donc la *France* au premier rang mondial des transports urbains en relevant un véritable défi technologique.

Ce pari a été gagné grâce à l'imagination, au dynamisme, à l'expérience des ingénieurs, techniciens et ouvriers de *Matra*. Une fois encore à l'avant-garde des techniques de pointe, *Matra* est fière d'avoir su adapter pour le public le plus large *son savoir et sa maîtrise des systèmes complexes*, jusqu'alors réservés à d'autres domaines d'activités.







Le Monde

économie

SOCIAL

AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

« L'emploi reste la priorité » affirme M. Bérégovoy

« L'emploi reste la priorité », a affirmé M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, lors du « Club de la presse » organisé par Europe 1, le dimanche 24 avril 1983. *« Il ne faut pas opposer la lutte pour l'emploi et contre le chômage à la lutte contre l'inflation et contre le déficit du commerce extérieur »*, a-t-il ajouté. Mais cette priorité passe par une révision des modes de consommation des Français *« dans le temps présent et pour le temps qui vient (...). Les Français, volontairement, doivent réduire autant que faire se peut leur consommation de produits importés. (...) Il vaut mieux acheter un produit français que d'avoir un chômeur de plus. »*

Quant à la réduction du temps de travail, M. Bérégovoy a affirmé : *« L'objectif des trente-cinq heures (...) demeure l'objectif du gouvernement. Seulement, nous devons y aller par la voie contractuelle en encourageant des négociations branche par branche, entreprise par entreprise. »* Se plaçant résolument dans la perspective des dix prochaines années et de *« la révolution technologique, électronique et informatique que la France devra affronter »*, le ministre a rappelé les efforts à faire en matière d'investissements dans les machines et les hommes. *« La formation est capitale »*, a-t-il dit. Mais ces investissements sont inséparables du *« dialogue social »*. Derrière *« la rigueur »* doivent se profiler la perspective de la solidarité et la poursuite de l'action vers la réduction des inégalités sociales. Et, face à l'opposition de la *« croissance zéro à la croissance un peu folle de la période 1960-1970 »*, M. Bérégovoy propose *« une croissance sociale à inventer »* dans les services, l'industrie, le secteur tertiaire.

Les cadres « veulent que la solidarité serve enfin à quelque chose » affirme M. Vanlerenberghe (U.C.C.-C.F.D.T.)

« Il est indispensable d'ouvrir de nouveaux espaces de négociation », a affirmé M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'U.C.C.-C.F.D.T., le 22 avril, lors d'un déjeuner de presse. Pour le dirigeant syndicaliste, *« plus de rigueur aurait été acceptée, notamment des cadres, si les résultats de l'effort demandé leur apparaissaient comme capables de réduire le chômage et de faire croître les investissements »*, l'affichage de telles ambitions supposait, selon M. Vanlerenberghe, *« un prélèvement sur les revenus plus important, négocié et différentiel »*.

M. Vanlerenberghe a estimé que *« les techniques d'épargne forcée, retenue à la source, auraient été préférables à l'emprunt fiscal »*. Geler une partie de l'augmentation du revenu nominal serait possible, pour l'U.C.C., moyennant quelques conditions : le capital bloqué aurait un pouvoir d'achat garanti ; le revenu différé serait imposé l'année où son utilisation serait possible ; le gel devrait être différencié selon le niveau de revenu. *« Dans tous les cas,* a souligné M. Vanlerenberghe, *il devrait être possible, si la relance est au rendez-vous, de débloquer avant le terme prévu ce revenu différé. »*

Suggérant une table ronde économique annuelle, entre le gouvernement et les organisations syndicales et professionnelles, le secrétaire général de l'U.C.C.-C.F.D.T. a demandé à M. Mauroy *« d'aller plus avant »* dans la modification de l'assiette des cotisations des allocations familiales. Si la cotisation était fixée à 6 % de l'ensemble des revenus, au lieu de 9 % du salaire plafonné et payé par le patronat, *« le changement de dispositif dégagerait une marge de manœuvre de 3 % environ sur les salaires. L'affectation de ces 3 % devrait être soumise à la négociation »* pour en affecter contractuellement *« une partie à l'autofinancement et une autre partie au partage du travail, ou à toute autre demande sociale »*. Les cadres, pour M. Vanlerenberghe, *« veulent que la solidarité serve enfin à quelque chose »* et à cet égard, selon lui, il y a encore du grain à moudre.

M. MENU : « Une grande manifestation de mécontentement des cadres est inévitable. »

« Une grande manifestation de mécontentement des cadres est inévitable », à l'automne prochain, a déclaré, le 22 avril à Bordeaux, M. Jean Menu. Pour le président de la C.G.C., *« les cadres veulent bien faire des sacrifices, car ils savent le bien-fondé de la politique d'austérité, mais prendre comme base de calcul des efforts de solidarité l'impôt sur le revenu, c'est instituer l'injustice au carré et choisir comme victime numéro un l'encadrement »*. M. Menu a ajouté à propos de la préparation du IXe Plan : *« Ni les syndicats ni les partenaires sociaux, qui reflètent dans leurs différentes sensibilités la volonté du pays, n'ont été consultés. Ce projet de plan relève plus de la poésie que du cartésianisme : M. Lang aurait abouti au même résultat que M. Le Garrec. »*

A Paris

MM. MAIRE ET KRASUCKI PARTICIPERONT AU DÉFILÉ UNITAIRE DU 1er MAI

A la tête d'une délégation de la commission exécutive de sa confédération, M. Edmond Maire participera au défilé unitaire C.G.T.-C.F.D.T.-FEN le 1er mai, à Paris. Le secrétaire général de la C.F.D.T. répond ainsi à une invitation de son union régionale parisienne. L'organisation de ce 1er mai unitaire parisien – sur lequel l'hebdomadaire confédéral observe le silence dans son numéro du 21 avril – a pourtant suscité de sérieuses réserves jusqu'au sein de la commission exécutive.

***« A l'occasion du 1er mai, déclare M. Jacques Chérèque dans « Syndicalisme hebdo », nous ne nous laisserons pas bercer par le discours unitaire de la C.G.T. Il serait paradoxal que notre effort de lucidité en tout lutte sur les illusions sentimentales de l'unité avec la C.G.T. »* Mais, à Paris, M. Maire défilera donc aux côtés de M. Henri Krasucki qui, indique-t-on dans son entourage, participera comme chaque année à la manifestation des militants parisiens de la C.G.T.**

● **Les grévistes d'Usinor-Dunkerque sont évacués de l'aéroport de Calais.** – Les sept militants, du Syndicat de lutte des travailleurs (S.L.T.) d'Usinor, qui s'étaient installés dans une caravane sur l'aéroport de Calais-Marck, où l'avion de M. François Mitterrand doit atterrir lundi, ont été expulsés par la police dimanche soir. Ces sept militants, qui veulent dénoncer l'*« insécurité du travail »* et *« la répression »* à Usinor, avaient été rejoints sur l'aéroport par le secrétaire du S.L.T., M. Franz Flatischler, qui a été également expulsé après s'être enchaîné aux grilles de l'aéroport. – *(A.F.P.)*

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

COMPROMIS SUR LA RÉDACTION EN FRANÇAIS DES DOCUMENTS DOUANIERS

Bruxelles *(A.F.P.)*. – La Commission européenne, qui s'était opposée en décembre 1982 à la décision française d'imposer la rédaction en français des documents douaniers et d'accompagnement pour les produits importés, a annoncé, le 22 avril, qu'*« une solution satisfaisante »* avait pu être trouvée conjointement avec Paris qui est *« conforme aux règles du traité en matière de libre circulation des marchandises »*.

Il résulte de ce compromis que les déclarations de douane doivent être rédigées en français ; que les documents qui les accompagnent et qui sont nécessaires au dédouanement peuvent être rédigés en langue étrangère. Néanmoins, les services douaniers français conservent la possibilité de demander une traduction. Dans ce cas, ils devront se contenter d'une traduction libre, la traduction certifiée n'étant exigée qu'en cas de contentieux.

En ce qui concerne le contrôle des *« mentions faisant corps avec la marchandise et non nécessaires au dédouanement »* (étiquettes, emballages et notices d'utilisation), il est rappelé que les dispositions de la loi du 31 décembre 1975 concernant l'emploi de la langue française s'appliquent à tous les produits commercialisés en France. Mais il est précisé que la rédaction en français de ces mentions et documents n'est pas exigée lors du dédouanement, mais au stade de la commercialisation pour les marchandises importées des autres États membres de la C.E.E.

ÉTRANGER

En Espagne

LE PREMIER BUDGET SOCIALISTE

Priorité à l'assainissement financier

De notre correspondant

Madrid. – **Le premier budget des socialistes espagnols, que le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, a rendu public, samedi 23 avril, est marqué du sceau de la prudence, voire de l'austérité. Il vise à la fois, suivant le ministre, à éviter les écueils du plan de stabilisation réclamé par certains et ceux de la relance précipitée qui *« oblige à de brusques corrections postérieures »*, une allusion transparente à la situation française.**

Présenté quatre mois après son entrée en vigueur, le budget 1983 ne sera sans doute formellement approuvé par le Parlement qu'au début du second semestre. Ce retard est essentiellement dû, selon M. Boyer, aux efforts faits par le gouvernement pour réduire, par le biais de *« coupes sombres »* frappant tous les ministères, le déficit du budget. Ce dernier atteignait déjà l'an dernier 6 % du produit national (le double, proportionnellement, de celui enregistré en France). Cette fois, il sera ramené à 1 100 milliards de pesetas (1), équivalant à 4,8 % du P.N.B. Les dépenses augmenteront en valeur (c'est-à-dire compte tenu des prix) de 22 % par rapport au budget de 1982 et les recettes de 29 %, soit, en volume, respectivement de 10 et 17 %.

L'intention des socialistes de maintenir une politique de rigueur (la hausse des prix prévue est de 12 %) ne se manifeste pas seulement par le contrôle du déficit, mais aussi par son mode de financement. Au lieu d'avoir recours en grande partie, comme par le passé, à la « planche à billets », le gouvernement fera davantage appel à l'épargne, c'est-à-dire qu'il lancera des emprunts. Ce procédé permettra d'éponger les liquidités et d'afficher aussi un objectif sévère de 13 % (à peine 1 % de plus que le taux d'inflation prévu) à la croissance de la masse monétaire en 1983. Cette politique ne risque-t-elle pas de réduire le crédit disponible pour les entreprises, rendant ainsi plus difficile l'investissement que le gouvernement prétend promouvoir ? M. Boyer ne le croit pas, car, affirme-t-il, *« les raisons qui limitent l'investissement sont, pour le moment, liées à la baisse de la demande et non à celle du crédit »*.

Du côté des recettes, le budget prévoit une hausse limitée de la pression fiscale, qui représentera cette année 15,3 % du P.N.B. contre 14,3 % en 1982. Rompant avec la tendance des années antérieures, les impôts directs augmenteront davantage proportionnellement *que les impôts indirects*. Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu seront sensiblement modifiées. Les familles disposant de ressources modestes verront leur contribution allégée, mais celles ayant des revenus très importants seront également favorisées, puisque le taux d'imposition de la tranche la plus élevée du barème sera ramené de 68,5 à 65 %. Cette dernière mesure sera certainement très mal accueillie par certains secteurs du parti au pouvoir. Elle est justifiée par le désir de lutter contre la fraude, un taux marginal trop élevé incitant à l'évasion fiscale.

Quant à l'impôt sur les sociétés, son taux augmentera, passant de 33 à 35 %. Des dégrèvements importants pouvant atteindre 40 % du montant total de l'impôt sont prévus pour inciter les entreprises à investir. Les socialistes n'entendent donc pas alourdir les charges qui grèvent le capital, mais les répartir de manière différente de façon à favoriser les entreprises qui contribuent à la reprise de l'économie.

Entraîner l'investissement privé

Au chapitre des dépenses, l'effort porte davantage sur leur nouvelle répartition que sur leur montant total. Les frais de fonctionnement et du personnel doivent, proportionnellement, diminuer afin de permettre une forte augmentation des transferts inévitables en cette période de crise et une hausse plus faible de l'investissement public. Ce dernier doit croître de 23 % en valeur, soit 11 % en termes réels. Reste à savoir si ce taux sera suffisant pour faire que les dépenses productives de l'Etat soient, comme le prétend le gouvernement, le « moteur » de l'investissement privé.

Les transferts destinés aux allocations de chômage augmentent de 25 % en valeur, soit de 13 % en volume (17 % de la population active est sans emploi), tout comme ceux destinés à la Sécurité sociale. Cette dernière mesure est essentiellement destinée à alléger la quote-part des entreprises à la Sécurité sociale, une revendication pressante du patronat.

La répartition des dépenses entre ministères montre d'importants changements par rapport à 1982. Les plus favorisés sont ceux directement liés à l'activité productrice (économie, finances, agriculture, transports et communications), tandis que, les ministères « sociaux » (éducation, culture, justice) ainsi que, dans une moindre mesure, la défense et l'intérieur voient diminuer leur part dans le budget. La baisse est particulièrement sensible pour le portefeuille de la santé, qui, malgré l'inflation, voit le montant de ses allocations fortement réduit. Là encore tout porte à croire que cette nouvelle donne ne fera pas l'unanimité parmi les socialistes.

En présentant le budget, M. Boyer a annoncé qu'une série de mesures complémentaires serait adoptée au cours des prochains mois. Outre l'introduction de la T.V.A. et la réforme du fonctionnement de l'administration, qui étaient attendues, deux autres projets retiennent l'attention : la refonte du système de Sécurité sociale, qui pourrait inclure sa privatisation partielle (le ministre ne s'est guère montré précis à ce sujet) et *« l'assouplissement de la réglementation du marché du travail »*. Réclamées par le patronat, ces deux réformes seront certainement très critiquées par les syndicats, y compris par l'U.G.T. (Union générale des travailleurs) socialiste. Les centrales craignent que la première n'aboutisse à un alourdissement des quotes-parts des travailleurs. Ils redoutent que la seconde n'entraîne, en cette période de crise et de récession, plus de licenciements que d'embauches.

M. Boyer réussira-t-il le pari qu'il a fait de restaurer la confiance des entreprises, objectif qui a guidé de toute évidence l'élaboration de son budget ? Les socialistes veulent à la fois rétablir progressivement les grands équilibres financiers et convaincre le patronat de retrouver le chemin de l'investissement. Tant que la demande intérieure restera faible et que la conjoncture internationale limitera la croissance des exportations, les perspectives de reprise économique (M. Boyer prévoit un taux de croissance du P.N.B. de 2 % en 1983) seront modestes. *D'autant que le gouvernement a rejeté l'hypothèse d'une forte relance basée sur le secteur public.*

Dans ces conditions, la lutte contre le fléau social le plus dramatique que connaît l'Espagne, celui du taux de chômage qui est le plus élevé des pays industrialisés occidentaux, ne semble pas prioritaire dans l'immédiat pour le gouvernement. Le ministre de l'économie a reconnu, en présentant son budget, que l'on pouvait seulement aspirer à ce que la situation de l'emploi ne se dégrade pas davantage en 1983. La promesse des socialistes, tant répétée durant leur campagne électorale, de créer durant les quatre années de leur législature huit cent mille emplois nouveaux paraît aujourd'hui bien difficile à réaliser.

THIERRY MALINIAK.

(1) 100 pesetas = 5,40 F.

MARCHÉ COMMUN

Les pays arabes s'inquiètent de l'élargissement de la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles *(Communautés européennes)*. – Les prochaines adhésions de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. ont marqué les travaux du colloque sur la collaboration euro-arabe qui s'est tenu, du 20 au 22 avril, à Bruxelles. Organisés par les chambres de commerce euro-arabes, les travaux ont porté sur tous les aspects des relations économiques et commerciales entre les Dix et les pays de la Ligue arabe.

M. Pisani, le commissaire européen au développement, a d'entrée de jeu donné le ton : *« L'élargissement de la Communauté, mécaniquement, ne peut qu'aggraver les difficultés actuelles. »* Selon lui, les responsables européens ne peuvent se limiter à une évaluation des conséquences sur les partenaires du tiers-monde, mais *« doivent poser globalement le problème des perspectives de l'agriculture méditerranéenne. La tendance naturelle ne nous conduit pas à l'apaisement, mais au conflit »*.

Plusieurs participants ont soulevé, pour leur part, la question des produits industriels. M. Boukeris, président de la Fédération tunisienne du textile, a longuement développé le cas de ce secteur. La politique de limitation des importations de la C.E.E., a-t-il affirmé, a eu *« pour effet immédiat la fermeture de 17 usines, le licenciement de 2 000 ouvriers et la mise en chômage technique de 3 000 autres en Tunisie »*.

Quant à la relance du dialogue euro-arable en panne depuis plusieurs années, elle n'a pas fait l'objet de véritables débats, même si elle était présente dans tous les esprits. M. El Dajani, secrétaire général de l'union des chambres de commerce arabes, a évoqué cependant à deux reprises *« la pression des Etats-Unis pour que l'Europe n'ait pas une politique autonome à l'égard du monde arabe »*. – M. S.

● **Une « marche du peuple pour l'emploi »** est partie, samedi 23 avril, de Glasgow (Ecosse) vers Londres, pour protester contre la politique du gouvernement Thatcher et *« démontrer qu'il existe une alternative à cette politique, capable de remettre notre peuple au travail »*. Cette marche de 645 kilomètres, qui doit durer quarante-trois jours, est organisée par la Fédération des syndicats britanniques (TUC).

● **Les pays de l'OPEP pourraient imposer une « taxe de rétorsion » sur les produits en provenance des pays consommateurs de pétrole** qui décideraient d'appliquer une taxe sur les importations de pétrole, a déclaré M. Marc Saturnin Nguema, secrétaire général de l'OPEP, vendredi 22 avril, dans une interview à la radio autrichienne. *« Une réaction éventuelle et possible de la part des pays membres de l'OPEP à une taxe à l'importation de pétrole serait l'application d'une taxe à l'importation des produits manufacturés venant de ces pays »*, a déclaré M. Nguema.

AFFAIRES

POINT DE VUE

Le nouvel impératif industriel

I. – *Sans filières ni créneaux*

par LIONEL STOLÉRU (*)

S'IL est un domaine où on ne peut accuser les socialistes d'impréparation au pouvoir, c'est bien celui de la politique industrielle. Conscients de l'importance essentielle de l'appropriation collective des moyens de production dans le modèle marxiste, les socialistes avaient consacré plus de vingt années à préciser leur doctrine, avaient arrêté dix ans avant d'arriver au pouvoir la liste des nationalisations et précisé dans de multiples colloques et ouvrages leur politique industrielle. Pourquoi, dans ces conditions, a-t-il fallu déjà changer trois fois en deux ans de ministre de l'industrie et de politique industrielle ?

J'ai eu la chance, après la publication en 1969 de *l'Impératif industriel*, d'être associé auprès de M. Giscard d'Estaing de 1969 à 1974 à la première grande époque de réconciliation de la France et de son industrie : celle de Georges Pompidou. J'ai pu ainsi juger de la complexité des données, de l'ampleur des intérêts en jeu et du courage nécessaire : il fallait du courage pour dire « non » à Westinghouse et au groupe Empain pour la cession de Jeumont-Schneider il y a près de quinze ans : mais sans ce courage, nous n'aurions pas d'industrie nucléaire compétitive aujourd'hui.

A son arrivée au pouvoir, le gouvernement socialiste a voulu opposer une conception nouvelle de *« filières »* industrielles à une prétendue conception antérieure de *« créneaux »*. Derrière ce jargon se cache une idée simple : les gouvernements précédents auraient essayé de prendre ici ou là de petits créneaux du marché mondial sur quelques produits, laissant vides d'énormes brèches où nos concurrents se seraient engouffrés, d'où nos problèmes actuels et la nécessité de colmater ces brèches par des filières intégrées couvrant d'amont en aval toute la production d'un secteur.

Cette description manichéenne est fausse. La politique industrielle des quinze dernières années n'a pas été une politique de simples créneaux. Plusieurs grandes filières ont également été constituées ou renforcées.

La filière pétrolière, conçue en 1928 et constamment renforcée, a permis à la France d'aborder la crise pétrolière avec deux entreprises, Elf et C.F.P., intégrées de la production au raffinage.

La filière nucléaire a été constituée par Georges Pompidou à partir des acquis technologiques voulus par le général de Gaulle, mais en sachant abandonner, pour passer au stade industriel, la filière graphite-gaz française pour une francisation des filières américaines P.W.R. et B.W.R. grâce à leurs licenciés français Jeumont-Schneider et C.G.E. Cette filière industrielle a ensuite été patiemment complétée des mines d'uranium jusqu'aux centrales nucléaires en passant par l'enrichissement de l'uranium.

La filière spatiale, initiée en 1970, a cherché à satisfaire intégralement un des marchés d'avenir : la mise sur orbite de satellites de communication.

Et si la *filière électronique n'a pas été mise en place, c'est non par négligence*, mais par un choix délibéré du plan d'électronique civile : laisser au tiers-monde et à Singapour les composants simples et essayer (*d'ailleurs sans grand succès, hélas !*) de nous placer sur les circuits et composants de haute technologie.

Dépassons donc ce débat doctrinal pour juger concrètement des mérites de chacune des deux stratégies de créneaux et filières.

De l'utilité d'un noyau dur

Du côté des créneaux, une étude (1) remarquable de Paribas est très instructive. Dans cinq pays, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, l'Angleterre et la France, ont été recensés les *« pôles »*, c'est-à-dire les spécialités les plus performantes de chaque pays, celles qui, par-delà les vicissitudes de la crise, donnent au pays un excédent d'exportations durable et massif. L'ampleur de cet excédent de devises a ensuite été calculé pour les cinq premiers pôles de chaque pays. Le résultat est saisissant :

– 43 % de l'excédent commercial (en pourcentage des échanges) du *Japon* sont dus à ses cinq premiers créneaux : acier, automobile, magnétophones et magnétoscopes, électronique et biens d'équipement industriel ;

– 16 % de l'excédent de l'*Allemagne* proviennent des automobiles, des machines spécialisées, des biens d'équipement, de l'acier et des articles industriels en métal ;

– 12 % de l'excédent des *Etats-Unis proviennent* des avions, des ordinateurs, des machines spécialisées, des moteurs et des insecticides ;

– 7 % de l'*excédent* de la *France* proviennent des matériels de transport (avions, auto, rail), de l'agro-alimentaire, de l'acier, des parfums et des pneumatiques ;

– 6 % de l'excédent de l'*Angleterre* proviennent des machines spécialisées, des moteurs, des biens d'équipement, de la pharmacie et de la chimie.

Il y a là un enseignement majeur : un grand pays industriel doit avoir un noyau dur de spécialités industrielles où il domine le marché mondial et qui lui permette de se rassembler en carré autour de cette vieille garde en cas de coup dur et de tourmente internationale. Nous devons en France constituer quelques-uns de ces créneaux et leur assurer une puissance internationale durable. Dans l'immédiat, nous devons renforcer en toute première priorité nos deux créneaux les plus forts : l'agro-alimentaire et le matériel de transport. B.S.N., Renault et Peugeot, Dassault et SNIAS (et aussi les industries de luxe), sont pour notre pays des pôles de développement absolument vitaux.

Les trous de la passoire

Du côté des filières, la dernière étude de l'INSEE (2) recense dix-neuf filières de l'amont à l'aval.

On y constate tout d'abord qu'il n'y a aucune opposition entre filières et créneaux, bien au contraire. C'est en partie parce que Renault et Peugeot sont forts que Michelin, les accessoires automobiles et les transports routiers ont pu se développer. Peut-être Air France se serait-il développé sans la SNIAS et Dassault, mais les deux se sont entraidés, de même que la S.N.C.F. et notre industrie ferroviaire.

Mais, au-delà de ces évidences, la vraie question est de savoir où il faut se battre, de distinguer les combats que l'on peut gagner des combats perdus d'avance.

Une filière textile intégrée du tee-shirt en coton blanc au prêt-à-porter des grands couturiers serait une pure folie. Laissons au tiers-monde ce qu'il fait mieux que nous, et ce sera non du défaitisme, mais au contraire une contribution utile au rapprochement Nord-Sud. En revanche, il est certainement anormal que le bois des forêts vosgiennes soit exporté en Allemagne pour nous revenir sous forme de meubles, nous qui, pendant des siècles, avons conçu et exécuté les plus beaux mobiliers du monde. Mais même dans cette filière-bois qui doit être mieux intégrée, il ne faut pas nécessairement chercher à boucher tous les trous : rien ne dit que, même avec nos richesses forestières, nous pourrons fabriquer de la pâte à papier compétitive avec celle issue des immenses forêts nordiques ou canadiennes.

Un proverbe chinois dit : « On ne peut pas reprocher à une passoire d'avoir des trous. » Sachons distinguer *dans l'industrie* avec la *même* lucidité les trous qui sont faits pour cela et les trous qu'il faut boucher.

S'il y a ainsi, ici et là, des parts de vérité dans ces approches, ce serait une erreur de les ériger en système. C'est donc sans fleurs ni couronnes, sans filières ni créneaux, qu'il faut enterrer la stratégie industrielle de M. Jean-Pierre Chevènement. Par quoi la remplacer ? Dans le contexte de détresse industrielle actuelle, la réponse est simple : par une *politique de l'entreprise* qui, au niveau le plus *décentralisé* possible, s'efforce par-delà les analyses sectorielles de tonifier, de revivifier, de régénérer l'ensemble de notre tissu industriel d'entreprises petites, moyennes ou grandes. L'heure n'est plus à la sélectivité raffinée, elle est à la survie : tel est le nouvel impératif industriel.

Prochain article :

LE CREUSET DE L'ENTREPRISE

(*) Ancien secrétaire d'État, auteur de *l'Impératif industriel* (Seuil, 1969).

(1) *Conjoncture* n° 11, décembre 1982.

(2) INSEE. « Les filières de production ». *Archives et Documents*. Février 1983.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 14-4-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	345 961
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	18 516
ECU	67 923
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 483
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 817
dont :	
Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	205 796
dont :	
Effets escomptés	85 840
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	68 539
5) DIVERS	7 328
Total	633 440

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	178 017
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	9 433
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	7 818
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	67 684
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	11 577
5) ECU A LIVRER AU FECOM	67 372
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	11 591
Total	633 440

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	15 avril	22 avril
Valeurs franç. à revenu variable	1002,1	999,3
Valeurs étrangères	3001,5	3037
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	144,6	144,2
Valeurs étrangères	406,1	410,9
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	124,9	124,5
Pétrole-Énergie	102,7	103,4
Métallurgie	81,4	78,7
Chimie	123,9	124,1
Bâtim., mat. constr., trav. publics	115,3	113,8
Constructions mécaniques	109,5	109
Matériel électrique	154,7	161,6
Automobile et accessoires	116,4	116
Industr. de consom. non alim.	157,9	162,4
Agro-alimentaire	146,5	148
Distribution	94,5	91,6
Transports	127,1	129,4
Services	142	141,1
Assurances	98,4	101,6
Banques	149	149,8
Immobilier et foncier	128,3	128,9
Investissement et portefeuille	131,3	103,5
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	101,8	101,7
Emprunts d'État (*)	102,8	102,8
Emprunts garantis et assimilés (*)	101,8	101,4
Sociétés (*)	101,8	101,6
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	89,3	89,1
Sociétés (*)	96,6	96,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	120,2	119,6
Produits de base	102,1	103
Construction	111,6	110,5
Biens d'équipement	116,7	117
Biens de consom. durables	132,6	130,8
Biens de consom. non durables	152,6	152,8
Biens de consom. alimentaires	144,5	144
Services	108	106,9
Sociétés financières	136,4	135,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	99,4	98,1
Valeurs industrielles	121,4	120,9
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	106,7	108,1

(*) Indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EUROMARCHÉ. — Le bénéfice net pour 1982 est de 83,33 millions de francs (+ 5,4 %). Le résultat net consolidé accuse une diminution de 2,4 % à 95,16 millions. La marge brute représente 2,8 % du chiffre d'affaires. Le dividende global est maintenu à 48 F.

LESIEUR. — A cause des indemnités de départ à la retraite, le bénéfice net consolidé (part du groupe) a baissé de 3,6 % en 1982 : 118,4 millions de francs. Le dividende global est fixé à 53,64 F contre 51,75 F.

ARJOMARI. — Le bénéfice net pour 1982 s'établit à 20,8 millions de francs (+ 147,6 %). Cette progression provient du fait que le précédent résultat avait été affecté par des indemnités de départ (5,7 millions) et le provisionnement des nouveaux avantages sociaux (3,3 millions).

Abstraction faite de ces facteurs, l'augmentation réelle des profits ressort à 19,5 %. Les résultats consolidés attendus devraient marquer une progression sensible. Une estimation parue dans la presse, en mars dernier, donnait 34 millions de francs (contre 16,3 millions en 1981). Le dividende global est porté de 15 F à 16,50 F.

LABORATOIRE BELLON. — Le bénéfice net pour 1982 baisse de 15,9 % (27,4 millions de francs contre 32,6 millions). Le dividende global est minoré : 30 F contre 33 F.

CIMENTS FRANÇAIS. — Le bénéfice net consolidé du groupe pour 1982 s'établit à 139,6 millions de francs, sans grand changement. Dividende net : 13,87 F contre 13,20 F.

C.G.E. — Résultat net des opérations courantes pour 1982 : 248,2 millions de francs contre 238,2 millions.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	20 avril	21 avril
Valeurs françaises	120,1	121,2
Valeurs étrangères	123,8	125,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	21 avril	22 avril
Indice général	120	119,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 25 avril .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	22 avril	25 avril
1 dollar (en yens)	236,60	235,90

BOURSE DE PARIS — Comptant — 22 AVRIL

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	27 20	1 677	De Dietrich	311	316	Naval Worms	108 50	109	B. N. Mexique	7 25	....
5 %	38 90	1 110	Degremont	128	133 10	Navig. (Nat. de)	57 50	55 60	B. Régl. Internat.	38850	39500
3 % amort. 45-54	71	2 178	Delalande S.A.	131 20	132 50	Nicolas	316 50	320	Barlow Rand	100	100
4 1/4 % 1963	103 20	2 665	Delmas-Vieljeux	495	491	Nodet-Gougis	69	69 10	Bell Canada	188	197 50
Emp. N. Éq. 6 % 67	114 50	5 359	Dév. Rég. P.d.C (Li)	118 10	119 60	OPB Paribas	94	92	Blyvoor	138	....
Emp. 7 % 1973	8376	..	Didot-Bottin	264	263	Opeorg	86 50	86	Bowater	26	24
Emp. 8,80 % 77	105 10	8 077	Dist. Indochine	349	345	Origny-Desvroise	138 20	139	British Petroleum	53 50	53
9,80 % 78/93	87 40	7 652	Drag. Trav. Pub.	200	200	Palais Nouveauté	292	293	Br. Lambert	365	....
8,80 % 78/86	87 10	3 182	Duc-Lamothe	295	290	Paris-Orléans	103 20	101 50	Caland Holdings	98 60	....
[illegible]											

SICAV [illegible]

Second marché [illegible]

Hors-cote [illegible]

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1897	4,5 % 1973	1889	1918	1890	1882	660	Europe n° 1	663	660	660	651
3235	C.N.E. 3 %	3205	3200	3210	3200	670	Facom	668	675	658	662
580	Agence Havas	580	585	585	576	910	Fichet-Bauche	910	905	905	890
[illegible]											

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
530	Esselte	528	532	532	532	68	Shell transp.	69	69 30	69	68 40
295	Exxon Corp.	294	302	295	296	1260	Siemens A.G.	1258	1268	1268	1268
415	Ford Motors	415	420	419	420	130	Sony	132 80	134 20	134 20	131 80
435	Free State	438	442	442	442	174	T.D.K.	174 20	177 30	176 50	177 90
276	Gencor	275	276	274	270 50	710	Unilever	710	723	725	....
196	Gén. Belgique	293	293	292 50	288	670	Unit. Techn.	670	683	682	671
1010	Gén. Electr.	1015	1028	1019	1028	1020	Vaal Reefs	1025	1015	1030	1010
590	Gen. Motors	591	592	592	598	540	West Deep	540	550	546	550
75	Goldfields	75	77 20	78	76 80	480	West Hold.	485	494	490	492
205	Harmony	205	210 50	215	210	390	Xerox Corp.	379 50	399	400	391 50
30	Hitachi	30 10	30 30	29 90	30 05	2.91	Zambia Corp.	2 80	2 85	2 84	2 90
520	Hoechst Akt.	521	540	540	530						

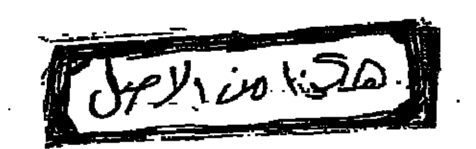
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 368	7 347	7 050	7 450
Allemagne (100 DM)	299 970	299 900	290	310
Belgique (100 F)	15 042	15 057	14 300	15 400
Pays-Bas (100 fl.)	266 400	266 370	257	277
Danemark (100 krd)	84 490	84 520	80	88
Norvège (100 k)	103 020	103 080	97	104
Grande-Bretagne (£ 1)	11 350	11 386	10 800	11 800
Grèce (100 drachmes)	8 760	8 760	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 037	5 041	4 800	5 305
Suisse (100 fr.)	356 720	356 760	345	366
Suède (100 krs)	98 230	98 040	93	100
Autriche (100 sch)	42 660	42 640	42	44
Espagne (100 pes.)	5 408	5 401	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	7 510	7 400	6 800	8 300
Canada ($ can 1)	5 980	5 979	5 750	6 050
Japon (100 yens)	3 114	3 110	2 930	3 090

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/4
Or fin (kilo en barre)	104000	102750
Or fin (en lingot)	104000	102500
Pièce française (20 fr)	682	685
Pièce française (10 fr)	401	....
Pièce suisse (20 fr)	668	686
Pièce latine (20 fr)	653	654
Souverain	791	797
Pièce de 20 dollars	4005	3920
Pièce de 10 dollars	1810	1820
Pièce de 5 dollars	1050	....
Pièce de 50 pesos	4286	4200
Pièce de 10 florins	660	660



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE REPLI DU DOLLAR S'ACCENTUE : 7,30 F

Amorcé à la veille du week-end dernier, à la suite des interventions massives de la Banque fédérale d'Allemagne, le repli du dollar s'est accentué lundi 25 avril sur les marchés des changes.

A Francfort, le cours de la monnaie américaine est revenu, en deux séances, de 2,4550 DM à 2,4350 DM, et, à Paris, de 7,36 F à un peu plus de 7,30 F.

L'accélération de ce repli est attribuée, essentiellement, aux espoirs de détente des taux d'intérêt aux États-Unis, suscités par la très forte contraction de la masse monétaire dans ce pays pendant la semaine se terminant le 13 avril : la masse a diminué de 3,1 milliards de dollars, alors que les milieux financiers tablaient sur une baisse de 200 milliards de dollars seulement. conjuguée avec une hausse des prix ramenée à 0,1 % en mars outre-Atlantique, cette contraction permet de penser que les autorités monétaires ne se croiront pas obligées de durcir leur politique pour éviter une reprise de l'inflation qu'aurait pu provoquer un gonflement trop rapide des liquidités, tel qu'il a été observé en février et en mars.

De retour de Washington, où il s'était entretenu avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, M. Gaston Thorn, président de la Commission européenne, a indiqué que le gouvernement américain restait opposé à toute intervention officielle sur les marchés des changes. Le président Reagan a évité, toutefois, de s'engager fermement sur ce sujet, qui devrait être débattu lors du prochain sommet de Williamsburg.

L'ACCORD C.N.P.F.-SYNDICATS (SAUF C.G.T.) SUR LE ROLE DE L'ENCADREMENT

Un accord a été signé, ce lundi 25 avril, entre le C.N.P.F. et les syndicats sur le rôle de l'encadrement dans les entreprises. La C.G.T. se prononcera ultérieurement sur ce texte en dix chapitres qui ne consacre pas, comme le demandait la C.G.C. à l'origine, un statut de l'encadrement, mais qui définit une série d'orientations qui serviront de base aux discussions qui vont maintenant pouvoir s'engager au niveau des branches professionnelles.

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

« L'effort que je demande au pays exige courage et persévérance »

déclare M. Mitterrand à Calais

De notre envoyé spécial.

Calais. – Le président de la République est arrivé lundi matin 25 avril à Calais, première étape d'un voyage de quarante-huit heures dans la région Nord-Pas-de-Calais placé sous le signe de la « renaissance industrielle ». Accueilli par quelques dizaines de personnes groupées sous des banderoles de la C.F.D.T. et de la C.G.T., le chef de l'Etat s'est aussitôt rendu à l'hôtel de ville, où il a d'abord insisté sur l'utilité de tels voyages qui lui permettent de mesurer directement « *les besoins* » de la France. M. Mitterrand a aussitôt renouvelé son appel à l'effort en indiquant : « *L'effort que je demande au pays, qui exige courage et persévérance, n'est pas fait simplement pour répondre à une difficulté temporaire, mais pour nous permettre de traverser au mieux la crise mondiale ; fait pour sauvegarder et préparer l'avenir de la France.* (...) *Tout cela n'est pas fait par hasard. Il faut que la France reprenne son rang. Cela exige l'effort auquel je vous appelle. Je veux que l'on sache, à cet égard, que c'est de toute ma force que je m'engage dans cette voie avec le gouvernement que j'ai désigné.* » Le chef de l'Etat a ensuite rappelé que le souci de ce gouvernement a toujours été de considérer la lutte contre le chômage comme « *une priorité absolue* ». Il a expliqué que, face au déclin des échanges internationaux, au déclin industriel et au transfert des lieux de production, qui s'effectue dans le monde aux dépens de l'Occident, la France a jusqu'à présent fait mieux que les autres pays industriels, en « *s'accrochant pour ne pas perdre pied* ».

M. Mitterrand a aussi souligné que, depuis qu'il était entré en fonctions, il a toujours tenu « *à ce que le gouvernement puisse remplir son rôle pleinement* ». « *Si j'entends bien conduire le pays, les affaires du pays dans leurs données essentielles, je laisse le gouvernement agir et je me garde d'arbitrer là où ce n'est pas nécessaire* », a-t-il ajouté.

Après Calais, le chef de l'Etat s'est rendu à Dunkerque, où il devait être accueilli par le maire de la ville, M. Prouvoyeur (R.P.R.). L'après-midi devait être marqué par un discours du président de la République devant les assemblées régionales réunies à Lille. M. Mitterrand se proposait de rappeler les axes principaux de la politique de *rénovation* industrielle et de mettre l'accent, notamment, sur la formation professionnelle des jeunes, la recherche et l'insertion des technologies de pointe dans l'ensemble de l'appareil de production. Au cours de ce voyage, M. Mitterrand s'est fixé plusieurs autres rendez-vous : il devait déjeuner lundi avec les ouvrières de l'entreprise de vente par correspondance *La Redoute*, rencontrer mardi les travailleurs de la mer sur le port de Boulogne, les agriculteurs de la coopérative laitière de Saint-Pol-sur-Ternoise, les élèves et les enseignants du lycée professionnel d'Arras, enfin les mineurs de Lens. *Outre le premier ministre, cinq* membres du gouvernement accompagnent M. Mitterrand : MM. Gaston Defferre, Charles Fiterman, Laurent Fabius, Jean Le Garrec et Guy Lengagne.

A Dunkerque, le chef de l'Etat a été accueilli par une foule nombreuse mais très partagée. Tandis que les représentants du monde ouvrier, regroupés derrière des banderoles de la C.G.T., affirmaient leur volonté de « *réussir le changement avec les travailleurs* », des représentants des commerçants criaient : « *Mitterrand, fous le camp !* »

● *Le Soviétique Vassili Smyslov* a été proclamé vainqueur, après tirage au sort, du quart de finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs qui se déroulait à Velden (Autriche). Les quatorze parties disputées depuis le 20 mars n'avaient pas permis à Smyslov et à Robert Huebner (R.F.A.) de se départager. A 7 points partout à l'issue de l'ultime rencontre, les deux grands maîtres internationaux, conformément au règlement, ont été soumis à l'épreuve du tirage au sort. C'est la première fois dans l'histoire du championnat du monde d'échecs que le hasard est mis à contribution.

Smyslov a de fortes chances de rencontrer en demi-finale le Hongrois Zoltan Ribli. Ce dernier, qui mène 5 à 4 face au Philippin Eugenio Torre, n'a plus qu'à faire nulle dans la dernière partie pour obtenir le demi-point qualificatif.

Le numéro du « Monde » daté 24-25 avril 1983 a été tiré à 481 652 exemplaires

LE QUAI D'ORSAY CONFIRME L'INCARCÉRATION EN LIBYE DE TROIS FRANÇAIS

Le ministère des relations extérieures a confirmé, lundi 25 avril les informations circulant depuis quelques jours sur l'incarcération de trois – et non pas de cinq – ressortissants français en Libye. Le Quai d'Orsay a précisé qu'il « *agissait naturellement pour faire respecter le droit de nos compatriotes et obtenir la libération* ».

Si aucune autre précision officielle n'a été fournie à Paris sur cette affaire, on a appris, de source privée que les trois prisonniers étaient des cadres de l'Union d'entreprises et de constructions (U.D.E.), société ayant son siège à Paris. Ils ont été arrêtés nuitamment, à la mi-janvier, et incarcérés dans une prison de Tripoli. On ignore les griefs libyens contre les trois Français.

L'an passé, une famille de trois personnes – la mère et ses deux fils adultes – originaire du Nord de la France, avait été libérée à Tripoli, après une vingtaine de mois de détention sous prétexte d'« *espionnage* ».

L'anniversaire du génocide arménien de 1915 a été célébré à travers le monde

Plusieurs dizaines de milliers d'Arméniens ont célébré à travers le monde, dimanche 24 avril, et notamment en France, en Iran, en Grèce et au Liban, le soixante-huitième anniversaire du génocide de 1915 au cours duquel 1,5 million d'Arméniens ont été massacrés par les Turcs. A Paris deux cortèges distincts, formés chacun d'un millier de personnes, ont défilé en début de soirée et se sont dispersés dans le calme à proximité du consulat de Turquie. Le premier était rassemblé à l'appel du parti Dachnag (social-démocrate, majoritaire dans la communauté arménienne française), le second était composé de militants du Mouvement national arménien, proche de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie, extrême-gauche). Le massacre de *1915* a été également commémoré à Marseille, en présence de MM. Jean-Victor Cordonnier, premier adjoint au maire de la ville, et Michel Pezet, président (P.S.) du conseil régional de Provence - Côte d'Azur.

A Téhéran, près de vingt-mille arméniens, entourés d'un important service d'ordre, ont parcouru les rues de la ville aux cris de « *A bas le gouvernement. Turc* ». En 1982, cette manifestation avait été interdite en raison d'incidents qui avaient eu lieu l'année précédente aux abords de l'ambassade de Turquie.

A Athènes, quelques centaines d'Arméniens ont déposé une gerbe de fleurs devant le « monument du génocide arménien », érigé il y a trois ans, et se sont rendus devant l'ambassade de Turquie. Un représentant du Comité national arménien de Grèce a salué « *la position positive de la France* » sur la question arménienne, estimant que celle-ci avait été prise « *malgré les pressions turques* » et qu'elle « *encourageait les Arméniens dans leur combat pour recouvrer leur patrie* ».

Le président de la République chypriote, M. Spyros Kyprianou, qui a rencontré dimanche à Paris le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a d'autre part examiné avec son interlocuteur les récentes accusations turques selon lesquelles des éléments de l'ASALA seraient entraînés clandestinement à Chypre. Le gouvernement de Chypre a déjà démenti ces accusations. Un porte-parole de la force de maintien de la paix de l'ONU à Chypre avait également déclaré samedi que l'enquête menée sur le terrain « *n'avait apporté absolument aucune preuve* » d'activité terroriste arménienne dans l'île.

APRÈS LA SAISIE A ORLY D'UN BOEING D'AIR ALGÉRIE

Sept fonctionnaires algériens ont été suspendus pour « graves négligences »

De notre correspondant

Alger. – Sept personnes occupant des postes de responsabilité au ministère des transports et à Air Algérie viennent d'être suspendues, « *compte tenu de graves négligences relevées dans la conclusion et l'exécution du contrat entre Air Algérie et la compagnie Evergreen International Airways* », a annoncé l'agence Algérie Presse Service. En raison d'un contentieux avec cette compagnie américaine, un avion des lignes régulières algériennes a été l'objet d'une saisie conservatoire à Orly (*le Monde* du 12 avril) : « *Ces négligences sont d'autant plus graves que la société nationale Air Algérie se trouve dans son bon droit et qu'un seuil minimal de vigilance de la part des cadres concernés lui aurait épargné le préjudice matériel qu'elle a subi.* »

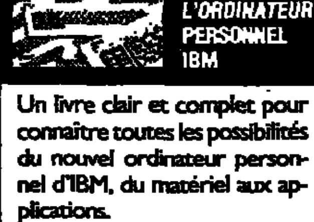
Au début de cette affaire, l'agence A.P.S., s'abritant derrière « *des observateurs dans la capitale française* », s'était interrogée sur « *les motivations qui ont amené le tribunal local d'Ivry-sur-Seine à se saisir d'une affaire qui relevait juridiquement de la compétence du tribunal d'Alger* », et n'excluait pas « *une manœuvre de certains milieux qui auraient cherché à nuire aux relations de coopération algéro-françaises* ». Toutefois, les autorités faisaient preuve d'une grande prudence. « *C'est un litige entre deux compagnies étrangères à la France mais qui a malheureusement eu lieu sur le territoire français. Il ne faut pas en faire un problème d'Etat* », disait-on de source informée.

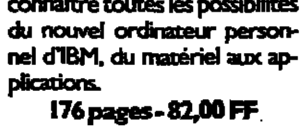
Les sanctions prises contre les sept cadres donnent à penser que, quel que soit le bon droit de l'Algérie sur le fond de l'affaire, ceux-ci avaient laissé figurer dans le contrat une clause en vertu de laquelle le tribunal français saisi du litige était compétent pour se prononcer comme il l'a fait. Les autorités algériennes paraissent s'être rendu compte de cette situation après avoir approfondi leur enquête.

J. de La G.













A B C D E F G